

REVISTA ROMÂNĂ DE SOCIOLOGIE

Anul XXI, nr. 1–2 • 2010

S U M A R

ROLUL ȘCOLII ÎN LUMEA CONTEMPORANĂ

- ALAIN BAUDRIT, L'élève du sens des autres à l'école: quelles compétences à développer chez les élèves? (Trezirea sensibilității față de ceilalți, în cadrul școlii: ce competențe ar trebui să le dezvoltăm elevilor?) 3

CONȘTIINȚĂ NAȚIONALĂ ȘI IDENTITATE ETNICĂ, ÎN CONTEXTUL GLOBALIZĂRII

- ANTON L. ALLAHAR, Politics of Ethno-Nationalism: a Post-Colonial and Post-Socialist Schema (Politica etnonaționalismului: o schemă postcolonială și postsocialistă) 13
CĂLIN COTOI, Marxism și naționalism. O nouă întâlnire ratată (replică profesorului Anton L. Allahar) 39

MONOGRAFIA COMUNEI OSICA DE SUS (JUD. OLT)

- ION PAUL POPESCU, Elemente demografice 45
CONSTANTIN ROȘCA, Credință creștină și tradiții religioase 53
CONSTANTIN ROȘCA, ION SÎRBU, Cultură și etnografie 65

ISTORICUL CRIMINOLOGIEI ÎN ROMÂNIA

- GEORGE CRISTIAN SPÎNU, Evoluția criminalității în Ținutul Someș în preajma izbucnirii celui de-al Doilea Război Mondial 79

COMENTARII

- LAURA NISTOR, Dispoziții comportamentale privind prevenirea poluării în România 101
SEBASTIAN ȘTEFĂNUCĂ, „Granița” și grănicerii bănățeni – o abordare socio-istorică 129

RECENZII ȘI NOTE DE LECTURĂ

- S. DAMIAN, *Zbor aproape de pământ*, București, Editura Hasefer, 2008 (Simona-Grazia Dima) 153

L'ÉVEIL DU SENS DES AUTRES À L'ÉCOLE :
QUELLES COMPÉTENCES À DÉVELOPPER CHEZ LES ÉLÈVES?

ALAIN BAUDRIT*

ABSTRACT

RAISING AWARENESS WITH RESPECT TO OTHERS,
IN SCHOOL: WHICH STUDENT SKILLS SHOULD BE DEVELOPED?

Awareness with respect to others is strictly related to the type of interpersonal relations which persons maintain within a given culture. However, this awareness can also show certain deficiencies in modern societies (Augé, 1994). In this case, the school may have a role to play with respect to rehabilitating this awareness, that is, enhancing the attention given to others. First and foremost, group methods appear quite well suited to answer these expectations. There really are reasons for the development of student skills other than classical social abilities (knowing how to listen to their work partners, being able to work together with them, etc.). From this point of view, the social/emotional track appears to be quite promising, from a social-constructivist perspective.

Key words: sense of others; emotional competence; cooperative learning; culture; prosocial behaviors; school.

Qu'est-ce que le *sens des autres*? Pour Augé (1994), il s'agit de «l'ensemble des rapports symbolisés, institués ou vécus entre les uns et les autres à l'intérieur d'une collectivité que cet ensemble permet d'identifier comme telle» (*ibid.*, p. 10). L'aspect social du sens des autres est ici nettement privilégié au travers de deux aspects. La collectivité d'abord, vue comme un ensemble de personnes regroupées naturellement ou artificiellement en fonction de buts communs. Les liens interindividuels ensuite, considérés comme «les relations explicitement ou implicitement instituées qu'ils (les individus) entretiennent avec les autres» (*ibid.*, p. 10). En somme, les relations interindividuelles donnent corps à la collectivité, comme cette dernière offre aux premières la possibilité de s'exprimer. Il y a donc lieu de voir dans le sens des autres un *sens social*, ce «sens que les hommes peuvent donner à leurs relations réciproques» (*ibid.*, p. 186).

* Address correspondence to Alain Baudrit: Université „Victor Segalen” Bordeaux 2, France, e-mail: alain.baudrit@orange.fr

Il va de soi que ce sens-là varie d'une société à l'autre, d'une culture à l'autre, ce que l'auteur (anthropologue) signifie en ces termes: «Il n'y a pas de sociétés qui n'aient, de manière plus ou moins stricte, défini une série de rapports «normaux» (institués ou symbolisés) entre générations, entre aînés et cadets, entre hommes et femmes, entre alliés, entre lignages, entre classes d'âge, entre hommes libres et captifs, indigènes ou étrangers etc.» (Augé, 1994, p. 10). Mais il n'hésite pas à parler de « crise du sens » quand il est question du *sens social* propre aux sociétés modernes, phénomène qui lui «paraît résider dans la substitution, caractéristique de notre modernité, des médias aux médiations» (*ibid.*, p. 186). Le mal de la *surmodernité* se trouverait donc dans le fait que les personnes deviennent de plus en plus des cibles publicitaires, des consommateurs potentiels. Et cette tendance leur ferait délaisser quelque peu ce qui est de nature à donner sens à leur existence : les relations interindividuelles ou les rapports de réciprocité. Sommes-nous en présence d'un phénomène rédhibitoire ? Irréversible ? L'auteur ne le pense pas : «Les procédures d'élaboration du sens sont confiées aux individus eux-mêmes, qui sont invités à y penser et à en penser quelque chose par eux-mêmes» (*ibid.*, p. 187). Alors, comment raviver les médiations à l'intérieur d'une société qui ne les privilégie guère ? Voilà bien la question essentielle.

À ce niveau, la piste éducative mérite d'être interrogée dans la mesure où des méthodes utilisées à l'école sont par nature basées sur ce genre de médiations, sur les échanges ou les relations que plusieurs élèves peuvent entretenir pour mener à bien une activité scolaire. Le vaste domaine des pédagogies de groupe est évidemment concerné. *A priori*, il y a là des situations propices au développement du sens des autres puisque chacun est amené à prendre en compte les autres, à composer avec eux pour parvenir à une réalisation collective. Le passage par la structure groupale n'est pas vraiment nouveau. En Suisse, Pestalozzi (1746–1827) l'a utilisé en son temps dans des conditions bien particulières où Piaget (1969) voyait «une sorte d'enseignement mutuel tel que les écoliers s'aidaient les uns les autres dans leurs recherches» (*ibid.*, p. 206). Lewin (1947) l'a préconisé pour façonner l'esprit démocratique au sein de la société américaine. Toujours aux États-Unis, Sullivan (1953) mise sur la qualité des relations groupales pour améliorer la santé mentale des enfants. Plus récemment dans le domaine scolaire, le groupe est étudié dans la perspective du développement de l'esprit citoyen (Angell, 1991; DeBolt, 1994; Fertig, 1995), il paraît éveiller le sens de la camaraderie (Rayna, 2001; Van Oers & Hannikainen, 2001), ou encore contribuer au développement de l'esprit communautaire (Rice, 1994; Schaps *et al.*, 1997). Ainsi, l'activité groupale paraît avoir des conséquences positives tant au plan personnel qu'au niveau collectif. Maintenant reste à savoir si, à l'école, le groupe est bien favorable au développement du *sens social* dont parle Augé (1994)? S'il peut contribuer à l'éveil du regard que les enfants portent les uns sur les autres ? Les amener à établir de véritables relations entre eux?

UNE AFFAIRE DE CULTURE ?

Ce genre d'entreprise n'a rien d'évident. Lorsque le problème est abordé par le biais d'une notion comme l'*altruisme*, rien n'est joué d'avance s'agissant «d'un état motivationnel dont le but ultime est d'accroître le bien-être d'autrui» (Batson, 1991, p. 6; trad. pers.). Il y a donc là une disposition personnelle qui, par définition, anime certaines personnes et fait défaut à d'autres. Ainsi, le sens des autres semble présent chez les premières et est plutôt absent chez les secondes. Alors comment le développer chez celles qui ne l'ont pas naturellement? La réponse est simple: en les impliquant dans une activité groupale. De la sorte, elles seront en contact avec d'autres, seront au fait des problèmes qu'elles rencontrent et, partant, pourront essayer de leur venir en aide. Pour logique qu'elle soit, cette stratégie n'en est pas moins risquée. Il faut savoir que le groupe peut marginaliser certains de ses membres, parfois même des élèves qui auraient le plus besoin d'y être intégrés (Cohen, 1980; Cohen, 1982; Cohen, Lotan & Catanzarite, 1990). Voilà bien une solution quelque peu hasardeuse. Elle peut être atténuée en introduisant une composante: l'interdépendance. Dans le cadre de l'apprentissage coopératif, celle-ci prend la forme suivante: «Les élèves peuvent atteindre leurs objectifs si, et seulement si, les autres élèves avec qui ils sont coopérativement associés atteignent les leurs» (Johnson & Johnson, 1980, p. 94; trad. pers.). Le fonctionnement d'un groupe coopératif suppose ainsi des rapports de réciprocité assez étroits entre ses membres, la prestation collective étant liée aux diverses contributions individuelles. Une organisation par exemple observée par McCarthy & McMahon (1992) dans une classe où des élèves sont concernés par un projet commun: la réalisation d'un document suite à une visite au musée d'histoire naturelle. Les uns se chargent des illustrations, les autres de la rédaction d'un texte, les autres encore font de la recherche documentaire. Ce faisant, ils sont amenés à coordonner leurs activités respectives pour aboutir à une production cohérente. Voilà qui est de nature à les rendre interdépendants, une situation également propice à l'apprentissage d'habiletés sociales comme savoir écouter les autres, prendre la parole au bon moment, ne pas parler trop fort; autant d'aspects que l'on retrouve dans la charte des savoir-faire sociaux élaborée par Johnson, Johnson & Holubec (1988). Cela dit, est-ce suffisant pour éveiller le *sens social* chez les élèves qui en sont insuffisamment pourvus? A-t-on affaire à des médiations sociales vraiment orientées vers les autres? Essentiellement consacrées aux autres? Apparemment, en partie.

Ici, l'autre est plutôt considéré comme un «agent cognitif» pour reprendre l'expression de Zajac & Hartup (1997, p. 9). Un tel agent présente toutes les caractéristiques d'un partenaire de travail. Dans le cadre de l'école, quelqu'un avec qui il est possible d'échanger des informations ou des connaissances pour, face à une tâche scolaire, «arriver à des solutions acceptables d'un point de vue académique. Dans ces conditions, les difficultés rencontrées par les partenaires de

travail sont très certainement mises au second plan» (Baudrit, 2005a, p. 132). L'importance de l'efficacité groupale ferait ainsi voir les autres d'une façon un peu particulière et pas obligatoirement orientée vers les besoins qu'ils éprouvent, les demandes qu'ils peuvent manifester à titre personnel. Nous serions ainsi en présence d'une forme d'interdépendance certainement nécessaire mais, aussi, non suffisante. Elle autorise bien des coordinations avec autrui, une activité commune où les apports des uns et des autres sont privilégiés, mais tout ceci semble se faire aux dépens d'une certaine attention portée à l'égard des partenaires. Cet aspect ne semble pas avoir échappé aux promoteurs d'une variante de l'apprentissage coopératif introduite en Israël (Sharan & Hertz-Lazarowitz, 1980; Sharan & Sharan, 1992). La méthode GI (*Group Investigation*) est décrite de cette façon par Slavin (1995a): «(Elle) ne peut être envisagée dans un environnement qui néglige le dialogue interpersonnel ou qui ne tient pas compte de la dimension socio-affective des apprentissages scolaires (...). Le caractère socio-affectif du groupe, ses échanges intellectuels, et la signification des thèmes étudiés constituent pour les élèves les premières sources du sens de l'effort à fournir pour apprendre» (p. 112; trad. pers.). Voilà bien une technique groupale centrée sur les relations interindividuelles, sur les rapports de réciprocité entre élèves. Comment cela peut-il se faire ? En laissant les élèves se regrouper librement, s'organiser comme ils l'entendent, choisir ensemble leurs sujets d'étude. De la sorte, il est attendu d'eux des conduites à caractère prosocial comme l'entraide, la solidarité ou le soutien mutuel. Bref, tout «ce que les élèves peuvent s'apporter les uns aux autres» (Pléty, 1996, p. 153).

Ce n'est pas un hasard s'il en est ainsi en Israël où un mouvement est au fondement de cet État: le Sionisme. Hertz-Lazarowitz & Zelniker (1995) trouvent en lui les bases de l'activité coopérative dont les *kibboutz* constituent des exemples types. Ces exploitations agricoles communautaires où les personnes vivent ensemble et appliquent les mêmes principes de vie: «(Elles) participent à la collectivité autant qu'elles le peuvent en termes de travail, et elles reçoivent de la collectivité ce dont elles ont besoin» (*ibid.*, p. 268; trad. pers.). La stratégie est du genre: «Tous pour un, un pour tous» (Slavin, 1995b, p. 629). Elle se retrouve à l'école où les groupes sont assimilés à des communautés d'élèves, ils constituent des lieux de discussions et de débats et, partant, sont très propices à l'activité collective (Elboim-Dror, 1986; Ben-Tzvi-Mayer, Hertz-Lazarowitz & Safir, 1989). La dimension culturelle semble ici bien présente. Pour preuve, les enseignants israéliens ont tendance à récuser les méthodes groupales qui ne prennent pas assez en compte l'esprit communautaire, insuffisamment basées sur l'entraide (Sharan *et al.*, 1984). C'est le cas des techniques américaines où la compétition est privilégiée aux dépens de la coopération, où les acquisitions académiques prennent le pas sur le caractère social des apprentissages, sans compter celles qui s'appuient sur une structuration groupale importante au lieu de favoriser les échanges spontanés entre élèves (Baudrit, 2005b). En Israël, le sens des autres semble ainsi s'inscrire dans un

contexte culturel et historique particulier à l'intérieur duquel les conduites prosociales (de type solidarité, soutien réciproque ou entraide) constituent les médiations essentielles, dont il convient également de mesurer l'intérêt par rapport aux compétences sociales classiques que sont le fait de se coordonner avec les autres, de savoir les écouter ou de prendre en compte leurs points de vue. Le *sens social* développé par les premières pourrait bien avoir plus de consistance et de profondeur que celui qui émane des secondes, ne serait-ce qu'au regard de l'attention portée à autrui pour lui venir en aide. La piste culturelle révèle de telles données, mais elle n'est certainement pas la seule à pouvoir être interrogée.

UNE AFFAIRE D'APPRENTISSAGE ?

Serait-ce aussi une question d'apprentissage? Est-il possible de susciter ce genre d'attitude par le biais d'une préparation spécifique? Plusieurs recherches permettent de répondre à ces questions. Gillies & Ashman (1996) ont pu faire de telles observations chez des élèves (N = 192) scolarisés à la fin de l'école élémentaire. Ils ont comparé deux populations. Dans une première condition, les élèves sont réunis en groupes coopératifs et ils bénéficient d'une préparation à l'activité collective. Elle consiste à leur présenter les principes du fonctionnement groupal: le partage des responsabilités, l'écoute des autres, la mise en commun des idées, la clarification des points de vue différents. Les élèves impliqués dans la seconde condition sont eux aussi réunis en groupes coopératifs, mais ils n'ont aucune préparation particulière à l'activité collective. Ensuite, tous les groupes sont mis au travail sur des thèmes portant sur les grands explorateurs. Les auteurs ont enregistré et étudié le fonctionnement de tous les groupes coopératifs et ils ont demandé aux élèves de s'exprimer sur l'expérience collective vécue à cette occasion. Les résultats font apparaître des fonctionnements collectifs plus élaborés chez les élèves qui ont suivi une préparation, des comportements d'entraide plus fréquents, des explications apportées à autrui également plus nombreuses. Donc, une «sensibilité aux autres» (*ibid.*, p. 196) plus nette que chez les élèves non concernés par cette préparation au travail coopératif. Lorsqu'ils réexaminent ce protocole de recherche, Ashman & Gillies (1997) parlent d'ailleurs à plusieurs reprises d'une «sensibilité aux besoins des autres» qui, selon eux, traduit un intérêt accru pour les difficultés rencontrées par chacun au sein du groupe.

Gillies & Ashman (1998) ont mené une autre étude à l'école élémentaire avec des élèves du premier niveau (N = 212) et du troisième niveau (N = 184). Comme précédemment, ils sont rassemblés au sein de groupes coopératifs de telle sorte que ceux-ci aient une composition hétérogène. Ils comportent quatre élèves scolairement identifiés comme bons, moyens et faibles. Là encore, les uns sont préparés à l'activité collective (les groupes structurés) et les autres ne le sont pas (les groupes non structurés). Cette préparation se fait sous forme de jeux de rôle où il

est question de partage des responsabilités, de compréhension du point de vue des autres, d'écoute mutuelle. Les groupes se réunissent pendant une heure, à raison de trois séances hebdomadaires pendant six semaines. Ils travaillent sur des documents relatifs, pour les élèves du premier niveau, à la vie et à l'alimentation des dinosaures, à la disparition de l'espèce. De leur côté, les élèves du troisième niveau étudient les saisons, les climats et les conditions atmosphériques. Une nouvelle fois, les auteurs observent des conduites coopératives plus évoluées chez les membres des groupes structurés. En particulier des formes d'entraide par le biais d'explications, de pointages d'erreurs, d'informations données lorsque l'un d'eux rencontre une difficulté. Une assistance mutuelle qui peut se manifester même quand elle n'est pas explicitement demandée. Ainsi, lorsque les élèves apprennent à travailler ensemble, ils semblent mis dans des conditions où « ils développent un sens intuitif relatif aux besoins des autres et fournissent de l'aide quand ils la jugent nécessaire » (*ibid.*, p. 754; trad. pers.).

Gillies (2004) s'est livré au même type d'étude avec des collégiens dont la moyenne d'âge est de 14,5 ans. Ils sont réunis par trois ou quatre à l'intérieur de groupes coopératifs dont la constitution est, comme auparavant, hétérogène. 99 collégiens participent à l'activité de groupes structurés, c'est-à-dire qu'ils ont bénéficié d'une initiation au travail collectif; 124 interagissent au sein de groupes non structurés, c'est-à-dire sans préparation particulière à ce genre de travail. Tous sont concernés par des apprentissages géométriques correspondant au programme de leur classe. En général, ils doivent trouver des solutions pour construire une pyramide à partir de triangles, découvrir des règles de mesure sur des pentagones et hexagones. L'auteur a observé les fonctionnements de ces différents groupes, il a également fait passer un questionnaire aux élèves. Celui-ci porte sur la perception qu'ils ont du travail à plusieurs, la communication à l'intérieur du groupe, la manière dont l'entraide est mise en œuvre en son sein. Il constate notamment que « les élèves des groupes structurés fournissent plus d'explications demandées ou non que leurs homologues des groupes non structurés » (*ibid.*, p. 207; trad. pers.). De la sorte, les premiers se donnent plus les moyens de surmonter leurs difficultés d'apprentissage et d'avancer dans la réalisation de la tâche. Les réponses au questionnaire font aussi apparaître un soutien mutuel plus fréquent chez les membres des groupes structurés; observation déjà faite par d'autres auteurs : « Au travers de leur volonté de s'aider les uns les autres pour réussir l'activité, les élèves font état d'une cohésion en tant que groupe (Slavin, 1996 ; Johnson & Johnson, 2000) et ils partagent le sens de la communauté (Brown & Campione, 1994; Rogoff, 1994) » (*ibid.*, p. 209; trad. pers.). Ainsi, initiés au fonctionnement coopératif, les élèves semblent plus se soucier les uns des autres et porter plus d'attention à leurs partenaires de travail (Slavin, 1996). Il n'est pas impossible que certaines compétences émotionnelles soient visibles chez ceux qui ont bénéficié de ce genre d'expérience.

Saarni (2000, p. 77–78) s'est livré à un inventaire de ce type de compétences dont les principales manifestations sont les suivantes: pouvoir discerner les émotions des autres, comprendre que ses propres émotions peuvent avoir un impact sur les autres, être capable d'adopter des *scénarii* culturels qui associent émotions et rôles sociaux, exprimer de l'empathie à l'égard des émotions des autres, faire état de relations réciproques et symétriques avec les autres. Au sein des groupes coopératifs, de telles attitudes pourraient trouver un terrain favorable vu la proximité existant entre les partenaires qui, de fait, rend plus visible et lisible les difficultés d'apprentissage des uns et des autres (Vedder, 1985); difficultés d'ailleurs très souvent exprimées de manière gestuelle ou corporelle par les élèves (Guerrier, 2006). Et lorsque ces derniers sont préparés au travail coopératif, la sensibilité aux émotions des autres paraît bien croître si l'on se fie aux travaux auxquels nous venons de faire référence. Comment venir en aide à quelqu'un en l'absence d'indices traduisant une certaine gêne? Comment répondre aux besoins d'une autre personne sans avoir perçu quelques signes d'appel de sa part? Ainsi, la qualité des conduites prosociales pourrait bien dépendre du niveau de lecture des émotions manifesté par les acteurs en présence ce qui, en fin de compte, n'est pas très surprenant quand la notion de *compétence émotionnelle* est interrogée dans ses fondements scientifiques.

UNE MISSION POUR L'ÉCOLE ?

Pour Saarni, Mumme & Campos (1998), cette notion est à situer dans une perspective socio-constructiviste en fonction de deux aspects. D'abord, le sens de nos expériences est à trouver dans le monde environnant, dans la culture où nous vivons. Ensuite, ces mêmes expériences sont à associer à des signaux contextuels qui nous permettent d'interpréter une situation. En la matière, deux éléments semblent être déterminants: la culture et la situation. Par exemple, les compétences émotionnelles dont il vient d'être question ci-dessus sont en général liées à la Culture Occidentale, bien qu'elles puissent «être contextualisées différemment pour s'accorder aux valeurs et croyances de la communauté indigène» (Buckley, Storino & Saarni, 2003, p. 180; trad. pers.). Plus loin, ces derniers auteurs prennent l'exemple suivant pour illustrer la dimension situationnelle: «La cour de récréation est bien plus publique qu'un groupe coopératif dans une salle de classe» (*ibid.*, p. 188; trad. pers.). Ce faisant, il y a de fortes chances pour que les compétences émotionnelles se manifestent différemment dans les deux cas. N'est-ce pas ce que nous avons aperçu au niveau des groupes coopératifs? Ne représentent-ils pas un espace privé où l'attention portée à autrui s'impose plus ou moins? Qui plus est avec des élèves préparés à ce genre de fonctionnement collectif? Le groupe, au regard de son ancrage culturel (par exemple dans le cas de l'Israël), et/ou objet d'une initiation à un contexte coopératif, semble bien de nature à réhabiliter ce sens

des autres dont Augé (1994) constate l'affaiblissement dans nos sociétés modernes. Un sens pour lequel l'auteur envisage des procédures de constitution (p. 174), si ce n'est d'ailleurs de reconstitution.

Dans cette affaire, l'École pourrait jouer un rôle non négligeable sur la base de méthodes pédagogiques dont nous avons donné quelques aperçus. Cela dit, si ses dernières sont essentiellement mises en œuvre (et c'est souvent le cas comme le préconisent Johnson, Johnson & Holubec, 1988) dans la perspective du développement de compétences sociales classiques (comme savoir prendre la parole au bon moment ou écouter les autres, savoir mettre en commun les connaissances), il y a de fortes chances pour qu'elles soient à l'origine de «médiations froides». Un pas semble franchi avec une attention plus forte portée à autrui et, surtout, aux besoins ou émotions qu'il manifeste. En fin de compte, le sens des autres n'est-il pas plus de nature socio-émotionnelle? Il y a bien lieu de le penser suite aux analyses qui viennent d'être faites. Alors, un travail spécifique envisagé à l'école sur les compétences émotionnelles des élèves ne paraît pas superflu dans un monde où elles ne semblent pas être privilégiées.

BIBLIOGRAPHIE

- Angell A.V., 1991, Democratic climates in elementary classrooms : A review of theory and research. *Theory and Research in Social Education*, 19(3), 241–266.
- Ashman A.F., Gillies R. M., 1997, Children's cooperative behavior and interactions in trained and untrained work groups in regular classrooms. *Journal of School Psychology*, 35(3), 261–279.
- Augé M., 1994, *Le sens des autres. Actualité de l'anthropologie*. Paris: Fayard.
- Batson C.D., 1991, *The altruism question : Toward a social psychological answer*. Hillsdale, NJ : L. Erlbaum.
- Baudrit A., 2005a, Apprentissage coopératif et entraide à l'école (Note de synthèse). *Revue Française de Pédagogie*, 153, 121–149.
- Baudrit A., 2005b, *L'apprentissage coopératif : origines et évolutions d'une méthode pédagogique*. Bruxelles: De Boeck Université, Pédagogies en Développement.
- Ben-Tzvi-Mayer S., Hertz-Lazarowitz R., Safir M., 1989, Boys and girls selection as prominent pupils. *Sex Roles*, 21, 231–247.
- Brown A., Campione J., 1994, Guided discovery in a community of learners. In K. McGilly (Ed.), *Classroom lessons : Integrating cognitive theory and classroom practice*. Cambridge : Massachusetts Institute of Technology Press, pp. 229–272.
- Buckley M., Storino M., Saarni C., 2003, Promoting emotional competence in children and adolescents : Implications for school psychologists. *School Psychology Quarterly*, 18(2), 177–191.
- Cohen E.G., 1980, Design and redesign of the desegregated school : Problem of the status, power and conflict. In W. G. Stephan & J. R. Feagin (Eds), *School desegregation: Past, present, and future*. New York: Plenum.
- Cohen E.G., 1982, Expectation states and interracial interaction in school settings. *American Review of Sociology*, 8, 209–235.
- Cohen E.G., Lotan R., Catanzarite L., 1990, Treating status problems in cooperative classroom. In Sharan (Ed.), *Cooperative learning : Theory and research*. New York: Praeger, pp. 203–230.
- DeBolt G.P., 1994, Citizenship education and cooperative learning : Who cares ? *Social Science Record*, 31(1), 10–11.

- Elboim-Dror R., 1986, *Hachinuch ha-ivri be-Eretz-Israel* (Hebrew education in Eretz-Israel). Jerusalem: Yad Yzhak Ben-Zvi Institute.
- Fertig G., 1995, Teaching collaborative skills to enhance the development of effective citizens. *Southern Social Studies Journal*, 21(1), 53–64.
- Gillies R.M., 2004, The effects of cooperative learning on junior high school students during small group learning. *Learning and Instruction*, 14, 197–213.
- Gillies R.M., Ashman A. F., 1996, Teaching collaborative skills to primary school children in classroom-based work groups. *Learning and Instruction*, 6(3), 187–200.
- Gillies & Ashman, 1998, Behavior and interactions of children in cooperative groups in lower and middle elementary grades. *Journal of Educational Psychology*, 90(4), 746–757.
- Guerrier A., 2006, *Complémentarité du langage verbal et du langage non verbal dans la reformulation : une stratégie pour combler un « blanc de compréhension » en classe ?* Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université Victor Segalen Bordeaux 2.
- Hertz-Lazarowitz R., Zelniker T., 1995, Cooperative learning in Israel : Historical, cultural and educational perspectives. *International Journal of Educational Research*, 23, 267–285.
- Johnson D.W., Johnson F. P., 2000, *Joining together : Group theory and group skills*. Boston : Allyn and Bacon, 7th ed.
- Johnson D.W., Johnson R. T., 1980, Integrating handicapped students into mainstream. *Exceptional Children*, 47, 90–98.
- Johnson D.W., Johnson R. T., Holubec E. J., 1988, *Cooperation in classroom*. Edina, MN : Interaction Book.
- Lewin K., 1947, Group decision and social change. In E. Swanson, T. M. Newcomb & E.L. Hartley (Eds), *Readings in social psychology*. New York : Holt, pp. 197–211.
- McCarthy S.J., McMahon S., 1992, From convention to invention : Three approaches to peer interaction during writing. In R. Hertz-Lazarowitz & N. Miller (Eds), *Interaction in cooperative groups : The theoretical anatomy of group learning*. Cambridge : Cambridge University Press, pp. 17–35.
- Piaget J., 1969, *Psychologie et pédagogie*. Paris : Denoël.
- Pléty R., 1996, *L'apprentissage coopérant*. Lyon : Presses Universitaires de Lyon, Éthologie et Psychologie des Communications.
- Rayna S., 2001, The very beginnings of togetherness in shared play among children. *International Journal of Early Years Education*, 9(2), 109–115.
- Rice L., 1994, Cooperative learning : Honing social skills. *Schools in the Middle*, 4(2), 31–34.
- Rogoff B., 1994, Developing understanding of the idea of community of learners. *Mind, Culture and Activity*, 1, 209–229.
- Saarni C., 2000, Emotional competence : A developmental perspective. In R. Bar-On & J.D. Parker (Eds.), *The handbook of emotional intelligence*. San Francisco : Jossey-Bass, pp. 68–91.
- Saarni C., Mumme D., Campos J., 1998, Emotional development : Action, communication, and understanding. In N. Eisenberg (Ed.), *Handbook of child psychology: Vol. 3: Social, emotional, and personality development*. New York : Wiley, pp. 237–309.
- Schaps E., Watson M., Lewis, C., 1997, A key condition for character development : Building a sense of community in school. *Social Studies Review*, 37(1), 85–90.
- Sharan S., Hertz-Lazarowitz R., 1980, A group-investigation method of cooperative learning in classroom. In S. Sharan, P. Hare, C. Webb & R. Hertz-Lazarowitz (Eds), *Cooperation in education*. Provo, UT : Brigham Young University Press.
- Sharan S., Bejarano Y., Kussel P., Peleg R., 1984, Achievement in English language and in literature. In S. Sharan, P. Kussel, R. Hertz-Lazarowitz, Y. Bejarano, S. Raviv & Y. Sharan (Eds), *Cooperative learning in classroom : Research in desegregated schools*. Hillsdale, NJ : Lawrence Erlbaum, pp. 46–72.
- Sharan Y., Sharan S., 1992, *Group investigation : Expanding cooperative learning*. New York : Teacher's College Press.
- Slavin R., 1995a, *Cooperative learning*. Boston : Allyn and Bacon, 2nd ed.

-
- Slavin R., 1995b, Cooperative learning and intergroup relations. In J.A. Banks & C.A. McGee Banks (Eds), *Handbook of research on multicultural education*. New York – London: Macmillan – Prentice Hall International, pp. 628-934.
- Slavin R., 1996, Research on cooperative learning and achievement : What we know, what we need to know. *Contemporary Educational Psychology*, 21, 43–69.
- Sullivan H.S., 1953, *The interpersonal theory of psychiatry*. New York : Norton.
- Van Oers B., Hannikainen M., 2001, Some thoughts about togetherness : An introduction. *International Journal of Early Years Education*, 9(2), 101–108.
- Vedder R.P., 1985, *Cooperative learning. A study on process and effect of cooperation between primary school children*. Westerhaven Groningen, Netherlands : Rijkuniversiteit Groningen.
- Zajac R.J., Hartup W. W., 1997, Friends as coworkers : Research review and classroom implications. *Elementary School Journal*, 98(1), 3–14.

POLITICS OF ETHNO-NATIONALISM:
A POST-COLONIAL AND POST-SOCIALIST SCHEMA

ANTON L. ALLAHAR*

ABSTRACT

POLITICS OF ETHNO-NATIONALISM:
A POST-COLONIAL AND POST-SOCIALIST SCHEMA

This paper aims to propose a schema for analyzing the contemporary politics of national and ethnic identity in post-colonial and post-socialist states. To this end, it will seek: *a.* to provide a comprehensive operational definition of nationalism, *b.* to qualify that definition by adding the adjective “ethnic”, *c.* to assess the extent to which the concept “ethnic nationalism” can help us understand some of the politics of ethnicity and national identity in a post-independence setting, and *d.* to problematize the notion of “false consciousness” in ethno-national political appeals. My argument will be situated within the broad theoretical framework of a non-reductionist, neo-Marxist class analysis, for it is my conviction that ethno-national consciousness and politics are better understood if we are able to trace the concrete class interests and motives of their promoters. In other words, whether as sentiment or as movement, nationalism cannot be divorced from the class interests of its leading promoters. But one must be cautious when absolutizing the class claim, for in the specific case of ethnic nationalism, for example, Robin Williams has noted that “to dismiss ethnicity as false consciousness ignores the clear evidence that *ethnies* often sacrifice economic interests in favor of symbolic gains” (1994: 64–65), and even beyond this, as Ronaldo Munck reminds us, “nationalism matters because people die for it” (1986: 2).

Key words: national and ethnic identity, ethnic nationalism, neo-Marxist class analysis, ethno-national consciousness

INTRODUCTION: RELIGION AND ETHNIC IDENTITY

In a world that is increasingly ravaged by religious and sectarian violence tied to ethnic self-determination, the region of Central Asia stands out as particularly

* Address correspondence to Anton L. Allahar: Department of Sociology, The University of Western Ontario, London, Ontario, Canada. N6A 5C2, e-mail: Allahar@uwo.ca

typical of a post-colonial, post-independence one. Tajikistan, Kazakhstan, Uzbekistan, Kyrgyzstan and Turkmenistan are all parts of Central Asia, which, throughout its early history, was heavily influenced by Islamic and Christian cultures. Today, however, the ethno-religious composition is mainly Muslim and Russian Orthodox as Kazaks, Uzbeks, Kyrgyzs, Kirghizes, Tajiks and Turkmen try to forge sovereign nations out of the mess left by the former Soviet Union.

The major tensions in these countries revolve around the fact that since their independence the standard of living of the people has fallen sharply. However, as Qian Zongqi (2006) has noted, the biggest threat to the social order is not to be found in the increasing spread of poverty but rather in the growing religious extremism of various groups. The leaders of those groups responded to the deterioration in living standards by attempting to mobilize their followers against the governments in power via ethno-religious appeals. At the same time the governments in question sought to secularize their societies and to separate religious teachings from political and state practices. However, the increasing Islamization of regional ethnic political consciousness has not augured well for modernization and the secularization of Central Asian states.

The foregoing is tied to a strong anti-Russian sentiment and the fact that, as an ethnic group, the Russians assumed an air of superiority and ever since they set foot in Central Asia. That superiority had them looking down on the local groups/inhabitants as backward and ignorant. After independence, however, the locals in the various Central Asian countries have attempted to reassert themselves in ethno-national terms and have begun to make the Russians aware of the fact that they are not exactly welcome. So after the Soviet Union disintegrated and after the demise of socialism, the independent countries of Central Asia also witnessed the vigorous rebirth of religion in the form of Islamic consciousness.

In Uzbekistan the spread of Islam was most rapid, and while religious consciousness is not a threat in itself, in the hands of ethnic entrepreneurs (Allahar 2004) it has the potential to be. As Qian Zongqi notes, “religious propaganda may become the catalyst for social contradictions when the social and economic situation worsens.” According to this author, in Uzbekistan where the per capita monthly income is only \$2–\$9, poverty is grinding, but yet not as bad as it is in Kyrgyzstan and Tajikistan. It is therefore not surprising to discover that “Under the circumstances, someone sedulously propagandizing radical ideas with the aid of religion would undoubtedly be pouring oil on fire, and conflicts would be intensified” (*Ibidem*). What Qian Zongqi is suggesting is that the opening for ethnic entrepreneurship is very clear and this is a fact that is not lost on religious activists and political aspirants (ethnic entrepreneurs) from countries such as Turkey, Saudi Arabia, Iran and Pakistan, who have played a key role in the religious renaissance via the funding of mosques and religious schools in various parts of Central Asia.

This is the context in which the civil war in Tajikistan is to be understood as leading to antagonisms with the government of Uzbekistan in 1999. Inside Tajikistan extremist religious forces sought to oppose all attempts at modernization and secularization and pushed instead for the promotion of a Islamic consciousness. The example of Tajikistan had a direct echo in Uzbekistan where the ethnic entrepreneurs at the head of the opposition Uzbekistan Islamic Movement (UIM) pursued the creation of an Islamic republic and engaged in armed conflicts with the government forces in both Uzbekistan and Kyrgyzstan. When those conflicts ended with the triumph of the Uzbek government the immediate result was a refugee flood of Muslim Uzbeks into Tajikistan as relations between both countries cooled. Today the economic situation has not improved and the situation remains quite volatile.

As shall be argued presently, the global struggles for ethnic and national self-determination and sovereignty are closely bound up with struggles for identity, and those in turn are directly linked to struggles for a homeland or a territorial 'home' base from which to operate. This concern with the land, with who owns it and who belongs on it or to it, has come to define a huge part of modern politics in the global age of physical displacement, diasporic identity, cultural uprooting, and the search for belonging. It is about a dual sense of identity and belonging: *a.* the psychological or individual, and *b.* the sociological or group sense. But 'belonging' also implies boundaries that separate those of the in-group from those of the out-group. What criteria, then, are employed in setting those boundaries?

It seems to me that **one** of the clearest answers to this question is place of birth: where one is born is a vital part of who one is; of one's identity. Thus, the English term 'nation,' can be traced directly to the Latin verb *nasci* (to be born). As will be seen, however, given my focus on 'ethnic nationalism' in the modern world, the matter is a great deal more complex than this. For example, whereas the Greeks have just one word to express this combined or compound idea, *ethnos*, which means both 'ethnic' and 'nation,' other societies make a definite distinction between the two. To elaborate, in Greek the notions of ethnicity and nationality are synonymous, and such terms as *ethnikos* (ethnic or national) and *ethnikotis* (ethnicity or nationality), would suggest that the concept of 'ethnic nationalism' is somewhat redundant. This is so because the Greek conception of *ethnos* speaks to the idea of a nation-state or a state that comprises a single ethnic group. This is obviously very much at odds with most modern day multiethnic states such as those that characterize the Caribbean region, where the contested politics of national identity can and has assumed ethnic dimensions, and is often conducted in competitive and acrimonious terms. But it is not necessarily irrelevant to the post-socialist states of Eastern Europe and Central Asia.

To return to the idea of belonging, the basic social and gregarious make-up of human beings is seen to be bound up with their above-mentioned search for 'home.' It is a search that is fuelled by a desire not to be left alone, for such aloneness is

unnatural and leads to feelings of insecurity and vulnerability (Allahar 1994: 18–21). And this is why Benedict Anderson could write that, “... nation-ness and nationalism command such profound emotional legitimacy” (1983: 13–14). Much like being the member of a family, to be rooted in one’s own land implies an unquestioned acceptance by fellows and a sense of belonging that is both physically and emotionally reassuring. Speaking specifically about the individual in the group, Harold Isaacs wrote:

He is not only not alone, but here, as long as he chooses to remain in and of it, he cannot be denied or rejected. It is an identity he might want to conceal, abandon, or change, but it is the identity that no one can take away from him. It is *home* in the sense of Robert Frost’s line, the place where, when you’ve got to go there, they’ve got to take you in (Isaacs 1975: 43; emphasis in original).

THE POINT OF DEPARTURE

This said, the present paper aims to propose a schema for analysing the contemporary politics of national and ethnic identity in post-colonial and post-socialist states. To this end it will seek: *a.* to provide a comprehensive operational definition of nationalism, *b.* to qualify that definition by the addition of the adjective ‘ethnic,’ and *c.* to assess the extent to which the concept ‘ethnic nationalism’ can help us to understand some of the politics of ethnicity and national identity in a post-independence (whether post-colonial or post-socialist) setting. My argument will be situated within the broad theoretical framework of a non-reductionist, neo-Marxist class analysis, for it is my conviction that ethno-national consciousness and politics are better understood if we are able to trace the concrete class interests and motives of their promoters.

To begin, there is so much disagreement over the definition and proper meaning of ‘nationalism’ as a concept, that Ernst Haas has questioned why bother even to ask ‘what is nationalism and why should we study it’ (Haas 1986)? At the very broadest of levels, nationalism can be seen as an ideology espoused by those who live in already-established nations, complete with economic, political, legal, military, economic and civic autonomy in a clearly demarcated territorial space. Thus, the ideology of nationalism can, and has been used to rally individuals and groups behind the flag of a nation, to give them a sense of belonging to that nation, and to separate them from others who do not belong. But as an ideology, the term nationalism can also be used to characterize a *sentiment*, a yearning or *movement* for independence and autonomy on the part peoples, who, though sharing what Clifford Geertz calls “a corporate sentiment of oneness” and “a consciousness of kind” (1973: b260; 307), do not yet inhabit a clearly defined territorial space. Therefore,

nationalist movements are quintessentially political movements. And as we have seen in the struggles of various social and cultural groups from the former USSR, national and cultural identities are neither natural nor automatic. As Daniel Chirot writes: “almost all the present nations would like to become nation-states, but many nations are actually parts of other states, and many states are not nation-states” (1977: b11).

It is this latter phenomenon that interests me most. For I see the situation as quite suggestive of post-colonial and post-socialist social formations in areas such as the former Soviet Union and the Caribbean, where multi-ethnic states like those of Russian Federation and the Caribbean house ‘nations’ in search of ‘homes.’ I am thinking of *nations* as ethnic groupings that share the above-mentioned “corporate sentiment of oneness,” and of *homes* as places (territories) where the members of such groupings can feel a sense of unquestioned belonging and acceptance. My approach to ‘the nation,’ then, deals as much with unwritten sentiment as with juridical meaning, and differs somewhat from Anthony Giddens’ strictly state-centered view:

By a ‘nation’ I refer to a collectivity existing within a clearly demarcated territory, which is subject to a unitary administration, reflexively monitored both by the internal state apparatus and those of other states. A ‘nation’ only exists when a state has a unified administrative reach over the territory over which its sovereignty is claimed (Giddens 1984:116).

Whether dealing with capitalist or socialist colonialism, colonies and those colonial subjects that inhabit them are by definition not independent or sovereign entities. It is possible, however, for colonial subjects to develop a sense of nation-ness and to agitate for independence and national self-determination while still under the colonizers’ yoke. This was clearly the case in the former Soviet republics of Georgia and Chechenia, and in the English-speaking Caribbean on the eve of independence as Crown Colony government paved the way for the emergence of nationalist politics. However, it is after securing political independence, whether by war or by peaceful negotiation with the colonial master, that the *process of nation building* can be said to begin. But since no two countries are exactly alike in their historical experiences, their social class structure and composition, their natural resource endowment, their demographic make-up, or even in the specific values that their cultures embrace, the process of nation building can be expected to vary from country to country. It stands to reason too, that in multiethnic states where two or more ethnic groups are more or less even in numbers, the process of nation building could be a very contentious one. And this is likely to be even more accentuated where the ethnic groups in question have a developed racialized consciousness (Serbia, Bosnia, Kosovo, Trinidad and Guyana).

Further, in order fully to understand the sentiment of nationalism one must look at its proponents and interrogate their motives. In other words, whether as sentiment or as movement, nationalism cannot be divorced from the class and political interests of its leading promoters. By this I mean that nationalism, along with the peculiar brands of ideological appeal that nationalists make, will most often be linked to the discrete economic and political interests of its champions. But one must be cautious in absolutizing the class claim, for in the specific case of ethnic nationalism, for example, Robin Williams has noted that “to dismiss ethnicity as false consciousness ignores the clear evidence that *ethnies* often sacrifice economic interests in favour of symbolic gains” (1994: 64–65). Even beyond this, economic gain is not all that is sacrificed for as Ronaldo Munck reminds us, “nationalism matters because people die for it”. And, “If people are prepared to die for their country, then this must be a phenomenon worth investigating” (1986: 2). The class reductionism of orthodox Marxism must therefore be guarded against, for at different times some peoples and groups will value the symbolic and cultural aspects of group identity higher than the rationally calculated, economic and political gains to be derived (or lost) from pursuing class interests.

On the other hand, as will be seen presently, while the concept of ‘false consciousness’ generally is fraught with difficulty, it cannot be entirely ignored in any assessment of the political calculations of specific actors, especially when those calculations relate to claims of ethnic belonging. In other words, what to some may appear as false consciousness, to others will represent strategic, rational calculation. It all depends on the situation at hand, and the long-term and short-term goals and class interests of the leading actors. In what follows I will flesh out the concept of false consciousness as it speaks to social classes, with a view later to applying it to an understanding of ethnic and national consciousness.

CLASS CONSCIOUSNESS AND FALSE CONSCIOUSNESS

When discussing class and class consciousness Marx was keen to point out that classes, and the proletariat in particular, are not always aware of their potential power. As the capitalist mode of production came to supplant feudal social relations in the countryside of Europe, large masses of displaced and dispossessed rural dwellers came under the sway of capital, and the beginnings of a proletarian class could be detected. But lacking political organization and education in any given country, members of this class were not automatically or spontaneously united and conscious of their collective strength and possibilities. They amounted to what was basically a statistical aggregate, a group of workers brought together merely by the fact of their common subjugation by capital. For this reason they constituted what

some have termed a *class in itself*. In time, however, as greater exposure to capitalist exploitation sharpened the contradictions between this class and the owners of capital, as their organization and education grew, so too did their consciousness of themselves as a class that faced a set of common problems. In the process there also developed the awareness of the fact that they could do something to better their conditions of existence, but this necessitated the collective action of a *class for itself*. In Marx's words:

The combination of capital has created for this mass a common situation, common interests. This mass is thus already a class as against capital, but not yet *for itself*. In the struggle ... this mass becomes united, and constitutes itself as a *class for itself*. The interests it defends become class interests (Marx 1963:173; my emphasis).

This said, what is the definition of false consciousness, and how is it related to the themes that will be pursued in the following pages? Before answering this question I must underscore the point that in a class-reductionist sense, where actors are seen generally to lack agency, I find orthodox Marxism to be incomplete as an explanation for political behaviour in modern society. However, though incomplete, the insights of the orthodox position cannot be entirely dismissed. What I will do, therefore, is to utilize those insights as they are relevant and, where necessary, I will provide a critique of them.

Although the specific term 'false consciousness' was never used by Marx, there are many allusions to the term in Marx's work, and within the Marxist literature generally, it is quite commonly encountered in analyses of such phenomena as class consciousness, revolution, and ideology. As argued above, class consciousness or class awareness, speaks to the notion that a social class is made up of individuals who share a set of common interests, are politically aware of this fact, and are indeed capable of acting together to promote and defend those common interests. False consciousness, conversely, describes a situation in which individuals who share that common class situation are not aware of the fact, and as a consequence are not able to conceive of acting in concert to pursue their interests. As George Ritzer has written:

The ideas of class consciousness and false consciousness are closely related in Marx's work. Both refer to idea systems shared by social classes. In capitalism both capitalists and workers have incorrect assessments of how the system works and of their role and interest in it (false consciousness)... What is characteristic of capitalism, for *both* the proletariat and the bourgeoisie, is false consciousness (1992: 172).

Though correct, Ritzer's contribution is not original, for given the structure and conditions of capitalist exploitation, Georg Lukács earlier had reminded us that

both the bourgeoisie and the proletariat are subject to false consciousness. The main difference is that bourgeois class consciousness leads to false consciousness because the bourgeoisie is unable to see beyond capitalism as a system, and end up by creating the conditions for their own demise as a class: “the barrier which converts the class consciousness of the bourgeoisie into ‘false’ consciousness is objective; the class situation itself” (Lukács 1971: 54). To which might be added Marx and Engels’ forecast that: “What the bourgeoisie therefore produces, above all, are its own gravediggers. Its fall and the victory of the proletariat are equally inevitable” (Marx and Engels 1955: 22). Stated differently, the bourgeoisie is incapable of solving the crises of capitalism for it is locked into a logic of exploitation and accumulation that produces increasingly unmanageable economic crises (e.g. overproduction and underconsumption), that in turn condition the development of opposition political consciousness within the proletariat. The vision of the bourgeoisie thus “becomes obscured as soon as it is called upon to face problems that remain within its jurisdiction but which point beyond the limits of capitalism” (Lukács 1971: 54).

On the other hand, the sheer survival of the proletariat as a class presents us with an instructive contradiction whereby it is compelled to envision an alternative to capitalism. And that alternative, which is supposedly socialism, will see the disappearance of the proletariat *qua* proletariat. This notwithstanding, Lukács writes that “the protracted death struggle of the bourgeoisie” is dialectically related to the fact that “only the consciousness of the proletariat can point to the way that leads out of the impasse of capitalism” (Ibidem: 68, 76). Following this logic Ritzer is able to claim that, “The bourgeoisie can never transform its false consciousness into true class consciousness; this is possible only for the proletariat” (1992: 173). The idea here is that, in calling the proletariat into existence, the bourgeoisie unwittingly sows the seeds of its own destruction; but the dilemma is systemic and lies beyond the reach of individual actors or the capitalist class as a whole.

But what about proletarian false consciousness? In *The German Ideology*, Marx and Engels acknowledged the limitations of reductionism and mechanical thinking when they wrote that, “...man also possesses ‘consciousness’,” but owing to the dominance of bourgeois ideology and the vicissitudes of daily living, it is “not inherent, not ‘pure’ consciousness” (1947: 19). In other words, rather than romanticizing the worker as an always-conscious and informed revolutionary actor, Marx and Engels understood the power and pervasiveness of bourgeois ideology and the practical difficulties that militated against effective proletarian political education and the development of class consciousness.

Given the exploitive, oppressive and alienating conditions under which the worker is forced to live and work, and speaking specifically of the relationship between ideology, consciousness and political action, Engels was led to write the following in a letter to Franz Mehring in 1893: “Ideology is a process accomplished by the so-called thinker consciously, it is true, but with a false consciousness. The

real motive forces compelling him remain unknown to him; otherwise it simply would not be an ideological process” (1977: 496). What he is suggesting is that workers, even the most exploited, who are often steeped in the bourgeois ideologies of individualism and materialism, are not to be expected automatically to develop a critical class understanding their difficult life circumstances. In addition, what objectively might be in the best long-term interests of the worker (e.g., joining a labour union), might be resisted out of fear of losing his or her job, or rejected in favour of a course of individual action (e.g., snitching to the boss), that is tailored more to his or her immediate or short-term interests: job security. This example of what is supposedly false consciousness points up the question of rationality and the fact that what may be seen as an appropriate and rational decision in the short-term, may in the fullness of time just turn out to have been wrong.

Because human beings are subjective beings who are subjectively involved in their worlds, their apprehensions of those worlds are understandably ideologically formed. This means that any talk about the existence of ‘objectivity’ or an ‘objective reality’ is bound to be itself ideological. So, to speak of consciousness as somehow ‘false’ begs the question of what ‘true’ consciousness is, and how one might go about discovering it. This means that class consciousness and false consciousness are matters of *subjective imputation*, which led Georg Lukács to observe that:

It must not be thought, however, that all classes ripe for hegemony have a class consciousness with the same inner structure. Everything hinges on the extent to which they can become conscious of the actions they need to perform in order to obtain and organize power. The question then becomes: how far does the class concerned perform the actions that history has imposed on it ‘consciously’ or ‘unconsciously’? And is that consciousness ‘true’ or ‘false’ (Lukács 1971: 53).

Although he was roughly of the same mind as Marx and Engels on the question of false consciousness, Lenin was even less inclined to romanticize the revolutionary potential of the proletariat. Indeed, talking about ideology and political action, he was opposed to seeing the working class as specially endowed with a ‘spontaneous,’ proletarian, revolutionary consciousness. For him consciousness was created, not given. It was the culmination of a period of education and struggle, for the the working class was so dominated by bourgeois ideology that it could not be expected automatically, naturally or spontaneously to develop a revolutionary consciousness. Equating working class revolutionary consciousness with socialist consciousness, Lenin was in full agreement with Karl Kautsky whom he quotes as follows in *What is to be done?*:

... socialist consciousness is something introduced into the proletarian class struggle from without and not something that arose within it spontaneously. the task of Social Democracy is to imbue the proletariat [literally: saturate the proletariat] with the consciousness of its position and the consciousness of its task (1969: 40).

Then Lenin goes on to add his own views to the effect that trade union consciousness amounted to false consciousness. For what trade unions encouraged was a narrow *economism* according to which workers focussed entirely on their local, individual, material interests and in the process lost sight totally of the wider class struggle for socialism and *proletarian internationalism*. Thus, he writes: “Since there can be no talk of an independent ideology formulated by the working masses themselves ... the only choice is – either bourgeois or socialist ideology...trade unionism means the ideological enslavement of the workers by the bourgeoisie” (Lenin 1969: 40–41). In sum, then, false consciousness is a thorny term, but if carefully nuanced, will nevertheless prove useful for my analysis of ethnic nationalism, the motives that impel ethnic entrepreneurs (Allahar 2004), and the class interests that underlie “the activism of Third World leaders bent on inventing nations where they do not exist, and engaged in the project of constructing the nation-to-be” (Smith 1988: 6).

ETHNIC NATIONALISM

My definition of the term ‘ethnic’ includes the notion of identity and is borrowed in part from Anthony Smith, for whom an ethnic community, or *ethnie*, is “a named human population possessing a myth of common descent, common historical memories, elements of shared culture, an association with a particular territory, and a sense of solidarity” (Smith 1988: 9). To this extent it is well known that myth is a crucial element in cementing national unity. Take for example, the recounting of history in the post-independence (1991) case of Ukraine as compared with that of Belarus. The determination to write the history of Ukraine and Belarus from a Ukrainian and Belarusian perspective was intimately tied to the need for (re)discovering or inventing one’s history, traditions and myths. Thus, in the specific case of Ukraine the struggle to (re)claim the legacy of the medieval state of Kyiv Rus was a project given over to historians and historiographers, who have sought to enhance the national mythology and to give ethnic Ukrainians a marker by which to root or to anchor their ethnic identity (Kuzio 2006). The process of national re-building in Belarus, on the other hand, was somewhat different owing to the fact that “Belarus had little mythology as an independent nation to draw upon” (Kuzio and Nordberg 1999: 72).

Related to the question of myth in the formation of national identity is the idea of ‘situational ethnicity,’ which sees ethnic identity as “incipient, problematic, and situationally determined” (Nagel and Olzak 1982: 129), and which implies that, since not all ethnic groups are politically mobilized at all times, ethnic mobilization is a calculated, rational response to the challenges faced by some ethnic groups at historically specific times. As will be suggested, the recent concerns among cultural

nationalists with 'ethnic cleansing' in Bosnia, Serbia, Chechnia, in Rwanda and Burundi, and with establishing purity of African and Indian roots among various Caribbean populations are cases in point (Allahar 2004). This said, I will understand (ethnic) nationalism as an ideological claim, or a movement seeking to make such a claim, of self-determination and sovereignty. Integral to this statement is *a.* the existence of some bounded territory or 'nation' over which nationalists already have jurisdiction and are able to maintain it, or *b.* in the case of a nationalist *movement*, some bounded territory over which members wish to claim jurisdiction.

The emphasis on 'territory' as an important dimension of ethno-national unity can be seen in the example of Central Asia following the demise of the Soviet Union. For apart from the historical processes of migration, one of the main reasons for today's conflicts in that region is to be traced back to the Soviet Union and the frequent interference with borders that led to a situation where many of the various ethnic groups that historically inhabited the region are scattered across areas that were not formerly their own. As a consequence to date there are at least 10 disputed territories in the wider region as ethnic sentiments have been reawakened and leaders of ethnic movements have come to the fore to fan the flames of ethnic insecurity and ethnic uprooting.

A WORKING DEFINITION

In an attempt to deal analytically with the density of the concept of nationalism scholars have spoken of two broad types: *a.* modern civic or territorial nationalism, where the nation is legally or juridically defined, and contains clear class elements and *b.* a more traditional ethnic or genealogical nationalism, where the nation is more ethnically and culturally defined (Calhoun 1993:221). The civic definition sees territory as central but adds a common economy, common laws that apply equally to all citizens, a public mass educational system, shared administrative and military institutions, and a single civic ideology (Smith 1988: 9). The latter will include such charged political symbols as a national flag, a national anthem, a national coat-of-arms and a set of national holidays. Deciding on which of these will represent the nation is potentially a matter of intense and continuing political debate among co-nationals, especially in the case of a multiethnic nation-state, whether already formed or in the process of formation.

As a mode of political being, civic nationalism was expected to be more prevalent in those nation states such as are encountered in post-colonial and post-independence Eastern Europe and the Caribbean. And it is the fact of their multi-ethnic make-up that renders the debate over ethno-national identity so intense and at times so acrimonious, for, masked by emotive claims of ethnic entrepreneurs,

the class dimensions of civic nationalism often shade into and become complicated by the re-awakened ethnic consciousness so characteristic of modern society. Thus viewed, ethnic nationalism, both historically and today, is to be found where ethnic groups assert themselves as nations (e.g. the Nation of Islam in the US or the First Nations in Canada), or else where they are in the process of reasserting national status. Once more the example of Eastern Slavic nationalisms come to mind as one tries to make sense of the question of national identity and nationalism in the context of politics and history in Eastern Europe and the former Soviet Union.

Thus, in examining the three Eastern Slavic peoples known as Russians, Ukrainians and Belarusians political analysts have paid much attention to the issue of ethnic recognition. Given the power and the imperialistic motives of the Russians, during the period of the USSR leading politicians steadfastly refused to regard the Ukraine and Belarus as foreign countries with separate ethnic identities. Thus, Kuzio (2006) tells us, in the writing of the history of the region the Russophile (Russian imperial) and Sovietophile (Soviet) versions were always dominant and they treated Ukraine and Belarus largely as appendages of Russia. Indeed, any talk of Ukrainian independence was seen by Sovietophile historians as ‘unnatural’ for nature had decreed that the country was naturally part of the Russian union (2006: 408). In the post-independence era, however, an Eastern Slavic and Ukrainophile (Ukrainian national) historiography has sought to set the record straight by according Ukraine and Belarus the roles of independent actors on the historical stage.

So, similar to the Greek usage described earlier, my understanding of the term ‘ethnic’ is closely bound up with that of ‘nation;’ and ‘ethnic’ is meant to designate those groups that experience a distinct sense of *we-ness*, or what can be called *nation-ness*, that claim a common history, a common line of ancestral descent, and a common culture complete with a set of common customs and unifying myths. While it is generally felt that civic nationalism is more modern and grew out of this earlier form of ethno-cultural nationalism, the contemporary politics of ethnic nationalism in the Caribbean and the former Soviet Union suggests, if not the reverse, at least a return to the earlier form of group identification.

Ethnic nationalism, then, is to be found in situations where a discrete ethnic group lays claim to a national identity and patrimony that *a.* separates it from other groups, ethnic or non-ethnic, and *b.* has in mind a clear territorial base. Given the above discussion of civic nationalism, it goes without saying that not all nationalism is ethnically driven, for there are numerous examples of multi-ethnic nations or multi-ethnic states in which class forms the basis for nationalist appeals. Therefore, any comprehensive definition of nationalism will have to include both the civic and ethnic dimensions of the phenomenon. Caught up in the dislocating economics and politics of globalization, certain countries in the former USSR, for example, Ukraine, Georgia and even in the Caucasus region and the contemporary Caribbean, evince a fluid back-and-forth movement between the two approaches to nationalism, as

various ethnic entrepreneurs attempt to capitalize on the peoples' general sense of cultural uprootedness and dislocation. As will be seen presently, the entrepreneurs in question are not averse to excavating (their invented version of) history with a view to mobilizing specific ethnic groups for political ends:

The aim is to present a vivid, archaeologically faithful and comprehensive record of the nation from the dawn of its existence until the present in a convincing and dramatic narrative form, which will inspire members of the *ethnie* to return to ancestral ways and ideals, and mobilise them to create on its basis a modern nation, or, in nationalist language, 'reawaken the nation' (Smith 1988: 13).

Viewed in this way, the overall process of mobilization involves a reciprocity between the two approaches to nationalism whereby both appear to be mutually reinforcing as ethnic groups compete for the right to (re)name or (re)define the juridical nation. And when parties to the competition are of roughly equal power and resources, refusal to yield or compromise will tend to result in separatism or ethnic strife.

The foregoing is related to one additional matter which concerns the idea of territory or the 'home' in 'homeland.' As Harold Isaacs charges: "Territory has a critical role to play in maintaining group separateness; without it a 'nationality' has difficulty becoming a 'nation' and a 'nation' cannot become a state" (1975: 53). This is particularly important in the modern age of globalization, diasporas, long distance travel, and mass migrations, and is intimately bound up with the politics of identity and belonging. For whether one is driven out of one's homeland as a slave, an indentured worker, a political refugee, or for reasons of economic hardship, or simply for purposes of family reunification, diasporic politics and the nostalgic imaginings of home from abroad are crucial elements in the territorial aspects of identity and belonging to a homeland. What we do know, however, is that even those communities that have lost their homelands through colonial or imperial conquest, war, migration and so on, will continue to root themselves in the world by reference, even spiritually, to that (imagined) homeland.

MARXISM AND NATIONALISM

Of the various attempts to deal analytically with the vexing question of nationalism, I have found the work of neo-Marxists to be the most sophisticated and instructive. Among them, however, there is no automatic, agreed-upon consensus. Thus, as a neo-Marxist, when Tom Nairn wrote: "The theory of nationalism represents Marxism's great historical failure" (1975: 3), he was echoing the

sentiments of many like-minded others, who were caught off-guard by the persistence of nationalist and ethnic identity allegiance right into the modern era of global capitalism. But Marxists were not the only ones guilty of this shortcoming, for functionalists, modernization and dependency theorists, among many others, were convinced that the social identities of clan, tribe, village, ethnicity and nation would not survive into the modern period. The exigencies of modern living, industrialization, secularization, urbanization, the destruction of traditional community and the 'freeing' of the individual, were all expected to dictate a more rational approach to identity and survival. Life in a thriving and bustling metropolitan setting, it was felt, would be based more on one's occupational and economic position than one's membership in a tribe, clan, family or ethnic group. Indeed, all the other non-class forms of identity and awareness, particularly the ethnic and nationalist ones, were felt by Marxists to constitute epiphenomena – a *false consciousness*; to be distractions from the *true realization* of the roots of class (economic) exploitation and political disenfranchisement (Campbell 1972: 5–6).

Given Marx and Engels' political and ideological commitment to socialism and the politics of class struggle, it is not difficult to understand why they would have downplayed the questions of ethnic and national consciousness. But as the historical record demonstrates, even if the above-noted expectations may have been warranted in their time, world events over the past 100 years have proven them wrong. Benedict Anderson says it well: "...the 'end of the era of nationalism,' so long prophesied, is not remotely in sight. Indeed, nation-ness is the most universally legitimate value in the political life of our time" (1983: 12). As we know, the processes of colonization, slavery, imperialism and globalization have done more to keep global ethnic and national consciousness alive than Marx and Engels ever could have predicted. Further, because their political vision was internationalist (Munck 1986: 3), it is understandable that Marx and Engels would have been opposed to nationalism. The final sentence of *The Communist Manifesto* is clear in its exhortation: "Workingmen of *all* countries, unite!" (1955: 46; my emphasis).

This exhortation was based on their view that the development of capitalism would internationalize exploitation and thereby eliminate the national differences among the proletariats of various countries. On this basis they claimed that "the workingmen have no country," for "National differences and antagonisms between peoples are vanishing ... owing to the development of the bourgeoisie, to freedom of commerce, to the world market, to uniformity in the mode of production..." (*Ibidem*: 29). Their point was not so much that working men (and women) had lost their countries to the forces of capitalism and imperialism, but rather that the historic role of the proletariat was one of international solidarity against the forces of imperialism.

In the estimation of Marx and Engels the proletarian struggle was aimed at securing world socialism, not at the national liberation of a single country or group of

countries. For this reason nationalist consciousness appeared to them as divisive of the international proletarian solidarity in struggle, as false consciousness, and they tended to ignore it. As V. G. Kiernan has noted: "...nationality in itself was not a theme that greatly interested them; they looked forward to its speedy demise, and in the meantime were far more concerned with its component elements, social classes". And: "Nationalism is a subject on which Marx and Engels are commonly felt to have gone astray, most markedly in their earlier years, by greatly underestimating a force which was about to grow explosively" (1983: 344; 346).

This point was picked up by Marxists like Lenin and Stalin and those neo-Marxists who followed them. For by the turn of the 20th century, when imperialism, as the highest stage of capitalism, became manifest, movements for national liberation in Europe showed that: "...where a straightforward struggle against imperialism was being waged, fusion or linkage of socialism with nationalism won many successes" (Kiernan 1983: 349). Thus, throughout the remainder of that century there was an uneasy, very tenuous alliance between those nationalist movements that waged wars of national liberation and those Marxist movements that struggled for socialism. But the stand-off was not as black-and-white as many have made it out to be; for despite their internationalist politics, Marx and Engels did acknowledge that the struggle for socialism is more practically waged in the first instance at the national level: "the struggle of the proletariat with the bourgeoisie is at first a national struggle. The proletariat of each country must, of course, first of all settle matters with its own bourgeoisie" (Marx and Engels 1955: 21). This is a very important point to underscore, particularly because ideological opponents of Marxism are so quick to distort the record and claim, as Ronaldo Munck does, that "Essentially, Marxism has no theory of nationalism" (1986: 2). Hence, though aware of the limitations and distractions of nationalist consciousness, Marx and Engels recognized the need to incorporate some consideration of that consciousness as part of the process of the larger struggle for socialism. How, then, does the so-called national question become articulated with the ethnic dimension of the struggle for emancipation in multi-ethnic, post-colonial settings such as the former Soviet republics and the Caribbean?

CLASS AND NATIONALISM

Regarding the class aspects of nationalism, and in the specific context of the Caribbean, I want to offer some more theoretical observations and suggest three ideal-types of class-bound nationalism: *a.* bourgeois nationalism; *b.* petty-bourgeois nationalism; and *c.* popular or working-class nationalism. The key questions in each of these is: which class gets to name or define the nation? Which class' vision and values will prevail in that definition?

The first example of nationalism, *bourgeois nationalism*, is the type with which we are most familiar. It encompasses the kind of appeal that the capitalist class in Europe made early in the development and consolidation of national economies and the identification of national boundaries. This type of nationalism is very effective in fostering false consciousness and distracting the middle- and working-classes from a clear understanding of their economic and political exploitation and disenfranchisement. It suggests that national allegiance and devotion, from which the bourgeoisie stands to benefit, are paramount and represent the only viable route to sovereignty, security, national unity and prosperity.

As a political ideology, bourgeois nationalism works hand-in-hand with capitalism and liberalism, which seek to portray the private concerns of the bourgeoisie, rationalization of business practices, bureaucratic efficiency and the securing of huge profits, as benefiting the nation as a whole. Even in those cases where rationalism and efficiency demand downsizing, out-sourcing, job losses and worker dislocation, bourgeois nationalists tout these as ‘natural’ occurrences in any healthy economy. The class vision of bourgeois nationalists is one which understands the nation and its wealth as belonging to the bourgeoisie, and although some concessions have to be made to other social class fractions and groups along the way, in the final analysis the lion’s share of the political and economic spoils belongs to their class. Thus conceived, bourgeois nationalism sprang from European capitalism and the various wars of the 18th and 19th centuries that were aimed at nation building on that continent. In the process, as European capitalism spread across national boundaries to encompass new lands and continents, especially the Americas, it consolidated itself in the practices of colonialism, imperialism and globalization, giving birth to today’s *imperialist bourgeoisie*, which has such a direct hand in the moulding of nationalisms in the rest of the (developing) world. Curiously, with the world as its economic playground, the imperialist bourgeoisie is more internationalist than nationalist, for internationalism today is a defining feature of globalization and neo-liberalism. Thus, whereas Marx and Engels clearly favoured the idea of ‘internationalism’ as it spoke to the proletariat, they clearly opposed the bourgeois version of such internationalism.

The second type of nationalism, *petty-bourgeois nationalism*, is, as the name suggests. It is a form of bourgeois nationalism albeit on a somewhat smaller (petit or petty) scale. Of course it is not possible to quantify nationalism *per se*, so what do I mean by ‘smaller scale’? Quite simply, petty-bourgeois nationalism in this usage speaks to the scale of surplus value appropriation of the petty-bourgeoisie relative to the scale of bourgeois appropriation. For example, whereas in economic matters one fraction of the bourgeoisie will favour policies of *free trade* in those areas where it has comparative advantage, the petty-bourgeoisie is more traditionally in favour of *protectionism*. Unable to compete internationally, the petty-bourgeoisie’s scale of operations is restricted to the local market, and to the extent that they make

nationalist appeals, those are aimed at promoting and protecting their specific spheres of operation: *local* industry, *local* manufacturing, and the exchange of *locally*-produced goods and services. To this end the petty-bourgeoisie is also keen, to the extent it is possible, to have control of, or input into the post-colonial state, where decisions governing the operations of the local economy are taken.

So whereas there exists a petty-bourgeoisie in the countries of advanced capitalism, I wish to call attention to the petty-bourgeoisie in the so-called Third World or developing countries, and the attempts of the latter to define the nation politically and economically. Understanding the position of the Third World petty-bourgeoisie is very complex owing to the fact that some scholars use the term 'petty-bourgeoisie' to refer to the class fraction that has *political control* of the post-colonial political order and the state (Fanon 1963; Sudama 1983; Dupuy 1991), while others focus on the Third World petty-bourgeoisie as a class that is *economically subordinated* to the imperialist bourgeoisie (Frank 1972; Chirot 1977; 1986). In the present context I will treat the petty-bourgeoisie as a single class with distinct economic and political fractions, that are also given to intra-bourgeois conflicts at specific moments.

I am thus in agreement with Trevor Sudama, when he wrote that "the petty-bourgeoisie emerged as a class in the pursuit of control over the post colonial state apparatus" (1983: 77), but at the same time this class was limited to the role of junior partner of the imperialist bourgeoisie. For this reason, whether in its political or economic guise, petty-bourgeois nationalism contains no critique of capitalism, is generally reformist, and seeks mainly to accommodate the interests of the imperialist bourgeoisie. This means that petty-bourgeois nationalism is guided by the clear class goal of securing a space for its own economic and political manoeuvres in between the imperialist bourgeoisie and the working classes. To this extent the petty-bourgeoisie is a class that has had different names, some of which are not too flattering. André Gunder Frank (1972) called it the "lumpenbourgeoisie", while Frantz Fanon, who saw it as a "national bourgeoisie", felt nevertheless that its behaviour was that "of a traditional bourgeoisie, of a bourgeoisie which is stupidly, contemptibly, cynically bourgeois" (1963: 150).

Alex Dupuy has dubbed the political fraction of this class a *managerial bourgeoisie* given the fact of its control of the post-colonial state, and that in exercising state control it is answerable to the will of the *international corporate bourgeoisie* (Dupuy 1991: 75). Because the economic wealth of Third World countries is largely owned and controlled by the international corporate (imperialist) bourgeoisie, access to power and privilege among local classes is seen to come from control of the local state apparatus, for this is the most promising avenue to power, prestige, personal enrichment and privilege via graft, corruption, and other less-than-legal means. On penalty of removal from power, and as junior partners of the imperialist bourgeoisie, members of this class are obliged to do the bidding of the latter.

Understood in this way, the Third World petty-bourgeoisie can be seen to comprise two separate class fractions. The first fraction discussed above can be described, not as national, but as *anti-national*, in that its policies are geared to servicing the interests of the imperialist bourgeoisie, and are not designed to promote truly national or indigenous development of local industry and manufacturing, and the infrastructure that accompanies such processes. Writing about post-independence Trinidad and Tobago, Sudama notes that this class fraction: “hardly ever took an independent position on any question”. It contented itself with “the knowledge that the chosen path of capitalist development and the dominant influence of the international bourgeoisie guaranteed conditions for the pursuit of its economic interests (1983: 80).

The second take on the Third World petty-bourgeoisie is related to the presence of another important set of local economic actors. I am referring to what Chilcote and Edelstein (1974: 735) among others label the *comprador bourgeoisie*. Compared to the other fraction of this class, the comprador bourgeoisie is smaller and weaker, and has a clear interest, not in cooperating with the imperialist bourgeoisie, but in lessening the country’s degree of dependence on the latter. Therefore, following the logic of my argument, I dub this fraction the *patriotic national bourgeoisie*. For whether as large landowners, local manufacturers, merchants and traders, or even financiers, this fraction of the bourgeoisie is one that is said to pursue policies that, though bourgeois, are more concerned with harnessing the indigenous resources for local industrial growth and development. The activities of this class, which, in strictly local-national terms “owns the means of production of industrial goods, and whose interests are, as a consequence, opposed to those of foreign capital” (Torres Rivas 1977: 39), are also concentrated in the areas of small business, banking, transportation, insurance, real estate, legal and accounting services. Its industrial policies are largely those of *protectionism*, which serve to shelter locally nascent industrial, manufacturing and service operations from ruinous foreign competition.

Compared to the *anti-national* fraction of this bourgeoisie, which benefits from the partial freeing of trade, and which is primarily interested in the export of non-processed or unfinished raw materials, this latter fraction is seen to act more as a national, in the *patriotic* sense of the word, bourgeoisie (Allahar 1990: 227–235). It is not that this *patriotic petty-bourgeoisie* is somehow more virtuous than the anti-national or even the imperialist bourgeoisie. It just so happens that its class interests do not go as clearly and as immediately counter to the interests of the Third World nation in question. Given its structurally antagonistic position *vis-à-vis* the imperialist and anti-national bourgeoisies, the patriotic petty-bourgeoisie is likely to be more progressive, but can be expected to stop short of calling for socialism and the genuine nationalization of the country’s means of production. Analytically then, it is important to make a distinction between the political and economic arms of

lumpendevlopment. The class fraction that has political control of the state in the post-colonial order, is separate from the local economic actors who control commerce and the entire agro-export industry, but who are subject to the laws enacted by the former fraction of the petty-bourgeoisie in control of the state.

In a region such as the post-independence, English-speaking Caribbean, the political fraction of the petty-bourgeoisie is composed of the intellectuals, who were groomed by the colonizers, and later by the imperialist bourgeoisie, to assume state power after the latter's departure from the colony. They were often educated in the universities of the colonizers and former colonizers, steeped in the latter's political culture and values, and as a consequence their political campaigns were, and continue to be funded, both directly and indirectly, by foreign interests. Writing on the eve of independence in 1961 C.L.R. James referred to this group collectively as "the West Indian middle classes" and as "political *nouveaux-riches*", whose "ignorance and disregard of economic development is profound and deeply rooted in their past and present situation. They do not even seem to be aware of it... I do not know of any social class which lives so completely without ideas any kind" (1980: 131–134). And half a century later not much has changed. For once elected, this petty-bourgeois class of political leaders, the ones who are put in power to carry on the business of the colonialist and imperialist bourgeoisies, are also able to call upon politically and ideologically sympathetic foreign states to provide military support and protection whenever threats to their continued rule, actual or perceived, might arise locally. On this score James' critique of this class, though almost 50 years ago, is still generally applicable: "They seem to aim at nothing more than being second-rate American citizens... They are dying to find some communists against whom they can thunder and so make an easier road to American pockets" (James 1980: 134).

This is also the class described by Frantz Fanon variously as "the national bourgeoisie" or "the national middle class" (Fanon 1963). And speaking of this class, one of Fanon's foremost interpreters, Irene Gendzier, writes of "the inability of the bourgeoisie to act in the national interests" and as exhibiting "a total indifference to the needs of the mass of the population; and worst of all, an economically ineffectual and pretentious minority" (1973: 218). Generally speaking, neither the political nor the economic fractions of the local petty-bourgeoisies in the post-independence Caribbean countries is either revolutionary or nationalist in the genuine sense of the term, for their principal mandate is to preserve the conditions for the expanded reproduction and accumulation of capital. And capitalism has not shown itself to have the interests of the masses of any single country, let alone the masses of the world, at heart (Allahar 1995: 127). In other words, because the leaders of these countries are committed to the retention of capitalism, and even if at times they have been known to espouse a populist rhetoric aimed at national mobilization, the fact remains that each passing day bears testimony to their inability to deliver the goods to the people.

Finally, there is *working class nationalism*, which in my estimation comes closest to a true or genuine nationalism. As the largest class in terms of sheer numbers, its policies have the potential, if only statistically, of taking into account what is in the best interests of the majority of the nation. On this basis I will argue that a *genuine* working class nationalism, as opposed to a working class nationalism based on *false consciousness*, is a stepping stone to socialism!

In the same way that the bourgeoisie and the petty-bourgeoisie of different countries are able to promote and pursue class-bound nationalist strategies, one may also conceive of popular or working class nationalism. Just as one may speak of a capitalist state that serves principally the interests of the capitalist class(es), I am speaking here of nationalism as an ideology that informs a worker's movement bent on creating a 'nation,' whose policies and programs are more in tune with its interests. Because the interests of the bourgeoisie and the petty-bourgeoisie do not coincide exactly with those of the working class or the wider masses, it is possible to envisage a nationalist claim on the part of workers that goes against that of the various petty-bourgeois fractions. But to the extent that the working class is not homogeneous and workers do not all share the same politics, how is it possible to speak of a workers' state that will pursue the interests of the working class?

As hinted above, this is a serious issue, for it begs the question of whether nationalist consciousness among the working class is false consciousness. The answer has to begin with the acknowledgement that while not all the members of the bourgeoisie or the petty-bourgeoisie as a whole will have identical political interests, so too, within the working class it is to be expected that there will be political differences. And this is where the thorny issue of *false consciousness* comes into play. Those members of the working class, who, for whatever reasons, do not challenge bourgeois or petty-bourgeois definitions of what is in the best interest of the nation, and whose political stance does not include a critique of capitalism, may well be said to be suffering from false consciousness. For as I have argued, throughout its history capitalism has shown itself to be inimical to the long-term interests of working people everywhere.

On the other hand, as long as a significant proportion of the class is organized, educated, united and conscious, and as long as they agitate for a nation in which the broad interests of workers are protected and promoted, we are able to speak either of a genuine working class nationalism or a genuine working class nationalist *movement*. The latter is relevant in the context of 'territory,' for nations that are in search of homes are understandably concerned with the establishment of a physical homeland or 'space' that they can call theirs: "Possession of territory is, after all, a *sine qua non* of statehood and an essential goal of every nationalism" (Smith 1983: XIII).

In sum, therefore, *true* working class nationalism is a step toward socialism, or, stated differently, a step toward working class internationalism! For it is only when

the proletariat “wins the battle of democracy” (Marx and Engels 1955: 31) and establishes a socialist state that the interests of the working class as a whole can begin *genuinely* to be addressed. This is precisely the sentiment of Marx and Engels as expressed in *The Communist Manifesto*: “In the national struggles of the proletarians of the different countries, they point out and bring to the front the common interests of the entire proletariat, *independently of all nationality*” (Marx and Engels 1955: 23, my emphasis). This is also consistent with the argument of Anthony Smith who affirms that: “...nationalism is typically a political argument, a tool for seizing the state by mobilizing, coordinating and legitimating the movement of the masses” (Smith 1988: 5).

My argument, then, is that a working class nationalism that is not based on false consciousness must in effect be internationalist in its vision, and this is synonymous with international socialism. The specifics of such a working class movement, however, will understandably have to take into consideration the practical conditions facing the working class or proletariat in a given country, be it advanced industrial or developing, and the specific socialist content of the policies to be implemented once that movement is successful.

CONCLUSION: LEADERSHIP, CLASS AND ETHNIC NATIONALISM

At this point the question of the leadership of such a movement is relevant. While the working class is quite capable of generating its own nationalist (and revolutionary) leaders, and in fact has done so with regularity over the years and all over the world, one also has to be aware of the political influence of conscious, non-proletarian individuals on the proletarian movement. A compelling case in point is that of Marx and Engels themselves, who were decidedly not from the working class, yet they were very cognizant of the potential for change inherent in a politicized and class conscious proletariat that contained radical elements of bourgeois or petty-bourgeois sympathizers: “...in times when the class struggler nears the decisive hour, the process of dissolution going on within the ruling class, ... assumes a violent, glaring character” and it is precisely at this time that “a small section of the ruling class cuts itself adrift, and joins the revolutionary class, the class that holds the future in its hands”. In other words, “a portion of the bourgeoisie goes over to the proletariat, and in particular, a portion of the bourgeois ideologists, who have raised themselves to the level of comprehending theoretically the historical movement as a whole” (Marx and Engels 1955: 20).

Lenin is in full agreement and is very clear not to romanticize the revolutionary potential of the working class as something that is either automatic or spontaneous. Indeed, while making the case for scientific socialism, he was keen to underscore the central role of theory, criticism and reflection in the process: “Without revolutionary

theory there can be no revolutionary movement” (Lenin 1969: 25). And speaking of theory and its relationship to the process of scientific analysis and understanding, once more he cites approvingly Karl Kautsky, who argued that socialist consciousness can arise only on the basis of profound scientific knowledge:

The vehicle of science is not the proletariat, but the bourgeois intelligentsia: it was in the minds of individual members of this stratum that modern socialism originated, and it was they who communicated it to the more intellectually developed proletarians who, in their turn, introduce it into the proletarian class struggle ... Thus, socialist consciousness is something introduced into the proletarian class struggle from without and not something that arose within it spontaneously (Lenin 1969: 40).

In the Caribbean context this brings to mind the potential leadership role of middle class or petty-bourgeois intellectuals in a working class nationalist movement (Allahar 2001b). It also brings to mind Tom Nairn’s provocative charge in the European context that: “The new middle-class intelligentsia of nationalism had to invite the masses into history...” (Nairn 1977: 340). For what I want to suggest is that, depending on the circumstances at hand, such bourgeois or petty-bourgeois intellectuals may be able either to hijack the working class movement and harness its energies for their own purposes, or to provide genuine internationalist leadership. In other words, depending on the movement’s leadership and its general degree of class consciousness and political action, working class nationalism can be channelled in either a reactionary bourgeois, or a progressive socialist direction. The former, as is often the case, may witness the emergence of politically skilled, petty-bourgeois ethnic entrepreneurs, who use appeals to race and ethnic solidarity as distractions, and who also exploit false consciousness by tapping into the emotions of the workers and commanding their allegiance. The latter, on the other hand, will look beyond race and ethnic differences and attempt to retain its class character. This will speak to true class consciousness and the attempts by both the leadership and the rank and file of the movement to promote a socialist alternative to dependent capitalism and to create possibilities for the triumph of humanism and communalism over materialism, consumerism and individualism.

To elaborate, as an example of the first (false consciousness) I want to suggest a critical look at the politics of ethnicity and ethnic nationalism and the ethnic entrepreneurs who energize such politics. For it is my contention that the politics in question serve to promote false consciousness. My point of departure is a comment made by Paul Gilroy and directed specifically at Afrocentrism, but is equally applicable to other forms of ethno-national political appeals and movements. First, as Gilroy writes, such (Afrocentric) political movements lack “even the possibility of imagining an alternative to capitalism” (Gilroy 2000: 210), thus tying their fate to the

fortunes of capital, and second, their spokespersons are responsible for promoting a politics of distraction (race) within the working classes. Stated differently, my charge is that ethnic nationalism is a political appeal made by ethnic entrepreneurs who have very clear and narrow class and power interests at heart, but who, in order to realise those interests, will mask them by emotional appeals to race, hoping thus to gain the support of as broad a base as possible. To secure their goal of mobilizing politically and emotionally a given population, such ethnic entrepreneurs play on an assumed primordial, ethno-racial commonality, which distracts members of the target population from a class understanding of their situation. In the process the latter are prevented from coming to see that the so-called harmony of ethno-racial interests may well mask serious class divisions *within* the ethno-racial group in question.

On the other hand, for my example of genuine working class consciousness and proletarian internationalism, I refer the reader to socialist Cuba, complete with all its notable triumphs and glaring failures. I would also invite the reader here to separate the genuine problems of socialism in Cuba from those problems of socialism induced by imperialist aggression (Allahar 2001a). Because human beings are imperfect (that's what makes them human), the social and political systems they create will reflect those imperfections. The challenge, then, is to establish priorities based on humanistic ideals, to assess the potential costs or consequences of achieving those ideals, and to strive to minimise the latter. To this I suggest that the imperfections of socialism are to be preferred over those of (dependent) capitalism in the Caribbean and elsewhere.

REFERENCES

1. ALLAHAR, ANTON L., "The evolution of the Latin American bourgeoisie: an historical-comparative study" in *International Journal of Comparative Sociology* (31)3-4, September-December, 1990, p. 222-236.
2. ALLAHAR, ANTON L., "More than an Oxymoron: Ethnicity and the Social Construction of Primordial Attachment" in *Canadian Ethnic Studies* (26)3, 1994, p.18-33.
3. ALLAHAR, ANTON L., *Sociology and the Periphery: Theories and Issues*. (2nd ed). Toronto: Garamond Press, 1995.
4. ALLAHAR, ANTON L., "Framing of Political Culture in the English-speaking Caribbean: Cuban Socialism vs. US Imperialism", *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, (26)52, 2001a, p. 223-243.
5. ALLAHAR, ANTON L. ed., *Caribbean Charisma: Reflections on Leadership, Legitimacy and Populist Politics*. London: Lynne Rienner, 2001b.
6. ALLAHAR, ANTON L., "Ethnic Entrepreneurship and Nationalism in Trinidad: Afrocentrism and *Hindutva*." *Social and Economic Studies*. (53)2, 2004, p. 117-154.
7. ANDERSON, BENEDICT, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London, Verso, 1983.

8. CALHOUN, CRAIG, "Nationalism and ethnicity" in *Annual Review of Sociology* 19, 1993, p. 211–239.
9. CAMPBELL, ERNEST Q (ed), *Racial Tensions and National Identity*. Vanderbilt University Press: Nashville, Tennessee, 1972.
10. CHILCOTE, RONALD and JOEL EDELSTEIN, *Latin America: the Struggle with Dependency and Beyond*. New York, John Wiley, 1974.
11. CHIROT, DANIEL, *Social Change in the Twentieth Century*. New York, Harcourt, Brace, Jovanovich, 1977.
12. CHIROT, DANIEL, *Social Change in the Modern Era*. New York, Harcourt, Brace, Jovanovich, 1986.
13. DUPUY, ALEX, "Political intellectuals in the third world: the Caribbean case" in *Intellectuals and Politics: Social Theory in a Changing World*, Charles C. Lemert (ed). London: Sage, 1991, p. 74–93.
14. ENGELS, FREDERICK, "Engels to F. Mehring July 14, 1893", p. 495–499 in *K. Marx and F. Engels, Selected Works in Three Volumes*, vol. 3. Moscow, Progress Publishers, 1977.
15. FANON, FRANZ, *The Wretched of the Earth*. New York, New York: Grove Press, 1963.
16. FRANK, ANDRÉ GUNDE, *Lumpenbourgeoisie; Lumpendevelopment: Dependence, Class and Politics in Latin America*. New York: Monthly Review Press, 1972.
17. GEERTZ, CLIFFORD., *The Interpretation of Cultures*. New York, Basic Books, 1973.
18. GENDZIER, IRENE L., *Frantz Fanon: A Critical Study*. New York, Pantheon Books, 1973.
19. GIDDENS, ANTHONY, *The Nation State and Violence*. Berkeley, University of California Press, 1984.
20. GILROY, PAUL, *Against Race: Imagining Political Culture Beyond the Color Line*. Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2000.
21. HAAS, ERNST B., "What is nationalism and why should we study it?" in *International Organization*, (40)3 Summer, 1986, p. 707–744.
22. ISAACS, HAROLD R., *Idols of the Tribe: Group Identity and political Change*. New York, Harper Colophon, 1975.
23. JAMES, C.L.R., *Spheres of Existence: Selected Writings*. London: Allison and Busby, 1980.
24. KIERNAN, V.G., "Nation" and "Nationalism" in *A Dictionary of Marxist Thought*, Tom Bottomore (ed). Cambridge: Harvard University Press, 1983, p. 344–345; p. 346–349.
25. KUZIO, TARAS. "National identity and history writing in Ukraine". *Nationalities Papers*, 2006, (34)4, p. 407–418.
26. KUZIO, TARAS and MARC NORDBERG, "Nation and state building, historical legacies and national identities in Belarus and Ukraine." *Canadian Review of Studies in Nationalism*, 1999, (XXVI)1–2, p. 69–90.
27. LENIN, V.I., *What is to be done?* Moscow: Progress Publishers, 1969.
28. LUKÁCS, GEORG, *History and Class Consciousness*. London, The Merlin Press, 1971.
29. MARX, KARL, *The Poverty of Philosophy*. New York, International Publishers, 1963.
30. MARX, KARL and FREDERICK ENGELS, *The German Ideology*. New York, International Publishers, 1947.
31. MARX, KARL and FREDERICH ENGELS, *The Communist Manifesto*. New York, Appleton-Century-Crofts, 1955.
32. MUNCK, RONALDO. 1986. *The Difficult Dialogue: Marxism and Nationalism*. London, Zed Books.
33. NAGEL, JOANE and SUSAN OLZAK, "Ethnic Mobilization in New and Old States: An Extension of the Competition Model," in *Social Problems*, vol. 30. 1982, p. 127–143.
34. NAIRN, TOM, "The Modern Janus" in *New Left Review*, 94 November–December, 1975, p. 3–29.

35. NAIRN, TOM, *The Break-up of Britain*. London: New Left Books, 1977.
36. QIAN ZONGQI, "Ethnic and religious contradictions and their impacts in Central Asia".
Http://www.crvp.org/book/Series03/III-20/chapter_xi.htm. Retrieved 11/14/2006.
37. RITZER, GEORGE, *Classical Sociological Theory*. Toronto: McGraw-Hill, 1992.
38. SHILS, EDWARD, "Primordial, Personal, Sacred and Civil Ties" in *British Journal of Sociology*, 1957, (8)2, p.130–145.
39. SMITH, ANTHONY D., *Theories of Nationalism* (2nd Ed.). New York: Holmes and Meier, 1983.
40. SMITH, ANTHONY D., "The myth of the 'Modern Nation' and the myths of nations" in *Ethnic and Racial Studies* (11)1 January, 1988, p. 1–26.
41. SUDAMA, TREVOR, "Class, race and the state in Trinidad and Tobago" in *Latin American Perspectives*, Issue 39 (10)4, 1983, p. 75–96.
42. TORRES RIVAS, EDELBERTO, "Notas sobre la crisis de la dominación burguesa en América Latina" p. 13–70 in *Clases Sociales y Crisis Política en América Latina*, Raúl Benítez Zenteno (ed). Mexico: Siglo Veintiuno, 1977.
43. WILLIAMS, ROBIN M. Jr., "The sociology of ethnic conflicts: comparative international perspectives" in *Annual Review of Sociology* (20), 1994, p. 9–79.

MARXISM ȘI NAȚIONALISM. O NOUĂ ÎNTÂLNIRE RATATĂ

CĂLIN COTOI*

ABSTRACT

MARXISM AND NATIONALISM. A NEW FAILED MEETING

The issue of the various interconnections between the discourses on national self and leftist ideologies has long been an important part of the theoretical preoccupations regarding Central and Eastern Europe. The argument of Anton Allahar's paper is developed in terms of class consciousness and false consciousness and explores their role in the creation of ethnic entrepreneurs and, implicitly, of ethno-nationalism. However, what is missing is the coupling of the analysis of the formation of subjectivities – ethnic and national – with the analysis of the context they are built in.

Key words: nationalism, post-socialism, class consciousness, cultural hegemony, ideology, post-colonialism, ethnic entrepreneurs

Problema diverselor interconexiuni dintre sinele național, tematizat științific, și ideologiile de stânga este, de mult timp, o parte importantă a preocupărilor teoretice privitoare la Europa Centrală și Răsăriteană. Începând cu adoptarea ideologiei oficiale a „conținutului socialist în formă națională” din Rusia stalinistă, până la numeroasele variante ale național comunismului din Europa de Est, există un corpus teoretic amplu și bine documentat, centrat pe potențialul legitimator al ideologiilor naționaliste în țările socialiste.

Abordarea lui Anton Allahar se diferențiază însă de tipurile de abordare istorice și antropologice de mai sus, propunându-și, ambițios, să descopere o definiție comprehensivă a naționalismului în varianta sa etnică, prin intermediul unei analize de clasă neomarxiste. Marxismul nu mai este obiect de analiză în desfășurarea lui politico-economică și istorică, în calitate de „really existing socialism” (Bahro 1979), ci constituie un instrument de analiză și interpretare a zonelor postsocialiste și postcoloniale. O primă problemă interesantă, ce ține de poziționarea subiectului investigator și teoretizant, transpare chiar din faptul că

* Address correspondence to Calin Cotoi: lector doctor la Facultatea de Sociologie, Univ. din București, România, e-mail: calinnicolae.cotoi@g.unibuc.ro

sociologul canadian investighează naționalisme și tipologii în zone geografice unde elitele politice se reclamau de la aparatul investigator folosit de sociolog. Tot de aici apare ca un pic pripită compararea naționalismului statelor postcoloniale cu al celor postsocialiste. Dar comparația poate fi, bineînțeles, una fecundă și chiar aparatul conceptual neomarxist, în diversitatea lui, poate crea perspective proaspete în studierea națiunilor și a naționalismului.

Din păcate însă, lipsa de sensibilitate față de istoria fenomenelor investigate se face simțită, insidios, pe parcursul întregului text și duce, în final, la reproducerea unor dihotomii esențializate ce blochează înțelegerea etnicității și a naționalismului ca fenomene, în același timp, locale și globale. Micul excurs etimologic pe care ni-l propune savantul canadian, foarte condensat, este o mostră de prezentism. După ce ne spune că termenul englez *nation* provine din latinescul *nasci* (a se naște), trece direct la accepția „grecească” a termenului, unde etnicitatea și naționalitatea sunt topite în termenul *ethnikos*. Ceea ce nu se potrivește cu folosirea termenului în regiunea Caraibelor, dar nu este irelevant pentru statele postsocialiste din Europa Răsăriteană și Asia Centrală (sic!) (Allahar 2009: 3). Prezentarea aceasta ar da frisoane oricărui istoric. Modificările semantismului termenului sau ale realităților sociopolitice subsumate unei sintagme identice ne-ar permite o mai bună înțelegere a fenomenului investigat. Altfel, nu poate fi decât uimitor faptul că termenul latinesc a trecut – când? cum? de ce? – în limba engleză și că „grecii” – cine or fi fiind și aceștia! – îl folosesc, peste milenii, cu aceeași semnificație pe care o preiau, diferit, caraibienii și est-europenii! Dar este vorba, probabil, de o mică analiză etimologică, ce, chiar lipsind, nu ar periclita argumentația autorului.

Allahar își situează argumentația în cadrul teoretic al unei analize de clasă neomarxiste, nonreducționiste, conform căreia „conștiința și politica etnonațională pot fi înțelese mai bine dacă reușim să trasăm interesele de clasă concrete și motivele promotorilor lor” (Allahar 2009: 3–4). Punctul de plecare este unul interesant, solid și promite o analiză nuanțată, situată teoretic și deci autoreflexivă. Renunțând la reducționismul analizelor marxiste asupra naționalismului – pe care acestea îl au în comun cu teoriile modernizării –, sociologul canadian analizează, cu subtilitate, problematica conștiinței de clasă și a falsei conștiințe, în legătură cu naționalismul etnic și apariția antreprenorilor etnici. Allahar avertizează împotriva „reducționismului de clasă” al marxismului ortodox, ce nu ia în calcul faptul că „în momente diferite, populații și grupuri diferite vor valoriza aspectele culturale și simbolice ale identității de grup mai mult decât câștigurile economice și politice calculate rațional, ce pot fi derivate (sau pierdute) prin urmărirea intereselor de clasă” (Allahar 2009: 5). Prezentarea pare să cadă aici peste ruptura, teoretizată în studiile asupra națiunii și naționalismului de către Anthony Smith, între abordarea modernistă și cea primordialistă (Smith 1999). Smith face o taxonomie a abordărilor științifice asupra naționalismelor și a națiunilor și una, mai puțin reușită, asupra naționalismelor propriu-zise. Allahar nu se poziționează teoretic în

vreuna din categoriile create de Anthony Smith, dar folosește argumente din toate. Această strategie are avantaje incontestabile, dar prezintă și pericolul unei poziționări teoretice neclare, ce nu poate fi salvată de un neomarxism autodeclarat.

Vechile dihotomii între naționalismele „civice” și „etnice”, „vestice” și „estice” etc. reapar în textul sociologului canadian. Astfel, Allahar creează ierarhii axiologice și cronologice între naționalismele civic și etnic, fără să dea nicio explicație. Din punct de vedere al istoriei acestor concepte antinomice asimetrice, încă de la primele diferențieri create între „civic” și „etnic”, în timpul disputei franco-germane asupra Alsaciei și Lorenei, personalizată prin disputa dintre Renan și von Trietschke, există o puternică încărcătură ideologică a acestei dihotomii. Este ciudat că, după un interesant capitol privind falsa conștiință, Allahar, reia, necritic, un exemplu aproape clasic de ideologie, cel al diferențierii dintre „civic” și „etnic” (Allahar 2009: 10). După aceasta însă, ne spune că pentru Caucaz și Caraibe lucrurile stau altfel, existând o combinație între etnic și civic, articulată prin intermediul antreprenorilor etnici. Explicație interesantă, dar care, rămânând localizată geografic astfel, nu face decât să adauge și orientalismul ideologemului anterior. În tot textul se păstrează, de altfel, tensiunea dintre perspectiva modernist-marxistă și cea etno-simbolistă sau chiar primordialistă asupra naționalismului etnic. Din păcate, marxismul, așa cum este folosit aici, nu se diferențiază de teoriile modernizării à la W.W. Rostow și nu poate explica etnicitatea sau naționalismul decât în mod strict instrumental. Corecturile aduse, prin intermediul citatelor din Anthony Smith, reducăționismului instrumentalismului marxist nu se leagă în chip organic de restul argumentației.

Argumentul textului lui Anton Allahar se joacă la nivelul analizei conștiinței de clasă și al falsei conștiințe, în crearea antreprenorilor etnici și, implicit, a etno-naționalismului. Ce lipsește însă este, în viziunea mea, o cuplare a analizei formării subiectivităților cu cea a contextului de economie politică în care se constituie acestea. Nu insist asupra scrierilor privind schimbările capitalismului contemporan și a relațiilor lui cu schimbările cultural-identitare (Jameson 1991, Harvey 1989). Este ciudat însă că, în toată discuția despre conștiința de clasă, lipsesc orice referire la Antonio Gramsci și orice încercare de deconstrucție a naționalismelor metodologice inerente aparatului conceptual al științelor sociale (Handler 1985, Handler 1988).

Este adevărat că noțiunea de hegemonie, preluată din scrierile lui Antonio Gramsci, deși intrată deja în vocabularul uzual al științelor sociale, își păstrează o mare doză de ambiguitate (Williams 1977, Comaroff și Comaroff 1991). În ultimul timp, ea s-a transformat într-un soi de „multitrop” ce acoperă o zonă vastă și vagă a contra-tendințelor și rezistențelor, sociologii și antropologii preferând, deseori, discuțiile despre „contra-hegemonii”, în defavoarea celor despre hegemonii. Tendința de a analiza, uneori rafinat și adecvat, alteori simplist și ideologic, rezistențele la modernitate/modernizare sau, ceva mai recent, la globalizare, în cadrul poststructuralismului antropologic, a dus la popularitatea crescândă a savantului și militantului comunist italian.

Pornind de la interpretarea dată de Raymond Williams, din interiorul tradiției studiilor culturale, hegemonia ar reprezenta sistemul dominant de semnificații și valori trăite, de relații și practici semnificative, ce dau formă și contur realității sociale cotidiene (Williams 1977). Analiza „suprastructurală” întreprinsă de Gramsci a făcut posibil dialogul dintre perspectiva antropologică asupra culturii și dicutarea marxistă a ideologiei și a conștiinței (în special sub forma falsei conștiințe). Concepția antropologică a fost deseori criticată pentru caracterul ei implicit consensual, pentru accentul pus doar pe „rețelele de semnificații” (Geertz 1973), ce leagă oamenii în entități culturale aparent coerente.

Noțiunea de „cultură” ignoră sau chiar ocultează faptul că omenirea este alcătuită dintr-o multitudine de procese aflate în interconexiune, ce nu pot fi dezasamblate fără falsificarea realității. Realismul și esențialismul, transformarea unor concepte din științele sociale în astfel de fragmente și dotarea lor cu o realitate pe care nu o au constituie marea problemă a științelor sociale. Pentru Eric Wolf, doar prin „înțelegerea acestor denumiri ca mănunchiuri de relații și plasarea lor, din nou, în contextul din care au fost abstrase, putem spera să evităm concluziile eronate și să sporim capacitatea noastră de înțelegere” (Wolf 2001: 1). Alternativa ar fi o regândire a istoriei științelor sociale, o istorie analitică și un dialog cu Marx.

Postulatele sociologiei, prin intermediul cărora aceasta s-a desprins ca știință autonomă în secolul al XIX-lea sunt, crede Wolf, patru: **1.** în cursul vieții sociale indivizii intră în relații unii cu alții. Aceste relații pot fi abstrase din contextul economic, politic sau ideologic, în care se află, și tratate *sui generis*; **2.** ordinea socială depinde de dezvoltarea și extinderea relațiilor, sociale între indivizi. Cu cât este mai mare densitatea și volumul acestor relații, cu atât este mai ordonată societatea. Dezvoltarea unor relații numeroase și diverse diminuează pericolul polarizării societății în clase și al antagonismului dintre acestea; **3.** existența și menținerea ordinii sociale este legată de existența și propagarea unor credințe și obiceiuri comune între indivizii ce participă la această ordine. Consensul moral favorizează dezvoltarea maximă a raporturilor sociale; așteptările legate de pura utilitate, precum exercițiul rațiunii, cu caracter pur tehnic, tind să le slăbească și **4.** dezvoltarea relațiilor sociale și dominația obiceiurilor asociate cu credințele fundamentează o societate concepută ca totalitate de relații sociale între indivizi. „Relațiile sociale alcătuiesc societatea; societatea, la rândul ei, este lăcașul coeziunii, unității ei i se pot atribui ordinea și previzibilul. Dacă relațiile sociale sunt bine rânduite și repetitive, societatea are o structură internă stabilă. Dimensiunea acestei structuri este proporțională cu intensitatea și amploarea relațiilor sociale. Acolo unde acestea sunt vizibil mai puțin intense și frecvente, societatea își cunoaște limitele” (Wolf 2001: 7).

Problema postulatelor ce întemeiază științele sociale clasice – și, cu unele modificări, și pe cele de azi – este că ele duc spre o concepere a relațiilor sociale nu doar ca autonome, dar și ca deținând o cauzalitate proprie, independentă de contextul economic, politic și ideologic. Aceste „relații sociale”, fiind rupte de

contextul în care ființează, statul-națiune va fi imaginat ca o structură de relații sociale datorate consensului moral, mai curând decât ca un nod de relații economice, politice sau ideologice, aflat în conexiune cu alte asemenea noduri. Relațiile sociale și nu forțele economice, politice și ideologice devin motorul principal al teoriei ideologizate. Aceste relații sociale producându-se în „cercul vrăjit” al statului-națiune, principalii actori în istorie sunt văzuți ca state-națiune, obiecte mânate din interior de propriile relații sociale (Wolf 2001: 7).

Teoriile marxiste ale ideologiei sunt, și ele, supuse unei critici dinspre științele sociale, datorită neglijării modului în care sistemele de semnificații nuanțează și întrupează din punct de vedere socio-cultural formele de conștiință și ideologiile, sau, așa cum sintetizează Comaroff & Comaroff opoziția dintre cele două perspective: „dacă cultura pare să aibă nevoie de putere pentru a o face completă, atunci, ideologia și conștiința par să aibă nevoie de o doză bună de semantică” (Comaroff și Comaroff 2002: 208). Hegemonia gramsciană asigură, aparent, rezolvarea disputei. Dacă adăugăm culturii, așa cum este ea văzută, de obicei, în antropologie și sociologie, o doză de putere din analiza de tip marxist, problema pare rezolvată. Această perspectivă este însă una de tip „carte de bucate”, ce adaugă lucruri disparate, scoțând la sfârșit, urmând „rețeta”, produsul dorit.

Nu susțin că folosirea „hegemoniei” ar rezolva dilemele interpretării și analizei problemei complexe a etnicității din spațiile postcoloniale și postsocialiste. Ceea ce ar putea aduce, în plus, față de perspectiva lui Georg Lukács, pe care se bazează Anton Allahar, este o articulare a unui demers critic marxist cu cercetări privind cultura și deschiderea spre teoriile privind formarea subiectivităților în lumea contemporană.

Faptul că, în final, sociologul canadian vorbește despre un naționalism „autentic”, opus celor fals-ideologice, cum ar fi naționalismul clasei muncitoare, nu arată decât inadecvarea sau parțialitatea modelului analizei conștiinței de clasă preluat de la Lukács și tendința de a crea dihotomii esențializate, tendință ce provine din folosirea unui discurs științific insuficient de critic. (Neo)marxismul poate funcționa la fel de naiv și ideologic ca alte teorii sociale, mai ales atunci când, contrar impulsurilor sale radical-critice, își consideră instrumentarul teoretic ca lipsit de istoricitate.

BIBLIOGRAFIE

1. BAHRO, RUDOLF, *The Alternative in Eastern Europe*, Londra, New Left Books, 1979.
2. COMAROFF, J. și J.L., 2002 (1991), *Of Revelation and Revolution*, vol. 1, *Christianity, Colonialism, and Consciousness in South Africa*, Chicago, University of Chicago Press.
3. FEUERBACH, LUDWIG, *Esența creștinismului*, București, Editura Științifică, 1961.
4. GEERTZ, CLIFFORD, *The Interpretation of Cultures. Selected Essays*, New York, Basic Books, 1973.
5. GRAMSCI, ANTONIO, *Intelectuali, literatură și viață națională*, București, Editura Univers, 1983.

6. HANDLER, RICHARD, *On Dialogue and Distructive Analysis*, in „Journal of Anthropological Research”, 1985, 41.
7. HANDLER, RICHARD, *Nationalism and the Politics of Culture in Quebec*, Wisconsin, The University of Wisconsin Press, 1988.
8. HARVEY, DAVID, *The Condition of Postmodernity*, Oxford, Blackwell, 1989.
9. JAMESON, F., *Postmodernism or the Cultural Logic of Late Capitalism*, Londra, Verso, 1991.
10. MANDEL, ERNEST, *Late Capitalism*, Londra, Verso, 1978.
11. MANNHEIM, KARL, *Ideology and Utopia: An Introduction to the Sociology of Knowledge*, Londra, Routledge & Kegan Paul, 1936.
12. MARX, KARL și ENGELS, FRIEDRICH, *Ideologia germană*, București, Editura de Stat pentru Literatură Politică, 1956.
13. MARX, KARL și FRIEDRICH ENGELS 2006 (1848). *Manifestul Partidului Comunist*, București, Editura Nemira.
14. MARX, KARL, *Capitalul*, vol. I, București, Editura Politică, 1960.
15. ONG, AIHWA, *Flexible Citizenship: The Cultural Logics of Transnationality*, Durham și Londra, Duke University Press, 1999.
16. SMITH, A.D., *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford, Basil Blackwell, 1986.
17. SMITH, A.D., *Myths and Memories of the Nation*, Oxford, Oxford University Press, 1999.
18. SMITH, A.D., *Naționalism și Modernism. Un studiu critic al teoriilor recente cu privire la națiune și naționalism*, Chișinău, Editura Epigraf, 2002.
19. WILLIAMS, RAYMOND, *Marxism and Literature*, Londra, Oxford University Press, 1977.
20. WOLF, ERIC, *Europa și populațiile fără istorie*, Chișinău, Editura Arc, 2001.
21. WOLF, ERIC, *Envisioning Power: Ideologies of Dominance and Crisis*, Berkeley, Los Angeles and Londra, University of California Press, 1999.

ELEMENTE DEMOGRAFICE

ION PAUL POPESCU*

ABSTRACT

DEMOGRAPHIC ELEMENTS

The author sets out to present the evolution of the population in Osica de Sus commune in the period between 1871 and 2009, with a focus on the evolution of the main demographic processes which occurred and continue to occur in the contemporary period.

Key words: demographic indicators, natural growth, age groups, average life span.

Subintitulată *Puterea rădăcinilor*, Monografia comunei Osica de Sus îi are ca autori pe Constantin Roșca – profesor universitar (coordonator), Ion Sîrbu – profesor de liceu, Ion Paul Popescu – sociolog și alții. Lucrarea a apărut la Editura Universitaria din Craiova și a fost lansată la „Întâlnirea fiilor satului” din 19 septembrie 2009, cu motto-ul „Respectuos omagiu comunei natale și oamenilor săi minunați”.

Cu acest prilej, prof. Constantin Roșca, în calitatea sa de coordonator al lucrării, a marcat importanța evenimentului, subliniind faptul că: *„Este un moment de emoție deosebită..., sunt copleșit, pentru că reușim să ne reîntâlnim după zeci de ani. Comuna dorește să știe ce-au făcut, ce fac fiii satului, în ce măsură țin legătura cu consătenii, cât de mult îi interesează soarta acestei comunități”*. Ca un prinos al dragostei sale pentru comuna natală, fiul de excepție al satului și profesorul de excepție a realizat, împreună cu colaboratorii săi, una din cele mai cuprinzătoare și redutabile monografii care s-au realizat vreodată în țara noastră, monografia comunei Osica de Sus.

Profesorul Ion Sîrbu, membru al colectivului de autori, a subliniat, la rândul său, modalitatea de realizare a monografiei actuale: „Am luat hotărârea de a realiza un început de monografie, fiindcă, lucrând ca intelectual pe raza comunei, am

* Address correspondence to Ion Paul Popescu: Strada Cornișei, nr. 10, bl. FA 3, sc. 5, ap. 18, Slatina, Jud. Olt, România; e-mail: ionpaulpopescu@yahoo.com.

observat că lipsea ceva. Atunci am luat hotărârea de a strânge date și am scris o primă monografie, pe care am multiplicat-o în mai multe exemplare...”

Invitat să participe la eveniment, eu însumi am adăugat următoarele: „Am văzut această uluitoare monografie, pe care o consider un model științific de monografie, care trebuie să ajungă pe toate meridianele Pământului. Unde se duce un osicean, să fie și monografia cu dânsul...”

Modul de structurare a acestei monografii de excepție este următorul: **cap. 1** – Mediul existențial; **cap. 2** – Istoria și legendele comunei; **cap. 3** – Organizarea administrativă; **cap. 4** – Populația și ocupațiile locuitorilor; **cap. 5** – Religia și lăcașurile de cult; **cap. 6** – Educația și cultura; **cap. 7** – Tradiții și superstiții; **cap. 8** – Sport; **cap. 9** – Oameni, fapte, întâmplări. Interviuri. Anexe. Bibliografie.

Temeinicia analizelor sociologice, bogăția informațiilor și cunoștințelor, prezentate într-o manieră originală sub raport științific și factual, fac din această lucrare un caz particular în sensul cel mai bun al cuvântului: ea semnalează și utilizează tehnici rafinate de prezentare și punere în valoare a extraordinar de bogatului material factual existent. Măiestria realizării lucrării l-ar face și pe maestrul sociologiei românești, întemeietorul „Școlii monografice de la București”, profesorul Dimitrie Gusti, să fie mândru de ea.

Prezentăm, în cele ce urmează, trei secțiuni principale ale monografiei comunei Osica de Sus, care ni s-au părut cele mai relevante prin conținut.

Emilian M. Dobrescu

1. DESPRE OSICENI ȘI ETNIA LOR

În vechime Osica de Sus se chema Osica Mare¹. Nu știm când s-au format satele comunei noastre. Nu se cunoaște nici măcar o legendă pe această temă. Se crede că toponimul Osica vine de la „Isacă”², cuvânt care, în limba slavă, înseamnă salcie. Alte versiuni toponimice au fost prezentate în capitolul *Istoria și legendele comunei*, subcapitolul 2, *Legende toponimice ale satului Osica de Sus*.

Dar știm că, la data primei sale atestări³, toate satele care formează comuna Osica de Sus existau și erau bine cunoscute în zonă. În aceste condiții, suntem îndreptățiți să credem că ele s-au format înaintea statului feudal Țara Românească.

¹ Dimitrie Frunzescu, *Dicționar topografic și statistic al României*, București, Editura Tipografia Statului, 1872, p. 336.

² Isacă – specie de salcie, răspândită atât în lunca Oltețului inferior, cât și în lunca Oltului.

³ Prima atestare documentară cunoscută este hriseul domnitorului Radu cel Frumos, care a domnit între 1462–1474. Documentul tradus este prezentat în Anexa 3.

Iar dacă acceptăm acest punct de vedere, putem presupune că au aparținut fie cnezatului condus de Farcaș, fie celui condus de Ioan⁴.

În legătură cu etnia osicenilor, ne aflăm iarăși în fața multor necunoscute. Până în primele decenii ale secolului al XX-lea, osiceni au purtat căciuli, cămăși lungi încinse cu chimir și opinci cu nojițe. Recunoaștem cu ușurință portul dacilor, așa cum poate fi văzut el pe basoreliefurile Columnei lui Traian. Și este normal să fie așa, din moment ce istoria a consemnat în estul Olteniei existența a trei triburi dacice:

- al *sucilor*, cu capitala la Sucidava (azi Celei, sat în vestul orașului Corabia);
- al *acilor*, cu capitala la Acidava (azi Piatra Olt);
- al *buridavensilor*, cu capitala la Buridava (azi Ocnița din județul Vâlcea)⁵.

Iar dacă satele comunei Osica de Sus s-au format după părăsirea Daciei de către romani (274 e.n.), este de presupus că oamenii care s-au așezat aici (daci romanizați) au în sângele lor și vlaga altor etnii care s-au vânturat sute de ani prin zonă. Oricum, numele de Gubendreanu sau Tanislav sunt de origine slavă (ca și cuvântul *isacă*), iar nume precum Mușat sau Mozoc sunt foarte răspândite printre tătari.

Și nu trebuie să ne mirăm, deoarece la sud de Osica se află satul Dobrosloveni, care, în româno-slava vorbită în jurul anilor 1200 în Banatul Severinului (azi Oltenia), înseamnă *oameni buni*, în nord, satul boierilor Brâncoveni, descendenți ai boierilor Basarabi (despre care se știe că sunt de origine cumană⁶) și satul Tomeni format, probabil, din robi tătari⁷.

Despre oamenii din Tomeni se spune că sunt țigani. Dar ei nu vorbesc limba țiganilor și nici nu au obiceiurile acestora.

Un istoric britanic (R.W. Seton-Watson), care a scris o istorie a românilor publicată în 1934 și citată de Neagu Djuvara, în legătură cu etnia românilor, este de părere că românii sunt daci romanizați, amestecați cu sânge slav și, într-o mai mică măsură, cu sânge tătarăsc. Concluzia ar fi că osiceni, ca toți ceilalți români, sunt

⁴ Cnezatele lui Farcaș și Ioan acopereau estul Olteniei, ținut care în vremurile acelea, se numea Banatul Severinului. Istoricii nu s-au pus încă de acord în legătură cu localizarea celor două cnezate, despre care se amintește în Diploma Cavalerilor Ioaniți (1247). Nu știm precis dacă în sud-estul Olteniei (unde se află comuna Osica de Sus) a fost Farcaș sau Ioan. Presupunerile cu privire la această problemă pot fi consultate în: *Thocomerius – Negru Vodă*, București, Editura Humanitas, 2007, Neagu Djuvara, p. 49–50.

⁵ Date despre aceste triburi dacice găsim în *Getica*, Vasile Pârvan, București, Editura Meridiane, 1982, în studiul *Un nou centru ceramic din Dacia meridională: Acidava (Enoșești)* în revista „Arhivele Olteniei” nr. 7 din 1992 și în lucrarea *Monedele geto-dacilor*, Constantin Preda, București, Editura Academiei RSR, 1973.

Puternic înrădăcinate în valea Oltului, aceste triburi au înfruntat, în anii 105–106, legiunile romane care au pătruns în Dacia trecând Dunărea în apropiere de Sucidava. Capitalele acestor triburi au fost definitiv distruse. Romanii au construit pe valea Oltului un drum care străbate tot estul Olteniei, urcă până la Sibiu și de acolo prin inima Transilvaniei până la Cluj-Napoca. Satul Vlădueni se află pe acest drum (azi DN 64).

⁶ Neagu Djuvara, *op. cit.*

⁷ În lucrarea *Thocomerius – Negru Vodă*, Neagu Djuvara vorbește despre localitățile formate din tătarii făcuți prizonieri în timpul năvălirilor în scop de jaf, care au devenit robi pe moșiile boierești.

rezultatul unui amestec de sânge, care aparține mai multor etnii, între care mai vizibilă este etnia slavă și cea a tătarilor.

Am mai putea adăuga că, spre deosebire de marele conglomerat etnic din Statele Unite ale Americii (unde s-au amestecat toate rasele umane – albă, neagră și galbenă), în cazul românilor avem de-a face doar cu etnii care aparțin în general rasei albe. La fel, și în cazul osiceniilor.

2. EVOLUȚIA POPULAȚIEI ȘI CĂȚIVA INDICATORI DEMOGRAFICI

Primele date certe în legătură cu numărul locuitorilor le găsim în Dicționarul lui Dimitrie Frunzescu⁸ și se referă la anul 1871. Putem urmări în tabelul următor evoluția populației din anul 1871 până în anul 2009, adică într-o perioadă de 138 de ani.

Pentru o analiză (evident sumară), am luat ca referință anul 1975, pentru că în acest an comuna Osica de Sus a avut cel mai mare număr de locuitori (6 812). Se evidențiază două perioade distincte:

1. perioada 1871–1975 (104 ani), în care populația crește lent, dar constant. În această perioadă, care acoperă un secol, populația s-a dublat (6 812 locuitori în 1975, față de 3 110 în 1871).

2. perioada 1976–2009 (34 ani), timp în care numărul locuitorilor a scăzut de la 6 812 la 5 088, adică cu 25%.

Tabelul nr. 8

Evoluția populației din comuna Osica de Sus în perioada 1871–2009

Perioada	Anii	Total locuitori		din care pe sate:				
		Număr	%	Osica de Sus	Vlădueni	Greci	Tomeni	Ostrov
1871–1975 (104 ani)	1871	3 110	45,6	1980			1130	
	1912	4 874	71,5	3 189	336	840	403	106
	1930	5 011	73,5	3 107	472	880	418	134
	1941	5 518	81,0	3 435	516	934	459	174
	1948	5 838	85,7	3 615	343	1 315	387	172
	1956	5 865	86,1	3 636	532	1 082	436	179
An de referință	1966	6 304	92,5	3 573	570	1 505	433	223
	1975	6 812	100,0	Lipsă date				
1976–2009 (34 ani)	1977	6 762	99,3	3 901	681	1 521	452	207
	1984	6 262	91,9	3 741	554	1 341	406	220
	2002	5 456	80,1	3 131	526	1 187	462	150
	2007	5 235	76,8	Lipsă date				
	2009	5 088	74,7	Lipsă date				

Sursa: pentru anul 1871, Dimitrie Frunzescu, *op. cit.*, p. 223, pentru satele Greci și Tomeni, și p. 336, pentru Osica de Sus și Vlădueni. Pentru ceilalți ani, Direcția de statistică a județului Olt.

⁸ Dimitrie Frunzescu, *op. cit.*, p. 223 și 336.

Constatările făcute în legătură cu evoluția numărului de locuitori la nivelul comunei sunt (în general) valabile și la nivelul fiecărui sat.

Trebuie totuși remarcat că, în cazul satelor Osica de Sus și Tomeni, numărul locuitorilor evoluează într-un ritm atât de lent, încât putem spune că, după 90 de ani, cele două sate au aproximativ aceeași populație. Astfel satul Osica de Sus avea 3 189 locuitori în 1912 și 3 131 în 2002.

La fel în satul Tomeni (403 locuitori în 1912 și 462 în 2002). În schimb satele Vlădueni și Greci, precum și cătunul Ostrov au o dinamică mai alertă. După 90 de ani (1912–2002) populația satului Vlădueni este cu 56,5% mai mare, cea a satului Greci cu 41,3%, iar populația cătunului Ostrov a crescut tot cu 41%.

Să urmărim în continuare și câțiva importanți indicatori demografici. În tabelul 9 putem urmări sporul natural⁹ al populației la nivelul comunei în ultimii 43 de ani (1965–2008).

Tabelul nr. 9

Sporul natural al populației din comuna Osica de Sus în perioada 1965–2008

Anii	Populația	Născuți vii		Morți		Sporul natural	
		Număr	‰	Număr	‰	Număr	‰
1965	6 310	110	17,1	46	7,3	63	9,8
1970	6 707	173	25,8	65	9,7	108	16,1
1975	6 812	153	22,7	78	11,5	75	11,0
1980	6 726	115	17,1	78	11,6	37	5,1
1985	6 102	75	13,1	82	12,4	-7	-1,1
2007	5 235	58	11,1	80	15,3	-22	-4,2
2008	5 088	32	6,3	77	15,1	-45	-8,8

Sursa: Pentru perioada 1965–1987 – Direcția de statistică a județului Olt. Pentru anii 2007 și 2008, Primăria comunei Osica de Sus.

Urmărind cifrele pentru anul 1965 constatăm că osiceni se aflau în urmă cu 43 de ani în plină „tranziție demografică”¹⁰. Spunem acest lucru deoarece o natalitate de 17‰ și un spor natural de circa 10 persoane la 1 000 de locuitori reprezintă doar jumătate din natalitatea și sporul natural înregistrate în anul 1930 la nivel național¹¹.

În acel an (1965), demografii din România, răspunzând voinței dictatoriale a lui Nicolae Ceaușescu¹², pregăteau explicațiile necesare justificării aceluia celebru

⁹ Prin spor natural se înțelege diferența dintre numărul născuților vii și numărul morților. Sporul natural este pozitiv atunci când numărul născuților este mai mare decât al morților și este negativ dacă numărul morților este mai mare decât numărul născuților.

¹⁰ Prin „tranziție demografică” se înțelege procesul demografic, în urma căruia populația unei colectivități trece de la înmulțirea necontrolată la o reproducere supusă ideii de „*planning* familial”.

¹¹ În 1930, în țara noastră s-au înregistrat o natalitate de 34,1‰, o mortalitate generală de 19,3‰ și un spor natural de 14,8‰. *Anuarul demografic al RSR*, 1974; lucrare editată de Comisia Centrală de Statistică, împreună cu Comisia Națională de Demografie, București, 1974.

¹² Nicolae Ceaușescu dorea, ca până în anul 2000, populația țării să ajungă la 30 milioane de locuitori.

decret (nr. 770/1966), în urma căruia femeile de vârstă fertilă erau obligate să nască 4 copii¹³. Amestecul brutal al voinței dictatoriale în procesul de reproducere umană este vizibil și în comuna Osica de Sus. Astfel, în următorii ani s-au înregistrat creșteri semnificative ale sporului natural (16,1‰ în 1970). Voluntarismul politic nu a dus însă la rezultatul așteptat. Începând cu anul 1975, în timp ce numărul nașterilor scade treptat dar constant, iar ca urmare a procesului (relativ lent) de îmbătrânire a populației, mortalitatea generală depășește 11‰, sporul natural înregistrează valori din ce în ce mai mici.

Scăderea natalității a avut drept cauză opoziția fermă a populației căsătorite față de decretul 770/1966. Cel mai răspândit mijloc de eludare a obligativității de a naște 4 copii a îmbrăcat forma „avortului spontan”, care, de fapt, era provocat (fie empiric, fie chiar cu ajutor medical). S-a ajuns astfel chiar la valori negative ale sporului natural (-1,1‰ în 1985). După prăbușirea regimului comunist (în decembrie 1989) decretul 770/1966 nu s-a mai aplicat, iar în anii următori românilor au finalizat procesul de tranziție demografică. La fel și osiceni. Ca urmare, în ultimii ani (2007–2008), comuna se confruntă cu un spor natural negativ. Așa va fi și în următorii ani.

Structura pe grupe de vârstă a fost la rândul ei viciată și ca urmare a migrației către mediile industriale a unui semnificativ eșantion din rândul populației active, mai ales din satele Greci și Tomeni, a căror așezare (mai departe de calea ferată și de DN 64) nu a încurajat îndeajuns naveta diurnă. Dar să urmărim structura populației din comună, pe grupe mari de vârstă, în ultimii 41 de ani (vezi *Tabelul nr. 10*).

Tabelul nr. 10

Structura populației pe grupe mari de vârstă în perioada 1966–2007 (41 de ani)

Grupe de vârstă	1966		1977		2007	
	Număr	%	Număr	%	Număr	%
Total din care:	6 304	100,00	6 762	100,00	5 235	100,00
sub 19 ani	1 459	23,14	2 262	33,41	1 178	22,51
20–64 ani	3 847	61,02	3 672	54,30	2 998	57,26
65 ani și peste	998	15,84	828	12,24	1 059	20,23

Sursa: Direcția de statistică a județului Olt.

Ponderea populației sub 19 ani (populație care este în general întreținută) a crescut spectaculos de la 23,14% în 1966, la 33,4% în 1977, după care revine la valori rezonabile (22,51% în 2007).

¹³ Decretul 770 a apărut în octombrie 1966 și a intrat în vigoare cu data de 1 ianuarie 1967. În anul 1985, a fost modificat, pentru a obliga femeile de vârstă fertilă să nască 5 copii.

Recunoaștem cu ușurință efectele decretului nr. 770/1966 în ponderea supradimensionată a populației sub 19 ani (practic 1/3 din totalul populației), înregistrată în anul 1977.

Grupa celor de 20–64 ani (care, în general, reprezintă populația de vârstă activă) cunoaște, la rândul ei, un important recul (tot ca urmare a influenței decretului 770/1966), ajungând în 1977 la un neverosimil 54,30%.

Or, dacă populația din această grupă de vârstă coboară către 50%, înseamnă că, practic, fiecare persoană de vârstă activă are de întreținut o altă persoană: fie copil, adolescent sau vârstnic. Iată o situație greu de suportat pentru orice colectivitate umană.

Din fericire, pe măsură ce efectele decretului 770/1966 se diminuează, scade și ponderea populației întreținute (în raport direct cu scăderea natalității). În schimb se redresează ponderea populației de vârstă activă (57,26% în 2007, față de numai 54,3% în 1977). Deși foarte lentă, tendința de redresare este vizibilă și, cu siguranță, se va manifesta și în anii următori.

O altă sursă de optimism în legătură cu redresarea structurii pe grupe mari de vârstă ne-o oferă și evoluția populației vârstnice (de 65 ani și peste). Această grupă de vârstă acoperea, în 2007, 1/5 din totalul populației (20,23%).

O asemenea pondere a populației vârstnice este socotită o caracteristică normală a colectivităților umane evolute care practică „planningul familial” și se bucură, de o relativ mare speranță de viață la naștere. Prin comparație, speranța de viață la naștere (durata medie de viață) în unele țări din Europa de Vest și din România, în anul 2006, se prezintă în *Tabelul nr.11*.

Tabelul nr. 11

Durata medie de viață în anul 2006
- ani -

Țara	TOTAL	Bărbați	Femei
Austria	80	77	83
Franța	81	77	84
Germania	79	76	82
Marea Britanie	79	77	81
România	72	69	76
<i>Osica de Sus</i>	73 ani și 7 luni	70 ani și 9 luni	76 ani și 2 luni

Sursa: Anuarul statistic al României 2007.

Într-adevăr, osiceni au o durată medie de viață calculată pentru anul 2007 de 73 de ani și 7 luni pentru ambele sexe, de 70 de ani și 9 luni pentru bărbați și de 76 de ani și 2 luni pentru femei¹⁴. Desigur, o durată medie de viață de aproape 74 de ani (pentru ambele sexe) este mică, în raport cu unele țări din Europa de Vest, dar oricum ceva mai mare decât cea înregistrată la nivel național în anul 2006.

¹⁴ Calculul duratei medii de viață, în anul 2007, pentru osiceni, a fost realizat pe baza datelor furnizate de primăria comunei, cu privire la decesele și vârsta la care au fost înregistrate pentru anii 2006, 2007 și 2008.

Dar sănătatea demografică a oricărei colectivități umane depinde, în bună măsură, și de nupțialitate¹⁵. În comuna Osica de Sus, nupțialitatea are valori comparabile cu cele înregistrate la nivel național. În cazul colectivităților mici (sub 10 000 de locuitori), așa cum este comuna Osica de Sus, informații rezonabile în legătură cu nupțialitatea se obțin prin calculul căsătoriilor la 1 000 de locuitori, ca medie multianuală pentru o perioadă de 3 ani. Media multianuală pentru 2006, 2007 și 2008 pentru osiceni este de 6,1%. Vârsta medie la care se căsătoresc băieții este de 26 ani, iar vârsta medie la care se căsătoresc fetele este de 23 de ani.

O nupțialitate cuprinsă între 6 și 7‰ asigură o natalitate de 8–10‰. În aceste condiții, putem presupune că în anii următori va continua reșezarea populației pe grupe de vârstă, astfel încât, într-un viitor deja previzibil, osiceni să ajungă la o structură a populației (pe grupe de vârstă) specifică europenilor în secolul XXI.

Nu putem încheia acest subcapitol fără a face câteva aprecieri în legătură cu divorțialitatea și celibatul.

În comuna Osica de Sus, aceste două manifestări demografice au valori atât de mici, încât sunt lipsite de semnificație statistică. Dacă numărul cuplurilor care se destramă datorită divorțului este foarte mic și, de asemenea, numărul celor care rămân necăsătoriți este neglijabil, rezultă că osiceni sunt adepții familiei.

Dar familia din zilele noastre se deosebește de familia de odinioară. Știm, de exemplu, că, în prima jumătate a secolului XX, o familie era compusă, de regulă, din cel puțin 3 generații (soțul și soția – o generație, părinții unuia dintre soți, altă generație și, desigur, copiii cuplului – a treia generație). O asemenea familie, cu 3 sau chiar 4 generații, poartă numele de familie largă.

Începând cu a doua jumătate a secolului XX, majoritatea familiilor din comuna Osica de Sus au evoluat către ceea ce, în termeni de specialitate, numim „familie nucleară”, adică familia cu doar două generații (soțul, soția și copiii lor necăsătoriți). Această evoluție este certă și este probată de numărul mediu de membri pe care îi găsim într-o gospodărie¹⁶.

Tabelul nr. 12

Numărul mediu de persoane într-o gospodărie în anii 1956 și 2009

Anul	Populația	Nr. gospodării	Nr. mediu pers./gosp.
1956	5 865	1 158	3,8
2009	5 088	1 825	2,8

Sursa: Direcția de statistică a județului Olt.

Evident că o gospodărie (familie) care are în medie 2,8 persoane (așa cum observăm în tabelul de mai sus, pentru anul 2009) nu poate fi suspectată că ar găzdui 3 sau 4 generații.

Evident, osiceni au adoptat familia nucleară, adică familia modernă.

¹⁵ Prin nupțialitate se înțelege numărul de căsătorii la 1 000 de locuitori.

¹⁶ De regulă, o gospodărie găzduiește o singură familie (fie largă, fie nucleară).

CREDINȚĂ CREȘTINĂ ȘI TRADIȚII RELIGIOASE

CONSTANTIN ROȘCA*

ABSTRACT

CHRISTIAN BELIEF AND RELIGIOUS TRADITIONS

This section of the Osica de Sus commune monograph – *Puterea rădăcinilor – The Roots Power*, authors: Constantin Roșca – university professor (coordinator), Ion Sîrbu – preuniversity teacher, and Ion Paul Popescu – sociologist et al., Craiova, Editura Universitaria, 2009, emphasizes the main elements which characterize Christian belief, religious spirit and the religious feelings of the people in the commune.

It underlines the religious traditions, the Christian customs and festivities and presents the worship places (churches and distinct religious communities, such as the Adventist community) in the commune.

Key words: religious belief, religious feeling, Christian holidays, Orthodox churches, Adventist community.

Dintotdeauna, meleagurile osicene, ca, de altfel, orice spațiu în care s-a zămislit satul românesc, au fost adevărate leagăne ale creștinătății, în care s-au născut și călit oameni drepecți și buni la suflet, cu dragoste de adevăr și credință în Dumnezeu.

Dovezile materiale descoperite întâmplător în morminte străvechi, hrisoavele domnești, ca și legendele locului, sunt tot atâtea mărturii care întăresc afirmațiile noastre. Printre acestea, amintim că: scheletele descoperite la săparea fundației pentru casa lui Gheorghe Tutelcă erau înhumate după ritul creștin (cu capul spre apus); actul de judecată semnat de domnitorul Radu Mihnea în 1620, prin care se face dreptate osicencilor în abuzul săvârșit de vistiernicul Radu și de slugerul Preda, se încheie cu un blestem pentru cei care vor mai tulbura satul Osica: „să fie de trei ori blestemat de 318 părinți din Nicheea ...” se spune, printre altele. Toate hrisoavele domnești, inclusiv cele care se referă la sate din comuna Osica, invocă,

* Address correspondence to Constantin Roșca, profesor universitar, doctor în economie, Universitatea din Craiova: Bulevardul Nicolae Titulescu, nr. 19, bl. H3, sc. 1, et. 1, ap. 8, Craiova, România; e-mail: constantin_roșca@yahoo.com.

în preambul, drept argument al existenței voievodului în scaunul domnesc, „mila lui Dumnezeu”. Istoria nescrisă ne spune că numele satului Greci provine de la clucerul Greceanu, ctitor al bisericii din satul vecin, Ostrov.

Acestea sunt doar câteva exemple, care ne dovedesc faptul că osiceni au fost creștini de când se știe. De aceea, putem spune, fără teama de a greși, că, moștenind credința strămoșilor lor, osiceni sunt oameni cu frica lui Dumnezeu. La bucurii, ca și la durere, ei și-au aflat liniștea sufletească rugându-se cu pioșenie în Casa Domnului. Prin biserică, satul românesc și țăranul român, în general, și-au găsit echilibrul spiritual, păstrându-și nealterate frumusețea și curățenia sufletului creștin, chiar și atunci când vremelnicii stăpânitori ai obștii s-au străduit să-l îndepărteze de Dumnezeu.

Osiceni au un sentiment religios puternic dezvoltat. În fiecare casă există cel puțin o icoană, așezată, de regulă, pe peretele dinspre răsărit. Multe persoane poartă la gât cruciulița, sau în mașina proprie nu lipsește o iconiță sau cruciuliță, care le însoțește la drum. Înainte de a începe munca, de a pleca la drum sau de a întreprinde ceva, ei se închină și cer ajutor ceresc pronunțând „Doamne ajută!”. Când trec pe lângă biserică, se închină și își spun în gând câte o rugăciune.

Când se așează la masă și când au terminat de mâncat, se închină. În familiile mai credincioase se rostește și câte o rugăciune.

În diferite împrejurări din viață, cer preotului să le facă o sfeșanie: la construcția unei case, la cumpărarea unei mașini, la aniversarea unui eveniment de familie ș. a.

Osiceni cred în Judecata de Apoi, sunt convingși că viața se continuă dincolo de mormânt și au un puternic cult al morților. În timpul anului fac pomeni și sărindare, slujbe de pomenire a morților, se pregătesc pentru lumea cealaltă prin fapte bune, de cinstire a Domnului.

Cei în vârstă, dar nu numai, păstrează posturile creștinești, se spovedesc pentru iertarea păcatelor, primesc sfânta împărtășanie cu trupul și sângele Domnului.

Și în comuna noastră, autoritatea morală a preotului a fost respectată cu sfințenie. Cuvântul înțelept și fapta bună a preotului au fost întotdeauna modele de urmat. Așa se face că anul bisericesc și ceremonialul slujbelor sfinte din diferite momente ale vieții Mântuitorului pe pământ au dat naștere, în timp, multor practici creștine ale sătenilor, devenind adevărate tradiții, transmise din tată în fiu.

Colindul este obiceiul legat de sărbătoarea Nașterii Domnului. Larg răspândit în satul românesc, el este păstrat cu multă grijă și cultivat cu dragoste și în satele comunei Osica de Sus, fiind practicat de copii și primit cu plăcere și reculegere creștină de orice gospodar. Colindătorii merg pe la casele oamenilor, încă din ajunul Crăciunului, să vestească venirea pe lume a Pruncului Iisus, îndemnându-i pe gospodari să-și pregătească casa pentru marea sărbătoare. Versurile înălțătoare, cântate melodios de glasurile cristaline ale copiilor, aduc vraja fermecătoare a iernilor patriarhale. În zilele de Crăciun, apoi până la Anul Nou, colindul se continuă cu *steaua* și cu *irozii*. *Steaua* simbolizează drumul

parcurs de cei trei magi de la răsărit în căutarea noului Împărat al lumii, pentru a i se închina smeriți, cu daruri alese (aur, smirnă și tămâie). *Irozii* semnifică încercarea lui Irod, împăratul roman al Iudeii, de a elimina pe noul împărat al lumii prin groaznică ucidere a pruncilor, sperând că-l va ucide și pe pruncul Iisus.

În ajunul Bobotezei, gospodinele își primenesc casa, în așteptarea preotului, care vine „cu botezul” să sfințească spațiile de locuit, ca și întreaga gospodărie. Fiecare membru al familiei primește cu evlavie botezul din partea preotului, se închină respectuos și sărută icoana care reprezintă „Botezul lui Iisus Hristos” în apele Iordanului.

La sărbătoarea Floriilor, oamenii merg la biserică, ducând cu ei ramuri de salcie îmbobocită, semnificând întâmpinarea Domnului Iisus Hristos la intrarea în Ierusalim. După sfințirea acestora de către preot, o parte din ramuri se pun la intrarea în casă, pe tocul de sus al ușii, spre a feri casa de rele, iar cu celelalte se leagă oamenii la brâu, ele având har tămăduitor pentru durerile șalelor.

În săptămâna patimilor, oamenii merg la biserică, la slujba deniilor, începând de miercuri seara, dar mai ales la cele din Joia Mare cu cele 12 Evanghelii și la cele din Vinerea Mare cu prohodul Domnului, trăind aievea patimile Mântuitorului.

Tot ca o tradiție creștină, femeile înroșesc ouă în ziua de Vinerea Mare, aducând în memoria oamenilor imaginea coșului cu ouă de la picioarele lui Iisus, înroșit de sângele sfânt al Domnului răstignit pe cruce.

În noaptea de Înviere a Domnului, din nou la biserică, oamenii trăiesc una din cele mai mari bucurii creștine ale anului. Apoi, timp de 40 de zile, până la Înălțare, se salută între ei, cu o nespusă plăcere, folosind frumosul salut creștin „Hristos a înviat”, la care primesc, cu tot atâta bucurie în glas, în ochi și în suflet, răspunsul „Adevărat a înviat”. Cu toate că se cunosc de o viață, sunt fericiți să-și mărturisească, cu glas tare, apartenența la credința creștină.

Osiceni obișnuiesc, în a doua zi de Sfintele Paști, să organizeze un praznic comun în curtea bisericii, întru pomenirea morților și împăcarea celor certați între ei.

Izvorul Tămăduirii (prima zi de vineri după Sfintele Paști) constituie, pentru osiceni, prilej de pelerinaj la Mănăstirea Brâncoveni, unde se spală pe față și beau apă sfințită de la izvorul care curge din zidurile sfântului lăcaș.

La Înălțarea Domnului, declarată și „Ziua Eroilor”, oamenii își cinstesc eroii căzuți pe câmpurile de luptă. Ziua de comemorare începe cu serviciul religios de la biserică, oficiat pentru pomenirea celor ce și-au jertfit viața pentru neatârnat, întregirea neamului și eliberarea pământului strămoșesc de sub ocupația vremelnică a vecinilor hrăpăreți și nesătui. După slujba de la biserică, tineri și bătrâni, femei și bărbați, în frunte cu preoții și oficialitățile comunei, se îndreaptă spre monumentul ridicat în memoria celor pe care, plecați dintre noi în înțeleștarea cu dușmanii patriei, Iisus i-a înălțat la ceruri întru Slava lui Dumnezeu Atotputernic. Aici, după o scurtă slujbă religioasă și luările de cuvânt ale oficialităților, sătenii trăiesc momente memorabile de înălțare patriotică, asistând la manifestările evocatoare, oferite de elevii școlilor din comună, sub îndrumarea profesorilor lor.

O altă sărbătoare creștină – **Rusaliile** – a adus în comună obiceiul „Călușul” – joc de un dinamism aparte, cu vechime ancestrală, a cărui paternitate este revendicată, mai mult sau mai puțin justificat, de mai multe zone ale Olteniei. Originar din Osica sau nu, Călușul este unul dintre dansurile-simbol ale frumuseții neasemuite, transmisă în lume cu justificată mândrie de folclorul românesc.

Sărbătoarea **Schimbarea la față a Domnului** este însoțită la Osica de Sus de bălciul anual, devenit o tradiție de peste 100 de ani, tradiție pe care nici măcar regimul comunist nu a reușit să o distrugă, cu toate că au fost încercări în acest sens.

Prin slujitorii săi, biserica a fost întotdeauna alături de țăranul român, trăind împreună cu el bucuriile, ca și necazurile acestuia. De aceea, fără a fi izvorâte din anumite sărbători religioase, în preajma Anului Nou, preoții au încurajat și sprijinit unele obiceiuri, precum plugușorul, sorcova sau datul la grindă.

Plugușorul încheie sărbătoarea Crăciunului și transmite sătenilor urări pentru anul nou, de la care se așteaptă recolte bogate.

Sorcova. În ziua de Anul Nou, sărbătoarea Sf. Vasile cel Mare, copiii de la 4–5 până la 10 ani umblă pe la casele rudelor și vecinilor pentru a le transmite urări de sănătate și prosperitate.

Datul la grindă continuă să fie un obicei practicat în ziua de Anul Nou, când copiii de până la 3–4 ani sunt duși de părinții lor la moașă pentru a-i da la grindă. Moașa pune pe capul copilului un covrig mare cu o monedă înfiptă în el, saltă copilul de trei ori în sus și îi urează să crească mare până la grindă și în viață să aibă noroc la bani. Aceste obiceiuri, larg răspândite în satul românesc, sunt păstrate și practicate și în satele comunei Osica de Sus.

S-ar mai putea adăuga aici ieșirile și săvârșirea slujbelor în mijlocul naturii, pentru a implora mila cerească să pună capăt secetei îndelungate și să ierte păcatele oamenilor.

Cu toate că s-ar putea scrie mult mai mult despre obiceiurile și datinile creștinești din comuna noastră, concluzionăm însă, că momentele sfinte consemnate în paginile prezentei lucrări fac parte din viața satului românesc și se constituie în elemente semnificative de cultură ortodoxă a osiceniilor.

ORGANIZAREA PAROHIALĂ A BISERICII ORTODOXE

În 1927, parohiile din Osica de Sus și Greci făceau parte din Protoeria VI Cioroi, alături de alte 22 parohii ale județului Romanați, precum: Cârlogani, Cepari, Arcești, Grădiștea, Strejeștii de Sus, Strejeștii de Jos, Mamura, Colibași, Doba, Pleșoi, Dranovăț, Găneasa, Slătioara, Enoșești, Piatra, Mărgheni, Brâncoveni, Greci, Cioroi, Pârșcoveni, Fălcoi, Șopârlița¹.

¹ Ștefan N. Ricman ș.a., *Monografia județului Romanați*, Craiova, Institutul de Arte Grafice „Ramuri” S.A., p. 107–108.

În prezent, viața spirituală a enoriașilor din comuna Osica de Sus este păstorită prin intermediul a patru parohii, astfel: Parohia 1 Osica de Sus cuprinde enoriașii ce aparțin Bisericii din Vale, cu hramul *Sfinții Arhangheli Mihail și Gavril*. Îl are ca preot paroh pe Gheorghe Gheordunescu, acesta fiind ajutat de țârcovnicul Gheorghe Maxut; Parohia 2 Osica de Sus cuprinde enoriașii Bisericii din Vlădueni, care poartă hramul *Sfântul Gheorghe*. Preotul paroh care slujește în această biserică este Răzvan Florentin Roșianu, avându-l ca țârcovnic pe Alexandru Gogoșanu; Parohia Greci cuprinde credincioșii din satele Greci și Peretu, care se închină în biserică ce poartă hramul *Sfinților Împărați Constantin și Elena*. Îl are ca paroh pe preotul Doriță Iulian și ca dascăl de biserică pe Pavel Mateiaș; Parohia Ostrov-Tomeni, cu enoriașii bisericii *Sfântul Gheorghe* din Ostrov și cu enoriașii Bisericii *Adormirea Maicii Domnului* din Tomeni, îl are ca paroh pe Sandu Nicolae, care oficiază slujbe prin alternanță, din două în două săptămâni. Nu are țârcovnic. Oficiul de cântăreți (dascăli de biserică) este îndeplinit de către bătrâni ai satului, cunoscători ai slujbelor și rânduielilor bisericești.

LĂCAȘURI DE CULT ORTODOX

BISERICILE SATULUI OSICA DE SUS

În centrul vechi al satului Osica de Sus, au existat de-a lungul timpului două biserici, una după alta. Prima biserică din cărămidă a fost construită în anul 1820, aproape de Olteț, în zona dintre târgul actual și cartierul țiganilor lăieți și avea hramul *Sfinții Împărați Constantin și Elena*. Tot acolo se afla și cimitirul satului. În urma viiturilor Oltețului, biserică și cimitirul au fost măturate de ape. Din vechiul așezământ a mai rămas doar un fragment de cruce, care se află undeva în curtea actualei biserici din vale.

De la distrugerea bisericii vechi de către apele învolburate ale Oltețului și până la sfințirea bisericii actuale, slujbele religioase s-au ținut într-o biserică de lemn, amplasată provizoriu lângă cea care se construia.

Tot atunci s-a stabilit și amplasamentul cimitirului actual, la marginea satului, în partea de nord a acestuia, spre Vlădueni, acolo unde era mult teren liber.

Biserica din Vale, cu hramul *Sfinții Voievozi Mihail și Gavril*, s-a construit după dispariția primei biserici. Îi are ca ctitori pe frații Radu și Andrei – preoți, Păun Surdu și Tudor Soreață și mulți alți alergători și donatori. Biserica a fost sfințită la 15 iulie 1841², iar acum are statut de monument istoric³.

Ne îngrijorează faptul că acest lucru este puțin cunoscut de către localnici și că monumentul nu este pus în valoare la nivelul faimei sale.

² Constantin Locusteanu, la p. 157 din lucrarea sa *Dicționar geografic al județului Romanți*, apărută în 1889, arată că biserică Sfinții Voievozi din Osica funcționa în anul 1840.

³ Ministerul Culturii, *Lista monumentelor istorice din 2004*.

Este construită din cărămidă, are formă de corabie, fără turlă și fără sâni (adică nu are formă de cruce). În anul 1908 i s-a făcut legătura zidurilor cu fier, pentru a rezista la cutremure, i s-au schimbat ferestrele mici cu altele mai mari. S-au schimbat și vechile uși. În anul 1939 i s-a schimbat acoperișul din șindrilă (șiță), cu acoperiș din olane turcești. În anul 1950 i s-a reparat zidăria, interiorul și exteriorul bisericii au fost tencuite din nou, a fost pictat interiorul. De asemenea, fațada și brâul exterior au fost pictate cu medalioane și chenare. Pictura, în tehnica „frescă” în stil bizantin, a fost executată de pictorul Stan Hermeneanu. În 1985, pictura s-a restaurat din nou în tehnica „tempera”, în timpul episcopului Gherasim al Vâlciei și al preotului Gheorghe Diaconeasa, și a fost electrificată. Pictura a fost realizată de pictorul Gheorghe Alexandru din București.

În perioada 1989–2008 au fost executate o serie de lucrări de renovări și reparații, astfel: în anul 1989, biserica a fost acoperită cu tablă; în anul 1994 a fost din nou renovată; în 1997 – partea exterioară, inclusiv clopotnița, a fost tencuită, apoi, în anul 2008, biserica a fost renovată substanțial, refăcându-i-se acoperișul, tencuielile exterioare, iar pardoseala a fost înlocuită cu parchet laminat. De asemenea, s-a introdus centrala termică a bisericii, iar în prezent există fonduri din donații, pentru introducerea unei instalații cu aer condiționat.

În parohia acestei biserici au existat și există enoriași cu dare de mână pentru binele public, pentru credință și pentru sufletul lor. Astfel, s-au făcut donații în bani și obiecte pentru ajutorarea bisericii, fapte care merită să fie consemnate în prezenta monografie. Astfel, policandru cel mare a fost donat de către enoriașii Ion Băluță și Nicolita Băluță. Aceeași familie a dat banii pentru pictarea catapetesmei cu 31 de medalioane. Cheltuielile pentru pictarea în biserică a *Cinei cea de taină*, pentru picturile *Sărutul lui Iuda*, *Spălarea picioarelor* și *Ducerea crucii* au fost suportate de către familia Gheorghe și Ioana Lixandru. Pictura *Nașterea Domnului* a fost făcută pe cheltuiala familiei Florea și Maria Maxut și a lui Ștefan Miercan. Familia Gheorghe și Ana Lepădatu au plătit pictura *Sfântul Gheorghe*. Cheltuielile pentru pictura *Sfântul Dimitrie* au fost făcute de familia Dumitru și Constantina Mierlăcioiu. Pentru pictura *Sfinții Constantin și Elena*, cheltuielile au fost suportate de familia Constantin Mandă. Banii pentru pictura *Răstignirea* au fost donați de familia Anton și Angela Niță, iar pentru pictura *Sfinții Ecaterina și Varvara*, au fost dați bani de familia Ecaterina Gubendreanu. Enoriașul Alexandru Raicea a făcut cu banii săi magazia bisericii, ferestrele de la clopotniță, a donat scaune și covoare. De asemenea, a donat scaune și enoriașul Gheorghe Dobre. Banii pentru instalația de aer condiționat au fost dați de Codiță al lui Ciurel (Constantin Ciurel). Același enoriaș a donat covoare de iută și persane, perdele, a dat bani pentru reparația și zugrăvirea pridvorului bisericii. Bani pentru centrala termică a bisericii a dat și actualul primar al comunei, Ion Ciocan. Și tot lui trebuie să-i atribuim meritele pentru demersurile făcute pe lângă ministrul Secretar de Stat la Ministerul Cultelor, Gigel Știrbu, pentru aprobarea de fonduri, în vederea lucrărilor efectuate în anul 2008 la biserică. Gigel Știrbu a fost o perioadă preot la Roșieni.

De asemenea, trebuie să-l amintim și pe enoriașul Ion Ciocan (după poreclă Ion Țiganu, pentru a-l deosebi de primar), care a suportat cheltuielile pentru construirea fântâni din curtea bisericii. Trebuie amintiți și alți enoriași, familiile care au făcut donații în bani sau obiecte, ca de exemplu: Nicolae Marcu, Gheorghe Marcu, Ilie Raicea, Paul Smarandache, Anton Niță, Ion Delcea, Elena Aldea, Elena Predică, Constantin Săftoiu, Mihai Sulger, Ilie Manicea, Elena Miercan, Gheorghe Vlad, familia Buznă, care mai demult a donat un policandru, Dumitru Predică, Dumitru Mierlăcioiu, Paul Constantinescu, Maria Tudor, Ilie Godeanu, Constantin Ciurel, Alexandru Gubendreanu, Ion Aldea, Clara Ilin, Constantin Filip, Constantin Puiu, Petra Dăbuleanu, Ioana Buznă, Ion Joiță, Suzana Vladu, Ion Jugaru, Iancu Puiu, Iancu Gheorghe, Alexandru Ciochină, Grigore Ciochină, Ioana Delcea, Maria Sulger, Alexandru Bădin, Constantin Manicea, Gheorghe Mincă.

Printre preoții mai importanți care au slujit la această biserică îi amintim pe: Smarandache Protopopescu, Andrei Popescu, Constantin Diaconescu, Dumitru Sulger, Gheorghe Mărculescu, Constantin Torcea, Gheorghe Diaconeasa și preotul actual, Gheorghe Ghiordunescu. Din rândul acestora s-a detașat personalitatea complexă a preotului Andrei Popescu, care a slujit în perioada 1918–1935. Printre țârcovnicii bisericii, s-au numărat Stancu Roșca⁴, Vasile Grosu, Nicolae Sulger, zis Nicu lu' Banță.

BISERICILE DIN VLĂDULENI

Biserica veche a fost construită în anul 1854⁵, din cărămidă; în apropierea acesteia se afla și vechiul cimitir din Vlădueni. Avea hramul „*Sfântului Nicolae*”. S-a slujit în ea până în 1930.

O mențiune despre această biserică întâlnim în lucrarea *Personalități oltene și româneștene* de Ion M. Ciucă și profesor Bianca Predescu, unde se menționează că aceasta ar fi fost ctitorită pe la anul 1830. Nemaiprezentând siguranță, din cauză că fusese deteriorată grav de cutremurele de pământ, biserică fost închisă, după care s-a năruit. Astăzi se mai păstrează doar o ruină, care, spre rușinea noastră, nu mai interesează pe nimeni. Totuși, pe un perete se mai cunoaște pictura originală în frescă. Dacă acest perete stă în aer liber de peste 80 de ani și încă nu a fost spălat sau decolorat de vreme, este de presupus că are o pictură de calitate. De aceea, considerăm că o eventuală expertiză a specialiștilor ar putea să o pună în valoare din punct de vedere istoric. Ultimul preot care a slujit în această biserică a fost **Constantin Ochescu**.

Biserica nouă. Noua biserică din Vlădueni poartă hramul *Sf. Gheorghe*. Construcția a început în anul 1928, pe terenul dat de Regia de tutun⁶. Construcția

⁴ Stancu Roșca a fost frate cu bunicul celui ce semnează ca autor și coordonator această lucrare monografică.

⁵ Constantin Locusteanu, *op. cit.*, p. 157.

⁶ Regia Autonomă a Monopolurilor Statului, care ulterior și-a schimbat denumirea în Casa Autonomă a Monopolurilor Statului – CAM.

s-a terminat în 1937, când, pe 2 septembrie, s-a făcut sfințirea. Hotărârea de a se construi această biserică s-a luat pentru că, după cum am văzut, cea veche era aproape ruinată. A fost construită în timpul episcopului doctor în teologie D. Vartolomeu, cu sprijinul Ministerului Cultelor, al sătenilor și al comunelor în care se cultiva tutun, în acea perioadă, în Oltenia. Ctitor al noii biserici a fost preotul Constantin Ochescu, cu titlul de paroh iconom. Zidăria și acoperișul au fost realizate de arhitectul italian Iulius Mariani din Caracal. Mobilierul și iconostasul au fost sculptate de Josef Sikere din Craiova, iar pictura în ulei a fost făcută de pictorul Josef Keber din Târgu Jiu. Costul întregii lucrări s-a ridicat la 1 950 000 lei la valoarea lor din anul 1930.

Cei mai importanți donatori au fost: Ministerul Cultelor, care a dat în anul 1926 suma de 200 000 lei, Casa Autonomă a Monopolurilor Statului a dat suma de 110 000 lei prin donație și suma de 195 000 lei prin colectă publică. Cooperativa „Oltețul”, înființată în acest scop de preotul Constantin Ochescu a strâns pentru biserică suma de 846 752 lei, iar proprietarul Vladu Nica din Vlădueni a donat 3 clopote în valoare de 100 000 lei. Enoriașa Maria Gheorghisor a donat două policandre în valoare de 18 000 lei. După cutremurul din 1940, reparația a fost suportată de Mihail Coliopol, fiul proprietarului Take Coliopol, mort pe front în Crimeea, în august 1942.

Reparația bisericii după cutremurul din 1977 a fost suportată de cetățeni, sub preotul **Târcă Nicolae**. În anul 1988 s-a reparat și acoperișul și s-a spălat pictura, cheltuielile fiind suportate prin contribuția enoriașilor. S-a introdus și iluminatul electric, iar în anul 2005 s-au făcut din nou reparații exterioare, vopsirea și repararea acoperișului, zugrăveli.

Principali donatori în ultimul timp au fost: primarul Ion Ciocan, care a donat un policandru în pronaos. Împreună cu farmacistă Elena Vanda, a donat un potir pentru împărtășanie, precum și crucea de binecuvântare. De asemenea, primarul a donat și stația de amplificare a bisericii. Ginerele lui Marin Ciotor, numit Fricosu, a donat un potir. Onel Preda a confecționat din tablă 3 hote pentru lumânări, pe care le-a donat bisericii. Ion Drăghici (Ion Nebunul) a făcut fântâna din curtea bisericii. Lumina electrică a fost introdusă de preotul Constantin Ochescu, când se producea electricitate pe plan local cu ajutorul unui generator. Pentru cimitirul care este deja amenajat, în prezent, la ieșirea spre Caracal, Ministerul Cultelor, prin ministrul secretar de stat Gigel Știrbu, a alocat 2,5 milioane lei vechi, iar primăria a contribuit cu cheltuielile pentru proiect, în valoare de 100 000 000 lei vechi. În vara anul 2007 s-a făcut restaurarea exterioară a bisericii cu donații de la enoriași. Sume substanțiale au fost date de către enoriașul Ion Ciocan (primarul) și preotul paroh Răzvan Florentin Roșianu. Preoții care au slujit în biserică din 1937 încoace, au fost: Constantin Ochescu, Nicolae Târcă, Mitrache, Daniel Vlad, Cornel Răducan și Răzvan Florin Roșianu. Țârcovnicul cu cel mai lung stagiul a fost Alexandru Gogoșanu (zis Ilie).

BISERICA DIN OSTROV

Biserica cu hramul *Sfântul Nicolae și Sfântul Grigore* a fost construită și sfințită în anul 1787 de către boierul ctitor Nicolae Greceanu, fratele cunoscutului cărturar Radu Greceanu⁷.

Biserica a fost construită în timpul domniei fanariotului Nicolae Mavrogheni și al episcopului Filaret al Râmnicului, pe locul unei biserici din lemn, ce data din 1718 și care a ars.

Are formă de corabie. În pronaos se află mormântul ctitorului Nicolae Greceanu, decedat în 1825.

Inițial, biserica a avut turlă, care în anul 1919 s-a prăbușit. După cutremurul din 1940, biserica nu mai prezenta siguranță și a fost închisă timp de 37 de ani, până în 1977, când, după cutremurul din 4 martie, a fost renovată din temelie, făcându-i-se și acoperiș din tablă. De reparații s-a îngrijit și a ajutat, cu utilaje și cu materiale, sora președintelui Ceaușescu, Elena Bărbulescu. Pentru renovare și Episcopia Vâlcii a dat fonduri, în valoare de 400 000 lei.

Biserica figurează în lista monumentelor istorice⁸, însă acest lucru nu este prea cunoscut, și nici nu este pus în valoare așa cum merită.

Ne punem întrebarea firească: cine trebuie s-o facă?

BISERICA DIN GRECI

Biserica poartă hramul „*Sfinții Împărați Constantin și Elena*”. Este declarată monument istoric⁹, însă își trăiește existența seculară într-un anonim cu totul nemeritat. Construcția s-a terminat în anul 1830, când a fost sfințită. Ctitor a fost boieroaica Ruxandra Vlădoianu Greceanu. Pe locul acestei biserici a existat alta mai mică din lemn. Are formă de corabie și este acoperită cu tablă, nu are turlă. Vechea pictură a fost în frescă din secolul XIX, unde se întâlnește stilul tradițional al picturii românești din Oltenia (o pictură naivă cu tendințe realiste). Pictura a fost restaurată în anul 1980 de către pictorul Dinu Petre, lucrare în valoare de 110 000 lei.

Biserica a fost renovată mai substanțial în anul 2008, când Ministerul Cultelor, prin Gigel Știrbu, secretar de stat, a alocat 1 200 000 000 lei vechi.

⁷ Radu Greceanu (1655–1725), boier din Țara Românească. În cronică sa relatează evenimentele de la începutul domniei lui Constantin Brâncoveanu (1688) până în preajma mazilirii acestuia (1714) [MDE, p. 757]. Mult timp, cel mai renumit liceu teoretic din Slatina a purtat numele marelui cărturar Radu Greceanu. Pentru a distruge istoria și cultura românească, comuniștii au avut grijă să-i schimbe denumirea, care nu i-a mai fost redată nici măcar după 1989.

⁸ Ministerul Culturii, *Lista monumentelor istorice din 2004*.

⁹ Ministerul Culturii, *ibidem*.

Refac tencuiala și pictura exterioară, acoperișul și gardul cimitirului. Pentru terminarea lucrării au mai făcut donații Ion Ciocan (primarul), care a plătit 30 milioane lei pentru pictarea în exterior a 7 sfinți, iar enoriașul Ion Paul Stelea a plătit pictarea a doi sfinți în exterior. Tot acesta a plătit montarea de termopane la ferestrele bisericii, a cumpărat stația de amplificare, Sfânta Evanghelie, icoane, mobilier. Icoane a mai cumpărat și enoriașul Dumitru Chiriță. Țârcovnicul Ștefan Gheorghe, împreună cu enoriașul Ion Dumitrescu, a donat strana bisericii.

Mircea Giurea și Constanța Radu au donat covoare pentru pardoseală, iar Dumitrana Iancu a cumpărat și donat veșminte preoțești.

Preoții cei mai cunoscuți în ultima sută de ani au fost: Calistrat Bălănescu, Ion Bălașa, Paul Ivanov (refugiat din Basarabia) și Iulian Doriță.

Țârcovnic cu stagiul îndelungat a fost Ștefan Gheorghe.

COMUNITATEA ADVENTIȘTILOR DIN OSICA

Această comunitate a apărut în Osica de Sus prin anul 1960 și a avut ca arie de manifestare, în mod deosebit, satul Vlădueni, numărând la început 10–15 persoane, dintre care un rol important l-a avut Dumitru Tanislav, om cu o stare materială peste media celei a sătenilor. Lui i s-au mai alăturat Ilie Tanislav, Mihai Drăghici, Nicolae Mocanu, Gheorghe Iliescu ș.a.

În primii ani, datorită numărului mic de membri, dar probabil și lipsei de experiență în desfășurarea ritualului unei activități religioase, adventiștii se deplasau în fiecare sâmbătă la Casa de rugăciuni de la Piatra-Sat, unde era o comunitate adventistă mai numeroasă.

Apariția în comună a Bisericii Creștine a Adventiștilor a fost primită fără adversitate, fără confruntări pătimase. Poate, la început, majoritatea ortodoxă nu a avut încredere în sănătatea morală a noii orientări. Ulterior, lumea nu numai că i-a acceptat, dar a început să-i aprecieze, atât pentru comportamentul lor liniștit, solidaritatea de grup în situațiile speciale și în cele obișnuite, cât și pentru simplitatea de ordin material a unor ritualuri legate de deces și înmormântare.

O bună parte a copiilor adventiștilor s-a remarcat în viața publică, ocupând poziții importante în cultură, cazul domnului Marian Drăghici, membru al Uniunii Scriitorilor din România, al domnului inginer Nicolae Tanislav, cercetător științific în domeniul agricol, al fratelui acestuia, căpitan-comandor Ion Tanislav, specialist de talie națională în navigație aeriană, al domnului George Mocanu, absolvent al Facultății de Filosofie a Universității din Iași, și al altora, la fel de merituoși și respectați.

Din anul 1993, adventiștii dispun de propria casă de rugăciuni în satul Vlădueni, pe proprietatea domnului Nicolae Cherescu.

Presbiter al acestei grupări – conducător local – este domnul Nicolae Osiceanu, un cetățean din zona Medințului, om modest și liniștit, foarte apreciat de cei care îl cunosc.

Adventiștii participă la toate evenimentele din viața majorității ortodoxe, se întrajutorează cu aceștia fără niciun fel de discriminare, iar la rândul lor, cetățenii de credință ortodoxă sunt prezenți la înmormântare sau la alte evenimente ale rudelor, vecinilor sau prietenilor adventiști, respectându-le obiceiurile.

Se poate afirma că prezența adventiștilor în comună a dus la îmbogățirea vieții spirituale a permis o apropiere între oameni și a generat un spirit de toleranță între cele două ramuri creștine.

CULTURĂ ȘI ETNOGRAFIE

CONSTANTIN ROȘCA*, ION SÎRBU

ABSTRACT

CULTURE AND ETHNOGRAPHY

This study presents the old cultural traditions of the Osica de Sus commune, in the context of the different events of collective life.

It emphasizes the specific customs of the community and the main elements of ethnographic culture (the household and the house, popular wear, crafts, etc.) and the folklore ones.

Key words: cultural traditions, cultural events, popular dances, household, house, popular wear, craft, food, folklore culture.

1. ACTIVITĂȚI CULTURALE ÎN OSICA

Viața culturală are vechi tradiții în preocupările și educația osicenilor. În satele componente, azi contopite într-o singură comună, s-au desfășurat de-a lungul vremii interesante activități culturale.

În prima jumătate a secolului trecut manifestările artistice se desfășurau în sălile școlilor primare, pe scene amenajate în curțile școlilor, precum și în sala de spectacole a Regiei de tutun din Vlădueni. Cadre didactice și elevi și-au dat concursul, prin serbări publice, în care se jucau mici piese de teatru, se recitau versuri ale poezilor români – de cele mai multe ori cu caracter patriotic – , erau prezentate spectacole de cântece corale și dansuri populare.

Mai târziu, spectacolele s-au mutat în căminele culturale, în cadrul cărora au funcționat și cinematografele sătești.

Sala de festivități a Regiei și sălile căminelor culturale au fost gazdele unor spectacole artistice profesioniste din Craiova, Slatina, Caracal. În diferite perioade, artiști ai Teatrului Național din Craiova au prezentat spectacole cu piesele

* Address correspondence to Constantin Roșca, profesor univesitar, doctor în economie, Universitatea din Craiova: Bulevardul Nicolae Titulescu, nr. 19, bl. H3, sc. 1, et. 1, ap. 8, Craiova, România; e-mail: constantin_roșca@yahoo.com.

„Gaițele”, „Escu”, „Mielul turbat”, „Revizorul”, în interpretări celebre, cu Remus Comăneanu, Manu Nedianu, Eugenia Nedelcu și alți actori de renume ai teatrului românesc.

De asemenea, activitatea culturală s-a manifestat de-a lungul timpului, în mod spontan și prin viu grai. Participanții la activitățile culturale nu erau conștienți de caracterul cultural, manifestările lor fiind pornite din dorința de a se distra, de a se simți bine. Era un fel de a fi: oamenii cântau la munca câmpului, la treburile casnice, la șezători, tinerii – joia și sâmbăta seara, pe ulițele satului. Femeile cântau și la durere, mai ales în timpul războiului.

Ca forme de manifestare culturală existau cântecul popular vocal și instrumental, transmise după ureche, jocul popular individual sau în grup, învățat de la înaintași, portul popular moștenit, dar înfrumusețat continuu, basmele, poveștile, snoavele și ghicitorile.

Aceste manifestări erau practicate la ocazii: nunți, botezuri, zile de sărbătoare, precum și la clăci de lucru. Făcând din dorința oamenilor de a se distra o sursă de venituri, cârciumarii satelor din comună organizau manifestări muzicale în cârciumile proprii. Pentru atragerea consumatorilor de băutură, cârciumarii angajau 1–2 lăutari, ce cântau la instrumente muzicale, în special vioară, și din gură. Odată cu dezvoltarea învățământului, încep să se organizeze și primele manifestări culturale, cu ocazia serbărilor de sfârșit de an școlar sau la sărbători. Aceste manifestări aveau în program creațiile poezilor români cunoscuți, coruri și mici scenete, cântece populare și jocuri. Vara, aceste manifestări se desfășurau în aer liber, iar iarna în clasele de școală sau în sala de festivități a Regiei de tutun.

În trecut, manifestări culturale au fost organizate și de preoții satelor, care antrenau lumea la coruri bisericești sau activau în școli, în rândul copiilor; cântărețul Grosu Vasile, care avea și o solidă educație muzicală, a dus vestea corurilor școlare și bisericești în tot spațiul Romanaților. O modalitate de desfășurare a activității culturale era hora satului, unde tinerii își puneau în valoare măiestria de a juca și fetele aveau ocazia de a-și îmbrăca cele mai frumoase ii, ce erau admirate de vârstnicii privitori de pe margine. După anii 1950, în viața culturală a comunei își face apariția cinematograful, iar pe scena căminului cultural se perindă diferite formații culturale din țară.

Osica de Sus are o tradiție cultural-artistică îndelungată. Aici a existat una dintre cele mai vechi formații corale din județul Romanați. Este vorba de corul ce activa în cadrul Regiei de tutun, condus de preotul Ochescu Constantin, originar din Doba, și apoi de profesorul de muzică Vasile Grosu. Ansamblul coral, constituit din fete tinere care lucrau la Regie, a prezentat numeroase spectacole în sala de festivități a acestei unități, dar și în județ. A participat la numeroase concursuri zonale, remarcându-se prin repertoriu, interpretare, dar și prin costumația minunată, care încânta privirea. Appreciat de spectatori și de juriu, ansamblul Regiei de tutun a fost răsplătit cu aplauze și cu numeroase premii.

Mai târziu, corul și, în general, activitatea culturală, mai ales cu elevii, de prin anii 1950 până în 1970, au fost conduse de învățătorul Alexandru Marcu (Bebe), care a fost și director al căminului cultural până în 1968. Ansamblul folcloric din Osica, intitulat „Oltețul”, condus de învățătorul Alexandru Marcu, susținea spectacole ce aveau o amprentă originală, o forță ieșită din dramatismul viforos al formației de călușari, din delicatețea, plină de o caldă armonie, a grupului vocal, din bărbăția în execuție a formației de dansuri, dublată de suplețea și melodicitatea puternică a tarafului de lăutari, mai ales atunci când se executau melodiile populare: „Brăulețul ca la Osica” și „Hora locală”, „Alunelul oltenesc”, „Sârba primăverii”, „Simianca”, „Rustemul”, „Ciuleandra”, melodii cu rădăcini adânci în sensibilitatea locului, piese de sprintenă muzicalitate, cu un ritm alert, cu o vitalitate explozivă și luminoasă.

În 1958 ia ființă primul cinematograf, ce a funcționat în casa lui Dismancioc, până la construirea căminului cultural din Vlădueni. Operator de film era Paul Mierlăcioiu. De asemenea, filme se mai dădeau în cadrul Regiei de Tutun și în cadrul Școlii din vale.

O activitate culturală aparte a constituit-o biblioteca comunală, de unde oamenii împrumutau cărți pentru cititul acasă.

Astfel, putem spune că biblioteca comunală a contribuit mult la culturalizarea osicencilor. În zilele noastre, biblioteca are un număr de peste 5 000 de volume și un număr anual de cititori de circa 400 de persoane. Bibliotecară este Bibiana Torcea.

Călușul. Osica de Sus a fost unul din locurile cele mai renumite din țară, în ceea ce privește jocul călușarilor. Originea lui se pierde în trecutul istoric. Este un obicei păgân, existent dinainte de era creștină. Poate că acest lucru ne îndreptățește să lansăm ideea că Osica de Sus ar putea fi o așezare mult mai veche decât este atestată documentar, chiar dacă pe vremea aceea ar fi purtat altă denumire.

Călușul se practică în ziua de Rusalii. Din păcate, după anul 2000, în Osica de Sus s-a cam pierdut acest obicei. Unii călușari sunt bătrâni, alții nu mai sunt în viață, iar cei tineri au pribegit după lucru în alte părți. De copii nu se mai ocupă nimeni, pentru păstrarea obiceiurilor, și nu mai există nici costumația specifică. Poate că mai-marii școlilor din comună vor găsi o soluție pentru ca acest obicei străvechi să nu dispară din zona noastră.

Călușul era practicat ca un joc magic, crezându-se că îi vindecă pe unii oameni cu tulburări psihice ce se manifestă ca o indispoziție generală, ca o stare de apatie. Se zice că astfel de tulburări apar în preajma Rusaliilor la unii oameni despre care se spune că sunt „*luați din căluș*”.

Pentru vindecarea acestora, jocul ritual al călușului are următoarea desfășurare: în jurul bolnavului se joacă muțeste. Toți călușarii, în ritmul melodiei cântate de câțiva lăutari la vioară, mestecă în gură pelin și usturoi.

Șeful formației de călușari (Vătaful) sparge o oală la capul bolnavului, înfige un cuțit într-o găină neagră, apoi călușarii fug și se ascund. În felul acesta se crede că sunt alungate spiritele rele din bolnav, care își revine apoi la normal.

Echipele de călușari se constituie printr-un ceremonial aparte: undeva în câmp, într-un loc retras, călușarii, zece la număr, depun un jurământ. Toți sunt înarmați cu câte un ciomag. Cu mâinile pe un steag improvizat dintr-o prăjină, cu un prosop în vârf și câteva fire de pelin și usturoi, jură să păstreze obiceiul călușului și să se aibă ca frații, iar timp de 14 zile să nu spună nimănui ceea ce văd și aud, să nu se atingă de femeile lor, să se supună vătafului. Cer ocrotirea Irodiadei (împărăteasa zânelor), ridică ciomegele, apoi, în semn de deplină solidaritate și încredere reciprocă, le lovesc unul de altul. Ei cred că pelinul și usturoiul au darul de a-i păzi de răul ielelor și alungă spiritele rele.

Dansul este acrobatic și evocă galopul calului, care urmărește zborul ielelor, când sunt alungate de călușari.

Echipele sunt în formație și un clown mascat, numit „*Mutul*”, care poartă o sabie de lemn. Acesta este un fel de măscărici ce înveselește jocul, precum și asistența.

În ziua de Rusalii, călușarii umblau prin sat și jucau călușul prin curțile oamenilor, pentru a le aduce sănătate. Oamenii care voiau ca în curtea lor să se joace călușul deschideau larg porțile, iar călușarii știau că acolo trebuie să intre și să joace. În curțile unde intrau, de obicei, făceau dansul în jurul unor copii mici, deasupra cărora călușarii încruciau ciomegele, simbolizând soarele, iar la sfârșitul dansului urau sănătate.

După 14 zile de la depunerea jurământului, urma încheierea zilelor călușului, cu așa-zisa „*Îngropare a călușului*”. Formația mergea la locul unde s-a depus jurământul, mai dansa o dată, dezvelea steagul, dând jos prosopul, legătura de usturoi și cea de pelin, pe care le îngropa simbolic, călușarii se declarau dezlegați de jurământ și apoi mergeau la casele lor.

În Osica de Sus a acționat una dintre cele mai autentice formații de călușari din țară. Jocul călușului a depășit ca importanță sfera națională, trecând în universal. Călușul, obicei proclamat de curând de UNESCO drept capodoperă a patrimoniului oral și material al umanității, este cea mai importantă manifestare folclorică, în care dansul, ca mod de exprimare de o vechime ancestrală, foarte probabil preistorică, are rolul preponderent. Sunt binecunoscute particularitățile jocului, în care se păstrează, ca obicei, rituri străvechi, iar ca spectacol – ceremonialul de constituire și desfășurare, plin de virtuozitate, mișcare și dinamism. Prima mențiune documentară a călușului, în *Istoria Ungariei*, datează din 1572. În ceea ce privește evoluția călușului, deși el se manifestă de multă vreme, este semnalat prin jurul anului 1840, rolul Mutului fiind scos în relief. În anii de după 1950, călușul este adus pe scenă doar ca spectacol și dat pe mâna coregrafilor, care l-au stilizat, golindu-l de conținutul ritualic.

Cei mai renumiți călușari din zilele noastre au fost: vătaful Ion al lui Nicolăiță și Constantin Raicea (Ghermele), care coordonau jocul. Următorii componenți ai echipei s-au bucurat de o îndelungă notorietate: Alexandru Drăghici (Lisandru lui Baie), care a fost și ultimul vătaf, apoi Marin Pistrițu, Marin Toma, Ilie Toma, Haralambie Drăghici, Dumitru Predica (Mitiță al lui Predica), Ion Surdu (Ciontea), Constantin Surdu (Ciontea), Ion Țătu (Boacă) și Ion Drugă.

În Greci, au fost renumiți următorii călușari: Ștefan Lepădatu (vătaf), Constantin Voicu, Ilie Oprea, Sande Panait în rolul mutului, Ion Eremencu, Marian Ciubincă.

În jocul călușului, se foloseau și figuri cunoscute numai la Osica, de exemplu: Greaua, Mărunțica și Săpata. Din păcate, în ziua de azi, jocul călușului la Osica și Greci și-a încetat total activitatea, fiind pe cale de dispariție.

Cel mai vestit călușar al Osicii a fost Constantin Raicea (zis Ghermele). El a trăit între anii 1892–1984. A fost vătaful călușarilor timp de 70 ani, cunoscut și pe plan național. A fost la multe turnee cu călușarii în țară. În anul 1981, la Festivalul Interjudețean de la Caracal, călușarii din Osica au obținut premiul II. Și în satul Greci era o formație importantă de călușari.

După moartea lui Constantin Raicea, conducerea echipei de călușari din Osica a fost preluată de Alexandru Drăghici (Lisandru lui Baie).

2. ELEMENTE DE CULTURĂ ETNOGRAFICĂ

Pornind de la definițiile date etnografiei¹ și folclorului², în această parte a lucrării noastre vom încerca să prezentăm ceea ce am considerat mai reprezentativ în gospodăria și locuința sătenilor din comuna noastră, portul și ocupațiile artisanale, elemente de alimentație, unele din manifestările și producțiile literare și muzicale create de anonimi ai locului și răspândite prin viu grai.

2.1. GOSPODĂRIA ȘI LOCUINȚA DIN TRECUT

În trecutul gospodăriei și locuinței distingem două etape de existență: etapa bordeiului și etapa postbordei.

Etapa bordeiului. Frecvențele incursiuni ale armatelor străine de jefuitori au determinat populația să se retragă în păduri, unde, simțindu-se mai în siguranță, și-au construit locuințele. Așa se face că, până la jumătatea secolului XIX, și chiar mai târziu, oamenii locuiau încă în bordei³, construcție care era pe jumătate în pământ, iar în rest, deasupra solului. Cei mai săraci trăiau în bordei, chiar și în timpul Războiului de Independență (1877). Bordeiul era acoperit cu pământ argilos, bine compactat, pentru a fi impermeabil, peste care se așezau straturi de paie sau stuf de prin bălțile Oltului și Oltețului, sau chiar straturi de coceni de porumb.

¹ Etnografia este știința care studiază originea și răspândirea teritorială a popoarelor, modul lor de viață, cultura, legăturile cultural-istorice reciproce (*Micul Dicționar Enciclopedic*, p. 618).

² Folclorul reprezintă totalitatea producțiilor artistice (literare, muzicale etc.) create și răspândite de popor (*Micul Dicționar Enciclopedic*, p. 670).

³ Bordei – locuință rudimentară (pe jumătate) săpată în pământ și acoperită cu pământ, paie, stuf. (DLRM, Editura Academiei Republicii Populare Române, 1958, p. 89).

La ferestrele bordeiului se fixau foițe subțiri de la bășica porcului pentru a permite, cât de cât, intrarea luminii ziua. Seara, iluminatul se făcea cu opaițul⁴. Toată noaptea ardea o candelă, așezată sub icoana de pe peretele de la răsărit.

Ușile de la intrarea în bordei erau meșteșugite din scândură groasă din lemn de stejar sau salcâm, fixate în mârtași⁵ cu țâțâni⁶ groase făcute tot din lemn de esență tare. Pentru siguranța celor dinăuntru, ușile se încuiau cu un drug gros, care se bascula transversal peste ușă și se îmbina cu o stinghie⁷ groasă.

Coșul de fum foarte larg, construit din cărămidă sau chirpici⁸, ieșea cam cu un metru deasupra bordeiului.

Bordeiul avea două încăperi: vatra sau „la foc” și soba sau odaia.

Vatra, prima cameră de la intrare, avea mai multe destinații. Aici se prepara mâncarea. Tot aici era cuptorul, care străbătea peretele despărțitor către sobă, fiind folosit în timpul iernii pentru încălzirea celor două încăperi ale bordeiului. În familiile mai numeroase, bătrânii dormeau „pe vatră”. La baza sa inferioară, coșul de fum, cuptorul avea o corlată⁹, unde se păstrau străchinile și ghivecele din ceramică, căpisterea din lemn de salcie, sitele și ciurul de cernut făina/mălaiul.

Soba era încăperea în care se dormea. Mai demult, oamenii se culcau pe jos, pe pământ. Încăperile bordeiului nu erau pardosite. Pământul, bine bătătorit, era spoit cu lut. Se dormea pe rogojini din papură așezate pe lângă pereții încăperii și pe lângă cuptor, iar pe margini se puneau căpătâie¹⁰. Se acoperea cu cergă¹¹, un fel de cuvertură de țară (lână cu urzeală de cânepă) lată de 1m, lungă cam de 2–2,5 m, rezultată din îmbinarea a 4–5 cuverturi cusute între ele în lungime. Sub cergă, mai ales iarna, intra (se băga) întreaga familie într-un singur pat, câte 4 persoane la un cap și 4 persoane la capătul celălalt.

În ultima parte a perioadei bordeiului, oamenii își confecționau paturi. Acestea se făceau din țăruiși înfipti în pământ, peste care se puneau scânduri. În loc de rogojină se mai foloseau saltele umplute cu paie.

În acele vremuri, hotarele dintre proprietățile oamenilor nu erau marcate prin garduri. Între proprietăți erau săpate șanțuri adânci de cca 1,5 m și late de 0,8–1 m.

⁴ Opaiț – lampă mică, primitivă, care luminează cu ajutorul unui fitil introdus într-un recipient (o ulcică) umplut cu seu de oaie, untură sau ulei (DLRM, p. 564).

⁵ Mârtaș – stâlp de lemn întrebuințat ca material de construcție (DLRM, p. 480).

⁶ Țâțână – balama de ușă sau fereastră (*Micul Dicționar Enciclopedic*, p. 1802).

⁷ Stinghie – piesă de lemn cu aria secțiunii transversale mică, folosită în lucrările de tâmplărie pentru a consolida, a susține sau a reuni mai multe elemente ale unei construcții de lemn etc. (*Micul Dicționar Enciclopedic*, p. 1663).

⁸ Chirpici – cărămidă nearsă, de dimensiuni mari, confecționată din lut amestecat cu paie, talaș etc., utilizată uneori la construcția pereților clădirilor din mediul rural (*Micul Dicționar Enciclopedic*, p. 362).

⁹ Corlată – poliță în jurul cuptorului, pe care se țin vase de bucătărie și alte lucruri mărunte (DLRM, p. 188).

¹⁰ Căpătâi – pernă din țesătură de lână, umplută cu paie, lungă de 1–1,5 m, pe care se dormea cu capul.

¹¹ Cergă – pătură de lână care servește la învelit; țol, scoarță (DLRM, p. 135).

În fața bordeiului era băătura (curtea), unde stăteau orătăniile (păsările), care noaptea dormeau în pomi – atât vara cât și iarna. Porcii erau crescuți în curte, la țăruș. Câinele era legat noaptea aproape de gărliciul¹² bordeiului, iar ziua era dus mai departe, în băătură, legat la țăruș.

Gâștele și rațele erau scoase în uliță (pe linie) și plecau singure la balta de lângă sat (Gropanul Popii)¹³ și la Olteț, de unde, seara, veneau singure acasă.

Oile erau păscute pe izlazul din Vale și în zăvoaiele Oltețului și Oltului.

În spatele bordeiului era grădina cu pomi fructiferi: gutui, zarzări, moșmoni, peri, meri, duzi. Acești pomi creșteau atât de mult, încât, de multe ori, acopereau bordeiul de nu se mai vedea. În grădină, iarna erau așezate șirele de paie și glugile de coceni. Vara, la umbra pomilor, erau legate vitele (boii, caii, vacile). Tot în grădină era țarcul pentru oi și grajdul (coșar) pentru vite.

Etapa postbordei. În această etapă, oamenii au ieșit din bordei și au început să-și construiască locuința la suprafață. Gospodăria capătă un aspect de mai bună organizare. Proprietățile sunt delimitate prin garduri. La drum, curțile erau închise cu gard din pârmaci (scânduri) de lemn sau cu îngrăditură din nuiele. În spatele casei se găseau magazia pentru lemne și unelte, grajdul (coșar) pentru vite și cai, cocina pentru porci, pătulul de porumb făcut din nuiele de salcie sau răchită împletite, un bordei (bosca) unde se păstrau varza murată, băutura și alte alimente. Pivnița se afla, de obicei, sub magazie.

Toamna, se aduceau acasă porumbii nedepănușați și se depănușau în gospodărie. Pentru aceasta, din snopi de coceni de porumb se făcea în grădină o covercă mare (un fel de cort) numită șatră, unde se păstrau foile de la depănușat, folosite apoi în hrana animalelor. În general, în curte nu se cultiva nimic, era locul unde păsările se plimbau libere, iar grădina era folosită pentru a depozita cocenii de porumb, șira de paie sau pentru odihna în timpul verii a vitelor și a oilor, la umbra unor salcâmi sau duzi. În grădină se cultivau puțini pomi fructiferi, mai ales pruni, gutui, peri, corcoduși. Se cultivau și duzi, pentru că frunzele lor erau folosite la hrana viermilor de mătase, iar duduile la fabricarea țuicii. Multe gospodine creșteau viermi de mătase în gospodărie, din care făceau mătase (borangic), folosită la confecționarea iilor, marmelor sau fotelor tradiționale.

Cu apă de băut se aprovizionau de la fântânile publice, săpate, de obicei, la drum, la răscruci sau aproape de acestea.

Pe fiecare uliță existau fântâni cu cumpănă sau, mai nou, cu lanț.

¹² Gârlici – încăpere strâmtă, care formează intrarea într-o pivniță (DLRM, p. 338). În cazul nostru, intrarea în bordei.

¹³ Gropanul Popii – baltă lângă sat, în care, vara, se scăldau oamenii și mai ales copiii. În locul cel mai adânc al bălții, s-a înecat un copil al popii din sat, de unde denumirea dată de localnici, aceea de „gropan al Popii”.

La locuințele din trecut, ca materiale de construcții erau folosite paianta¹⁴ și cărămida. Locuința avea două încăperi, una unde se dormea (numită odaie sau sobă) și una unde se pregătea mâncarea, numită vatră (la foc).

În odaia de dormit, exista o sobă de cărămidă, numită sobă oarbă, în care focul se făcea cu paie și coceni pe la vatră. În odaie exista un pat (sau două), făcut din țărushi bătuti în pământ, pe care se puneau scânduri bătute în cuie, iar peste scânduri se punea o saltea din cânepă umplută cu paie. Peste ea se așeza o rogojină din papură sau un macat țesut în casă.

La capătul patului se afla lada cu Țoalele familiei. Între sobă și peretele casei se lăsa un loc mai larg, numit „după sobă”, unde se făcea un fel de pătuț din pământ, în care iarna stătea sau dormea câte un bătrân sau un copil, la căldura sobei.

Pe pereții odăii erau agățate icoane, o candelă cu untdelemn, calendarul creștin ortodox. Într-unul din pereți se găsea o firidă, una în odaie și alta în vatră, unde se ținea lampa de iluminat sau opaițul. În odaie mai exista o masă cu patru picioare, din scândură, pe care se țineau diverse mărunțișuri.

Noaptea se acopereau cu un Țol făcut în casă, numit cergă, iar sub cap își puneau un fel de pernă lungă, numită căpătâi, umplută cu paie sau cu foi de porumb.

Toată familia, formată din bunici, fii și nepoți, dormea în cele două paturi.

Pe jos nu era pardoseală, exista pământ bătătorit, care, pentru înprospătare, se spoia cu argilă primăvara și toamna.

De asemenea, pentru igienă și menținerea curățeniei, tot primăvara și toamna, casele se văruiau și pe dinăuntru și pe dinafară. Era un cult al gospodinelor să facă mai ales curățenia de Paști.

Din proprie inițiativă se văruiau și gardurile la stradă, și podețele din lemn, și pomii de la stradă sau din fața casei.

La stradă, rondurile de flori erau delimitate cu pietre rotunde. Și acestea se văruiau, după care, într-adevăr, gospodinele se considerau pregătite de sărbători.

Ferestrele erau echipate cu dreve de fier, pentru a feri casa de hoți. La vatră exista un dulap din scândură, unde se păstrau străchinile, tacâmurile, cuțitele, sticlele. Lângă dulap se afla o masă rotundă, în jurul căreia toată familia lua loc, pe scaune joase. Se mânca cu linguri de lemn dintr-o strachină mai mare numită „găvan” sau „ghiveci”, confecționată din lut sau din lemn, dar și din vase mici de lut numite „taiere”. De menționat că masa rotundă l-a inspirat pe Brâncuși când a sculptat „masa tăcerii” din Târgu Jiu. La vatră, grinzile nu erau tăvănite. În pod era bătută scândură peste grinzi. Într-un cui bătut în grindă, se agăța un paner, în care se păstra mămăliga sau pâinea și turta. Tot la vatră sau în prispă se găsea hambarul, compus din două compartimente, unul pentru mălai și altul pentru făină. Într-un colț de la vatră numit „unghete” se țineau cocenii sau lemnele pentru foc.

¹⁴ Metoda de construire a caselor din paiantă era următoarea: la colțurile casei se înfîgeau în pământ stâlpi de lemn. Acești stâlpi se legau cu un rând dublu de prăjini orizontale, iar spațiul dintre prăjini era umplut cu nămol amestecat cu paie. Acest amestec era bine presat, până ce se obținea un perete cât mai compact, mai impenetrabil. Pentru finisare pereții se drișcuiuau sumar și se spoiau cu lapte de var, atât în interior, cât și pe dinafară.

Sub coșul de unde ieșea fumul, se păstrau pirostriile și tuciul în care se făcea mămăliga. În alt colț se păstra vasul din lemn, cam cât o căldare de azi, în care se afla apa de băut. Vasul se numea „cofă”. Apa se bea cu o lingură mare din lemn, numită „cauc”: la baza și de jur împrejurul coșului de fum de la vatră se găsea corlata, un fel de raft, pe care se păstrau o parte din obiectele folosite zilnic la bucătărie (străchini, linguri, mestecăul sau bățul cu care se mesteca păsatul de mămăligă, usturoiul și ceapa uscată, oțetul, ardeiul iute).

În interiorul coșului de fum, pentru că era larg, se mai găsea o bară transversală, din fier sau din lemn tare (salcâm sau ulm), de care se atârna un lanț și de el, când era nevoie, se agăța căldarea de încălzit apă. Tot de această bară, la Crăciun, se agătau cârnații, șunca și oasele de la porc, pentru a fi afumate.

Tot pe vatră se mai găsea țestul în care se cocea pâinea. Țestul avea formă rotundă, cu o scobitură la bază. În partea superioară avea o gaură, prin care se băga o dreavă de fier, pentru a fi ridicat, pentru că sub el se făcea focul. Țestul era din argilă.

La masă, ciorba se mânca cu lingura de lemn, iar mâncarea mai groasă sau sosurile se luau cu mâna. Se „întingea” cu mămăligă în tigaie sau strachină. În odaia de dormit se puneau la ferestre ilustrate cu diverse fotografii, prosoape lungi, cusute în casă, în loc de perdele. În față, casa avea o prispă închisă cu parmalac din scândură sau era deschisă.

Vara, în prispă era așezat un pat din scândură, pe care se dormea. Iarna, în prispă se păstrau lemne pentru foc. Prisca avea 3–4 stâlpi de lemn pentru susținerea acoperișului.

Casele erau acoperite, de obicei, cu paie, șiță sau snopi de coceni. Oamenii mai înstăriți le acopereau cu tablă de fier sau cu țiglă. La vatră sau în prispă, se păstra și scara de urcat în podul casei.

Această locuință tradițională este azi pe cale de dispariție.

2.2. GOSPODĂRIA ȘI LOCUINȚA DE AZI

Gospodăriile sunt împrejmuite la stradă cu garduri din ciment, din fier sau cu pârmași din lemn. În spatele casei se găsesc magazia pentru combustibil și cereale, grajdul pentru animale, cotețul pentru păsări și cocina pentru porci.

Sub magazie sunt construite pivnițe din cărămidă sau ciment, unde se păstrează alimentele pentru iarnă.

Aproape fiecare gospodărie are fântână proprie, dar oamenii s-au racordat la rețeaua publică de alimentare cu apă. Grădina gospodăriei este folosită în prezent pentru cultura florilor, pomilor fructiferi și a zarzaturilor. Toamna, după culegerea zarzaturilor, locul este folosit, de către cei care au animale, pentru depozitarea cocenilor de porumb.

Locuințele se construiesc în prezent numai din cărămidă și materiale prefabricate. Tocăria din lemn a început să fie înlocuită cu termopane, se pune izolație termică la pereți, și în interior, și în exterior.

În comună au apărut și case cu etaj, tip vilă. Până în prezent, se cunosc trei etape de înălțare a caselor cu etaj. Prima etapă s-a înregistrat imediat după Primul Război Mondial, când în Vlădueni se construiește prima casă cu etaj, în gospodăria cetățeanului Paul Mierlăcioiu, cu un stil mai greoi, cu scară exterioară de urcat la etaj.

După cutremurul din 1977, cei care voiau să-și construiască case erau obligați să construiască după un proiect impus. În general, aceste vile au câte o turlă și sunt acoperite cu tablă.

După anul 1990 se construiește a treia generație de vile cu etaj, în diferite stiluri, de obicei văzute în țările din Vest. Din păcate, fiecare construiește după fantezia proprie, fără să țină cont de încadrarea locuinței în peisajul de câmpie unde se află Osica. De aceea, arhitectura specifică satelor de câmpie nu se mai respectă, fiind tot mai prezentă tendința spre urbanizare.

Casele vechi, fără etaj, aveau la fațadă diverse ornamentații, fie din lemn, fie realizate din zidărie.

Acum, cetățenii s-au emancipat și majoritatea își fac instalații de apă în interiorul caselor, cu baie, boilere, faianță și gresie, după cum se obișnuiește la blocurile de la orașe. Unii cetățeni mai înstăriți și-au instalat și centrale termice de încălzit locuințele, iar pentru viitorul nu prea îndepărtat, se fac planuri ca unii cetățeni să introducă încălzirea apei în sistem ecologic, prin folosirea energiei solare.

2.3. PORTUL POPULAR

Portul popular a dispărut din comună, el se mai îmbracă doar de către copii, la școală, când au spectacole.

Femeile se îmbrăcau iarna în fuste de lână lungi și largi țesute în casă, ilice groase de lână pe sub cojoace din piele de oaie fără mânecă, șube din postav, iar pe cap purtau broboade tot din lână. Iarna se încălțau în opinci și purtau ciorapi groși de lână. Când era ger, purtau cipici de lână. Vara umblau desculțe sau în opinci, purtau fuste lungi și largi, cusute cu motive florale stilizate din arnici. Aveau și port de sărbătoare, cu care se îmbrăcau când mergeau la horă sau la biserică. Atunci purtau fote cusute în casă, cu motive florale stilizate, peste o cămașă albă, cusută la fel cu arnici, pe la poale și mâneci, cu motive florale.

În vremuri mai îndepărtate, unele femei purtau fes. „Bătrânul Ilin Mustață din Osica spune că acest fes l-a adus un grec – Tănăsache – pe vremuri și l-a dat unei femei din sat să-l poarte. De la ea l-au luat și altele din Osica și așa s-a schimbat portul”¹⁵. Bustul și-l acopereau cu ii, foarte frumos lucrate, pe piept și pe mâneci, cu fir de mătase. Părul le era împletit în coade, fie lăsate pe piept, fie strânse la ceafă. Își acopereau capul cu maramă din mătase, la fel de frumos lucrate, cu acul.

¹⁵ Ștefan Ricman, *op. cit.*, p. 34.

La gât, cele care erau mai înstărite purtau salbe din monezi de aur, iar la urechi cercei tot de aur. Pe mâini nu se obișnuia să se poarte inele sau brățări.

Bărbații purtau iarna opinci cu ciorapi groși din lână, sau obiele¹⁶. Purtau pantaloni din postav peste izmene din pânză de cânepă sau țesută în casă, ilice din lână, pe sub pieptare din piele de oaie. Ilicele erau un fel de pulovere, cu nasturi pe piept, făcute în casă. Peste acestea îmbrăcau șube lungi din postav; șuba era un fel de manta. Pe cap purtau căciuli din piele de miel. Peste brâu se încingeau cu bete late roșii. Unii purtau o curea lată din piele, numită chimir, ce avea pe ea un fel de buzunare, în care se țineau amnarul, cremenea și iasca pentru aprins focul, un briceag, bani și foi de porumb, cu care înveleau țigările și tutun.

Vara, bărbații umblau desculți sau încălțați în opinci, în izmene largi albe, cămașă albă, lungă până spre genunchi. Cămășile de sărbătoare aveau cusute pe ele, pe la poale, la gât și la mâneci, motive florale, stilizate, din arnici. Când era mai rece, purtau peste cămașă o vestă din postav. Pe ea erau, la fel, cusute, cu arnici, motive florale. Vara purtau pe cap pălării din paie de grâu, lucrate în casă.

2.4. ARTIZANATUL

Artizanatul specific satului Osica de Sus este confecționatul covoarelor zise „oltenesti”, cu specific local. La aceste covoare predomină florile mici, stilizate, cum ar fi: narcisele, lalelele, macii, trandafirii, printre care apare și spicul de grâu. La Tomeni era tradiția de prelucrare a răchitei, fie cojită, fie necojită, din care se confecționau coșuri de diferite mărimi.

Merită să evocăm în aceste rânduri și ocupația specifică femeilor casnice, mai ales pe timpul iernii, când realizau însemnate piese de artizanat: covoare, scoarțe, macate, ii și alte podoabe feminine, de o frumusețe inegalabilă.

În vremuri mai de demult, gospodinele erau și croitoresele familiei. Ele lucrau în casă, manual, și, mai apoi, cu mașina, toate cele necesare pentru îmbrăcatul familiei. Țeseau la război pânză de casă, croiau și coseau cămăși, bluze, fuste, rochii, izmene (pantaloni țărănești), cârpeau îmbrăcămintea etc. Pânza era țesută din fire de cânepă, in și borangic¹⁷. Pentru aceasta se cultivau inul și cânepa și se creșteau viermi de mătase, ocupații care s-au menținut chiar și în primii ani ce au urmat ultimului război mondial. Pânza de mătase era folosită mai ales pentru confecționatul iilor, maramelor, prosoapelor, care împodobeau iconele din casă sau de la biserică.

Țesutul macatelor, scoarțelor și covoarelor era o îndeletnicire în care se întreceau gospodinele, mai ales cele care aveau fete și le pregăteau de măritat. Erau

¹⁶ Obielele erau un fel de învelitoare ale labei piciorului ce se puneau în opinci peste ciorapi, pentru a ține de cald la picioare.

¹⁷ Borangicul era firul răsucit de mătase obținut prin tragerea simultană a fibrelor de pe 5–10 gogoși de mătase [*Micul Dicționar Enciclopedic*, p. 222].

neîntrecute în arta de a țese covoare oltenești, meserie care a fost continuată până în zilele noastre, când această ocupație a femeilor devenise în comună una emblematică. Până în 1990, comuna a dispus și de un renumit atelier, unde 25 de angajate lucrau frumoase covoare persane. Păcat că deruta postrevoluționară a mai comis încă o eroare impardonabilă, care a condus la lichidarea unei activități tradiționale, deosebit de benefică pentru multe femei din comună. Nu este târziu ca osiceniei cu inițiativă să reînnoade tradiția unor artizane ca Ioana lui Mândră din Vlădueni sau Maria Torcea de pe linia Curții.

Atragerea fondurilor europene așteaptă proiecte fezabile, care să poată obține finanțarea.

2.5. ALIMENTAȚIA ÎN TRECUT

Până nu demult, locuitorii din comună aveau o alimentație aparte. Se mânca așa-numita „*cabaniță*”, pregătită din turte de făină, ouă, brânză și coaptă în țest. Tot în țest se cocea pâinea. Coca se întindea pe un „cârpător” rotund. Peste cârpător se puneau frunze de nuc sau de salcâm și peste ele se așeza coca, după care se băga în țest. Iarna pâinea se mai cocea și în sobă.

După ce se termina focul, făcut cu paie în soba pentru încălzit, se băga, cu un cârpător mai mic, pâine la copt. Pâinile acestea mai mici și rotunde, erau numite „pite”.

În afară de mămligă și pâine, se mai mânca turtă, pregătită din mălai de porumb și coaptă în țest sau cuptor. Iarna, mai ales, se prepara cocârțul (zibicul) din turtă. Se făceau fărâmituri (firimituri) din turtă într-o tigaie, se puneau puțină untură și jumări se prăjea pe foc, apoi se mânca.

După ce se tăia porcul de Crăciun, o parte din el se conserva și se consuma primăvara, până prin vară. Grăsimea era topită și transformată în untură, care era folosită la prăjit. O parte din carnea, coastele și cârnații porcului erau topite la foc și amestecate în untură, puse în oale de pământ, sau garnițe de tablă, apoi păstrate în pivniță sau la vatră, din care se consumau treptat. O parte din oalele cu jumări erau păstrate iarna sub pat lângă sobă, pentru a sta untura mai moale și a se putea scoate mai ușor jumările, cu lingura de lemn. Iarna se mai mânca varză murată gătită. Se mai consuma, iarna și primăvara, „moare de ardei”, pregătită din ardei uscat neîute, copt la foc. Acesta se amesteca apoi cu apă sărată și se sugea cu teaca de ardei.

Primăvara osiceniei mâncau urzici gătite, ciorbă de știr, ciorbă de ștevie (dragavei). Ciorba de știr era acrită cu corcodușe verzi sau cu boabe de struguri verzi, numite aguridă.

Vara, mai ales în timpul seceratului, se consumau foarte mult poșirca și frunzele de ceapă verde. Poșirca era zeama acră de prune și mere, adusă și vândută prin sate de mocanii din zona subcarpatică a Vâlcii. Mai ales în postul Paștelui, se consumau găluște din făină și ceapă. Alimentele de bază în fiecare gospodărie din

trecut erau mămăliga, ceapa, usturoiul, turta, pâinea și laptele. Pâinea nu se mânca zilnic, pentru că oamenilor le rămânea prea puțin grâu după treierat, ca să-și permită să consume multă pâine. În zilele de sărbătoare se consumau păsări crescute în gospodărie. Se obișnuia, pentru desert, să se facă gogoși sau cozonac.

3. CULTURA FOLCLORICĂ

Horele din sat au reprezentat una dintre vechile forme de manifestare ale activității culturale. La horele satului, nunți și alte petreceri, au cântat lăutarii din Tomeni. Instrumentiștii importanți din Tomeni erau: Gheorghe Osman, Gheorghe Ioniță, Gheorghe Iordache la vioară, Vasile Stoica și Constantin Osman la acordeon, Ilie Bălan la saxofon, Gheorghe Toma la bas, Bolocan la vioară. Până la construirea localului nou, spectacolele se țineau în sala de festivități a Regiei de tutun. Tot aici mai era amenajată o scenă în aer liber pentru perioada de vară.

Manifestarea folclorică cea mai cunoscută a fost, din vremuri străvechi, hora, care se organiza duminica. Iarna, hora se ținea în fața primăriei, dar vara, izlazul de sub Măgurice, acolo unde este târgul săptămânal, era locul preferat de întâlnire din sat. Cu ocazia sărbătorilor anului – de Crăciun, de Sf. Ion, de Paști, la Rusalii, la bălci, la horă venea tot satul: copii, tineri, vârstnici, bătrâni.

De organizare se ocupau câțiva flăcăi, care erau garanții sau chezașii horelor. Comuna fiind mare, de multe ori existau mai multe grupe de chezași, fiecare cu horă separată.

Hora satului era un adevărat spectacol, susținut de așa-ziii „artiști consacrați”, la care asista tot satul. Originalitatea spectacolului consta în aceea că dansatorii erau înconjurați de spectatori, care se deplasau în jurul horei, plimbându-se, comentând și admirând frumusețea jocurilor și a interpretării, precum și melodiile lăutarilor, însoțite de strigături. „Artiștii” constituiau un fel de castă, de asociație cu caracter închis. Astfel, hora era alcătuită din flăcăi și fete (de la vârsta adolescenței până la cea a căsătoriei). Ei contribuiau la susținerea materială a lăutarilor și a horelor, în general.

În timpul jocului flăcăii se întreceau în tot felul de strigături satirice sau de îndrumare a jocului.

La nunți, în timpul mesei, lăutarii din Tomeni cântau multe balade lungi. Cei de la care au fost culese le cântau ei înșiși și le știau de la bătrânii lor, tot lăutari. Ele se cântau pe arie largă, nu numai în Osica.

EVOLUȚIA CRIMINALITĂȚII ÎN ȚINUTUL SOMEȘ ÎN PRAJMA IZBUCNIRII CELUI DE-AL DOILEA RĂZBOI MONDIAL¹

GEORGE CRISTIAN SPÎNU*

ABSTRACT

THE EVOLUTION OF CRIMINALITY ON THE VERGE OF WORLD WAR II – SOMEȘ COUNTY

This article refers to the characteristics and the evolution of criminality in Someș County, Romania, in 1938. The document supporting the analyses in this article is “Activitatea organelor poliției judiciare de sub Autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938” (*The activity of judicial police bodies subordinated to the Someș County Police Inspectorate Authority in 1938*). It contains the crimes recorded by the police authorities that year, along with their attempts at classifying them. With respect to the cases presented, they represent “snapshots” of the criminal events recorded by the police.

Key words: criminality, crime, manslaughter, assassin, thievery, theft, offender

INTRODUCERE

Particularitățile și evoluția criminalității pe teritoriul României, cu un an înaintea izbucnirii celui de-al Doilea Război Mondial constituie, fără doar și poate, un reper important atât pentru cercetătorii în domeniu, cât și pentru cei care au simpla curiozitate de a afla mai multe despre acest fenomen.

Documentele vremii, atât cât au putut ele surprinde, sunt mărturii demne de luat în seamă, care vorbesc despre preocuparea poliției, în deplinătatea demersurilor sale, de a lupta cu fenomenul criminal sub toate aspectele acestuia.

* Address correspondence to George Cristian Spînu: Strada Govora nr. 2, bl. 74, ap. 42, sector 4 București, România, e-mail: scgsoc@yahoo.com.

¹ Ținutul Someș (sau Ținutul Crișurilor) este unul din cele zece ținuturi înființate în anul 1938, după ce regele Carol al II-lea a inițiat în România o reformă instituțională, modificând Constituția României, legea administrării teritoriale și introducând monopartidismul. Orașul Cluj este numit reședință de ținut. Ținutul includea șapte județe (Bihar, Cluj, Maramureș, Satu Mare, Sălaj, Someș și Turda) cu 56 de plase, 16 orașe și 1 575 de sate. Suprafața ținutului era de 33 385 kilometri pătrați, iar populația de 2 143 453 locuitori, din care, la 1 iulie 1937, 372 609 trăiau în orașe. Sursa: *Wikipedia, enciclopedia liberă*.

Dincolo de caracterul documentar al datelor ce urmează a fi prezentate, merită menționat și „caracterul literar” al documentelor analizate, unde ni se prezintă, sub forma unui limbaj specific, comentarii pe marginea statisticilor întocmite.

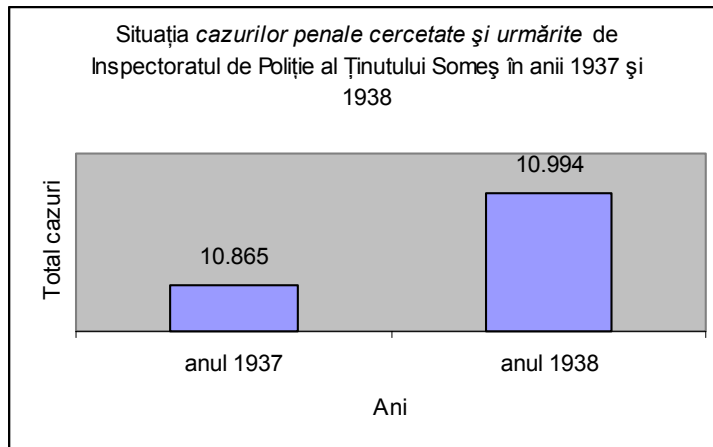
Putem vorbi de o anumită *taxonomie* a infracțiunilor, ce dezvăluie intențiile clare ale autorităților timpului de a le încadra și de a le detalia corespunzător. Forma prezentării are, fără îndoială, un farmec anume. Nu vrem să împietăm, în vreun fel, asupra demersului nostru științific, prin menționarea unor astfel de considerente ci, dimpotrivă, dorim să subliniem originalitatea expunerii, așa cum ni s-a înfățișat ea.

Multe din situațiile descrise de autorii materialului vor avea, poate, darul de a-l surprinde pe cititor (sau, dimpotrivă, poate că nu!) prin actualitatea lor.

I. PRINCIPALII INDICATORI AI EVOLUȚIEI CRIMINALITĂȚII ÎN ANII 1937–1938

Trecând astfel la prezentarea analizei propriu-zise, documentele vremii² vorbesc de un total de 10 994 de cazuri penale *urmărite* și *cercetate* la nivelul anului 1938 de către organele poliției judiciare de sub Autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș.

Graficul nr. 1



Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 8.

² Este vorba de Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 8.

Raportat la anul 1937, când s-a înregistrat o cifră de 10 865 de astfel de cazuri, înregistrăm o diferență de 129 de unități, despre care autoritățile vremii spuneau că „nu reprezintă o scădere a criminalității”³ dar „nici o creștere mai mare a ei, deși cauzele au sporit considerabil”⁴. Analizând cifrele prezentate mai sus, autoritățile vremii apreciază că avem de-a face cu o „constatare îmbucurătoare”⁵. Iată ce reiese, în acest sens, din analiza respectivă: „E un rezultat la care au contribuit în măsură covârșitoare și organele poliției, prin activitatea lor preventivă, de urmărire și descoperire, cu toate neajunsurile și greutatea, atât de ordin moral cât și material, ce au avut de întâmpinat”⁶. Constatăm, așadar, o primă caracterizare, cât se poate de succintă, a rezultatelor obținute de poliție în funcție de anumite condiționări, obiective sau nu, de care această instituție s-a văzut nevoită să țină cont.

În continuare, autorii materialului menționează: „În orice ramură de activitate publică se constată în cursul timpului un progres, însă nicăieri efectele lui nu se produc atât de nemijlocit ca în poliție. Ea este organismul care evoluează mai mult, potrivit spiritului vremii și noii așezări de lucruri, ținându-se în continuu progres, pentru a putea corespunde scopurilor și misiunii sale sociale. În general de la război încoace (n. ns., G.C.S. – este vorba de Primul Război Mondial) sarcinile poliției sunt în continuă creștere”⁷.

Evoluția sistemului polițienesc este considerată, așadar, prin efectele sale, una specială. Raportarea la scopurile și misiunea sa socială constituie, practic, în accepțiunea autorilor, motorul de evoluție al poliției. Demnă de reținut este și mențiunea referitoare la creșterea sarcinilor poliției de la ultimul război mondial, creștere care vizează o perioadă destul de lungă, de douăzeci de ani.

Iată cum se prezintă, mai departe, documentul: „Valul de criminalitate postbelică, acest fenomen psicho-social strâns legat de perioadele de tranziție ale unui popor în urma unor mari prefaceri sociale și economice, au pus poliția în fața unui dușman, împotriva căruia, pentru a putea susține lupta, s-a văzut constrânsă a-și mobiliza toate forțele și a-și reface întreg arsenalul”⁸. Așadar, cei douăzeci de ani scurși de la încheierea primei conflagrații mondiale sunt caracterizați de un val de criminalitate postbelică, val considerat a fi, nici mai mult nici mai puțin decât un fenomen psihosocial strâns legat de perioadele de tranziție ale unui popor. Caracterizarea făcută de autorii documentului respectiv ne înfățișează o maturitate demnă de apreciat chiar și de către politologi, anume complexitatea și consecințele pe care le presupune traversarea unor perioade de tranziție. Dar, ne putem întreba, pe bună dreptate, cum a acționat poliția în atari condiții? Regăsim răspunsul în text:

³ *Ibidem.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

„...de vreme ce, în țări cu organismul social bine încheat, ea [poliția] are, în această luptă, tot concursul publicului, la noi este lăsată să ducă lupta singură – secundată doar de indiferența și, nu arareori, chiar de reaua-voință a acestuia. Este deci de la sine înțeles că sarcina organelor poliției judiciare n-a fost deloc ușoară. Și dacă totuși ele au putut face față misiunii de apărătoare a Societății și de garantă a siguranței individuale, este a se atribui meritului de a fi știut să țină pas cu toate curente de idei ce și-au făcut loc în viața socială și juridică, însușindu-și-le din vreme pe cele indispensabile chemării și menirii lor. Chiar și dacă ici-colo au mai avut de suferit și unele înfrângeri, privind rezultatul activității lor, prin aspectul cifrelor statistice, victoria rămâne alături de ele”⁹.

Așa cum menționam și în deschiderea articolului de față, ajung oare să ne mai surprindă astfel de lucruri? Nu recunoaștem, în cele prezentate acum șaptezeci de ani, situații care ne sunt familiare și în ziua de astăzi? Cum a evoluat oare societatea noastră, de vreme ce o regăsim cuprinsă de aceeași (dacă nu mai gravă!) indolență și nepăsare, în raporturile cu autoritatea polițienească, sau la fel de răuvoitoare în exercitarea aceluiași raporturi?

Mărturie ne stau buletinele de știri TV și paginile ziarelor invadate de atrocități, desprinse parcă din producțiile *horror*.

Dar să revenim. Evoluția sistemului polițienesc, odată cu dinamica ideilor din viața socială și juridică, așa cum subliniază autorii documentului, a fost considerată, pe de o parte, o necesitate a timpului, dar și, pe de altă parte, un merit al său, definit printr-o bună capacitate de adaptare la mediul înconjurător. Rezultatul este considerat drept o victorie și nu avem niciun motiv acum, în anul de grație 2010, să ne îndoim de acest lucru.

Iată cum definesc autorii documentului starea infrațională din zona respectivă: „În ceea ce privește caracterul activității criminale, ea s-a adaptat întru toate condițiilor de evoluție ale societății. Câtă vreme înainte de război predominau așa-zisele delictе intelectuale, adică acelea săvârșite prin dol și fraudă, fără a brusca în măsură prea mare sentimentul social, **de la război încoace se constată o întoarcere spre violență, spre brutalitate** (subl. ns., G.C.S.). *Viața anormală din tranșee, cu sentimentele ei pervertite, cu setea de trai în desfrâu și în disprețul muncii cinstite, a creat, fatal, o categorie de răufăcători de o ferocitate mai înainte nepomenită. Această categorie de răufăcători, în concepția sa, nu urmărește decât o singură țintă, de a-și dezlănțui pasiunile. Analizând crimele și delictеle, le găsești totdeauna la baza lor*”¹⁰.

Observăm cum activitățile criminale sunt considerate a fi evoluat odată cu societatea. Autorii constată o întoarcere spre violență și brutalitate, în perioada ce a urmat Primului Război Mondial. În consecință, ei disting, în chip de-a dreptul *fatal*,

⁹ Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 8–9.

¹⁰ Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 9.

aparitia unei noi categorii de infractori, caracterizați de *o ferocitate* nemaîntâlnită până atunci.

Pentru a accentua, se pare, caracterul psihosocial al fenomenului infracțional, autorii documentului vorbesc de pasiuni dezlănțuite, care au darul de a transforma *bestiile în criminali*. Având la îndemână cazuri concrete și statistici bine întocmite, avem toate motivele să credem că știau bine ce spun și să le înțelegem îngrijorarea.

Dar, pe bună dreptate, ne putem întreba la ce a dus această stare de fapt? Răspunsul îl găsim parcurgând documentul: „*În fața acestei agravări a criminalității postbelice, a început să se agite, atât în opinia publicului, cât și în cercurile juridice, ideea modificării Codului penal, privitor la calificarea și sancționarea unora dintre infracțiunile care deveniseră o adevărată plagă, un adevărat flagel social. Rezultatul acestei inițiative a fost întocmirea și promulgarea Codului Penal Regele Carol al II-lea, cu noile infracțiuni, dar, mai ales, cu înăsprirea calificării și sancționării crimelor și delictelor contra statului, administrației publice și a justiției, liniștii și intereselor publice, precum și a delictelor contra pudoarei și bunelor moravuri, contra familiei și altele. Modificările aduse ulterior Codului au înăsprit și mai mult calificarea și represiunea unora dintre infracțiuni. Deși noul Cod Penal a intrat în vigoare abia numai de 2 ani, a devenit deja cel mai bun aliat al poliției contra criminalității*”¹¹.

Așa cum era de așteptat, dinamica și, deopotrivă, manifestarea noilor forme ale criminalității au impus, ca necesitate primordială, modificarea Codului Penal. A rezultat ceea ce autorii numesc *Codul Penal Regele Carol al II-lea*, care stipula atât infracțiuni noi, cât și înăsprirea pedepselor, în cazul unor infracțiuni deja existente, între care sunt menționate *crimele și delicturile contra statului*, dar și cele *îndreptate contra bunelor moravuri și familiei*. Prin reunirea celor mai recente inițiative într-un nou Cod Penal, autoritățile timpului dovedeau, dacă mai era nevoie, că știau să se adapteze la condițiile impuse de fenomenul infracțional. În consecință, noul Cod apărut este denumit *cel mai bun aliat al poliției contra criminalității*. Avem, din nou, toate motivele să credem că știau foarte bine ce spuneau.

Cât privește activitatea desfășurată de poliția judiciară în cursul anului 1938, autorii susțin că „*se poate afirma că nu s-a înregistrat, față de evenimentele anului precedent, niciun fenomen mai neobișnuit sau de o gravitate mai însemnată. Întreaga ei activitate a fost călăuzită de principiile și scopurile ce le are la bază, adică: menținerea ordinii, ocrotirea persoanelor și apărarea bunurilor. A și reușit în această misiune a sa, cruțând astfel societatea de orice zguduirii mai mari. Pentru toate acestea a avut parte, ce-i drept, și de recunoaștința societății, dar a avut totodată de a-i înfrunța și odiul*”¹².

¹¹ Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 9–10.

¹² Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p.10.

Dincolo de faptul că, în plan judiciar, nu au avut loc fenomene neobișnuite, merită subliniat faptul că autorii menționează recunoașterea de care s-au bucurat angajații poliției judiciare din partea societății, concomitent cu înfruntarea acesteia. Reiese că poliția judiciară și-a făcut datoria împotriva tuturor vicisitudinilor menționate în text la scară socială și că, drept urmare, societatea i-a fost recunoscătoare.

Statistic, situația este prezentată după cum urmează:

Tabelul nr. 1

Circulația actelor penale

ACTE PENALE	ANUL 1937	ANUL 1938
intrate	37 299	40 455
rezolvate	36 646	38 725
în curs de rezolvare	653	1 730

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 10.

Din analiza datelor prezentate în tabelul de mai sus, se poate observa că, în anul 1938, în evidențele organelor Poliției Judiciare de sub Autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș, *au intrat* cu 3 156 mai multe acte penale decât în anul 1937.

De asemenea, numărul actelor socotite *în restanță* este mai mare în anul 1938 decât în 1937, 1 730 față de 653. Iată cum comentau reprezentanții poliției judiciare acest lucru: „*Această diferență, de altfel destul de mare, este urmarea logică a faptului că, în vreme ce numărul lucrărilor a crescut vertiginos, efectivul personalului a rămas același*”¹³.

Totodată, documentele¹⁴ arată că în anul 1938 s-au cercetat, în total, 10 994 cazuri penale, în timp ce, în anul precedent, numărul acestora a fost de 10 865; din numărul de 10 994 de cazuri penale cercetate în anul 1938, *s-au descoperit* 9 547 (adică 86,83% din totalul lor), rămânând *nedescoperite* 1 447 (adică 13,17 din total).

Cât privește *situația infractorilor*, ea s-a prezentat astfel:

¹³ Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 10.

¹⁴ *Ibidem*.

Tabelul nr. 2

Situație infractori

INFRACTORI	ANUL 1937	ANUL 1938
înregistrați	9 125	9 451
prinși	8 841	8 378

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 10.

Din simpla observare a tabelului de mai sus, putem constata o creștere cu 326 a numărului de infractori înregistrați în evidențele poliției judiciare a Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș în anul 1938, față de 1937, în timp ce în cursul anului 1937 au fost prinși cu 463 mai mulți infractori decât un an mai târziu.

II. TIPOLOGIA INFRACTIUNILOR

Cât privește activitatea criminală a anului 1938, după *categoriile de infracțiuni*, situația este prezentată astfel: „Cea mai importantă categorie de infracțiuni, după efectul lor asupra societății și în același timp una din cele mai frecvente, este aceea contra persoanelor, cu speciile ei: omorul, pruncuciderea, lovirea, avortul, vătămarea integrității corporale etc.”¹⁵.

În privința infracțiunii de *omor*, documentele vremii¹⁶ vorbesc de un total de paisprezece cazuri, după cum urmează: cinci la Cluj, șase la Oradea și câte unul la Dej, Satu Mare și Zalău.

Merită menținută atenția cu câteva cazuri prezentate de autori¹⁷: „În ziua de 5 iulie 1938, tâmplarul Stefan Szabo din Cluj, str. Fericirii nr. 26, a omorât prin lovituri de cuțit pe concubina sa, Rozalia Egyed. Criminalul a dispărut și, după informațiunile ce se dețin, se găsește arestat la Debrețin, urmând a fi extrădat.

În noaptea de 14 august 1938, tâmplarul Vasile Katona din Cluj strada General Dragalina nr.110, a ucis prin lovituri de topor pe soacra sa, Rozalia Szabo, apoi, tăindu-i ambele picioare, a îngropat cadavrul în șopronul din lemne al casei. După 11 zile crima a fost descoperită și criminalul arestat.

În noaptea de 21 octombrie 1938 a fost asasinată și jefuită, în locuința sa din Calea Regele Carol II nr. 78, văduva Rozalia Kilin. Criminalul a fost prins.

În seara zilei de 29 noiembrie 1938 a fost omorâtă în locuința din strada Lucaci, nr. 23, soția plutonierului Iorgu Dragomirescu, funcționar la Casa Asig.

¹⁵ Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 11.

¹⁶ *Ibidem*.

¹⁷ *Ibidem*.

Soc. Cluj. Criminalul s-a strangulat imediat după săvârșirea crimei, în grădina aceleiași case.

În seara zilei de 28 noiembrie 1938 a fost împușcat mortal, de către 3 indivizi, agentul Enache Gruia și rănit grav Rectorul Universității din Cluj.

În ziua de 1 noiembrie 1938 a fost asasinat prin împușcare avocatul Dr. Emil Boszormeny din Oradea. Asasinul Nicolae Andor a fost prins.

În seara zilei de 12 decembrie 1938, individul Ioan Jurcuț din Oradea și-a împușcat mortal soția, de care trăia despărțit.”

Iată câteva constatări:

– autorii materialului au prezentat, în documentul lor, șapte (adică 50%) din cele paisprezece omoruri comise în decursul anului 1938 în aria lor de responsabilitate (Ținutul Someș);

– în cinci din cele șapte cazuri prezentate, victimele au fost femei (71,4% din total);

– în trei din cele șapte cazuri, omorul a fost comis prin împușcare, în unul prin lovituri de cuțit, în altul prin lovituri de topor, iar în alte două cazuri modalitatea asasinării nu se specifică;

– autorii crimelor sunt de sex masculin;

– în trei cazuri autorii au fost arestați, într-un alt caz există informații că autorul ar fi fost arestat într-un stat vecin României, urmând a fi extrădat, într-un alt caz se afirmă despre autor că s-a sinucis, iar în alte două cazuri nu se specifică nimic în legătură cu soarta făptuitorilor.

Cât privește pruncuciderile, autorii menționează șase cazuri comise de-a lungul anului 1938, număr considerat „la nivelul celor din anii precedenți”¹⁸.

Ca observație demnă de reținut, autorii consideră crima ca manifestându-se „îndeosebi în clasele de jos ale societății”¹⁹. Este prezentat un singur caz, al tinerei Iulia Rezműves, din Sighet „care, dând naștere unui copil nelegitim de sex masculin, l-a ucis prin lovituri de hârleț, aruncându-l în closet”.

În privința avorturilor, sunt menționate treisprezece cazuri²⁰; iată cum era caracterizată această infracțiune: „Nu încap nicio îndoială că e un număr disparent față de cel al celor săvârșite de fapt, dar rămase nedescoperite. **Avortul a fost și rămâne un viciu modern și secret al societății** (subl. ns., G.C.S.). Doar operațiunea lui nereușită ori vreo scrisoare anonimă, dacă mai indică ici-colo poliției câte un caz. Este practicat pe o scară întinsă, atât la oraș, cât și la țară. Deopotrivă în clasele de sus, cât și de jos. Deosebirea e doar că până jos iese la iveală mai ușor, sus se descoperă mai greu, existând mijloace de a-l tănuși”.

În analiza comentariului autorilor trebuie ținut cont, în mod necesar, de faptul că posibilitățile contraceptive ale vremii erau extrem de limitate.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 12.

Cât privește infracțiunea *de lovire și vătămare a integrității corporale*, găsim un total de 770 de cazuri, *în partea lor covârșitoare* considerate drept *urmări ale alcoolismului*; despre făptași se spune că *s-au recrutat din clasele de jos ale societății*²¹.

Iată și situația *altor* infracțiuni:

Tabelul nr. 3

Alte infracțiuni

INFRAȚIUNI	TOTAL CAZURI	OBSERVAȚIILE AUTORILOR
Amenințare și șantaj	191	<i>toate fără vreo însemnătate mai mare</i>
Violare de domiciliu	83	
Calomnie și defăimare	240	<i>fără ca vreunul să iasă din comun</i>
Injurii	141	<i>toate bagatele</i>

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 12–13.

Cât privește infracțiunile *de crime și delictе contra patrimoniului*, regăsim următoarele: „*De o însemnătate tot atât de mare ca și categoria anterioară, însă de o frecvență mult mai mare, este categoria infracțiunilor contra patrimoniului, cu speciile ei: furtul, abuzul de încredere, înșelăciunea etc.*

De vreme ce cauzele crimelor și delictelor contra persoanelor sunt, de obicei, de ordin psihic, precum: mania, gelozia, pornirile atavice și germenii degenerării, la baza crimelor și delictelor contra patrimoniului se află aproape exclusiv cauze de ordin social economic – mizeria. Din aceste motive apoi categoria primă se menține ani de-a rândul la același nivel numeric, pe când categoria a 2-a oscilează sub influența factorilor economici”.

Dar iată cum se prezintă situația *infracțiunilor* incluse în această categorie:

a. furtul. Întâlnim un total de 3 053 de cazuri²²: 1 449 la Cluj, 690 la Oradea, 120 la Bistrița, 81 la Dej, 471 la Satu Mare, 162 la Sighet și 80 la Zalău.

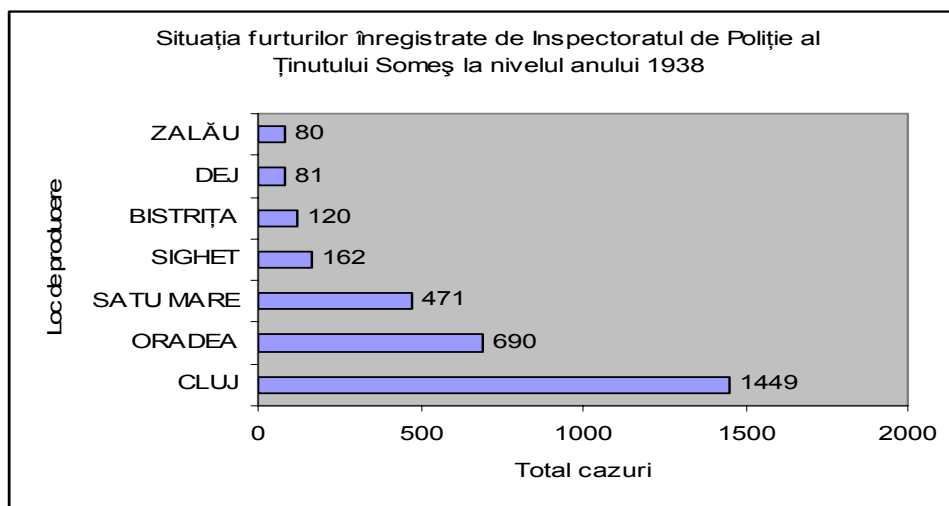
Despre furt, autorii menționează că „*este cel mai răspândit delict din câte cunoaște Codul Penal. Varietatea de furt practică cu predilecție de către infractori este furtul prin introducere în locuințe și prin efracție sau spargere. Pătrunderea prin chei false în locuințele lăsate chiar și pentru un timp scurt fără pază, pentru care nu se cere nicio dexteritate mai deosebită și nu se riscă niciun pericol mai mare, exercită o atracție deosebită nu numai pentru infractorii încercați, ci chiar și pentru novici. Azi se cultivă această varietate a furtului chiar*

²¹ *Ibidem.*

²² Conform cu Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 12–13.

și de către femei, care mai înainte vreme îl repudiau. Măsurile preventive ale poliției, fie cât de vigilente, nu pot contrabalansa nepăsarea și neglijența publicului. Se practică și prin bande constituite”.

Graficul nr. 2



Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 12–13.

În continuare, autorii fac referire la o subcategorie a acestei infracțiuni, denumită *furtul prin spargere de o concepție mai mare*, ilustrând-o cu câteva exemple: „În noaptea de 25 februarie 1938, spărgătorul internațional Samuil Palinski, de fel din Chișinău – Basarabia, pătrunzând în magazinul de pielărie frații Miess din Cluj strada Regina Maria nr. 23, a spart casa de bani, furând suma de lei 260 000. Spărgătorul a fost prins. În ziua de 8 august 1938, individul Iuliu Csegezi, evadat din penitenciarul Aiud, a spart, împreună cu Teodor Croișan, Casa de bani din localul Casei Asig. Soc. din Cluj, furând suma de 70 000 lei. Ambii spărgători au fost prinși. În ziua de 5 decembrie 1938, au fost prinși de organele poliției Cluj, cunoscuții spărgători Victor Klein și Oskar Sūsman, [ai altor] 10 furturi prin spargere, săvârșite pe teritoriul orașului Cluj, în valoare de 500 000 lei”²³.

Se cuvin a fi făcute câteva constatări:

- toate cele trei cazuri menționate s-au întâmplat în orașul Cluj-Napoca;
- în toate cazurile autorii furtului au fost de sex masculin;
- toți făptuitorii au fost reținuți de organele de poliție.

²³ Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 13.

În continuare, autorii documentului menționează și alte varietăți ale furtului, cum ar fi: *furturile de buzunare și poșete, furturile prin furișare, furturile de casă sau ocazionale și furturile de biciclete*²⁴. Și aici merită menținută atenția cu considerațiile făcute de aceștia în privința acestor infracțiuni: „*Furturile de buzunare și de poșete au fost, ca de obicei, destul de numeroase, dar, în general, neînsemnate. Au avut loc mai mult în trenuri și aglomerații. Nu odată însă, pungașii și-au pândit victima în locuri mai puțin frecventate, pentru ca, smulgând poșeta de pe brațul trecătoarei, să se poată face nevăzuți prin fugă. Furturile prin furișare au avut loc cu deosebire prin anticamerele locuințelor, cabinetelor și birourilor diverse, prin holurile hotelurilor sau garderoabelor sălilor de întruniri. Obiectul lor au fost, de regulă, paltoane, pardesie, pălării sau alte obiecte, accesorii. Autorii furturilor ocazionale de case s-au recrutat îndeosebi din rândurile servitorilor, angajaților care și-au furat stăpânul, iar alteori din rândul copiilor care și-au furat părinții. La baza acestor furturi nu stau într-atât motivele constrângerii, cât mai mult frivolitatea, pofta după distracții și setea de lux*”²⁵. Cât privește furturile de biciclete, situația a fost următoarea: „*Furtul de biciclete, care în ultimul timp devenise atât de răspândit la Cluj și alte orașe mai mari, a scăzut mult în anul 1938*”²⁶. Motivul: „*Această scădere s-a produs în urma măsurilor severe de control, aplicate de poliție*”²⁷.

a. situația altor infracțiuni contra patrimoniului se prezintă astfel:

Tabelul nr. 4

Alte infracțiuni

INFRAȚIUNI	TOTAL CAZURI	OBSERVAȚILE AUTORILOR
Abuz de încredere	805	<i>niciunul n-a fost de o însemnătate mare</i>
Înșelăciune	362	<i>fără însemnătate, bagatele chiar, săvârșite în lumea oamenilor de afaceri</i>

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 14.

De menționat că în orașul Cluj s-au produs 447 din cele 805 acte de abuz de încredere (adică 55,5% din totalul lor) și 154 din cele 362 acte de înșelăciune (42,5% din total)²⁸.

O altă categorie de *infracțiuni* este cea a *delictelor contra liniștii publice*, unde situația s-a prezentat astfel:

²⁴ *Ibidem.*

²⁵ Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 13–14.

²⁶ Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 14.

²⁷ *Ibidem.*

²⁸ *Ibidem.*

Tabelul nr. 5

Delicte contra liniștii publice

INFRAȚIUNI	TOTAL CAZURI	OBSERVAȚILE AUTORILOR
Răspândiri de publicațiuni interzise	7	<i>fără însemnătate</i>
Vagabondajul	275	<i>mediul prielnic al acestui delict (...) este cel al orașelor cu circulație mare. Cu toate măsurile poliției și intervenția societăților de patronaj, vagabondajul nu poate fi stărpit. Vagabondajul alimentează criminalitatea.</i>
Cerșetoria	242	<i>Cerșetoria este al doilea delict cu terenul prielnic în mediul orașelor</i>

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 14.

Subliniem că în orașul Cluj s-au înregistrat 129 acte de vagabondaj, dintr-un total de 275 (adică 46,9%) și 93 de acte de cerșetorie, dintr-un total de 242 (adică 38,4%)²⁹.

Alte categorii de delictе sunt:

Tabelul nr. 6

Alte categorii de delictе

DELICTE	TOTAL CAZURI
Contra statului	35
Contra intereselor publice	128
Contra pudoarei și bunelor moravuri	78
Contra familiei	172

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 15.

De menționat că, din cele 35 de delictе *contra statului*, 6 (adică 17,1%) au constituit *Ofensa Regalității*, 7 (adică 20%) – *Ofensa Simbolului Național* și cele mai multe, 22 (adică 62,8%) – *Ofensa Națiunii*³⁰.

Cât privește delictеle contra administrației publice și judiciare, situația a fost următoarea:

²⁹ *Ibidem.*

³⁰ *Ibidem.*

Tabelul nr. 7

Delicte contra administrației publice și judiciare

DELICTE	TOTAL CAZURI
<i>Ultrațiu</i>	226
<i>Trecerea frauduloasă a frontierei</i>	136
<i>Delapidare</i>	31
<i>Tănuire de bunuri</i>	28
<i>Denuțare calomnioasă</i>	25
<i>Abuz de putere</i>	22
<i>Daruri și luare de mită</i>	15
<i>Mărturie mincinoasă</i>	8
<i>Rupere de sigilii</i>	4
<i>Trafic de influență</i>	3
<i>Nedreaptă luare</i>	2
<i>Evadarea areștaților</i>	1
TOTAL	501

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 15.

Din analiza datelor prezentate în tabelul de mai sus, se poate observa cu ușurință că ponderea cea mai mare a delictelor contra *administrației publice și judiciare* o regăsim în cazul *ultrațiuilor* (45,1% din total) iar cea mai scăzută – *evadarea areștaților* (0,19% din total). În categoria *crimelor și delictelor, care produc pericol public*, întâlnim 37 de cazuri de *incendii*, iar în cea a *delictelor contra sănătății publice* avem înregistrate două cazuri de *vânzare de medicamente primejdiioase*³¹.

În ceea ce privește delicturile contra intereselor publice, avem:

Tabelul nr. 8

Delicte contra intereselor publice

DELICTE	TOTAL CAZURI
Întrebuințare de monedă falsă	73
Fals în acte publice și private	45
Falsificare de monedă	6
Fals prin subscrișuri și uzurpare	2
TOTAL	126

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 15.

³¹ *Ibidem.*

Din tabelul de mai sus putem observa că ponderea cea mai mare în cazul *delictelor contra intereselor publice* a reprezentat-o *întrebuințarea de monedă falsă* (57,9% din total) iar cea mai scăzută *falsul prin subscrișuri și uzurpare* (1,5% din total). În privința *infracțiunilor contra pudoarei și bunelor moravuri* avem următoarea situație:

Tabelul nr. 9

Infracțiuni contra pudoarei și bunelor moravuri

DELICTE	TOTAL CAZURI
Viol	22
Seduțione	22
Ultragiul la bunele moravuri	16
Atentat la pudoare	6
Proxenetism	4
TOTAL	70

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 15.

Putem observa că ponderea cea mai mare, în cazul acestor infracțiuni, o au cele de *viol și seduțione* (fiecare câte 31,4% din total), iar cea mai scăzută – *proxenetismul* (5,7% din total).

În cazul *delictelor contra familiei* avem:

Tabelul nr. 10

Delicte contra familiei

DELICTE	TOTAL CAZURI
Abandon familial	138
Adulter	27
Răpire	4
Bigamie	3
TOTAL	172

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 15.

În cazul acestor *delicte* observăm proporția covârșitoare a *abandonului familial* (o pondere de 80,2% din total), în timp ce pe ultimul loc se situează *răpirea* (pondere de 2,3%) și *bigamia* (pondere de 1,7%).

În cea ce privește situația *crimelor și delictelor contra persoanelor*, avem următoarea situație:

Tabelul nr. 11
Crime și delictе contra persoanelor

CRIME/DELICTE	TOTAL CAZURI
Vătămarea integrității corporale	436
Lovire	334
Calomnie și defăimare	240
Amenințare și șantaj	191
Injurie	141
Violare de domiciliu	83
Omor	14
Avort	13
Pruncucidere	6
Violare de secret	4
Omor prin imprudență	4
Abandonare de persoane	3
Sechestrare de persoane	2
Primejduirea vieții	2
TOTAL	1473

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 15.

În privința *crimelor și delictelor contra persoanelor*, cea mai mare pondere o înregistrează *vătămarea integrității corporale* (29,5% din total), iar cea mai scăzută, *sechestrarea de persoane și primejduirea vieții* (fiecare cu câte 0,1% din total).

Situația *crimelor și delictelor contra patrimoniului* a fost următoarea:

Tabelul nr. 12
Crime și delictе contra patrimoniului

CRIME/DELICTE	TOTAL CAZURI
Furt	3 053
Abuz de încredere	805
Înșelăciune	362
Degradare de lucru	63
Însușire pe nedrept	29
Jocuri de noroc	23
Tulburarea posesiei	13
Tălhărie	8
Gestiune frauduloasă	4
TOTAL	4 360

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 15.

Din tabelul de mai sus rezultă că ponderea cea mai mare în categoria *crimelor și delictelor contra patrimoniului* o au *furturile* (70% din total), iar cea mai mică, *gestiunea frauduloasă* (0,09% din total).

În privința *contravențiunilor* lucrurile au stat astfel:

Tabelul nr. 13

Contravențiuni

CONTRAVENȚIUNI	TOTAL CAZURI
Contra autorităților publice	1 159
Contra liniștii	688
Contra ordinii	486
Contra persoanelor	472
Contra sănătății	400
Contra moralității publice	200
Contra bunurilor	159
Contra protecției animalelor	90
TOTAL	3 654

Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 16–17.

Așadar, cele mai multe *contravențiuni*, înregistrate de organele de poliție în anul 1938, în ținutul Someș, au fost cele *contra autorității publice* (cu o pondere de 31,7% din total), iar au fost cele mai puține, cele *contra protecției animalelor* (2,4% din total).

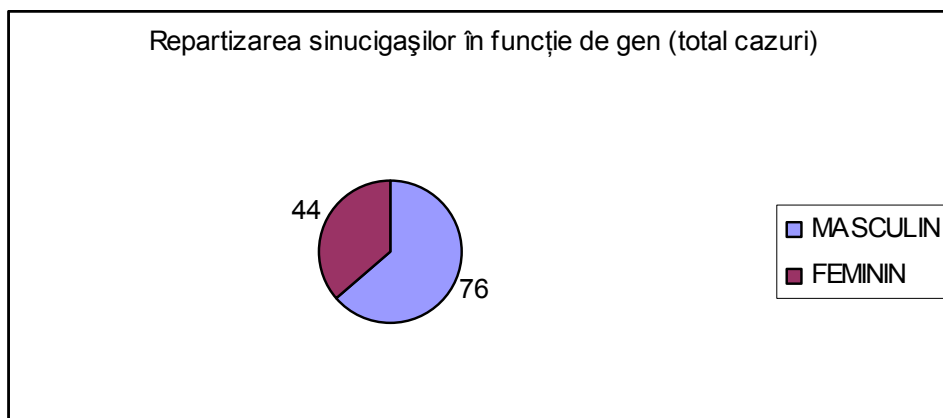
Un alt capitol îl reprezintă cel referitor la *alte chestiuni de competența poliției judiciare*, unde avem³²:

a. cadavre aflate. Au fost înregistrate 22 de cadavre, din care 17 de sex masculin (adică 77,2% din total) și cinci de sex feminin (22,7% din total). Din totalul de 22 de cadavre înregistrate au fost identificate 14 (63,6%). Șase dintre cadavrele înregistrate au aparținut unor persoane înecate. Iată cum comentau autoritățile de atunci situația acestor cadavre: „În toate cazurile, organele poliției judiciare au întreprins cercetări pentru a constata dacă nu cumva este la mijloc vreo crimă. În cele mai dese cazuri a fost vorba de sinucigași și, mai rar, de accidentați”;

³² *Ibidem*, p. 16–17.

b. sinucideri și încercări de sinucideri. Sunt menționate, în total, 120 de *sinucideri* și 64 de cazuri de *încercări de sinucideri*. S-au sinucis 76 de persoane de sex masculin și 44 de sex feminin.

Graficul nr. 3



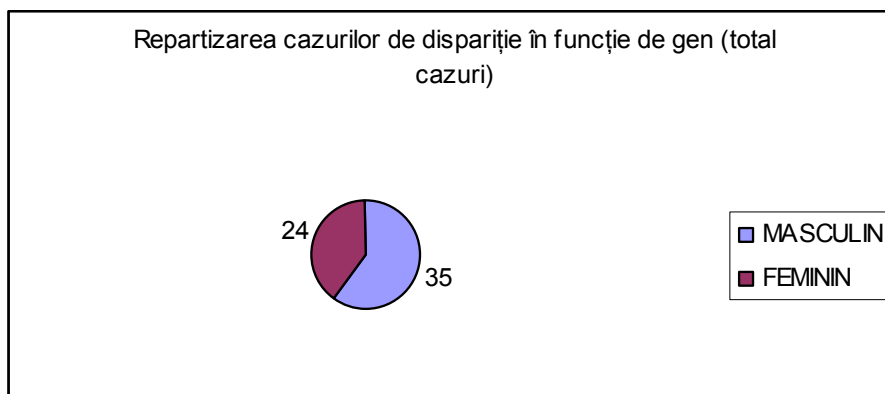
Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 16–17.

Sinuciderile au avut loc prin: *strangulare* – 44, *otrăvire* – 31, *împușcare* – 13, *înecare* – 9, *prin altele* – 23. Au încercat să se sinucidă 27 de persoane de sex masculin și 37 de sex feminin. Tentativele de suicid au fost prin: *otrăvire* – 41, *strangulare* – 10, *împușcare* – 3, *înecare* – 2, *prin altele* – 8. Iată opiniile autorilor studiului în legătură cu aceste evenimente: „În toate cazurile de *sinucidere*, organele poliției judiciare s-au transportat la fața locului, unde, în baza constatării medicului și datelor culese, au procedat la verificarea cazului. Între motivele *sinuciderilor* regăsim: *dezamăgire*, *mizerie* sau *vreo boală incurabilă*”;

c. dispăruți. Sunt date ca anunțate 59 de *cazuri de dispariție*, din care 35 de sex masculin și 24 de sex feminin. Dintre aceștia 32 au fost minori. Rezultatul: „S-au aflat 45, rămânând neaflați 14”.

d. accidente. Au fost înregistrate 350 de accidente din care: 73 – mortale, 75 – grave și 196 – ușoare (restul de șase nu sunt menționate). Clasificarea acestor accidente s-a făcut după cum urmează: de muncă – 206, de circulație – 75, de incendii – 6, de animale – 15. Modul în care a acționat poliția: „*Natural că poliția a cercetat fiecare caz, procedând și luând măsuri în consecință*”.

Graficul nr. 4



Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 17.

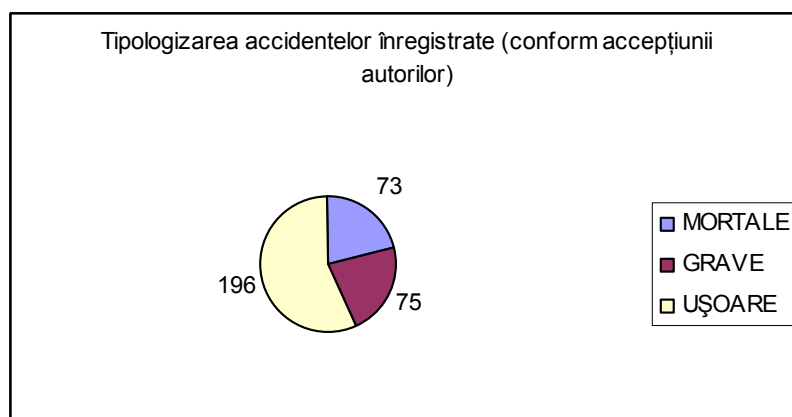
În concluzie la întreaga situație prezentată mai sus, autorii menționau³³: „După cum am arătat și în altă parte a acestei expuneri, ea a avut de întâmpinat, în drumul ce a parcurs, o mulțime de inconveniențe, o mulțime de neajunsuri, atât de ordin moral, cât și material. Cum însă greutățile de ordin moral au fost o consecință a celor de ordin material, vom insista puțin numai asupra acestora [din urmă]. Deosebirea între investigațiile noastre polițienești și cele din țările apusene nu provin atât din lipsa noastră de civilizație față de acelea, ci mai mult din lipsa de mijloace corespunzătoare timpurilor în care trăim. Nu ne gândim numai decât la câte un post de telegrafie fără fir pentru fiecare oficiu de poliție, nici la un aparat de poliție fără fir portativ, ci ne gândim numai la cele mai indispensabile aparate moderne și mijloace rapide de transport”.

Iată ce trebuințe aveau organele de poliție³⁴: „Ne trebuie, în primul rând, pentru fiecare oficiu de poliție, câte un mic laborator de identificare, cu dactiloscopie, fotografie, analize și expertize. Ne trebuie mijloace de transport rapide și utile. Ofițerul sau agentul de poliție, care va avea la îndemână aceste mijloace, nu-și va risipi în zadar energia, ci, calculându-și acțiunea, va urmări, fiind sigur de rezultat. O poliție bună nu se poate concepe fără un utilaj modern. Propunem a se interveni la minister, pentru înscrierea, în bugetul anului ce vine, a cheltuielilor acestora. Privitor la mijloacele de transport ținem să obiecționăm că permisele gratuite cfr. distribuite anual, câte unul de poliție, nu sunt suficiente. Urmează a se aloca din partea ministerului, pentru fiecare poliție, și câte un fond anual de deplasare.

³³ Conform cu Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 17–18.

³⁴ *Ibidem*, p. 18.

Graficul nr. 5



Sursa: Activitatea organelor poliției judiciare de sub autoritatea Inspectoratului de Poliție al Ținutului Someș pe anul 1938, Arhivele Naționale ale României, Fond Documentar 264/1939, p. 17.

În ce privește deplasările organelor de poliție pe raza teritoriului de sub competența sa, propunem a se dispune primăriilor ca, prin modificarea, sau acolo unde nu există, prin elaborarea regulamentelor privitoare la birje și auto-taxiuri, să se prevadă obligațiunea acestora, de a se pune cu rândul la dispoziția organelor polițienești, în interes de serviciu, în schimbul unor despăgubiri plătite de primărie”.

Mai departe autorii țin să reamintească următoarele³⁵: „După cum am arătat la titlul respectiv, vagabondajul și cerșetoria, aceste două delictе, care rodesc azi din belșug în mediul orașelor, pe lângă că au devenit un pericol social destul de mare, mai dau orașelor noastre cu populație mai numeroasă și o înfățișare atât de puțin civilizată și lipsită de estetică, încât stârnește dezgust și scârbă nu numai în ochii străinilor care ne vizitează, ci chiar și în ochii indigenilor obișnuiți cu astfel de aspecte”.

La cele de mai sus, reprezentanții organelor de poliție oferă și soluții³⁶: „Pentru curmarea și asanarea acestei stări, căreia organele poliției, pe lângă toate eforturile depuse, prin urmărirea și deferiarea cazurilor Justiției, n-au putut nici măcar să-i pună stavilă, necum să o stăpânească, este absolut necesar să intervină și concursul altor factori. Avizăm în primul rând opera de asistență socială a primăriilor. Vagabondajul și cerșetoria, pe lângă că sunt delictе prevăzute în Codul Penal, mai vin în considerare și ca fenomene sociale și, ca atare, interesează în aceeași măsură poliția comunală, ca și pe cea judiciară. Pentru combaterea lor deci se impune serios colaborarea strânsă a acestor două organe. Rugăm deci în acest scop a se dispune d-lor primari și orașelor în

³⁵ *Ibidem*, p.18.

³⁶ *Ibidem*, p.18–19.

calitatea lor de șefi ai poliției comunale, ca, împreună cu societățile de patronaj și asistență socială, să ia măsuri intense pentru strângerea tuturor vagabonzilor și cerșetorilor de pe raza orașelor, conformându-se întocmai legii privitoare la înfrânarea vagabondajului, cerșetoriei și protecției minorilor. Să intensifice opera de asistență socială, chiar și pe lângă cele mai mari jertfe materiale, plasând pe bătrâni și neputincioși în aziluri, pe bolnavi în spitale, iar pe copiii nimănu în institutele de corecție și educație, ori la munci potrivite aptitudinilor lor. Prin milă și indulgență se va putea realiza acest teren, mai mult decât prin toate rigorile legii. În orașele Cluj și Oradea, există câte un azil de bătrâni și cantine populare pentru îngrijirea și hrănirea săracilor și a orfanilor, dar, acestea nefiind suficiente, urmează ca opera de asistență socială să fie intensificată și aici. În ce privește celelalte orașe, unde nu există astfel de azile sau cantine, urmează a se dispune primăriilor ca în viitor să prevadă în bugetele lor sumele necesare pentru înființarea acestui fel de instituții caritative”.

CONCLUZII

Valoarea documentară a materialului analizat în prezentul articol este dată, fără doar și poate, de diversitatea și numărul de informații care definesc starea infracțională pentru zona și perioada la care fac referire. În mod necesar, trebuie să ținem cont de metodele și mijloacele limitate de investigație, de care dispuneau reprezentanții poliției în acei ani. Cu toate acestea, rezultatele lor constituie oglinda unor eforturi susținute, întreprinse atât pe linia prevenirii, cât și a combaterii infracționalității. Și vorbim de un stadiu al criminalității *perfect adaptat* la etapele de evoluție pe care le cunoștea societatea în ansamblul său.

Din parcurgerea materialului reiese o conduită activă a cadrelor de poliție, care se confruntă însă cu indolența unei populații ce are calitatea de *beneficiar* al rezultatelor sale. La toate acestea, se mai adaugă și un sprijin redus din partea celorlalte autorități ale statului, cum ar fi primăriile. În atari condiții, organele de poliție au căutat să își mențină forța, să fie un factor participativ la menținerea echilibrului societății și, în egală măsură, să își îndeplinească menirea.

Merită menționat faptul că *furtul* a reprezentat cel mai răspândit *delict* din câte cunoștea, la vremea respectivă, Codul Penal. O spune chiar statistica realizată de autori: 3 053 de cazuri la nivelul întregului an 1938, ceea ce reprezintă, în medie, peste 8 furturi pe zi. Vorbim, evident, ca și în cazul celorlalte infracțiuni, de criminalitatea descoperită (înregistrată). Dar, și așa, cifra reprezintă un indicator important în privința dinamicii producerii *furturilor*. Și aici, efectele măsurilor întreprinse de poliție s-au văzut (de exemplu, *furtul de biciclete*, care a înregistrat, în anul 1938, valori considerate cu mult sub anii precedenți).

În privința cazurilor prezentate de autori, putem spune că ele constituie mici radiografii ale evenimentelor cu caracter infracțional, constatate de poliție (regăsim

aici câteva caracteristici de gen/profesionale atât ale victimelor, cât și ale infractorilor/criminalilor, unele descrieri sumare ale condițiilor în care s-au produs actele criminale, deznodământul lor ș.a.).

În context, ar fi interesant ca, pe lângă constatările și statisticile prezentate mai sus, să știm care erau pedepsele ce îi așteptau pe infractori.

Ce au însemnat *înăspririle* la care se referă autorii în privința noului Cod Penal, considerat, așa cum am văzut, drept *cel mai bun aliat al poliției contra criminalității*? Constituiau aceste noi prevederi adevărate tipuri de avertismente pentru potențialii infractori? Dacă da, în ce măsură se întâmpla acest lucru?

În mod complementar, curiozitatea noastră ar presupune chiar și surprinderea principalelor caracteristici ale victimelor și ale infractorilor, pentru a putea realiza profilul acestora (vorbit de caracteristici de gen, vârstă, educație, situație materială, stare socială/medicală ș.a.). Astfel, am putea avea o imagine *mai* completă asupra tabloului infracțional descris, cu toate manifestările și implicațiile pe care le-ar presupune.

Desigur, nu putem spune că materialul analizat epuizează caracterizarea stării infracționale la care face referire, dar putem afirma că el este un reper important pentru sociologi, istorici, psihologi, juriști, criminologi, jurnaliști etc., în încercarea de a surprinde evoluțiile fenomenului infracțional într-o perioadă importantă din istoria secolului XX, cea dintre cele două războaie mondiale. În consecință, invităm cititorii să țină cont, în această evaluare, de coordonatele politice, economice și sociale, care caracterizau România la momentul respectiv.

DISPOZIȚII COMPORTAMENTALE PRIVIND PREVENIREA POLUĂRII ÎN ROMÂNIA

LAURA NISTOR*

ABSTRACT

BEHAVIORAL DISPOSITIONS TOWARDS THE PREVENTION OF POLLUTION IN ROMANIA

This article examines several aspects related to Romanian citizens' dispositions to financially contribute to the prevention of pollution. The data used are provided by the European Values Survey (EVS) 1999 and the EVS/Public Opinion Barometer (BOP) 2005. Both EVS waves used three specific questions, which investigated the extent to which persons would be willing to: *1.* give up a part of their income, *2.* accept a tax increase if this could contribute to the prevention of pollution, and *3.* claim that the issue of pollution should be solved by the government, without individual financial contributions. These are the dependent variables of the analysis. Based on the epistemology of *environmental citizenship* literature, the dependent variables were dichotomized: the first two sentences are a semantic cover for the disposition towards active involvement, and the last sentence corresponds to the disposition towards passivity. In relation to these dependent variables, the effect of several independent variables (social-cultural, axiological, political-ideological etc.) was analyzed and, in the end, two different *citizenship* profiles, specific to the two dispositions studied, were outlined.

Key words: behavioral dispositions, pollution, sociological profile

INTRODUCERE

În articolul de față vom investiga câteva aspecte în legătură cu tipurile de dispoziții comportamentale ale cetățenilor români de a contribui financiar la prevenirea poluării. În principal, ne vom interesa de posibili predictorii sociostructurali, axiologici și politico-ideologici a două variabile dependente: *dispoziția spre activitatea* de a contribui financiar la prevenirea poluării, respectiv *dispoziția spre pasivitate*, înțeleasă ca refuzul participării la costurile acestei

* Address correspondence to dr. Laura Nistor, sociolog, cercetătoare și cadru didactic asociat: Universitatea Babeș-Bolyai din Cluj-Napoca, e-mail: mailtonistor@yahoo.com.

activități. Dată fiind relativa noutate investigatională a obiectului în spațiul autohton (printre puținele studii vezi de exemplu, B. Voicu 2007)¹, am urmat strategia *grounded theory* (teoria generată pe parcursul cercetării) (Strauss și Corbin, 1991), înțeleasă nu în sens calitativist, ci în termenii unei abordări flexibile: deși anumite efecte ale unor variabile independente puteau fi intuite pe baza constatărilor din literatura de specialitate, am preferat să nu elaborez ipoteze rigide, lucrând cel mult cu ipoteze intuitive, dorind ca, pe baza rezultatelor obținute în urma analizelor statistice, să circumscriu un cadru conceptual, prin care să poată fi descrise dispozițiile comportamentale studiate.

Datele empirice pe care ne bazăm provin din *European Values Survey* (EVS) 1999 și *EVS/Barometrul de Opinie Publică* (BOP) 2005². Scopul primar al EVS nu a fost studierea explicită a acestor atitudini, ci investigarea valorilor religioase, sociale și politice ale societăților, circumscrierea de configurații axiologice, de spații culturale specifice diferitelor contexte socio-economice și politice. Teza postmaterialismului (Inglehart, 1971, 1990, 1997), inerent legată de aceste cercetări, presupune că cetățenii din țările prospere ale lumii sunt mai preocupați de problematici ce țin de o calitate superioară a vieții, inclusiv calitatea mediului înconjurător, spre deosebire de culturile materialiste, unde predomină valorile și țelurile asociate traiului de zi cu zi. În această accepțiune, preocuparea față de calitatea mediului înconjurător constituie deci un aspect situat la limita socializării și stării (macro)economice: cohortele mai tinere, pe fondul bunăstării economice, pot să-și permită să se preocupe de mediul înconjurător (Abramson și Inglehart, 1995; Inglehart, 1990, 1995) – prin urmare, studierea acestei problematici reprezintă o dimensiune plauzibilă a EVS.

Chestionarele EVS cuprind însă doar câteva întrebări referitoare la atitudinile și comportamentele față de mediul înconjurător, acestea fiind direcționate către dispoziții și comportamente ce vizează dimensiunea participativă, latura publică a problematicei. Altfel spus, prin variabilele EVS poate fi studiat ceea ce se numește *environmental citizenship* (cetățenia [activă] de mediu): implicarea civică, atitudinea, dispoziția suportivă a cetățenilor vizavi de politicile și activitățile legate de protecția mediului înconjurător (Dobson și Bell, 2005; MacGregor *et al.*, 2005). În EVS există, astfel, itemi prin care se studiază participarea în organizații de protecție a mediului înconjurător și itemi prin care se investighează dispozițiile comportamentale vizavi de prevenirea poluării.

În articolul de față, acestea din urmă reprezintă variabilele dependente ale analizei. Este vorba de trei enunțuri ce constituie itemii unei scale tip Likert și

¹ Prezentul articol constituie o parte dintr-o cercetare mai amplă realizată de subsemnata, prin care am urmărit atitudinile și comportamentele cetățenilor români vizavi de mediul înconjurător (Nistor, 2008a).

² În anul 2005, pe lângă suportul instituțional al ICCV, colectarea datelor pentru EVS a fost realizată cu sprijinul Fundației pentru o Societate Deschisă, prin programul BOP, rezultând includerea variantei românești a WVS 2005–2007 în valul noiembrie 2005 al BOP-FSD (Voicu și Voicu, 2007, p. 22).

investighează intensitatea luărilor de poziție în patru trepte (deloc – acord în mică măsură – acord în mare măsură – acord în foarte mare măsură), față de dispoziția de a contribui financiar, la nivel individual, pentru prevenirea poluării, respectiv față de responsabilitatea exclusivă a guvernului în ceea ce privește problematica prevenirii poluării. Itemii în cauză sunt incluși în ambele valuri ale EVS (1999 și 2005); în cele ce urmează redăm varianta în limba română din chestionarul EVS/BOP 2005:

„În ceea ce privește protecția mediului, în ce măsură sunteți de acord cu următoarele afirmații (în foarte mare măsură, în mare măsură, în mică măsură, deloc, NS, NR):

„Aș da o parte din venituri, dacă aș fi sigur că acești bani vor fi folosiți pentru a preveni poluarea.

Aș fi de acord cu o creștere a taxelor, dacă banii rezultați ar fi folosiți pentru prevenirea poluării.

Guvernul trebuie să reducă poluarea mediului, dar aceasta nu ar trebui să mă coste pe mine niciun ban”.

Enunțurile se mai numesc și itemi de sacrificiu (de exemplu, Kimmelmeier *et al.*, 2002; Gelissen, 2007), întrucât măsoară gradul în care individul ar fi dispus să renunțe la o parte din câștigurile sale financiare pentru binele public. În chestionarele originale, variantele de răspuns sunt codate (din motive tehnice, ce țin de înlesnirea introducerii datelor) la fel, în cazul tuturor celor trei enunțuri, de la 1 (foarte mare măsură) la 4 (deloc). Rezultă însă, din construcția enunțurilor, că, în cazul primelor două, cu cât acordul este mai intens, cu atât acesta indică o dispoziție mai ridicată de sacrificiu; în cazul ultimului enunț, din acest punct de vedere situația se schimbă, acesta măsurând atitudinea indivizilor spre exteriorizarea către guvern a responsabilității privind prevenirea poluării. Date fiind aceste diferențe, primele două pot fi considerate a măsura *dispoziția spre suportul activ* (sunt de acord, suport costurile), pe când al treilea *dispoziția spre pasivitate* (sunt de acord, dar fără costuri), (cf. Kidd și Lee, 1997). Un astfel de raționament, ce mizează pe substratul diferit al celor două dispoziții, necesită însă recodarea variantelor de răspuns, la toate cele trei enunțuri, de la 4 = în foarte mare măsură la 1 = deloc. Rezultă astfel două variabile dihotomizate³, în legătură cu care precizăm, în continuare, pe scurt, câteva aspecte.

Cele două tipuri de dispoziție sunt supuse normativului. În literatura de tip *environmental citizenship*, orice fel de dispoziție activă, ce denotă implicare individuală, este considerată superioară dispozițiilor spre pasivitate, de neimplicare civică, primele fiind constitutive bunului cetățean de mediu (*good environmental citizen* – de exemplu, Furman și Erdur, 1999; Stern *et al.*, 1999) și interpretate în termenii mobilizării capitalului micro-economic, astfel micșorându-se costurile intervențiilor guvernamentale (Torgler *et al.*, 2008). Acceptul sau chiar obligația

³ O astfel de abordare poate părea și deosebit de rigidă. În alte lucrări (Nistor, 2008a, 2008b), am atras atenția asupra existenței luărilor de poziție ambivalente, aceasta însemnând cazuri în care indivizii se declară și în favoarea dispoziției spre activitate și în favoarea dispoziției spre pasivitate.

participării, implicării – în cazul de față, prin acceptarea unor costuri financiare – apare mai ales în abordarea de factură republicană a cetățeniei (de exemplu, Barry, 2005), care postulează că bunul cetățean deține nu numai dreptul de a se bucura de un mediu curat, nepoluat, ci și responsabilitatea de a contribui la menținerea calității acestuia; diferitele forme de participare devin, astfel, componente esențiale ale cetățeniei active cu privire la mediul înconjurător⁴.

Din punct de vedere instituțional, acordul cu primele două enunțuri reflectă și acceptarea ideii de *environmental governance* (i.e. guvernarea participativă a mediului), înțeleasă ca spațiu multinivelar și difuz, în care deciziile și soluțiile referitoare la mediul înconjurător sunt rezultatul interacțiunii dintre agenții instituționali guvernamentali, agenții instituționali neguvernamentali și publicul general (Jordan *et al.*, 2005; Najam *et al.*, 2004). Prin contrast, acordul cu ultimul enunț denotă acceptarea ideii de *environmental government* (guvernarea mediului înconjurător) – abordare tradițională, conform căreia managementul problemelor și politicilor publice trebuie exercitat de guvern și de agențiile acestuia. Denumit și modelul managerial (Beierle și Cayford, 2002), acesta a dominat, ani de-a rândul, practica politicii, în ultimii ani devenind însă din ce în ce mai puțin popular, din cauza deficiențelor ce i se asociază (lipsa transparenței, încrederii instituționale), fiind din ce în ce mai mult înlocuit de modele plurale și participative (de exemplu, Pharr *et al.*, 2000; Sztompka, 1999). Conform lui Inglehart (1990), acest lucru se datorează, în mare măsură, creșterii mobilizării cognitive a publicului, expresiei de atitudine critice la adresa deciziilor politice – acestea, la rândul lor, fiind produse secundare ale bunăstării economice, ale educației și ale activării în sectorul de servicii, în ultimă instanță, ale postmaterialismului. Nu ar trebui deci să fim surprinși de posibilitatea ca repondenții care se declară în acord cu primele două enunțuri ale analizei noastre să fie mai avuți, să aibă un nivel de educație mai ridicat și să se declare în favoarea valorilor postmaterialiste.

Este important de menționat faptul că, la limita dintre abordarea tip *government* și *citizenship*, acordul cu ultimul enunț poate fi atât o preferință pentru o modalitate specifică de rezolvare a problemei, cât și o atitudine pasivă în fața bunului comun. În primul caz, explicația este ceva mai neutră din punct de vedere axiologic, în al doilea caz, normativitatea dispoziției spre implicare activă influențează judecata. Mai exact: conform primei explicații, chiar dacă intensitatea preocupării individuale față de mediu crește, pe măsura dezacordului cu posibilitatea ca numai guvernul să ia măsuri, răspunsurile din dimensiunea de acord a scalei nu reprezintă, neapărat, o atitudine ostilă față de problematica prevenirii poluării, ci reflectă doar opțiunea pentru o modalitate specifică de rezolvare a

⁴ Normativitatea apare și la nivelul simțului comun (Castro și Lima, 2001) aceasta determinând ca răspunsurile să fie expuse efectului dezirabilității sociale (*environmentally desirable responding* – Ewert și Baker, 2001) și discrepanței dintre atitudini/dispoziții declarate și concret efectuate: puși într-o situație concretă de contribuție financiară, probabil, mult mai puțini indivizi ar fi dispuși să renunțe la o parte de venit sau să accepte taxe specifice, decât se declară în anchete. A citi dispozițiile ca sinonime ale comportamentelor efective ar fi deci impropriu.

problemei; cei care sunt de acord ca guvernul să ia măsuri, doresc, la rândul lor, rezolvarea problemei poluării, numai că, din varii motive, nu sunt de acord să suporte costurile acestor măsuri; în acest caz, denumirea de *dispoziție spre pasivitate* exprimă din plin sensul problemei. A doua explicație mizează pe ideea că indivizii care sunt de acord ca guvernul să ia măsuri, fără costuri la nivel individual, sunt pur și simplu, *free-rideri* (adică *blatiști*) (de exemplu, Dietz *et al.*, 2002), ei dorind un mediu curat (de care ulterior se vor bucura), dar fără a contribui personal (în cazul de față, financiar) la atingerea acestui scop (*cf.* blatist – Iluț, 1995), comparativ cu cei care sunt de acord să suporte costurile de atingere a scopului dorit; în acest caz, am putea utiliza chiar denumirea de dispoziție negativă.

Fără îndoială, aceste raționamente metodologice devin confirmabile, din moment ce putem găsi două profiluri sociologice reprezentative și diferite pentru cele două tipuri de preferințe, în cele ce urmează acest lucru reprezentând chiar scopul analizei întreprinse. Înainte de a trece însă la investigarea profilurilor, prezentăm, pe scurt, statistica descriptivă a celor două dispoziții comportamentale, pentru România (pentru analize comparative cu spațiul european vezi Nistor, 2008a; Voicu, 2007).

DISPOZIȚIE SPRE IMPLICARE ACTIVĂ VS DISPOZIȚIE SPRE PASIVITATE. ANALIZE ȘI DISCUȚII

STATISTICI DESCRIPTIVE

În secțiunea prezentă vom prezenta la modul general-descriptiv situația celor două dispoziții comportamentale privind prevenirea poluării în 1999 (date EVS 1999) și 2005 (EVS/BOP 2005). Precizez încă o dată că, în cazul tuturor celor trei variabile, valoarea minimă este 1 (deloc de acord), iar cea maximă este 4 (acord în foarte mare măsură).

Tabelul nr. 1.

Dispoziția spre implicare activă vs pasivitate, în legătură cu prevenirea poluării în România
(statistici descriptive)

	Eșantion BOP/EVS 2005		Eșantion EVS 1999	
	Media	Abatere standard	Media	Abatere standard
Ar da o parte din venit (dispoziție pozitivă)	2,23	0,97	2,52	0,94
Ar accepta creștere de taxe (dispoziție pozitivă)	2,12	0,94	2,38	0,95
Guvernul să fie responsabil (dispoziție negativă)	3,35	0,83	3,13	0,93

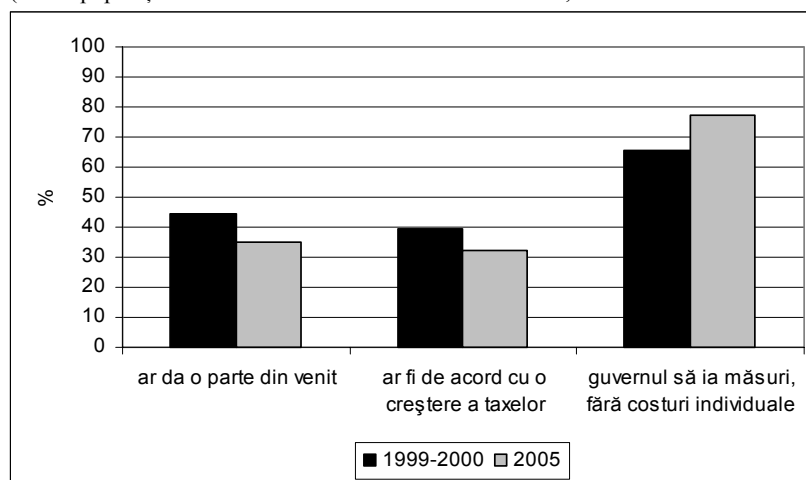
Calculare personale, pe baza datelor din cele trei eșantioane.

Se poate observa că, în ambii ani, în medie, dispoziția spre implicarea activă este mult mai puțin acceptată decât dispoziția spre pasivitate, cetățenii români apărând, astfel, mai degrabă în favoarea modalității tradiționale de rezolvare a problemei poluării (guvernul să ia măsuri). Totodată, se poate constata că, în timp ce media acceptului pentru implicarea individuală activă s-a diminuat în 2005, comparativ cu 1999, acceptul pasivității a crescut, media indicând, astfel, o deplasare spre atitudinea de tip *free rider*, pe măsură ce indicatorul macroeconomic al țării s-a îmbunătățit. Să vedem acum frecvențele procentuale ale celor două forme de dispoziții în România (în 1999 și 2005).

În ceea ce privește situația României, rezultă deci, așa cum am schițat, că: în 1999, 44% din populație ar fi fost de acord să dea o parte a venitului pentru prevenirea poluării, procentul fiind de 35% în 2005; în 1999, 39% din populație a declarat că ar accepta o creștere a taxelor, dacă prin acest lucru ar ajuta la prevenirea poluării, în 2005 procentul ajungând la 32%. Referindu-ne la dispoziția spre pasivitate, în 1999, 65% din cei chestionați s-au declarat de acord ca guvernul să ia măsuri în vederea reducerii poluării, fără însă ca aceste măsuri să se reflecte la nivelul buzunarului propriu, procentul ajungând la 77% în 2005.

Figura nr. 1

Preferințele populației din România privind modalitatea de prevenire a poluării (% din populație care se situează în dimensiunea de acord, la nivelul celor trei itemi)



Sursa datelor: EVS 1999 pentru România; EVS/BOP 2005.

Pentru a rezuma situația, îl cităm pe B. Voicu: procentul românilor care sunt de acord în 1999 cu a da o parte din venit pentru prevenirea poluării (44%) este „similar cu cel înregistrat în Franța, Marea Britanie, Estonia, Austria și Ungaria, mai mare decât cel înregistrat în Germania (32%) – aflată sub influența nevoii de a

păstra locurile de muncă cu orice preț, pentru a suporta prețul integrării Estului, Lituania (23%) – marcată de discuțiile purtate în jurul închiderii centralei nucleare de la Ignalina, unul dintre principalii angajatori ai populației rusofone (...)” (Voicu, 2007, p. 278). Mai apoi, explicațiile prin prisma constrângerilor economice, respectiv a consecințelor pe termen scurt ale măsurilor anti-poluare, sunt citate de către autor și în ceea ce privește diminuarea suportului pentru protecția mediului în anul 2005, față de 1999⁵, fiind menționate două cauze primordiale, din care una ține de „impactul imediat al măsurilor ecologiste, de închiderea unora dintre unitățile industriale poluatoare, de creșterea costurilor de producție”, iar a doua „este legată, în România și în restul spațiului postcomunist, de recesiunea economică, însoțită de replierea valorilor către tradiționalism” (Voicu, 2007, p. 279).

ANALIZE LA NIVEL INDIVIDUAL. DESCRIEREA VARIABILELOR ANALIZEI

Pe baza datelor din EVS/BOP 2005 și EVS 1999 România, vom analiza în acest subcapitol situația dispoziției pozitive și negative privind prevenirea poluării în rândul publicului din România. Pentru dispoziția spre implicare activă vom utiliza un indice agregat de scor factorial pe baza celor două variabile: *ar fi de acord să dea o parte din venit* (prin recodare, acordul „în foarte mare măsură” luând valoarea 4 ș.a.m.d.); *ar fi de acord să plătească taxe mai mari* (prin recodare, acordul „în foarte mare măsură” luând valoarea 4 ș.a.m.d.) (vezi *Tabelul A1* din Anexă), iar pentru dispoziția negativă vom utiliza enunțul: *guvernul să fie responsabil, fără să mă coste pe mine niciun ban* (prin recodare, acordul „în foarte mare măsură” luând valoarea 4 ș.a.m.d.) – cele două forme de dispoziție constituind variabilele dependente ale analizei.

Vom lucra cu o serie de variabile independente, care, pe baza specificității lor, pot fi ordonate în cinci grupe, și pe care le vom introduce, pe rând, în analize de regresie multiplă. Într-o primă fază vom introduce doar primul grup de variabile, cele sociodemografice (vârstă, gen, educație, venit, etnie, religie, tipul localității, după mărime), iar pentru fiecare grup de variabile introdus ulterior vom estima câte un model succesiv, pașii analizei putând fi, astfel, citați și ca etape ale unei analize de regresie ierarhică multiplă. Opțiunea pentru această modalitate de analiză este motivată de faptul că – deși nu formulăm ipoteze *a priori* – variabilele sunt grupate și introduse în analiză în conformitate cu o serie de considerații teoretice, bazate pe date empirice ale literaturii de specialitate.

În al doilea model, vom introduce o singură variabilă, cea a orientării postmaterialiste; în al treilea, orientarea ideologico-politică (stânga vs dreapta;

⁵ Tendință ce se continuă, din 1990 până în 1999, pentru toate țările europene cuprinse în EVS, țările din spațiul postsocialist prezentând o dinamică și mai accentuată. Datele pentru anul 2005 indică continuarea acestei tendințe pentru România, Polonia, Slovenia și Suedia (Voicu, 2007).

egalitarianism vs. libertate; autonomie vs fatalism); în al patrulea (și doar la nivelul EVS/BOP 2005, întrucât în EVS 1999 nu figurează aceste variabile), variabilele ce țin de atitudinea față de problematici legate de mediu (seriozitatea problemelor de mediu la nivel local; seriozitatea problemelor de mediu la nivel global; satisfacția față de activitatea guvernului, legată de protecția mediului; protecția mediului vs creșterea economică); iar în modelul final, variabilele ce țin de activismul de mediu și încrederea instituțională (activism de mediu; potențialul de protest și încrederea în instituțiile statului). În cele ce urmează, vom argumenta, pe scurt, raționamentele pe care ne-am bazat în alegerea variabilelor în cauză.

Primul grup de variabile care pot influența atitudinea indivizilor față de dispoziția spre implicare activă sau spre pasivitate constă în *variabilele sociostructurale* (vârsta, genul, educația, venitul, etnia, religia și mărimea localității de rezidență). *Vârsta* constituie o variabilă pentru ale cărei relații cu atitudinile față de mediul înconjurător în general, respectiv cu atitudini, dispoziții și comportamente mai specifice (inclusiv predispoziții de a contribui financiar pentru protecția mediului) au fost semnalate, în majoritatea cazurilor, rezultate destul de clare, în sensul unei relații negative dintre vârstă și aceste variabile dependente: odată cu înaintarea în vârstă scade numărul celor care manifestă atitudini intens pozitive față de mediu, în general (de exemplu, Dietz *et al.*, 1998; Mohai și Twight, 1987), respectiv, sunt dispuși să contribuie financiar la prevenirea poluării (Gelissen, 2007; Torgler *et al.*, 2008). Lee și Norris (2000) menționează că, la nivelul Europei postcomuniste (date din *World Values Survey* 1990–1993), vârsta constituie a doua variabilă ca importanță (după educație), în explicarea atitudinilor față de mediu⁶, generațiile tinere exprimând atitudini semnificativ mai pozitive și mai intense, comparativ cu generațiile mai în vârstă, și, prin urmare, în această parte a continentului, persoanele tinere constituie principala sursă a suportului activ/pozitiv al protecției mediului, în timp ce generațiile mai în vârstă manifestă preferință pentru soluții de tip socialist-tradiționalist (doar guvernul să ia măsuri).

Trebuie specificat faptul că, la nivelul acestei variabile, este vorba despre două tipuri de efecte: cel al ciclului de viață și efectul de cohortă. În primul caz, influența variabilei este individualizată și poate fi explicată de pe poziții biopsihologice: pe măsură ce înaintează în vârstă, oamenii devin, de regulă, mai precauți și mai conservatori, respectiv calculează în termeni utilitariști contribuția lor financiară, fiind de părere că, din cauza înaintării în vârstă, nu s-ar putea bucura de un mediu mai puțin poluat (Torgler *et al.*, 2008).

Desigur, aici trebuie să amintim și de constrângerile structurale, în sensul că, pe măsură ce indivizii înaintează în vârstă (cel puțin în Europa Centrală și de Est), scad și veniturile lor, acest lucru constituind o piedică în plus pentru angajarea în comportamente active de protejare a mediului. Constrângerile pot fi lesne cuplate

⁶ Variabila dependentă utilizată fiind un indice din cei trei itemi de sacrificiu cu care lucrăm și noi (ultimul, echivalat prin dimensiunea de dezaord a dispoziției pozitive), plus itemul destul de generalist al judecării priorităților: mediu vs creștere economică.

cu efectul de cohortă (Kanagy *et al.*, 1994), care explică influența vârstei de pe poziții socioculturale și valorice: cei care aparțin unor cohorte mai recente au atitudini mai pozitive față de mediul înconjurător, datorită socializării lor în contexte socioculturale diferite, comparativ cu cohortele mai în vârstă (cei care s-au născut înainte și în perioada celui de-al Doilea Război Mondial – *cf.* teza postmaterialismului). Gelissen (2007) și Torgler *et al.* (2008), în analiza lor întreprinsă asupra atitudinilor vizavi de sacrificiul monetar al prevenirii poluării (cei doi itemi ai dispoziției pozitive, cu care operăm și noi), pe baza datelor din WVS/EVS 1999, aduc argumente concrete în acest sens: suportul scade pe măsura înaintării în vârstă, cei mai puțin suportivi dovedindu-se cei din grupa de vârstă de peste 65 de ani. În analiza noastră ne-am axat doar asupra efectului de ciclu de viață; variabila vârstă (declarată) fiind continuă, în sens crescător, în toate eșantioanele.

Genul este o variabilă al cărei efect asupra atitudinilor și comportamentelor față de mediu, deși intens studiat (de exemplu, Davidson și Freudenburg, 1996; Stern *et al.*, 1993), a furnizat rezultate mai puțin clare, comparativ cu efectul vârstei. Ipotezele de tip ecofeminist ale cercetărilor presupun că femeile exprimă atitudini mai intense față de mediu, respectiv se angajează mai frecvent în comportamente pro-mediu, comparativ cu bărbații, datorită socializării lor diferite. Astfel, promovarea „menirii” feminine de furnizoare a grijii față de copii și de spațiul casnic, în general, se extinde și asupra grijii față de alte ființe și natură, în general. Pe de altă parte, socializarea, în cazul bărbaților, accentuează spiritul competitiv, economic-utilitarist, *in extremis*, egoist – pe linia căruia se explică atitudinile mai puțin pozitive ale acestora față de mediu (Miroiu, 2002). Datele sunt ambigue și în ceea ce privește predispozițiile de a contribui financiar la prevenirea poluării (de exemplu, Gelissen, 2007; Kimmelmeier *et al.*, 2002; Norris și Lee, 2000 nu găsesc rezultate concludente; în timp ce Torgler *et al.*, 2008, semnalează dispoziții de sacrificiu monetar semnificativ mai ridicate în cazul femeilor). În analizele noastre, variabila gen este definită ca variabilă *dummy*, având valoarea 0 pentru respondent de gen feminin și 1 pentru respondent de gen masculin, în toate cele trei eșantioane.

Educația este o variabilă cu efect destul de clar și semnificativ asupra atitudinilor față de mediul înconjurător, în marea majoritate a cazurilor fiind semnalată influența pozitivă a educației atât asupra atitudinilor generale față de mediu, cât și asupra atitudinilor mai specifice, printre care și contribuția financiară pentru prevenirea poluării. Lee și Norris (2000), în studiul lor legat de atitudinea vizavi de suportul financiar al politicilor de mediu în rândul populației din țările post-comuniste din Europa Centrală și de Est, semnalează faptul că educația constituie cel mai puternic predictor al acestor atitudini, rezultate similare fiind găsite și de către Gelissen (2007), Torgler *et al.* (2008) și Kimmelmeier *et al.* (2002), pe baza datelor din WVS 1999–2000, respectiv *International Social Survey Programme* (ISSP) 1993.

Efectul pozitiv al educației poate fi explicat din multiple puncte de vedere: ipoteza iluminării (*enlightenment hypothesis*), propusă de Gelissen (2007),

asemenea tezei postmaterialismului și mobilizării cognitive (Inglehart, 1990), susține că repondenții cu educație mai înaltă au șanse mai mari să intre în contact cu o serie de cunoștințe legate de problemele de mediu, de efectele acestora asupra calității vieții, respectiv sunt în mai mare măsură purtătorii unor orientări valorice ce au legătură cu gândirea critică, reflexivitatea și atașamentul față de problematica bunului comun, printre care și mediul înconjurător. Rolul educației asupra atitudinilor, dispozițiilor și comportamentelor pro-mediu poate fi și mai bine înțeles la nivelul conjuncției dintre aceasta și statutul socio-profesional. Cei cu nivel de educație ridicat sunt, de regulă, și cei ocupați în sectorul de servicii și sunt exponenții clasei de mijloc și, totodată – pe această linie, și, cel puțin, în spațiul vestic – suporterii noilor mișcări sociale și ai valorilor acestora (justiție socială, echitate, mediu înconjurător etc.). Această abordare, cunoscută și sub denumirea de „fenomenul noii clase” sau „al noii politici” (de exemplu, Dunlap și Mertig, 2001; Eckersley, 1989; Inglehart, 1990), susține că cetățenii din această categorie dispun de educație înaltă (intelectuali), dar nu și, în mod necesar, de venituri ridicate; prin urmare, cu toate că nivelul de educație, este frecvent considerat un proxy (indicator indirect) al venitului (pe măsura creșterii nivelului de educație, de regulă crește și venitul), la acești analiști efectul educației asupra atitudinilor față de mediul înconjurător exprimă mai degrabă efectul poziției de clasă și al capitalului cultural atașat acesteia, decât efectul venitului (Dunlap și Mertig, 2001). Acesta este și raționamentul nostru: educația va constitui un proxy al mobilizării cognitive, nu și al venitului, variabila fiind continuă, în direcția creșterii nivelului de școlaritate atinsă, în toate eșantioanele.

Venitul reprezintă o variabilă intens investigată, în ceea ce privește efectul ei asupra preocupării față de mediu. Între venit și dispoziția de a suporta financiar protecția mediului, a fost documentată o relație pozitivă, atât din punctul de vedere al ipotezei postmaterialiste (pe măsura creșterii bunăstării economice, crește și nevoia de un mediu curat – Franzen, 2003; Gelissen, 2007; Kemmelmeier *et al.*, 2002; Lee și Norris, 2000), cât și din cel al simplei disponibilități financiare, cei cu venituri mai mari pur și simplu putând să-și permită un astfel de angajament, fără ca, în mod necesar, să aibă orientări valorice postmaterialiste (Witzke și Urfei, 2001).

În ceea ce privește efectul *etniei* asupra variabilelor dependente nu putem spune foarte multe; deși sunt o serie de cercetări, care investighează *background*-ul etnic al atitudinilor față de mediul înconjurător, acestea vizează îndeosebi contextul Americii de Nord (diferențe între populația albă, cea afro-americană, hispanică și asiatică – de exemplu, Johnson *et al.*, 2004) și nu pot fi extrapolate la contextul autohton. Prin urmare, etnia va reprezenta o variabilă de control a analizei, având valoarea 1 pentru etnia română și 0 pentru altă etnie. Aceasta va fi și situația *autoidentificării religioase*, variabila luând valoarea 1 pentru religia ortodoxă și 0 pentru altă religie.

Între *tipul localității de rezidență* și atitudinile față de mediu au fost semnalate relații semnificative, diferite, ce-i drept, de la caz la caz: în unele situații ruralul, în altele, urbanul au exercitat influențe pozitive asupra preocupărilor față

de mediu, concluziile mergând în direcția că nu atât influența ruralității sau a caracterului urban, ci problemele de mediu implicite acestora sunt cele care mediază influența rezidenței asupra atitudinilor față de mediu (de exemplu, Arcury și Christianson, 1990). Prin urmare, în analiza noastră, am utilizat nu variabila *dummy* urban-rural, ci mărimea localității repondentului, măsurată în funcție de numărul de locuitori, de la *sat* la *oraș foarte mare*. Avantajul acestei variabile, comparativ cu precedenta, este acela că, pe lângă capacitatea ei de a distinge dintre rural și urban, este mai flexibilă decât o variantă *dummy*: în contextul românesc, foarte multe orașe mici reflectă caracteristici de rural (calitatea infrastructurii și probleme de mediu adiacente, numărul populației etc.), prin urmare, o categorizare a acestora în urbanul dihotom ar fi fost prea brută (cf. M. Voicu, 2007).

În blocul al doilea, am introdus variabila *orientării axiologice postmaterialiste*. Începând de la analiza lui Inglehart (1995), foarte multe cercetări au investigat efectul acesteia asupra luărilor de poziții ambientale. Menționăm doar câteva: Kemmelmeier *et al.* (2002), investigând efectul direct și indirect al postmaterialismului asupra dispoziției pozitive a prevenirii poluării, semnalează că, atât la nivel macro, cât și la cel individual, postmaterialismul influențează în mod direct (pozitiv) predispoziția pozitivă; evidențele neputând fi arătate și privitor la capacitatea de mediere a valorilor postmaterialiste, între bunăstarea economică la nivel macro sau micro și atitudinile pozitive față de dispoziția pozitivă. La nivelul Europei Centrale și de Est, Lee și Norris (2000) semnalează influența pozitivă, semnificativă a postmaterialismului asupra dispoziției de a contribui financiar la prevenirea poluării, totodată menționând și faptul că acest efect este mai puțin puternic decât la nivelul Europei de Vest. În analiza noastră, am măsurat orientarea postmaterialistă prin scala clasică al lui Inglehart (1990) cu patru variante de răspuns⁷.

Următorul grup de variabile se referă la *orientarea politico-ideologică*, pe direcția stânga-dreapta; egalitate vs libertate; fatalism vs autonomie. Buttel și Flinn (1978), cu toate că, la nivel macro, reușesc să pună în evidență relația antagonistă dintre politicile neoliberaliste și preocuparea față de mediul înconjurător, la nivel micro nu găsesc diferențe semnificative între atitudinile pro-mediul ale publicului democrat și republican. Alți autori semnalează, în schimb, că votanții cu partidele de stânga manifestă atitudini mai intense față de protecția mediului, comparativ cu cei care au preferințe politice de dreapta, explicația fiind că repondenții cu orientări de dreapta favorizează mai mult creșterea economică și sunt deci mai materialişti și conservatori decât cei de stânga, la aceștia din urmă predominând valorile postmaterialiste și preferințe de tip justiție socială și protejarea mediului (Dalton, 2002; Neumayer, 2004; Witzke și Urfei, 2001). Freire (2006) ajunge la aceeași

⁷ Dacă ar fi să alegeți, care din următoarele lucruri ar fi mai important? Care ar fi al doilea lucru ca importanță? **a.** menținerea ordinii în țară; **b.** oamenii să aibă un cuvânt mai greu de spus cu privire la deciziile importante ale guvernului; **c.** lupta împotriva creșterii prețurilor; **d.** protejarea libertății cuvântului. Variantele de răspuns **a** și **c** corespund orientării valorice materialiste (prin recodare, luând valoarea 0), iar **b** și **d** celor postmaterialiste (prin recodare, luând valoarea 1). Astfel, prin însumarea valorilor obținute la cele două întrebări, un individ poate fi catalogat cu postmaterialist (scor 2), mixt (scor 1) sau materialist (scor 0).

concluzie: în Europa de Vest, publicul ce se autopozitionează spre stânga este cel care se declară în favoarea protejării mediului, alături de alte problematice postmaterialiste clasice (preferința pentru egalitatea șanselor, libertatea de gândire etc.). Pentru a determina autopozitionarea, am utilizat o scală de la 1 la 10, corespunzătoare autoplasării stânga-dreapta.

Opțiunea pentru celelalte variabile axiologice – egalitarism vs libertate și autonomie vs fatalism – a fost motivată nu numai de faptul că dispunem de o literatură bogată referitoare la efectul acestora, ci și de faptul că orientarea ideologică apare frecvent cuplată cu preferințe specifice pentru aceste valori. Or, în contextul românesc, unde „notorietatea conceptelor de stânga și dreapta politică este relativ scăzută” (Comșa, 2007, p. 70), ne putem aștepta ca, prin acestea, să putem spune mai multe în legătură cu efectul orientărilor politice asupra atitudinilor față de problematicile de mediu.

În ceea ce privește efectul variabilei *egalitarism vs libertate*, literatura aduce argumente în ambele sensuri. Conform lui Stern și Dietz (1994), orientările valorice altruiste, de tip egalitarist, sunt cruciale pentru a determina luări de poziții și comportamente pro-mediu, aceasta fiind totodată ideea implicită a teoriei culturale (Grendstad, 1999). Pe de altă parte, alte date empirice semnalează că preferința pentru libertate exercită un efect semnificativ pozitiv asupra atitudinilor față de mediu (de exemplu, Dieckmann și Preisendörfer, 1998). În analiza noastră, am mers pe analogia teoriei valori–credințe–norme (Stern și Dietz, 1994), operând astfel cu variabila *dummy* egalitarism–libertate⁸, cu valoarea 1 pentru preferința egalitaristă și 0 pentru preferința liberală, în toate cele trei eșantioane. Pentru includerea în analiză a variabilei *autonomie vs fatalism*, am avut în vedere specificitatea variabilei dependente și evidențele cercetărilor, care sugerează că persoanele autonome, mature și care cred în posibilitatea influențării mersului lucrurilor (*can make a difference*) exprimă atitudini și comportamente mai favorabile protecției mediului înconjurător (Borden și Francis, 1978), comparativ cu fataliștii (Grendstad, 1999; Haller și Hadler, 2008). Variabila este continuă, luând valoarea 1 pentru fatalism și 10 pentru autonomie⁹.

Al patrulea bloc cuprinde o serie de *variabile referitoare la atitudini față de diferite problematice de mediu*: evaluarea seriozității problemelor de mediu la nivel local, global; satisfacția față de activitatea guvernului, legat de protecția mediului, și alegerea priorității mediu vs creștere economică – la nivelul cărora ne oprim ceva mai mult în cele ce urmează (acestea apar însă doar la nivelul EVS/BOP 2005). Astfel, în chestionarul EVS/BOP 2005, respondenții au fost rugați, prin două

⁸ Variantele de răspuns la enunțurile: *Atât libertatea cât și egalitatea sunt importante. Dacă ar fi să aleg, aș considera libertatea mai importantă, în sensul că fiecare să poată trăi liber și să se poată afirma fără restricție*; respectiv: *Dacă ar trebui să aleg, aș considera egalitatea mai importantă, în sensul că nimeni nu trebuie privilegiat, iar diferențele dintre clasele sociale ar trebui să nu fie prea mari*.

⁹ Ca răspuns la întrebarea: *Unii oameni cred că fiecare poate decide propria soartă, alții zic că destinul ne este hotărât de la bun început. Vă rugăm să ne spuneți ce credeți dvs.* (1=totul în viață e determinat de soartă, 10=fiecare își hotărăște singur destinul).

întrebări, să indice evaluarea seriozității a trei probleme de mediu din comunitatea lor (apa potabilă, calitatea aerului, canalizarea și strângerea gunoiului), respectiv a trei probleme de mediu la nivel global (încălzirea globală sau efectul de seră, dispariția unor specii de animale sau plante, poluarea râurilor, lacurilor și oceanelor). În chestionarul original, variantele de răspuns au fost codate de la 1 la 4 (1=în foarte mare măsură ș.a.m.d.). Din motive teoretice, ce țin de investigarea efectului problemei obiective (Inglehart, 1995) asupra variabilelor dependente (cele două forme de suport), noi vom opera cu variantele de răspuns recodate, în direcția sporirii seriozității problemei (4=în foarte mare măsură ș.a.m.d.). În modelele de regresie, utilizăm un indice de scor factorial atât pentru evaluarea problemelor globale, cât și pentru cele locale (vezi *Tabelul A2 și A3* din Anexă).

Următoarea variabilă din grupul celor specifice, disponibile doar la nivelul eșantionului EVS/BOP 2005, este cea referitoare la *satisfacția față de activitatea guvernului în domeniul protecției mediului*. Insatisfacția față de politica de mediu a guvernului este citată ca o posibilă sursă a atitudinilor și comportamentelor pro-mediu (Pelletier *et al.*, 1996): indivizii care evaluează activitatea guvernului ca fiind inadecvată ar dori să-și ia soarta în propriile mâini. Cu toate că analiza autorilor nu se extinde și asupra tipurilor de dispoziție comportamentală privind prevenirea poluării, conform raționamentului propus ne-am putea aștepta ca repondenții care exprimă atitudini ostile activității guvernului să adere la dispoziția pozitivă și invers. Dacă se întâmplă așa și în cazul nostru, rămâne o întrebare deschisă a analizei. În studiul de față vom lucra cu codarea inițială a variantelor de răspuns privind gradul de mulțumire/nemulțumire față de activitatea guvernului în domeniul protecției mediului (adică: foarte mulțumit = 4; mulțumit = 3; nemulțumit = 2; foarte nemulțumit = 1).

Următoarea variabilă din acest grup este un item de alegere, prin care *repondenții se declară în favoarea protecției mediului sau creșterii economice*. În analiza noastră am recodat variantele de răspuns inițiale (1 pentru protecția mediului, 2 pentru creșterea economică și 3 pentru alte răspunsuri) în variabile dihotomice, cu valoarea 1 pentru protecția mediului și 0 pentru creșterea economică, renunțând la variantele *alt răspuns*.

Ultimul grup este reprezentat de trei variabile, ce vizează *activismul de mediu și capitalul social formal*: calitatea de membru în organizații de mediu, potențialul de protest și încrederea în instituțiile statului. *Activismul de mediu* și relația acestuia cu atitudinile și comportamentele specifice pro-mediu (dispoziția de suport financiar a politicilor) a fost explorat în mai multe studii (de exemplu, Blomquist și Whitehead, 1998), concluziile susținând ideea, oarecum implicită problematizării, că indivizii care participă în organizații de mediu sunt mai dedicați problematicii de mediu, comparativ cu restul publicului și, prin urmare, sunt predispuși la suportul financiar al cauzei environmentale. În ceea ce privește această variabilă, este destul de dificil să determinăm dacă ea este o variabilă independentă sau, dimpotrivă, activismul constituie variabila dependentă și suportul financiar variabila independentă, adică un cetățean este dispus să suporte costurile prevenirii poluării pentru că este activist sau suportul determină ca el – în timp – să devină activist? Și

aici, cum se întâmplă în multe alte cazuri de variabile aflate în relații datorită ariei lor de acoperire foarte apropiate, mai oportun ar fi să discutăm despre o circularitate cauzală. În analiza noastră, activismul de mediu este dihotomic (0 = nu este membru; 1 = membru), în ambele eșantioane.

Potențialul de protest este calculat ca indice de scor factorial (vezi *Tabelul A4* din Anexă), la nivelul următoarelor activități contestate: semnare de petiții, participare la boicot, participare la o demonstrație autorizată, în ultimii cinci ani (pentru eșantionul EVS/BOP 2005) și la modul general (pentru eșantionul EVS 1999). Potențialul de protest și influența acestuia asupra atitudinilor față de mediul înconjurător a fost investigat împreună cu așa-numita variabilă a cinismului (încrederea scăzută în instituțiile statului – de exemplu, Lee și Norris, 2000), cercetarea arătând că ambele exercită o influență pozitivă asupra atitudinilor față de mediu (printre care suportul activ/positiv). Noi încercăm totuși să nu urmărim cinismul, ci capitalul social formal (*încredere în instituțiile statului*), bazându-ne pe ideea că, pentru a colabora cu instituții ale statului, în cazul de față prin contribuții cu banii proprii pentru prevenirea poluării, este necesar ca cetățenii să aibă încredere în cei cu care vor coopera (Paalova și Adger, 2005). Prin urmare, variabila de încredere ia valori, în ordinea sporirii gradului de încredere, de la 1 la 4 (1=foarte puțină/deloc; 4=foarte multă) și este calculată ca indice de scor factorial la nivelul a șapte instituții ale statului (eșantionul EVS/BOP 2005) și patru instituții ale statului (eșantionul EVS 1999) (*Tabelul A5 și A6* din Anexă).

DISPOZIȚIA SPRE IMPLICAREA ACTIVĂ ÎN PREVENIREA POLUĂRII

În cele ce urmează prezentăm, pe rând, analizele de regresie pentru dispoziția spre implicarea activă în prevenirea poluării, la nivelul celor două eșantioane (EVS/BOP 2005 și EVS 1999) referitoare la România și formulăm o serie de remarci și discuții pe marginea acestora.

Cum se poate observa din *Tabelele nr. 2 și 3*, prin grupurile de variabile independente utilizate, reușim să explicăm doar 10, respectiv 4% din variația (R^2 ajustat) dispoziției pozitive pentru prevenirea poluării, „avantajul” anului 2005 fiind explicabil prin grupa variabilelor specifice (*Model 4*), care măsoară atitudini vizavi de problematici de mediu, care nu au fost însă disponibile la nivelul anului 1999. Important de menționat e și faptul că, la nivelul eșantionului EVS/BOP 2005, excluzând ultima grupă, fiecare grupă de variabile aduce modificări semnificative, în ceea ce privește explicarea variației variabilei dependente; acest lucru se prezintă diferit la nivelul anului 1999, când postmaterialismul, respectiv variabilele de activism, protest și încredere instituțională nu au reușit să aducă schimbări semnificative.

Tabelul nr. 2

Analiza de regresie asupra dispoziției privind implicarea activă, la nivel individual, în prevenirea poluării (EVS/BOP 2005)

	Model 1	Model 2	Model 3	Model 4	Model 5
Vârstă	0,022	0,029	0,032	0,021	0,013
Gen (bărbat)	-0,029	-0,036	-0,051	-0,050	-0,052
Educație	0,124**	0,108*	0,079+	0,052	0,053
Venit	0,091*	0,088*	0,094*	0,082*	0,079+
Etnie (română)	-0,025	-0,018	-0,011	-0,001	0,001
Religie (ortodoxă)	-0,025	-0,025	-0,013	-0,027	-0,023
Tip localitate (urban)	-0,001	-0,005	-0,005	-0,035	-0,025
Postmaterialism		0,093*	0,083*	0,071+	0,067+
Ideologie (dreapta)			0,068+	0,061	0,054
Egalitate vs. libertate			-0,095*	-0,072+	-0,062
Autonomie vs. fatalism			0,145***	0,131***	0,125***
Probleme locale de mediu				0,063	0,057
Probleme globale de mediu				0,109**	0,114**
Satisfacție cu activitatea guvernului				0,031	0,018
Mediu vs. creștere economică				0,123**	0,122**
Activism de mediu					0,006
Potențial de protest					0,035
Încredere în instituțiile statului					0,081*
R ² ajustat	0,022	0,028	0,061	0,092	0,096
Schimbare R ²	0,033	0,008	0,037	0,036	0,008
Semnificație schimbare F	p<0,01	p<0,05	p<0,001	p<0,001	p>0,05

***p<0,001; **p<0,01; *p<0,05; +p<0,1; coeficienții reprezintă coeficienți standardizați (Beta)
 Calcule personale, pe baza datelor EVS/BOP 2005.

Tabelul nr. 3

Analiza de regresie asupra dispoziției privind implicarea activă, la nivel individual, în prevenirea poluării (EVS 1999)

	Model 1	Model 2	Model 3	Model 4
Vârstă	-0,177***	-0,118***	-0,079	-0,008
Gen (bărbat)	-0,023	-0,020	-0,074+	-0,166+
Educație	0,154***	0,152***	0,173***	0,102
Venit	0,096*	0,095*	0,093+	-0,006
Etnie (română)	0,106*	0,110*	0,037	0,095
Religie (ortodoxă)	-0,065	-0,071	-0,069	0,033
Tip localitate (urban)	-0,042	-0,062	-0,050	-0,084
Postmaterialism		0,027	0,027	-0,012
Ideologie (dreapta)			0,127**	0,181+
Egalitate vs. libertate			0,047	0,028
Autonomie vs. fatalism			0,136***	0,177+
Activism de mediu				-0,087
Potențial de protest				0,139

↑ Încredere în instituțiile statului				0,072
R ² ajustat	0,018	0,010	0,042	0,042
Schimbare R ²	0,074	0,001	0,053	0,024
Semnificație schimbare F	p<0,001	p>0,05	p<0,001	p>0,05

***p<0,001; **p<0,01; *p<0,05; +p<0,1; coeficienții reprezintă coeficienți standardizați (Beta) Calcule personale, pe baza datelor EVS 1999.

Privitor la variabilele sociodemografice, se poate spune că efectul negativ al *vârstei* din 1999 a dispărut în anul 2005, mai mult decât atât, coeficientul (deși scăzut) și-a schimbat direcția, ceea ce ne face să credem că, spre deosebire de 1999, când dispoziția spre implicarea financiară venea din partea femeilor (efect marginal) tinere, educate și cu venit relativ ridicat, în 2005 singurele surse sociodemografice importante ale acestei dispoziții rămân educația și venitul, ambele cu efecte semnificativ pozitive. Se poate observa, totodată, că, pe măsură ce introducem în analiză și alte grupe de variabile, cu excepția venitului, în 2005, variabilele primului grup își pierd semnificația, dispoziția pozitivă, pe direcție sociostructurală, reflectând considerente economice (*cf.* Korfiatis *et al.*, 2004) și, marginal, de educație (coeficientul, deși nesemnificativ statistic, este relativ ridicat).

Postmaterialismul se prezintă destul de interesant: în 1999 acesta încă nu are efect semnificativ asupra variabilei dependente, comparativ cu 2005, când constituie unul din predictorii semnificativi ai dispoziției spre implicare (chiar și în ultimele modele, are un efect marginal semnificativ). Acest lucru, la prima vedere, merge mână în mână cu teza postmaterialismului (Inglehart, 1995): în 1999, în plină recesiune economică, chiar dacă o persoană avea orientări valorice postmaterialiste, acest lucru nu o predetermina spre un sacrificiu economic cu impact environmental (în ultimul model, pe măsura introducerii variabilelor ideologice, postmaterialismul rezultând chiar într-un coeficient cu semn negativ); în 2005, în schimb, această dispoziție începe să se prezinte ca o preferință încapsulată în orientarea postmaterialistă.

Un alt aspect, în ceea ce privește anul 2005, vizează aproape egala influență a venitului și postmaterialismului, lucru ce s-ar putea explica, relativ simplu, prin traducerea, la nivel individual, a tezei postmaterialismului (Inglehart, 1990). Conform acestei abordări, postmaterialismul mediază între veniturile ridicate și dispoziția spre sacrificiul monetar individual. Realizând însă o analiză de regresie în acest sens – asemenea lui Kimmelmeier *et al.* (2002)¹⁰ –, am constatat (acest

¹⁰ Autorii urmăresc procedura de regresie sugerată de Baron și Kenny (1986), conform căreia, pentru a demonstra că relația dintre variabilele X și Z este mediata de Y, sunt necesare trei analize de regresie consecutive, cu următoarele cerințe: 1. X prezice Z; 2. Y prezice Z; 3. ambele variabile independente sunt introduse în model, iar Y continuă să fie predictor semnificativ, pe când X nu mai este predictor semnificativ. În analiza noastră, primii doi pași ai regresiei se adevăresc: controlând vârsta, genul, educația, etnia, religia, tipul de localitate, atât venitul (pasul 1), cât și postmaterialismul (pasul 2) se dovedesc predictorii pozitivi, statistic semnificativi ai dispoziției pozitive. În pasul 3, condițiile necesare pentru a demonstra un efect de mediere al postmaterialismului nu se adevăresc:

lucru putând fi observat și începând cu *Modelul 2*) că postmaterialismul nu constituie o variabilă mediatore, ci un predictor independent și direct al dispoziției pozitive (cf. Gelissen, 2007), cum se întâmplă și în cazul nivelului de venit. Pe măsura introducerii altor grupe de variabile, în România anului 2005 postmaterialismul ajunge însă să aibă un efect pozitiv doar marginal semnificativ asupra dispoziției pozitive.

A treia grupă cuprinde variabilele orientărilor politico-ideologice și axiologice, la nivelul cărora putem puncta aspecte și mai interesante. În România, autopозиționarea spre dreapta și preferința pentru autonomie în schimbul fatalismului constituie, în ambii ani, predictorii semnificativi, cu semn pozitiv, ai dispoziției comportamentale privind sacrificiul monetar; dacă, în 2005, între preferința pentru egalitate și suportul prevenirii poluării se înregistrează o relație negativă, statistic semnificativă, în 1999 această relație se prezintă ca una slab pozitivă și statistic nesemnificativă.

Cum putem interpreta aceste rezultate, mai ales în ceea ce privește efectul pozitiv al autopозиționării spre dreapta? La o primă vedere, și bazându-ne pe considerentele literaturii de specialitate – unde autopозиționarea spre stânga este, de regulă, citată ca predictor al atitudinilor pro-mediu, stânga apărând astfel asociată cu noua politică, sensibilă la aspectele de tip justiție socială, calitate superioară a vieții (inclusiv mediu înconjurător), libertate etc. (de exemplu, Inglehart, 1997; McAllister și Studlar, 1995) –, situația României pare destul de ciudată și de neexplicat, în ambii ani dispoziția pozitivă venind din partea celor care se autopозиționează spre dreapta. Această situație asincronă cu datele literaturii de specialitate este, de altfel, caracteristică și spațiului central și est-european (cf. Nistor, 2008a), în toate celelalte cazuri dispoziția pozitivă fiind corelată pozitiv cu autopозиționarea spre stânga.

Pentru a comenta situația atipică a țărilor din această parte a Europei și, în mod particular, a României, sunt de părere că trebuie avut în vedere, în primul rând, specificul variabilei dependente – implicarea economică la nivel individual în luările de măsuri pentru prevenirea poluării – și specificitatea variabilelor independente din acest grup, mai cu seamă în contextul românesc. Or, cum putem afla și din analiza efectuată de M. Comșa (2007) asupra autopозиționărilor ideologice în România (de altfel, exact pe baza seriilor WVS/EVS 1993–2005), stânga și dreapta, la nivel statistic, sunt asociate cu preferința pentru anumite valori, politici și modalități de rezolvare a problemelor, astfel încât cei ce se situează spre dreapta sunt și aceia care preferă implicarea individuală (autonomie) *versus* predeterminism (fatalism) și intervenție statală, respectiv tot ei sunt aceia care cred că libertatea este mai importantă decât egalitatea.

venitul rămâne un predictor pozitiv, statistic semnificativ al suportului pozitiv, chiar și în prezența postmaterialismului (care la rândul lui își păstrează semnificația și direcția).

Prin urmare, ne aflăm în fața unei influențe comune la nivelul acestor variabile, efectul pozitiv rezultând mai degrabă din sensurile cu care este investit conceptul de dreapta și nu atât din autopoziționarea în sine (cu atât mai mult cu cât, în România, autopoziționarea are loc în contextul în care notorietatea etichetei stânga-dreapta este relativ scăzută – Comșa, 2007), cei care optează pentru cetățenia activă fiind deci liberalii, care se declară în favoarea implicării individului în mersul lucrurilor (și sunt postmaterialiști), în consens cu rezultatele furnizate de alte cercetări (de exemplu, Dieckmann și Preisendörfer, 1998; Theodori și Luloff, 2002). Având în vedere deci specificitatea variabilei dependente, devine inteligibil de ce liberalismul și nu preferința pentru egalitate predispune spre dispoziție pozitivă: în România, egalitatea este strâns legată de modalitatea de rezolvare a problemelor de către stat (Comșa, 2007) și, astfel, influența ei pare mai plauzibilă la nivelul dispoziției spre pasivitate (ce-i drept, în cazul nostru, acest efect se poate documenta doar marginal sau deloc, cum vom vedea ceva mai încolo).

Despre efectul următorului grup – atitudini față de diferite problematice ale mediului – putem discuta doar la nivelul eșantionului din 2005. Din grupul de variabile, două au efect semnificativ pozitiv: cu cât o persoană evaluează problemele globale de mediu în termeni de gravitate accentuată, cu atât își exprimă preferința pentru protecția mediului în schimbul creșterii economice – acestea menținându-și efectul și în modelul final. Evaluarea seriozității problemelor locale de mediu și satisfacția față de activitatea guvernului nu exercită un efect statistic semnificativ, de unde putem deduce o oarecare „dezrădăcinare” a dispozițiilor studiate, ele nefiind motivate de probleme obiective de mediu, direct sesizabile.

Din variabilele ultimului model, în 1999 niciuna, iar în 2005 doar „încrederea în instituțiile statului” favorizează cetățenia activă. Nici activismul de mediu, nici potențialul de protest, variabile oarecum specifice, din punctul de vedere al variabilei dependente, nu se dovedesc a avea efect pozitiv – lucru explicabil din perspectiva frecvenței și caracteristicii relativ scăzute ale acestor tipuri de activități în România. În ceea ce privește, în special, situația din anul 2005, efectul pozitiv, semnificativ, al încrederii instituționale confirmă intuiția noastră inițială: persoanele care au un nivel de încredere mai ridicat în instituții sunt mai deschise spre această formă de colaborare.

DISPOZIȚIA SPRE PASIVITATE

Prezentăm, în cele ce urmează, situația dispoziției spre pasivitate, pe baza datelor din EVS/BOP 2005 și EVS 1999.

Cum se poate observa din *Tabelele nr. 4 și 5*, respectiv prin compararea acestora cu *Tabelul nr. 2 și 3*, cele două tipuri de preferințe sunt determinate de variabile sociostructurale clar diferite, persoanele care se declară în favoarea uneia sau alteia din cele două forme de suport ale prevenirii poluării dispunând de caracteristici sociodemografice și economice diferite, lucru ce poate fi citat ca argument, în ceea ce privește unidimensionalitatea celor două dispoziții.

Tabelul nr. 4

Analiza de regresie asupra dispoziției spre pasivitate în legătură cu prevenirea poluării (EVS/BOP 2005)

	Model 1	Model 2	Model 3	Model 4	Model 5
Vârsta	-0,001	-0,005	0,021	0,011	0,014
Gen (bărbat)	-0,029	-0,029	-0,015	-0,043	-0,049
Educație	-0,066*	-0,050+	-0,011	-0,042	-0,040
Venit	-0,093***	-0,091**	-0,080*	-0,070	-0,072+
Etnie (română)	0,003	-0,004	-0,031	-0,058	-0,055
Religie (ortodoxă)	0,070*	0,070*	0,088+	0,087+	0,077
Tip localitate (urban)	-0,018	-0,011	-0,027	-0,041	-0,046
Postmaterialism		-0,034	-0,051	-0,060	-0,052
Ideologie (dreapta)			0,014	0,013	0,015
Egalitate vs libertate			0,055	0,068+	-0,065
Autonomie vs fatalism			-0,065+	-0,046	-0,046
Probleme locale de mediu				-0,034	-0,030
Probleme globale de mediu				0,102*	0,096*
Satisfacție față de activitatea guvernului				-0,054	-0,046
Mediu vs creștere economică				-0,080+	-0,075+
Activism de mediu					0,003
Potențial de protest					-0,016
Încredere în instituțiile statului					-0,053
R ² ajustat	0,015	0,016	0,021	0,031	0,029
Schimbare R ²	0,026	0,003	0,009	0,016	0,003
Semnificație schimbare F	p<0,05	p>0,05	p>0,05	p<0,05	p>0,05

***p<0,001; **p<0,01, *p<0,05; +p<0,1; coeficienții din tabel constituie coeficienți standardizați (Beta)
Calculare personale, pe baza datelor EVS/BOP 2005.

Tabelul nr. 5

Analiza de regresie asupra dispoziției spre pasivitate în legătură cu prevenirea poluării (EVS 1999)

	Model 1	Model 2	Model 3	Model 4
Vârsta	-0,065+	-0,057	-0,036	0,016
Gen (bărbat)	0,015	0,019	-0,027	0,103
Educație	-0,144***	-0,131**	-0,172***	-0,066
Venit	-0,035	-0,025	-0,083	-0,071
Etnie (română)	-0,095+	-0,086+	-0,064	-0,156
Religie (ortodoxă)	0,085+	0,075	-0,025	0,065
Tip localitate (urban)	0,104**	0,126***	0,114*	-0,015
Postmaterialism		-0,113**	-0,090*	-0,195+
Ideologie (dreapta)			-0,037	0,053
Egalitate vs libertate			-0,038	-0,012
Autonomie vs fatalism			-0,132**	-0,012
Activism de mediu				0,100

Potențial de protest				0,084
Încredere în instituțiile statului				0,070
R ² ajustat	0,019	0,031	0,080	0,004
Schimbare R ²	0,027	0,011	0,018	0,019
Semnificație schimbare F	p<0,001	p<0,01	p<0,05	p>0,05

***p<0,001; **p<0,01, *p<0,05; +p<0,1; coeficienții din tabel constituie coeficienți standardizați (Beta) Calcule personale, pe baza datelor EVS/BOP 2005.

Din variabilele sociodemografice, în 2005 educația și venitul exercită un efect statistic semnificativ, ambele în sens negativ; situația se prezintă aproximativ la fel și în 1999. Alte variabile din acest grup, cu efect semnificativ, sunt religia ortodoxă, în 2005 (cu efect marginal în 1999) și tipul de localitate (în 1999), ceea ce ne determină să concluzionăm că persoanele mai puțin educate, cu venit mai redus, de religie ortodoxă și care provin din mediul urban sunt cele care manifestă dispoziții negative privind prevenirea poluării (doar guvernul să fie responsabil). Majoritatea acestor variabile își pierd însă efectul pe măsură ce introducem în analize celelalte grupe de variabile. În modelul final, doar problemele globale de mediu rămân cu efect pozitiv, statistic semnificativ (în 2005), în anul 1999 variabilele modelului final neexercitând un efect statistic semnificativ (exceptând postmaterialismul, la nivelul căruia avem o semnificație marginală).

Postmaterialismul are un efect semnificativ negativ în 1999; în anul 2005, deși exercită un efect negativ, acesta nu este, din punct de vedere statistic, semnificativ. Se pare deci că persoanele materialiste, preocupate de problemele traiului de zi cu zi, se declară în favoarea prevenirii poluării de către guvern, fără contribuții personale.

Următorul grup de variabile, cele politico-ideologice și axiologice, în 2005, nu participă în mod semnificativ la explicarea varianței, în 1999, din grupul de predictorii, doar preferința pentru fatalism exercitând efect statistic semnificativ. Constatările de mai sus, în legătură cu încărcătura axiologică specifică autopозиționării spre dreapta, sunt valabile, în sens invers, și în ceea ce privește autopозиționarea spre stânga, preferința pentru egalitate și pentru fatalism fiind doar câteva din conținuturile specifice noțiunii de stânga de la noi din țară și nu numai (vezi, pe larg, Comșa, 2007). Dată fiind specificitatea predictorilor dispoziției spre pasivitate (cei mai în vârstă, cu nivel de educație scăzut, materialişti și religioși), putem conchide că avem de-a face cu preferința provenită din partea publicului tradiționalist, cu o oarecare nepăsare față de problematica mediului (*cf.* efectul semnificativ al fatalismului și considerațiile teoriei culturale – Wildavsky și Dake, 1990).

Din grupul variabilelor atitudinilor față de mediu (doar eșantionul 2005), de această dată se desprinde un aspect interesant: singura variabilă cu efect semnificativ pozitiv este cea legată de evaluarea seriozității problemelor globale de mediu, la fel cum se întâmplă și în cazul dispoziției spre implicare, la acest nivel realizându-se prima și singura conexiune dintre predictorii celor două dispoziții,

creându-ne astfel o suspiciune de existență a unei ambivalențe atitudinale, în ceea ce privește modalitatea de rezolvare a acestor probleme (lucru ce a și fost demonstrat, de altfel, altundeva – Nistor, 2008a).

Sunt autori (deHaven-Smith, 1988; Uzzel, 2000), care susțin că este mai puțin probabil ca problemele globale să fie însoțite de preferințe pentru activități costisitoare la nivel individual, prin urmare, dispoziția spre pasivitate, în acest caz, poate fi interpretată în termenii detașării acționale în fața unor probleme grave, dar, în orice caz, oarecum intangibile. Din această perspectivă, devine inteligibil și semnul negativ al coeficientului, la nivelul problemelor locale: cei care consideră că problemele locale nu sunt grave pot foarte ușor să lase rezolvarea acestora la nivelul guvernului și, astfel, putem reaccentua ideea că, până la urmă, ne aflăm în fața unei preferințe ce este declarată îndeosebi de publicul neparticipativ și fatalist – asemenea descrierilor furnizate de teoria culturală (Wildavsky și Dake, 1990).

CONCLUZII

Datele cercetării indică două profiluri diferite ale adepților predispozițiilor spre implicare activă, respectiv spre pasivitate, în ceea ce privește prevenirea poluării. Profilul celor care se declară în favoarea luării de poziție active – cel puțin pe baza teoriei culturale (Wildavsky și Dake, 1990) și a tezei postmaterialiste (Inglehart, 1990, 1995) – apare ca superior profilului celor care preferă soluțiile tradiționaliste de tip *government* (guvernare), primii având un nivel de educație și un venit mai ridicate, precum și orientări axiologice de tip postmaterialist și manifestă încredere în posibilitatea influențării mersului lucrurilor de către fiecare individ în parte. Prin comparație, predispoziția spre pasivitate își are sursa în publicul mai puțin educat, cu venituri mai reduse, public ce este, în același timp, tradiționalist și fatalist. Din aceste puncte de vedere, preferințele cetățenilor români sunt, în general, sincrone cu cele ale europenilor (*cf.* Nistor, 2008a; Torgler *et al.*, 2008), însă, mergând mai departe în șirul predictorilor, se remarcă discrepante considerabile, din care menționăm, în continuare, câteva.

În România, preferința pentru suportul financiar al prevenirii poluării vine din partea celor care, pe linie ideologico-politică, se autopoziționează spre dreapta, în contradicție nu numai cu evidențele empirice din alte zone ale Europei (mai puțin Europa Centrală și de Est), ci și cu teoriile cultural-politice, fiind deja un truism faptul că problematica de mediu constituie o componentă a orientării de stânga, în strânsă legătură cu postmaterialismul și cu „noua politică” participativă (Freire, 2006). Explicația, credem, poate fi căutată în sensurile cu care publicul din România investește autopoziționarea spre dreapta (Comșa, 2007), fiind vorba, în acest sens, de preferința pentru libertate, încrederea în autonomia individuală (*free will*) și în posibilitatea influențării mersului lucrurilor. Disponibilitatea de a contribui financiar la rezolvarea problemei apare, astfel, nu atât ca o atitudine

pro-mediu întemeiată pe atitudini pro-mediu specifice, ci ca o preferință de natură socioeconomică, a cărei idee centrală este nu atât prevenirea poluării (obiectul de atitudine), cât modalitatea în care se dorește atingerea acestui scop (atitudinea față de acțiune), în cazul de față, prin implicarea individului în rezolvarea problemelor.

În România, dispoziția negativ-pasivă este influențată doar marginal de către orientările ideologico-politice. În alte analize (Nistor, 2008a), am arătat că, în Europa Centrală și de Est, aceasta reflectă însă efectul autopозиționării spre stânga, prin contrast cu Europa de Vest și Scandinavia, unde este preferată de publicul de dreapta, mai conservator. Asincronia poate fi explicată plauzibil și prin constatarea lui Chiribucă (1996 – cf. Comșa, 2007): în spațiul postcomunist, autopозиționarea spre dreapta trebuie înțeleasă, mai degrabă, în termeni de dezirabilitate socială, decât de ideologie înalt cristalizată.

O concluzie importantă se referă la faptul că ambele preferințe nu pot fi modelate cu încredere prin intermediul atitudinii critice față de problemele locale de mediu, relația fiind pozitivă, statistic nesemnificativă, între acestea și dispoziția spre implicare, respectiv slab negativă, statistic nesemnificativă, între acestea și dispoziția spre pasivitate. Percepția gravității problemelor globale de mediu se numără însă printre predictorii ambelor preferințe. Pentru divergența din primul caz, poate fi invocată slaba coerență a configurației atitudinal-dispoziționale a publicului din România (cf. Nistor, 2008a), în timp ce cazul din urmă reclamă explicații pe baza ambiguității problemelor globale de mediu, repondenții nefiind siguri cum anume ar trebui să fie rezolvate aceste probleme depărtate de preocupările lor.

Pe linie sociostructurală și chiar și axiologică (exceptând efectul particular al autopозиționării politico-ideologice), atitudinile, dispozițiile și comportamentele par însă a reflecta legitatea semnalată în literatură: cetățenii cu nivel de educație ridicat, cu venituri mai mari, cu orientări postmaterialiste și liberale constituie, și în cazul României, grupul-sursă primar al acelor atitudini și dispoziții pro-mediu, ce configurează spațiul cetățeniei active, participative. Prin contrast, adeptii cetățeniei pasive și deci ai soluțiilor tip *government* sunt indivizii mai puțin caracterizabili prin mobilizare cognitivă și la nivelul lor intervine și efectul limitativ al participării, reprezentat de constrângerile financiare, în cazul acestora costurile posibilelor beneficii fiind decisive în nedeclanșarea implicării.

Per ansamblu, se pare că sursa atitudinilor și comportamentelor pro-mediu trebuie căutată în resursele economice (ipoteza bunăstării), dublate de nivelul de educație ridicat (ipoteza iluminării, mobilizării cognitive) și, în ultimă instanță, în valorile postmaterialiste (ipoteza valorilor subiective) – aspecte ce anulează posibilitatea utilizării unui cadru teoretic singular. Dat fiind faptul că, la ora actuală, toate aceste surse au o pondere scăzută în rândul publicului din România, pare plauzibilă și constatarea că manifestările de atitudini și, în special, de comportamente pro-mediu ce implică participare, implicare financiară, vor constitui, pe termen scurt, un fenomen „de castă”, rezervat unui fragment infim din

populație. Trebuie accentuat însă că, și la nivelul acestora, coeficienții semnificativi au o valoare de explicație scăzută, ceea ce constituie un imperativ atât în direcția precauției interpretării, cât și în direcția necesității efectuării de cercetări sociologice, care să cuprindă un set extins de itemi destinați problematicei ambientale.

BIBLIOGRAFIE

1. ABRAMSON, P.R., INGLEHART, R. (1995). *Value Change in Global Perspective*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
2. ARCURY, T.A., CHRISTIANSON, E.H. (1990). Environmental Worldview in Response to Environmental Problems. Kentucky 1984 and 1988 compared. *Environment and Behavior*, 22: 387–407.
3. BARON, R.M., KENNY, D.A. (1986). The Moderator-Mediator Variable Distinction in Social Psychological Research: Conceptual, Strategic and Statistical Considerations. *Journal of Personality and Social Psychology*, 51: 1173–1182.
4. BARRY, J. (2005). Resistance is Fertile: From Environmental to Sustainability Citizenship. In A. Dobson, D. Bell (eds.) *Environmental Citizenship*. Cambridge: The MIT Press, pp. 21–48.
5. BEIERLE, T., CAYFORD, J. (2002). *Democracy in Practice: Public Participation in Environmental Decisions*. Washington: RFF Press.
6. BLOMQUIST, G.C., WHITEHEAD, J.C. (1998). Resource Quality Information and Validity of Willingness to Pay in Contingent Valuation. *Resource and Energy Economics*, 20: 179–196.
7. BORDEN, R.J., FRANCIS, J.L. (1978). Who Cares About Ecology? Personality and Sex Differences in Environmental Concern. *Journal of Personality*, 46: 190–203.
8. BUTTEL, F.H., FLINN, W.L. (1978). The Politics of Environmental Concern. The Impacts of Party Identification and Political Ideology on Environmental Attitudes. *Environment and Behavior*, 10: 17–36.
9. CASTRO, P., LIMA, M.L. (2001). Old and new ideas about the environment and science. *Environment and Behavior*, 33: 400–423.
10. CHIRIBUCĂ, D. (1996). Mentalitatea – factor de influență în tranziția societății românești. *Studia Sociologiae*, 1–2.
11. COMȘA, M. (2007). Auto-poziționare ideologică: identificare, sofisticare, fundamente. În B. Voicu, M. Voicu (coord.), *Valori ale românilor 1993–2006*. Iași: Institutul European, pp. 65–116.
12. DALTON, R.J. (2002). *Citizen Politics. Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*. Chatam House Publishers.
13. DAVIDSON, D.J., FREUDENBURG, W.R. (1996). Gender and Environmental Risk Concern: A Review and Analysis of Available Research. *Environment and Behavior*, 28: 302–339.
14. DEHAVEN-SMITH, L. (1988). Environmental Belief Systems: Public Opinion and Land Use Regulation in Florida. *Environment and Behavior*, 20: 76–99.
15. DIECKMANN, A., PREISENDÖRFER, P. (1998). Environmental Behavior: Discrepancies between Aspirations and Reality. *Rationality and Society*, 10: 79–102.
16. DIETZ, T., STERN, P.C., GUAGNANO, G.A. (1998). Social Structural and Psychological Bases of Environmental Concern. *Environment and Behavior*, 30: 450–472.
17. DIETZ, T., DOLSAK, N., OSTROM, E., STERN, P.C. (2002). The Drama of the Commons. In E. Ostrom, T. Dietz, N. Dolsak, P.C. Stern, Stonich, S., E. U. Weber (eds.), *The Drama of the Commons*. Washington: National Academy Press, pp. 3–35.
18. DOBSON, A., BELL, D. (eds.) (2005). *Environmental Citizenship*. Cambridge: The MIT Press.
19. DUNLAP, R.E., MERTIG, A.G. (2001). Environmentalism, New Social Movements, and the New Class: A Cross-national Investigation. *Rural Sociology*, 66: 113–136.

20. ECKERSLEY, R. (1989). Green Politics and the New Class: Selfishness or Virtue? *Political Studies*, 37: 205–223.
21. EWERT, A., BAKER, D. (2001). Standing for Where You Sit: An Exploratory Analysis of the Relationship between Academic Major and Environmental Beliefs. *Environment and Behavior*, 33: 687–707.
22. FRANZEN, A. (2003). Environmental Attitudes in International Comparison: An Analysis of the ISSP Surveys 1993 and 2000. *Social Science Quarterly*, 84: 297–308.
23. FREIRE, A. (2006). Bringing Social Identities Back in: The Social Anchors of Left-right Orientation in Western Europe. *International Political Science Review*, 27: 359–378.
24. FURMAN, A., ERDUR, O. (1999). Are Good Citizens Environmentalist? *Human Ecology*, 27: 181–188.
25. GELISSEN, J. (2007). Explaining Popular Support for Environmental Protection. A Multilevel Analysis of 50 Nations. *Environment and Behavior*, 39: 392–415.
26. Grendstad, G. (1999). A Political Cultural Map of Europe. A Survey Approach. *GeoJournal*, 47: 463–475.
27. Haller, M., Hadler, M. (2008). Dispositions to Act in Favor of the Environment: Fatalism and Readiness to Make Sacrifices in a Cross-national Perspective. *Sociological Forum*, 23: 281–311.
28. Iluț, P. (1995). *Structurile axiologice din perspectivă psihosocială*. București: Editura Didactică și Pedagogică.
29. Inglehart, R. (1971). The Silent Revolution in Europe: Intergenerational Change in Post-industrial Societies. *American Political Science Review*, 65: 991–1017.
30. Inglehart, R. (1990). *Culture Shift in Advanced Industrial Society*. Princeton: Princeton University Press.
31. Inglehart, R. (1995). Public support for environmental protection. Objective problems and subjective values in 43 societies. *Political Science and Politics*, 28: 57–72.
32. Inglehart, R. (1997). *Modernization and Post-modernization. Cultural, Economic and Political Change in 43 Societies*. Princeton: Princeton University Press.
33. Johnson, C.Y., Bowker, J.M., Cordell, H.K. (2004). Ethnic Variation in Environmental Belief and Behavior: An Examination of the New Ecological Paradigm in a Social Psychological Context. *Environment and Behavior*, 36: 157–186.
34. Jordan, A., Wurzel, R.K.W., Zito, A.R. (2005). Environmental Governance ... or Government? The International Politics of Environmental Instruments. In P. DAUVERGNE (ed.), *Handbook of Global Environmental Politics*. Cheltenham: Edward Elgar, pp. 202–217.
35. KANAGY, C.L., HUMPHREY, C.R., FREBAUGH, G. (1994). Surging Environmentalism: Changing Public Opinion or Changing Publics. *Social Science Quarterly*, 75: 804–819.
36. KEMMELMEIER, M., KRÖL, G., YOUNG, H.K. (2002). Values, Economics, and Proenvironmental Attitudes in 22 Societies. *Cross-Cultural Research*, 36: 256–285.
37. KIDD, Q., LEE, A.-R. (1997). Postmaterialist Values and the Environment. A Critique and Reappraisal. *Social Science Quarterly*, 78:1–15.
38. KORFIATIS, K.J., HOVARDAS, T., PANTIS, J.D. (2004). Determinants of Environmental Behavior in Societies in Transition: Evidence from Five European Countries. *Population and Environment*, 25: 563–584.
39. LEE, A.-R., NORRIS, J.A. (2000). Attitudes Towards Environmental Issues in East Europe. *International Journal of Public Opinion Research*, 12: 372–397.
40. MACGREGOR, S., PARDOE, S., DOBSON, A., BELL, D. (2005). Environmental Citizenship. *Summary Report of An Interdisciplinary Seminar*. London, Goodenough College, www.environmentalcitizenship.net, accesat la 05.05.2007.
41. MCALLISTER, I., STUDLAR, D.T. (1995). New Politics and Partisan Alignment: Values, Ideology and Elites in Australia. *Party Politics*, 1: 197–200.
42. MIROIU, M. (2002). *Convenio. Despre natură, femei și morală*. Iași: Polirom.
43. MOHAI, P., TWIGHT, B.W. (1987). Age and Environmentalism: An Elaboration of the Buttel Model Using National Survey Evidence. *Social Science Quarterly*, 68: 798–815.

44. NEUMAYER, E. (2004). The Environment, Left-wing Political Orientation and Ecological Economics. *Ecological Economics*, 51: 165–175.
45. NAJAM, A., CHRISTOPOULOU, I., MOOMAW, W. (2004). The Emergent ‘System’ of Global Environmental Governance. *Global Environmental Politics*, 4: 23–35.
46. NISTOR, L. (2008a). *Atitudini și comportamente față de mediul înconjurător în România*. Teză de doctorat. Cluj-Napoca: Universitatea Babeș-Bolyai.
47. NISTOR, L. (2008b). *Cum să rezolvăm problema poluării? Perspective psihosociale privind dispozițiile ambivalente*. Prezentare în cadrul Colocviului de Științe Sociale ACUM, Universitatea Transilvania din Brașov, 27 noiembrie 2008 – în curs de publicare.
48. PAALOVA, J., ADGER, W.N. (2005). Institutional Ecological Economics. *Ecological Economics*, 53: 353–368.
49. PELLETIER, L.G., LEGAULT, L.R., TUSON, K.M. (1996). The Environmental Satisfaction Scale: A Measure of Satisfaction with Local Environmental Conditions and Government Environmental Policies. *Environment and Behavior*, 28: 5–26.
50. PHARR, S.J., ROBERT D.P., RUSSELL J.D. (2000). A Quarter-century of Declining Confidence: Trouble in Advanced Democracies?. *Journal of Democracy* 11, 5–25.
51. STERN, P. C., DIETZ, T. (1994). The Value Basis of Environmental Concern. *Journal of Social Issues*, 50: 65–84.
52. STERN, P.C., DIETZ, TH., KALOF, L. (1993). Value Orientations, Gender, and Environmental Concern. *Environment and Behavior*, 25: 322–348.
53. STERN, P.C., DIETZ, T., ABEL, T., GUAGNANO G.A., KALOF, L. (1999). A Value-belief-norm Theory of Support Social Movements: the Case of Environmentalism. *Human Ecology Review*, 6: 81–97.
54. Strauss, A., Corbin, J. (1991). *Basics of Qualitative Research: Grounded Theory Procedures and Techniques*. Newbury Park: Sage.
55. SZTOMPKA, P. (1999). *Trust: A Sociological Theory*. Cambridge: Cambridge University Press.
56. THEODORI, G.L., LULOFF, A.E. (2002). Position on Environmental Issues and Engagement in Proenvironmental Behaviors. *Society and Natural Resources*, 15: 471–482.
57. TORGLER, B., GARCIA-VALINAS, M.A., MACINTYRE, A. (2008). Differences in Preferences Towards the Environment: The Impact of Gender, Age and Parental Effect. *The Fondazione Eni Enrico Mattei Note di Lavoro*, <http://www.feem.it/Feem/Pub/Publications/WPapers/default.htm>, accesat la 2.05.2008.
58. UZZEL, D. (2000). The Psycho-spatial Dimension of Global Environmental Problems. *Journal of Environmental Psychology*, 20: 307–318.
59. VOICU, B. (2007). Între tradiție și postmodernitate? O dinamică a orientărilor de valoare în România: 1993–2005. În B. Voicu, M. Voicu (coord.), *Valori ale românilor 1993–2006*. Iași: Institutul European, pp. 272–317.
60. VOICU, B., VOICU, M. (2007). Introducere. România și studiul comparativ al valorilor. În B. Voicu, M. Voicu (coord.), *Valori ale românilor 1993–2006*. Iași: Institutul European, pp. 9–29.
61. VOICU, M. (2007). Încrederea instituțională – victimă a tranziției postcomuniste. În B. Voicu, M. Voicu (coord.), *Valori ale românilor 1993–2006*. Iași: Institutul European, pp. 117–149.
62. WILDAVSKY, A., DAKE, K. (1990). Theories of Risk Perception. Who Fears What and Why? *Daedalus*, 4: 41–60.
63. WITZKE, H.P., URFEI, G. (2001). Willingness to Pay for Environmental Protection in Germany: Coping with the Regional Dimension. *Regional Studies*, 35: 207–214.

Baze de date studiate:

Baza de date Barometrul de Opinie Publică, toamnă 2005, corespunzătoare și valului patru (2005–2007) al *European Values Survey* pentru România, accesată de pe site-ul Fundației pentru o Societate Deschisă (FSD): http://www.fsd.ro/ro/program_articol.php?articol=19, la 11. 10. 2006. În text se face referire la baza de date sub acronimul EVS/BOP 2005.

Baza de date pentru România valului trei (1999–2002) al *European Values Survey*, accesată de pe site-ul Arhivei Centrale de Date Sociale din Köln, <http://zacat.gesis.org/webview/index.jsp>, la 02.08.2007. În text se face referire la baza de date sub acronimul EVS 1999, sau EVS 1999 România, în funcție de context.

Anexă

Tabelul A1

Calculul indicelui dispoziției active privind prevenirea poluării în România

	EVS/BOP 2005		EVS 1999 România	
	Comunalități	Saturații	Comunalități	Saturații
Ar da o parte din venit	0,751	0,866	0,694	0,833
Ar accepta creștere de taxe	0,751	0,866	0,964	0,833
Varianța explicată	75%		69%	
KMO	0,500		0,500	
Semnificație test Bartlett de sfericitate	p<0,001		p<0,001	

Metoda de extracție: *Principal axis factoring*. Calcule personale, pe baza EVS/BOP 2005.

Tabelul A2

Calculul indicelui de evaluare a seriozității problemelor locale de mediu (EVS/BOP 2005)

	Comunalități	Saturații
Apa potabilă	0,797	0,892
Calitatea aerului	0,646	0,804
Canalizare-gunoi	0,539	0,706
Varianța explicată	66%	
KMO	0,714	
Semnificație test Bartlett de sfericitate	p<0,001	

Metoda de extracție: *Principal axis factoring*. Calcule personale, pe baza EVS/BOP 2005.

Tabelul A3

Calculul indicelui de evaluare a seriozității problemelor globale de mediu (EVS/BOP 2005)

	Comunalități	Saturații
Încălzire globală	0,697	0,835
Dispariția de specii	0,765	0,876
Poluarea apelor	0,714	0,845
Varianța explicată	73%	
KMO	0,747	
Semnificație test Bartlett de sfericitate	p<0,001	

Metoda de extracție: *Principal axis factoring*. Calcule personale, pe baza EVS/BOP 2005.

Tabel A4

Calculul indicelui potențialului de protest

	EVS/BOP 2005		EVS 1999	
	Comunalități	Saturații	Comunalități	Saturații
Semnare petiții	0,468	0,684	0,711	0,843
Participare boicot	0,268	0,518	0,284	0,533
Participare demonstrații	0,498	0,706	0,372	0,610
Varianța explicată	41%		46%	
KMO	0,647		0,633	
Semnificație test Bartlett de sfericitate	p<0,001		p<0,001	

Metoda de extracție: *Principal axis factoring*. Calcule personale, pe baza celor două eșantioane.

Tabel A5

Calculul indicelui de încredere în instituțiile statului (EVS/BOP 2005)

	Comunalități	Saturații
Poliție	0,286	0,535
Tribunale	0,330	0,575
Guvern	0,634	0,796
Partide	0,663	0,814
Parlament	0,678	0,824
Funcționari publici	0,429	0,656
Președinție	0,385	0,622
Primărie	0,315	0,561
Varianța explicată	47%	
KMO	0,878	
Semnificație test Bartlett de sfericitate	p<0,001	

Metoda de extracție: *Principal axis factoring*. Calcule personale, pe baza EVS/BOP 2005.

Tabel A 6

Calculul indicelui de încredere în instituțiile statului (EVS 1999)

	Comunalități	Saturații
Poliție	0,508	0,713
Parlament	0,557	0,746
Funcționari publici	0,496	0,705
Justiție	0,376	0,614
Varianța explicată	48%	
KMO	0,750	
Semnificație test Bartlett de sfericitate	p<0,001	

Metoda de extracție: *Principal axis factoring*. Calcule personale, pe baza EVS 1999.

GRANIȚA ȘI GRĂNICERII BĂNĂȚENI – O ABORDARE SOCIO-ISTORICĂ

SEBASTIAN ȘTEFĂNUCĂ*

ABSTRACT

THE “FRONTIER” AND FRONTIER GUARDS IN BANAT – A SOCIO-HISTORICAL APPROACH

The researchers preoccupied with the regional identity potential of Țara Almăjului and the Eastern area of the Banat mountain region, Romania, cannot avoid the particular historical evolution, in the last three centuries, of these regions. This is true precisely when the starting point is represented by the Wealth Community (Comunitatea de Avere) – a form of collective ownership of a large part of the forests in the abovementioned regions and of certain buildings – a direct remnant of the Austrian frontier past, which was abolished during the Communist period. At that time (the second half of the 18th century), this form of collective ownership generated deep and irreversible social, administrative, architectural, legal and economic transformations which are visible to this day.

Apart from an elite preoccupied with historical studies, in relation to which we notice the open affirmation of identity valences which we look for, and apart from another elite which is interested in reinstating and managing the Wealth Community, the locals seem detached both from the past and the frontier, as well as from the attempts to reinstate the Wealth Community. The only truly relevant form of ownership is *individual ownership*. We consider that this attitude is a variant of what Lucian Blaga called a “boycott of history”. Therefore, the identity looked for seems to be constituted not so much by *opposing*, than by *ignoring* the past and the disinterest towards *collective ownership*, to which we can add the *suspicion* with respect to the intentions of people holding positions within the local administration and state authorities generally.

Key words: collective property, irreversible transformations, forgetting the past, boycott of history, identity, suspicion in relation to any form of authority.

* Address correspondence to Sebastian Ștefănuță: str. Principală, nr. 178, Ghirdoveni/I. L. Caragiale, jud. Dâmbovița, România; e-mail: seb_filozof@yahoo.com. Autorul, doctorand al domnului profesor Gheorghită Geana, la Facultatea de Filosofie a Universității București, este profesor la Grupul Școlar „Constantin Cantacuzino” din Băicoi, județul Prahova.

[Î]n același timp, grănicerii au rămas în memoria urmașilor ca participanți la războaiele împotriva lui Napoleon, la îndelungile campanii când au fost nevoiți să-și părăsească pământul și pe cei dragi, întorcându-se apoi cu aureola faptelor de vitejie, dar și cu un orizont de cunoștințe care a impresionat pe cei rămași acasă.

Petru Bona

INTRODUCERE

Căderea comunismului din decembrie 1989 a antrenat – cum era și firesc – o serie de măsuri legislative, menite a configura pe plan administrativ (și nu numai) situația generată de nașterea unei noi orânduiri politice, bazată, printre altele, pe idealuri de respectare a proprietății și a favorizării liberei inițiative. Legile nr. 18/1991, 169/1997, 1/2000, 247/2005 și altele, reprezintă tot atâția pași în încercările de justă reconstituire a unor drepturi de proprietate legate de terenurile agricole și forestiere, terenuri trecute progresiv în proprietatea statului după anul 1948. Din punctul de vedere de care suntem preocupați, regimul comunist a impus o bruscă și radicală intervenție în evoluția de până atunci, mai mult sau mai puțin organică, a statutului proprietății: delimitarea de trecut însemna în primul rând o lichidare a deținerilor private de terenuri – mai ales când era vorba de mari întinderi – și trecerea acestora sub administrație statală. Astfel că, măsurile de după 1989, de revenire la vechile forme de proprietate, au caracterul realizării unui arc peste timp, în scopul reconfigurării unui proces de dezvoltare a proprietății stopat de *intermezzo*-ul comunist.

Din perspectivă antro-po-sociologică, deosebit de interesantă este reacția socială la astfel de inițiative și măsuri. Una dintre mizele acestei reacții este legată de (re)configurarea unor noi identități¹. Observația de simț comun, pe baza căreia putem iniția cercetări cu caracter științific, pare să indice un sporit interes al foștilor proprietari pentru proprietățile individuale (indiferent dacă de natură funciară sau imobiliară) și un la fel de sporit, de data aceasta, dezinteres, pentru revendicarea unor foste proprietăți deținute în comun. În acest din urmă caz, inițiativa de revendicare are o direcție descendentă (de la vârf către bază – așadar, de la persoanele implicate într-o posibilă structură de administrare, către mulțimea „proprietarilor”). Într-o astfel de logică, ne așteptăm ca *fenomenele identitare*

¹ În estul și sud-estul Europei, negocierile identitare pe baze etnice de după încheierea Războiului Rece au luat pe alocuri aspecte dramatice (de exemplu, fenomenele din fosta Iugoslavie sau din regiunile transcaucaziene). Afirmarea etnică este însoțită în multe cazuri de o revendicare teritorială, cu alte cuvinte, de o redefinire a proprietății. În legătură cu aceste aspecte, deosebit de interesant este studiul realizat de Samuel Huntington, *Ciocnirea civilizațiilor și refacerea ordinii mondiale* (1997).

legate de această variabilă (proprietatea colectivă) să fie (deocamdată) de slabă intensitate.

Privind către secolul trecut, descoperim o serie de autori care scot la iveală o anume caracteristică a poporului român: *individualismul*. I-am numit aici pe autohtonii D. Drăghicescu, Constantin Rădulescu-Motru², Paul H. Stahl, dar și pe americanul David A. Kideckel, pentru care comunismul va fi creat condițiile apariției *atomizării*, un individualism dus la extrem (Kideckel 1993).

Unele studii realizate după 1989 pe problema participării la edificarea unor bunuri publice sunt preocupate mai degrabă de identificarea potențialului de participare comunitară (în speranța că acesta există), decât de măsurarea efectivă a gradului de participare³.

Pe fondul tradiției individualismului, observația mai sus menționată s-ar înscrie mai degrabă în limitele unui tipar de normalitate.

Pornind de la această observație, studiul fenomenelor sociale (identitare sau nu) generate de retrocedare și demersurile de retrocedare a unor proprietăți funciare comune devine cu atât mai incitant. Dacă în anul 2005 am purces în Țara Vrancei, pe urmele tradiției multisekulare a *obștilor* țărănești⁴, în vara lui 2006, cu aceleași gânduri de cercetare ne-am deplasat în la fel de vechea regiune a Țării Almăjului. Dacă autarhia Țării Vrancei a devenit proverbială de-a lungul istoriei („Să vedem ce zice [și] Vrancea”, aveau obiceiul să spună domnitorii Moldovei), Țara Almăjului va fi reprezentat cel mult o regiune geografică a Banatului, o depresiune situată între Munții Almăjului și Munții Semenic, fără autonomie. Și, în sfârșit, dacă în Țara Vrancei interesul ne-a fost stârnit de *obște* – veche formă de organizare socio-economico-administrativă, din ale cărei înțelesuri astăzi va fi rămas doar acela de „formă de proprietate colectivă” –, în Țara Almăjului, Comunitatea de Avere a reprezentat obiectivul de la care am plecat și către care am revenit.

Banatul de Est al celei de-a doua jumătăți a secolului XIX a fost martorul înființării unei proprietăți colective a foștilor grăniceri dintr-o porțiune a graniței estice a fostului Imperiu Austro-Ungar, aflat la momentul dualismului. Porțiunea de graniță de care vorbim se întindea de-a lungul culoarului Timiș-Cerna, de la Marga la nord la Jupalnic și Orșova în sud, și cuprindea toate satele de pe această linie și din regiunile adiacente, printre care și Almăjul. În alcătuirea proprietății intrau 223 376, 96 jugăre teren forestier și o serie de imobile (1 jugăr=0,5775 ha).

² „Românului nu-i place tovărășia” (Rădulescu-Motru, 1999: p. 16).

³ Ne referim aici la Anișoara Stegaru, *Cultura participativă, între tradiționalism și modernitatea rurală*, și la Dumitru Sandu, *Dezvoltare comunitară. Concepte, principii, experiențe*. În prezentarea exemplelor de acțiuni comunitare reușite (în localități precum Axente Sever, Șeica Mare, Șeica Mică din județul Sibiu), prof. Dumitru Sandu trece în revistă doar profilul ocupațional al persoanelor implicate în constituirea unor asociații de aducțiune a apei potabile. Ar fi fost interesantă și o trecere în revistă a apartenenței etnice și religioase.

⁴ Cercetările noastre s-au concretizat în articolul „Obștea – identitatea pierdută și neregăsită”, apărut în „Studii și comunicări de etnologie”, 2005, XIX, p. 133–150.

Înainte de a da tiparului câteva considerații legate de percepția și relevanța socială a Comunității de Avere, de eventualele *fenomene identitare* generate de reînvierea acestei forme de proprietate colectivă și, odată cu aceasta, de reactualizare a unui trecut – considerații desprinse în mare măsură din peregrinările prin câteva sate ale Țării Almăjului sau în împrejurimile acestei regiuni –, vom încerca o, pe cât posibil, succintă tratare istorică a militarizării graniței estice bănățene în secolele XVIII și XIX. Orice studiu de acest gen este prea puțin probabil că s-ar putea desfășura fără abordarea acestui cadru istoric, din simplul motiv reprezentat de transformările sociale profunde produse de jocurile istorice în această regiune⁵, ale căror efecte pot fi resimțite și astăzi, și pentru care Comunitatea de Avere reprezintă – pe lângă o simplă formă de proprietate colectivă – (încă) un simbol, alături de multe altele.

O SCURTĂ ISTORIE A MILITARIZĂRII SATELOR DIN ESTUL BANATULUI

După mai bine de trei secole de stăpânire maghiară, în 1552 turcii iau în stăpânire Banatul, înființând pašalâcul Timișoarei (Dolângă 2000: p. 80). Suveranitatea otomană durează 164 de ani, până în 1716 (Bona 1996: p. 7), când întreg Banatul intră definitiv în stăpânirea Curții de la Viena. Totuși, între anii 1688 și 1716 statutul politic al Banatului este incert, cu atât mai mult al Țării Almăjului, regiune care nu va fi reprezentat decât o „trambulină de aruncare a oștilor otomane asupra celor austriece și invers” (Sitariu 2003: p. 53). În anul 1718, prin pacea de la Passarowitz, frontiera dintre Austria și Imperiul Otoman atinge cea mai estică linie a sa, pe Olt, Timoc, Morava Mică, Drina, Sava (Bona 1996: p. 8). Frontiera se stabilizează însă în urma războiului din 1737–1739, război în care populația românească găsește un prilej de a se răscula împotriva stăpânirii austriece, mult mai grea decât stăpânirea otomană precedentă (de altfel, până în 1658 turcii nici măcar nu pătruseseră militar în districtele bănățene) (N. Iorga, *apud* Dolângă, 2000: p. 80), situația generând una dintre cele mai mari răscoale din Imperiul Austriac (Panduru 2000: p. 34). Prin pacea de la Belgrad (1739), o bună parte din frontiera dintre Imperiul Otoman și Austria rămâne pe Dunăre și în estul Banatului, pe linia Orșova-Mehadia-Caransebeș-Marga.

Organizarea apărării frontierei cu Imperiul Otoman reprezintă o mare prioritate pentru Curtea de la Viena. Într-adevăr, dese războaie dintre cele două imperii desfășurate pe parcursul secolului XVIII confirmă importanța strategică a acestei zone de contact. Paza graniței dunărene este asigurată prin înființarea a două regimente confiniare, care aveau atât atribuții grănicerești dunărene, cât și sarcini de pază în zona interioară a Banatului (în special în zona montană):

⁵ Nu exagerăm dacă afirmăm că aceste transformări au fost comparabile ca intensitate cu cele produse mai târziu în perioada comunistă pe întreg teritoriul României.

Regimentul Confiniar Ilirio-Bănățean, organizat între anii 1766–1768, rezultat din transformarea companiilor de milițieni⁶ (alcătuite, la rândul lor, din foști grăniceri ai confiniului militar tiso-mureșan, desființat în 1741, și refugiați din teritoriul rămas ocupat de turci), și Regimentul Confiniar Germano-Bănățean, înființat între anii 1765–1768, în a cărui alcătuire intră, prin hotărârea Mariei Tereza, împărăteasa Austriei, coloniști recrutați din rândul invalizilor care încă dispuneau de capacitate de muncă, și soldați lăsați la vatră după războiul de șapte ani (1756–1763) (Bona 2000: p. 13).

Rămânea de rezolvat problema militarizării graniței estice a Banatului, pe linia Jupalnic-Caransebeș până la Marga. Însuși Iosif al II-lea este trimis de împărăteasă în trei călătorii în Banat, între anii 1768–1773, pentru a analiza posibilitatea de organizare a acestei granițe. Dintre toate soluțiile dezbătute, cea mai eficientă s-a dovedit a fi militarizarea satelor autohtone, urmând a fi colonizate doar cadrele ofițerești și subofițerești (*ibidem*, p. 27). Aducerea de coloniști germani ar fi însemnat o soluție care presupunea cheltuieli imense, cu riscuri la fel de mari ca această colonizare să nu reușească, date fiind condițiile geografice și de viață existente. În plus, nici în cincisprezece ani de la demararea colonizării germanii nu ar fi plătit atâtea impozite câte plăteau românii în momentul dislocării lor (T. Măran, citat de P. Bona, 1996: 42 – nota 39). De asemenea, se luau în considerare costurile sociale legate de mutarea românilor în teritoriile provinciei camerale⁷, mulți dintre aceștia ar fi avut mult de suferit datorită schimbării condițiilor de viață sau chiar ar fi murit înainte de mutare (*ibidem*, 26, nota 40).

Cu înființarea unui batalion de grăniceri pe linia Orșova-Caransebeș-Marga este însărcinat în 1768, de către Iosif al II-lea, baronul Paul Dimic Von Papilla, originar din Arad (Panduru 2000: p. 35). Odată adoptată soluția militarizării elementului autohton, aceasta nu s-a putut pune în practică fără dificultăți⁸. Alegând ca strategie intimidarea – amenințarea cu mutarea într-o regiune de șes, variantă pe care locuitorii din satele de pe linia mai sus menționată nu ar fi acceptat-o –, baronul Von Papilla reușește să convingă toate satele românești vizate (pentru început, 33 la număr) să accepte militarizarea (Bona 1996: p. 31). Astfel că, între anii 1769–1773 ia ființă un batalion românesc cu sediul la Jupalnic, alcătuit din patru companii (*ibidem*, p. 32). Ulterior (1774), constatându-se insuficiența efectivului grăniceresc, se alătură și satele din Almăj și din alte districte (Orșova,

⁶ De altfel, slaba prestație a corpului de milițieni, atât în serviciul de garnizoană în Timișoara, cât și în serviciul de cordon, distanța mare dintre companiile împrăștiate în munți, pregătirea militară redusă a acestui corp, au impus căutarea unor soluții mult mai eficiente pentru apărarea granițelor Banatului sudic (Bona 1996: p. 12).

⁷ În perioada ocupației austro-ungare, o parte a Banatului se afla sub administrație camerală (civilă), iar altă parte sub administrație confiniară (militară).

⁸ Ilustrativ în acest sens este un episod relatat de Nicolae Stoica de Hațeg în *Cronica Banatului*, legat de o întâlnire a lui Iosif al II-lea – la prima călătorie a acestuia în Banat (1768) – cu cnezii (conducătorii) satelor din Almăj, la Bozovici. Întrebați dacă vor să fie militari ai împăratului, aceștia răspund: „Nu voim! Măcar dări îndoite să plătim, militari nu voim să fim!” (Panduru 2000: p. 35).

Craina etc. – *ibidem*), ajungându-se la un număr de 72 de sate militarizate (Panduru 2000: p. 36). În 1775 militarizarea este încheiată, iar batalionul românesc se contopește cu regimentul ilir, rezultând Regimentul Româno-Ilir, cu sediul la Biserica Albă (pe teritoriul Serbiei de azi), având în componență 99 de sate repartizate în 16 companii (*ibidem*, p. 37), regiment de linie ce avea să poarte numărul 72 (Bona 1996: p. 33).

Grănicerii sunt utilizați nu numai pentru acțiuni de pază ale granițelor, dar și pe parcursul numeroaselor campanii militare purtate de Imperiul Austriac, dintre care de o importanță aparte a fost campania dusă împotriva lui Napoleon al Franței, între anii 1792–1814 (Panduru 2000: p. 41).

Datorită suprafeței sale prea mari, greu de controlat, la 1 martie 1838 Regimentul Româno-Ilir este împărțit în două, dintre care Regimentul Confiniar Româno-Bănățean nr. 13, cu sediul la Caransebeș, avea ca rază de acțiune regiunea dintre Orșova și Marga, și douăsprezece companii în componență (*Ibidem*, p. 46).

Participarea grănicerilor la Revoluția din 1848 este de partea monarhismului.

În 1871, Regimentul Româno-Bănățean nr. 13 este desființat, pe fondul dualismului austro-ungar demarat în 1867. Teama autorităților ungare de o posibilă intervenție a Curții de la Viena, pentru a înlătura Constituția Ungariei cu ajutorul militarilor români, și atenuarea pericolului turcesc reprezintă cauzele principale, care au dus la desființarea regimentului grăniceresc (L. Groza, citat de P. Bona 1996: p. 37). După aproape o sută de ani, satele grănicerești revin la statutul de sate civile.

Pădurile existente în graniță au fost împărțite, jumătate fiind preluate de fostele comune grănicerești – ca procedeu de răscumpărare a drepturilor anterioare de servitute forestieră –, jumătate trecând în proprietatea statului maghiar. Reprezentanța regimentară nr. 13 le administrează în continuare sub formă de comunitate de bunuri (Hamat 2002: p. 128) până în 1879, când se înființează Comunitatea de Avere și se finalizează tratativele de partaj cu statul maghiar (Dolângă 2000: p. 95). Comunitatea de Avere administra și bunurile grănicerești ale românilor din Banatul de munte, iar primul președinte al Comunității de Avere a fost ales generalul Traian Doda, funcție pe care o va deține între anii 1879–1892 (Sitariu, 2000: p. 84). Din *Țara Almăjului* a lui Nicolae Dolângă aflăm că „au fost repartizate pe comune pădurile și munții fostului Regiment Confiniar Româno-Bănățean” (dintre care Almăjului îi reveneau 65 298 jugăre și 69 stânjani) (2000: p. 95). Petru Hamat însă, în *Comunioanele grănicerești bănățene*, parafrazându-l pe Antoniu Marchescu⁹, afirmă că „acest domeniu forestier (al foștilor grăniceri, *n. ns., S. Ș.*) nu s-a repartizat pe comune și, în cadrul acestora, pe comunioane, cum, de altfel, s-a procedat în alte regiuni grănicerești (de exemplu, în zona năsăudeană, *n. ns., S. Ș.*), ci, în urma stăruințelor generalului Traian Doda, s-a hotărât să se administreze în comun (2002: p. 140)¹⁰. Informațiile de teren rezolvă contradicția

⁹ Antoniu Marchescu, *Grănicerii bănățeni și Comunitatea de avere*, volum care nu poate fi ocolit în cazul unui studiu temeinic pe tema Comunității de Avere.

¹⁰ Informații aparent contradictorii, relevante, după cum vom vedea, și pentru o stare de fapt întâlnită la momentul cercetărilor noastre: încă nu era pe deplin lămurit dacă pădurile Comunității de Avere (reînființată) vor fi administrate centralizat sau la nivel de comună.

dintre afirmațiile celor două surse: memoria colectivă păstrează (deși vag) amintirea unei perioade în care fiecare sat avea repartizată o anumită suprafață de pădure, din care oamenii își ridicau dreptul de material lemnos, fără ca această suprafață să fie administrată la nivel de unitate administrativă comunală.

Comunitatea de Avere și-a continuat existența până la instalarea comunismului. După 1948, bunurile funciare și imobiliare ale Comunității de Avere trec în proprietatea statului, fără a exista un act oficial al desființării Comunității de Avere¹¹.

CONSECINȚE DE ORDIN SOCIO-ADMINISTRATIV ȘI JURIDIC ALE MILITARIZĂRII

Devenirea istorică particulară a militarizării (respectiv de-militarizării) satelor românești de la granița estică a Banatului are, printre altele, și aspectul unor profunde transformări din punct de vedere al organizării comunitare și al regimului de drepturi și obligații grănicerești. Dintre acestea, primele sunt de o importanță aparte; ele reprezintă transformări *irreversibile*, al căror rezultat este la fel de vizibil și astăzi, în modul de dispunere și construcție a gospodăriilor în satele menționate (cum, de altfel, este vizibil în toate regiunile fostei zone de graniță a Imperiului Austriac în particular, precum și în aspectul altor sate, de foști coloniști sau nu, din Banat sau Transilvania, în general). Dată fiind vizibilitatea acestor „urme”, vom proceda la o refacere a traseului devenirii satului bănățean (cu accente pe satele din regiunea vizată de noi), traseu însoțit de salturi la fel de semnificative în structurile familiale. Această situație ne permite să afirmăm că devenirile socio-administrative și arhitecturale, precum și eventualele identități generate de acestea nu pot fi eludate în studierea potențialului identitar legat de o formă specifică de proprietate colectivă.

Nu vom neglija însă nici regimul juridic al grănicerilor. În plus, Comunitatea de Avere, punctul de pornire al studiului prezent, reprezintă o altă vie mărturie a unui timp istoric agitat, generator de ireversibile transformări.

A) SISTEMATIZAREA SATULUI GRĂNICERESC

Teza de doctorat a lui Nicolae Săracă, *Arhitectura populară în Banat. Fondul tradițional*, reprezintă un ghid deosebit de util în surprinderea – date fiind limitele studiului nostru – etapelor de evoluție ale satului bănățean (centrându-ne pe satele din fosta graniță estică) până la forma lui actuală.

Prioritățile economice de tip feudal și nevoia de securitate reprezintă factorii care, în opinia lui Săracă (și nu numai), au contribuit la roirea și apoi re(gruparea) așezărilor bănățene, între perioada de început a feudalismului –

¹¹ Informație obținută de la Vasile Corneanu, secretarul actual (2006) al Comunității de Avere.

sec. XIV–XV pentru sudul și estul Banatului – și instaurarea administrației austriece. Practicarea unei agriculturi extensive și dorința de a scăpa de aservirea feudală ar fi dus, într-o primă etapă, la roirea locuitorilor dintr-un sat matcă și întemeierea unor cătune de cel mult douăzeci-treizeci de gospodării (1982:p. 32). Ulterior, nevoia de terenuri în jurul vetrei de sat, pentru practicarea unei agriculturi intensive, consolidarea domeniilor feudale, apoi prezența incursiunilor turcești, au determinat o regrupare a așezărilor, care astfel puteau fi mai ușor apărate, amintirea vechilor așezări fiind atestată doar de documente și toponimie (*Ibidem*, p. 34–35). Conscripția (recensământul) austriac din 1717 evidențiază prezența unor așezări mai numeroase în zonele bănățene de câmpie și a unor sate mai mici în zonele înalte.

În tot cazul, subliniază autorul, satul bănățean poartă, până la jumătatea secolului XVIII, amprenta satului de tip *împrăștiat*, în care se pot distinge și germeii unei viitoare structuri de tip *risipit*, după cum se poate deduce din descrierea unor sate din Clisura Dunării¹², realizată la 1769 de călătorul Johann Friedel, sau din observațiile lui Iosif al II-lea, cu prilejul celei de-a treia călătorii în Banat¹³.

Stăpânirea austriacă în Banat este însoțită de intense campanii de colonizare, îndeosebi în zonele de graniță (cum am menționat, cu excepția zonei estice). Până în 1740 nu au existat niciun fel de norme legate de configurația satelor de coloniști. Colonizarea tereziană dintre anii 1740–1780 are însă un aspect intens normativ privind configurarea noilor așezări. Astfel, „[P]entru proiectarea unui sat se aveau în vedere următoarele: un inginer topograf va trasa rețeaua stradală, va fixa locul amplasării bisericii, casa parohială, școala, cârciuma, toate în mijlocul satului, pe unele străzi se vor săpa fântâni. Străzile vor avea lărgimea de 18–20 de stânjeni¹⁴. Terenul pentru casă era stabilit între 75 și 100 stânjeni în lungime și 12 până la 15 stânjeni în lățime. Toate casele trebuiau să fie construite cu frontonul la stradă, iar anexele (grajd, hambar etc.), în spatele casei de locuit, în linie dreaptă către grădină, [astfel ca] între grădinile a doi vecini să rămână un spațiu liber de cel puțin 9 stânjeni. Clădirile anexe nu se construiau de-a curmezișul curții, pentru ca în cazul izbucnirii unui incendiu, flăcările să nu se poată extinde ușor” (T. Măran, citat

¹² Partea dunăreană a regiunii muntoase dintre Depresiunea Almăjului și fluviul Dunărea.

¹³ Se cuvine să facem, în acest loc, câteva precizări legate de tipurile de așezări rurale menționate. În atlasul de *Arhitectură populară în România* al lui Grigore Ionescu găsim următoarele descrieri: „**Satul împrăștiat**, caracteristic astăzi regiunilor muntoase, are gospodăriile izolate, semănate la depărtări mari unele de altele, fiecare familie, cu gospodăria ei, putând avea în proprietate o întindere apreciabilă de pământ în jur. Satul nu are uliți. Drumuri întâmplătoare și poteci leagă casele între ele și pe acestea cu calea publică cea mai apropiată. Gospodăriile sunt răzlețite în mijlocul unei vegetații îmbelșugate (...) **Satul răsfirat** (*risipit*, în terminologia lui Săracă – *n. ns., S. Ș.*) este caracteristic ținuturilor deluroase și constituie forma cea mai răspândită și cea mai obișnuită de așezare rurală românească. Planul unui astfel de sat ne înfățișează o rețea de uliți lungi, de traseu neregulat. Casele sunt așezate mai totdeauna la drum, formând grupuri ca niște cătune, pe alocuri depărtate unele de altele” (1971: p. 11–12).

¹⁴ 1 stânjen austriac=1, 896 m.

de P. Bona, 1996: p. 24), după cum reiese din dispozițiile imperiale din 1766. Se constată raționalitatea unei astfel de compactări a satelor, în ceea ce privește colectarea taxelor și supravegherea locuitorilor, iar din 1770 se trece la o sistematizare asemănătoare a satelor românești. Astfel, se urmărea o dispunere geometrică a așezărilor de câmpie și una concentrată de-a lungul drumului pentru așezările din zonele colinare (Săracă 1982: p. 36). Dacă, pentru alte zone ale Banatului, procesul de sistematizare se desfășoară treptat, anumite priorități militare ale graniței Orșova-Mehadia-Caransebeș-Marga (comunele grănicerești trebuiau să reprezinte adevărate fortărețe militare, cu capacitate sporită de acțiune, atât în paza frontierelor, cât și în ceea ce privește utilizarea lor în alte sarcini combative – am amintit de războaiele napoleoniene) impun o grăbire a acestui proces, odată cu dispozițiile hasburgice din anul 1777 (*ibidem*, p. 37). Aceste priorități militare sunt dublate de necesitatea atenuării pericolului haiducesc; stăpânirea austriacă va fi consolidat *haiducia* ca formă de rezistență antihasburgică. Așezările răzlețite puteau adăposti și ajuta mai lesne haiducii (Sitariu 2003: p. 59).

Pentru mutarea în noua vatră, grănicerii primeau o compeșă bănească de 25 de florini, scutirea de serviciul militar în anul în care se făcea această mutare, lemne gratuite din pădurea regimentului. Gospodăria trebuia refăcută în patru săptămâni (L. Groza, citat de N. Săracă, 1982: p. 38). Grănicerul primea o porțiune de teren intravilan, pe care să-și ridice casa (pentru care nu plătea nicio taxă) și o alta în hotarul comunei grănicerești (pentru care plătea o taxă de 6–8 creițari pe jugăr), denumite moșie „stătătoare”, respectiv moșie „întrecătoare”, în Constituția Confiniară din 1807 (A. Marchescu, citat de N. Săracă, 1982: p. 38). Uneori, locuitorii care s-au împotrivit au fost mutați cu forță¹⁵.

Această dispunere ritmică a gospodăriilor, cu casele perpendiculare pe linia străzii, a creat premisele apariției gospodăriei de tip *învăluit* (P. Petrescu, citat de N. Săracă, 1982: p. 39) în toate zonele Banatului. Casa și toate celelalte anexe gospodărești alcătuiesc un careu cu deschiderea spre stradă.

Desființarea regimentului grăniceresc, din 1871, este însoțită de dispariția constrângerii normative a dispunerii rurale. Noile construcții nu vor mai respecta un plan de sistematizare. Prin urmare, vom avea o trecere treptată, de la tipul de sat *adunat*, de concepție arhitectonică germană, la tipul de sat *adunat*, de concepție arhitectonică românească¹⁶, în care se observă totuși premisele inițiale ale formei

¹⁵ N. Săracă relatează mărturia unui bătrân octogenar din Măru, care își aduce aminte faptul de a fi auzit, pe când era copil, de la bătrânii săi, că unii locuitori ai satului Măru au primit „25 de băte pe spinare”, deoarece nu vroiau să-și părăsească vechile gospodării (mărturie din iunie 1980) (1982: p. 49).

¹⁶ „**Satul adunat**, cu gospodăriile mult mai apropiate decât cele din satul de tip răsfirat, este o așezare cu caracter agricol dominantă în ținuturile de câmpie, dar el se găsește tot atât de bine și în regiunile deluroase sau chiar muntoase ale țării. Satul acesta ne înfățișează o aglomerație compactă și bine delimitată de gospodării, cu casele dispuse de-a lungul unei rețele de uliți cu traseu adesea foarte neregulat. (...) Mai întâi, pentru români, forma aceasta de așezare a fost adesea rezultatul unor condiții restrictive: întinderea limitată a terenului afectat așezării. (...) În regiunile deluroase sau muntoase (...) adunarea gospodăriilor și a caselor în cadrul acestora a fost o consecință a nevoii de adaptare la

actuale. În Globu Craiovei, sat situat dincolo de granița estică a Țării Almăjului, am constatat existența unei vetre geometrice cu gospodării ritmic dispuse și a unor periferii alcătuite din uliți oarecum întortocheate și locuințe care nu mai urmează logica vetrei. De asemenea, în Prigor se observă aceeași dispunere ritmică a locuințelor, de data aceasta de-a lungul drumului, precum și un traseu neregulat al ulițelor secundare.

Se cuvine să facem câteva precizări și în ceea ce privește materialele de construcție utilizate și concepția arhitectonică în perioada istorică aflată în studiu, utilizând același ghid ca mai sus. Administrația imperială emite în repetate rânduri instrucțiuni legate de materialul utilizat și planul de casă, fără a impune – înțelegem din parcurgerea lucrării lui Nicolae Săracă, precum și a altor lucrări – și *stilul* de construcție a caselor. Remarcăm totuși o influență stilistică indirectă, prin însuși planul de sistematizare. Una dintre cele mai relevante consecințe ale acestei sistematizări se petrece în partea a doua a secolului XX, la mai bine de o jumătate de veac după dispariția administrației maghiare¹⁷.

În general, se remarcă o evoluție tristadială din punct de vedere al materialului utilizat la construcția caselor: locuința din nuiele împletite, apoi locuința din pământ bătut în zonele de câmpie și lemn în zonele înalte, urmată de locuința din piatră și cărămidă¹⁸. Compartimentarea variază de la locuințele monocelulare (locuințele din nuiele împletite erau în același timp monocelulare), până la locuințele multicelulare, în zilele noastre cel mai des întâlnite.

Secolul al XVII-lea este dominat de prezența arhitecturii din nuiele împletite. Remarcabile, în acest sens sunt mărturiile lui Johann Friedel, J. J. Ehrler, Grisellini, călători în Banat în a doua parte a acestui secol (Săracă 1982: p. 52). Aceste case sunt ieftine și ușor de ridicat, de aceea ele sunt recomandate și pentru coloniști, în perioada colonizării pre-tereziene (*ibidem*, p. 53). Dispozițiile imperiale din 1766 sunt mai precise în ceea ce privește materialele utilizate și planul pentru locuințele

terenul disponibil, propice așezării: poieni înguste între dealuri sau funduri aproape circulare de văi în care satele au fost clădite ca niște cuiburi. (...) Cu totul alta este înfățișarea *satului adunat*, creație a coloniștilor sași din Transilvania. În acest tip de așezare, adânc chibzuită, gospodăriile au un aspect ordonat, iar casele, așezate toate în linie, sunt legate între ele cu porți înalte de zid, formând un front unic, masiv, către uliță. (...) Un caracter asemănător, deosebit de concepția autohtonă, au și unele sate compacte de drum – creații, la origine, tot ale coloniștilor sași, cât și toate satele croite și dezvoltate pe baza unui plan prestabilit, geometric, cum sunt satele mai noi – acestea îndeobște cu gospodării mai largi – întemeiate mai ales în secolul al XIX-lea în vederea colonizării în partea de apus a Transilvaniei, în câmpia Dunării și Dobrogea” (Ionescu 1971: p. 13–14).

¹⁷ Până la data redactării prezentului articol nu am identificat un studiu pertinent pe problema devenirii stilistice, care să trateze problema elementului stilistic autohton, a elementului stilistic austriac, importat sau impus, nici a sintezei dintre acestea.

¹⁸ Sporadic este întâlnit și bordeiul, pentru ca el să dispară la începutul secolului XX (Săracă 1982: 60). El va fi reprezentat locuința unor categorii țărănești mai modeste, precum și un tip de locuință la care se putea apela după momentele de invazie otomană până la refacerea vechilor case. Sugestivă este în acest sens mărturia lui Nicolae Stoica de Hațeg, privitoare la comportamentul locuitorilor din Mehădia după invazia turcească din 1877: „(...) cei de turci cu case arse, bordeie mici în pământ își săpa, cu loboda, știrul și cu bozul le acoperea (...)” (*ibidem*, p. 57).

coloniștilor (dispoziții valabile, de asemenea, ulterior, pentru satele românești din graniță): „Casa colonistului trebuia să fie compusă din două camere și o bucătărie. (...) Construcția trebuia să fie din pământ bătut, cărămidă crudă, lemn sau împletitură, în funcție de configurația terenului” (T. Măran, citat de P. Bona, 1996: p. 24).

Secolul al XIX-lea este marcat de înlocuirea arhitecturii de nuiete cu arhitectura de pământ bătut (la câmpie) și lemn (în zonele înalte). Încă de la începutul secolului, odată cu Constituția Confiniară din 1807, pentru zona de graniță se admite numai construcția caselor din material rezistent: „(...) [C]asele grănicerești, cele noi, să se facă din materii trainice, lemn sau zâd dă piatră. (...) (*Fundamentalnice legi pentru Granița Militărească*, citate de N. Săracă, 1982: p. 54). Conscripția de la 1808 numără în Prigor 125 case de lemn (aproape toate casele) și doar câteva construcții din cărămidă: biserica, postul de comandă, locuința căpitanului și școala germană (C. Buracu, citat de N. Săracă 1982: p. 70). În plus, către mijlocul secolului, autoritățile acordă grănicerilor o scutire de impozite timp de zece ani, dacă acceptă să-și ridice o locuință din piatră (Săracă 1982: p. 80).

Este preferată din ce în ce locuința trichelulară, alcătuită din două încăperi dispuse simetric față de o tindă centrală. Acest plan este în consonanță atât cu tradiția locală a succesiunii, care prevede ca întâiul născut să rămână cu părinții după căsătorie, existând astfel suficient spațiu locativ pentru ambele familii, cât și cu nevoile locative ale comunionului, structură familială impusă în zona de graniță odată cu militarizarea (*ibidem*, p. 100). De asemenea, mai ales la începutul secolului, continuă prezența substanțială a caselor mono și bicelulare, prezență datorată în primul rând circumstanțelor socio-economice din rândurile țărănimii (*ibidem*, p. 97).

Secolul al XX-lea reprezintă succesul deplin al arhitecturii din piatră și cărămidă, în partea a doua a acestui secol doar din cărămidă, deși în primele decenii se constată încă o prezență numeroasă a caselor din pământ bătut sau lemn (*ibidem*, p. 67, p. 68).

Remarcabil este faptul că triumful arhitecturii de cărămidă este însoțită de o compartimentare multichelulară a locuinței.

În anumite perioade există și obiceiul construirii caselor cu prispă, parțială sau continuă, deși norma cutumiară de construcție în Banat pare a fi fost mai degrabă a casei fără prispă (*ibidem*, p. 92). Odată cu arhitectura din piatră și cărămidă, locul stâlpilor de lemn ai prispei este luat de zidăria din cărămidă, și, sub influență sârbească, sunt închise capetele prispei, practicându-se uneori o ușă la capătul dinspre stradă. Există și cazul în care construirea casei de piatră se face fără prispă („târnaț”), dar aceasta se adaugă ulterior (*ibidem*, p. 107). Cu toate că acest plan pare să nu fi fost folosit multă vreme în Almăj, în Prigor am găsit destule exemplare cu „târnaț” (adăugat sau nu) și ușă aflată în comunicare cu strada.

B) COMUNIUNUL ȘI REGIMUL JURIDIC AL GRĂNICERILOR

O altă intervenție importantă a autorităților austrice în viața socială a satelor de pe linia de graniță Orșova-Caransebeș-Marga este reprezentată de impunerea unei anumite forme de viață familială – *comunionul*. Dispozițiile imperiale legate de comunion sunt de obicei însoțite de prevederi legate de drepturile și obligațiile grănicerilor și sunt consfințite prin acte constituționale.

Evoluția comunionului și a regimului juridic al grănicerilor ne va purta către momentul înființării Comunități de Avere.

Ghidul nostru va fi de data aceasta Petru Hamat, cu lucrarea relativ recentă *Comunioanele grănicerești bănățene* (2002). Autorul nu încearcă o pătrundere substanțială în tainele vieții comunionului și a sistemului de drepturi și obligații grănicerești, intenționează doar lansarea unor piste de cercetare plecând de la un alt scop al cărții – o polemică dusă cu acei cercetători ai vieții comunionale, pentru care etapa de militarizare a satelor est-bănățene va fi reprezentat o perioadă de progres material și spiritual, sub auspiciile civilizatorului austriac¹⁹, al acestor sate. Îl vizează aici în special pe G. Groșoreanu, pentru care comunionul nu ar fi o formă parafamilială, de origine slavă (*zadruga*), impusă cu forța de autoritățile hasburgice, fără nicio legătură cu o tradiție locală, ci o rămășiță firească a unor forme familiale cu adânci rădăcini în trecutul traco-dacic (Hamat 2002: p. 67); este vizat și Antoniu Marchescu, convins de efectul benefic al dispozițiilor și măsurilor imperiale asupra culturii și moralei populației sătești (*ibidem*, 108). Pentru Hamat, cu greu poate fi vorba de vreun efect benefic – poate abia în ultima parte a existenței regimentelor confiniare –, ci doar de interesul autorităților imperiale de a-și asigura unități militare operative, capabile de autoîntreținere, cu prețul unor costuri sociale imense, legate de traiul cazon și de viața în comunion.

Odată cu preluarea Banatului de către austrieci, întreg teritoriul este declarat proprietate a coroanei, iar țărănimea pierde dreptul de proprietate asupra pământului, drept acordat de stăpânirea turcească în ultimele decenii, în speranța obținerii sprijinului populației autohtone (*ibidem*, p. 18–19). În noile condiții, țărănimea poate avea cel mult un drept de folosință a pământului.

Existența noilor granițe reclamă o reorganizare a confiniilor militare. În acest sens este emisă patenta imperială din 1737, în care se precizează că fundamentul acestei reorganizări va fi comunionul și feudul militar. Baza acestui document o reprezintă un alt document anterior, *Privilegiul Grănicerilor de la 1630*. În noul document, comunionul este reglementat în mod mai amănunțit, îndatoririle sale militare de apărare a frontierelor reprezentând activitatea de căpetenie a acestei formațiuni. Drept soldă, i se acordă posesiunea unui lot imobiliar (*ibidem*, p. 22). Prin urmare, întreținerea acestei armate nu costa nimic statul austriac. Hamat nu consideră acest lucru un privilegiu: grănicerii urmau să ia în folosință pământurile care anterior le aparținuseră.

¹⁹ Aceeași opinie pozitivă am întâlnit-o și printre istoricii și cercetătorii fenomenelor sociale ai Țării Almăjului sau fostei granițe bănățene, autohtoni sau nu.

Un alt document important este emis în 1754, *Drepturile Confiniare pentru Generalatul Carlstadului și Varasdinului*, care va reglementa regimul juridic al grănicerilor și comunioanelor până la Constituția Confiniară din 1807. Spicuim, cu ajutorul lui Hamat, din conținutul acestei legi. Astfel, consilierul aulic Jenko și contele Cordua, făuritorii acestei legi, sunt de părere că „Poseșiunile rurale formează cel mai important obiectiv în orânduirea confiniilor militare. (...) Cu cât mai mult popor se alimentează de pe urma feudului militar, cu atât mai multă ostășime poate fi pusă la dispoziția serviciilor noastre de război. (...) Grănicerii nu pot îmbrățișa altă ocupație decât cea militară, nici carieră meșteșugărească, nici intelectuală”. Niciun membru nu avea permisiunea să cumpere pământ, să desfășoare acțiuni pe cont propriu, pentru el sau pentru propria familie, activități care ar fi avut menirea să-l distragă de la treburile comunionului. Grănicerii nu sunt stăpâni, ci doar posesorii feudului militar. De aceea pământul comunionului și alte posesiuni imobiliare nu pot fi înstrăinate; posesiunea este indiviză, iar succesiunea se deschide după dispariția ultimului membru al comunionului. De asemenea, folosința feudului impunea și alte activități obligatorii (robota): grănicerii trebuia să presteze muncă obligatorie pentru construirea și întreținerea clădirilor publice, a drumurilor și podurilor etc. (*ibidem*, p. 76–79).

Dar ce este comunionul? O gospodărie în care sunt asociate mai multe familii, rude între ele, condusă de un *pater familias*, cel mai bătrân și harnic dintre bărbați, având rolul de a-i supraveghea pe ceilalți membri ai comunionului și de a conduce economia casei. Pandantul său feminin este *mater familias*, care se ocupă de economia internă a casei și de conducerea părții feminine a comunionului. Aspectele de ordin moral ale comunionului se aflau tot în grija acestui cuplu. Femeile se ocupau de obicei cu ordinea în comunion, curățenia și prepararea hranei, bărbații cu munca la câmp sau alte activități exterioare. În caz de îndeplinire necorespunzătoare a sarcinilor repartizate, conducătorii comunionului (mai rar) sau alte persoane din comunion (mai des) erau pedepsite în public de autoritatea militară, care verifica totodată realizarea acestor sarcini (gustul hranei, curățenia, aratul, cositul) (C. Buracu, citat de P. Panduru, 2000: p. 50). Obligațiile militare ale grănicerului încep odată cu vârsta de 17 ani și se încheie la 60 ani. Cu alte cuvinte, bărbații apti de muncă și buni de luptă trebuia să fie oricând pregătiți pentru îndeplinirea ambelor sarcini. Uniforma grănicerească este asigurată tot de comunion.

Constituția Confiniară din 1807 aduce câteva modificări. Comunioanele prea mari (unele atingeau 40–60 membri) se puteau împărți; structura comunionului rămânea însă aceeași. Grănicerul avea veșnică moștenire a folosinței pământului, „rămânând înaltului împărat stăpânirea cea preînaltă” (Bona 1996: p. 64), moșia „întrecătoare” (pământul din extravilan) putându-se arenda, amaneta sau vinde, cu aprobarea Regimentului (Hamat 2002: p. 86).

Constituția Confiniară din 1850 aduce importante modificări în regimul juridic al comunionului. Am putea spune, odată cu P. Hamat, că abia acum

serviciul de graniță este și în avantajul grănicerului. Printre modificări am putea aminti: desființarea lucrului împărătesc (robota); exercitarea drepturilor profesionale; libertatea învățământului comercial și științific; serviciu militar între vârsta de 20–50 ani; uniformă de la stat; soldă și indemnizație de pâine pentru serviciul de cordon etc. (Hamat 2002: p. 114–115). În plus, se poate folosi limba populației băștinașe în instituții, iar grănicerii sunt împroprietăriți definitiv, putând transmite proprietatea succesorilor legali. Un lucru foarte important din perspectiva premiselor apariției Comunității de Avere este că „[G]rănicerii au dreptul de a obține gratuit lemne din pădure, de foc și de construcție. [Au dreptul] să pască cu vitele în pădure afară de oprături, să folosească jirul și ghinda și să capete gratuit terenuri din pădure, accesibile agriculturii” (L. Smeu, citat de P. Panduru, 2000: p. 49). Acest drept le este întărit prin Regulamentul Silvic din 1860: (art. 70) „La serviciile forestiere (...) au dreptul numai grănicerii propriu-ziși, adică familiile grănicerești care trăiesc în legătură de comunie grăniceresc propriu-zis, dar totuși îndeplinesc obligațiile și îndatoririle grănicerești cu privire la slujba oștășească (...)”, urmând apoi precizări legate de întinderea acestor drepturi.

Urmează apoi momentele 1871–1872, ale desființării regimentelor confiniare. Ulterior se înființează Comunitatea de Avere pentru administrarea proprietății colective grănicerești, proprietate cu caracter *privat*. La 28 ianuarie 1880 se semnează actul de împărțire definitivă a fostelor păduri grănicerești (Hamat 2002: p. 140).

Aceste din urmă procese sunt însoțite de legi succesive de desființare a comunionului și de ieșire din indiviziune. Ca urmare a înființării Comunității de Avere, titularii drepturilor grănicerești sunt comunioanele, reprezentate de *pater familias*. Dar, prin legea din 1885 – lege care pune definitiv capăt instituției comunionale –, familiile simple devin entități juridice, beneficiare de drepturi integrale (*ibidem*, p. 144). Acestea sunt drepturi gratuite, până la un anumit quantum, la tăierea lemnului din pădurea comună pentru foc, construcții, pășunatul în poienile pădurilor și în munții aflați proprietatea comunității, drepturi colective la lemn pentru construcția de școli, biserici, lemne de foc pentru încălzirea sălilor de clasă, dreptul la tratament balnear și cazare la „casa grănicerească” din Herculane, precum și o serie de alte drepturi. Între cele două războaie mondiale, din fondurile Comunității de Avere s-a construit un internat în Caransebeș, unde se cazau elevii meritorii, dar cu mijloace modeste, din fosta graniță (*ibidem*, p. 145).

Reconstituirea drepturilor de proprietate și stabilirea beneficiarilor acestor drepturi reprezintă faza în care se afla activitatea Comunității de Avere nou-înființată, la momentul deplasării noastre în Banat, în vara lui 2006.

TRECUTUL ÎN PREZENT

Am realizat acest excurs prin istoria militarizării satelor din estul Banatului și a transformărilor ireversibile de ordin socio-juridico-administrativ, generate de această militarizare, deoarece suntem în căutarea, până la urmă, a unei identități

sociale regionale specifice a prezentului pe baza memoriei trecutului²⁰. Tipurile de așezări rurale, modul de construcție a caselor, Comunitatea de Avere etc., reprezintă urme extrem de vii ale perioadei grănicerești și ale suveranității austro-ungare. Plecând de la această observație, am încercat să verificăm existența unei identități bazate pe prezența, în *memoria colectivă*, a unor urme la fel de vii ale trecutului și ale cauzelor care au dus la situația prezentă. Cercetările de teren au confirmat că aceste urme există, dar „extrem de vii” sunt numai în memoria istoricilor și a cercetătorilor regiunii și perioadei de care ne ocupăm. Dacă lăsăm deoparte această din urmă categorie socială, ne confruntăm, dacă nu cu o cvasiuitare a trecutului, cel puțin cu o lipsă de conștientizare a consecințelor sale asupra situației prezente. Modul de construire a caselor și tipul de așezare rurală sunt, în cele din urmă, pur și simplu „moștenite”: **Așa am moștenit** (Nicolae Velțanescu, 70 ani, 4 clase, sat Globu Craiovei). *Dumneavoastră spuneți că e teren puțin, dar am văzut că aici pe Valea Almăjului peste tot așa se fac. Așa e datina!* (Petru Fișteag, 44 ani, sat Globu Craiovei)

Prezența Austro-Ungariei se manifestă uneori, dar pare prea îndepărtată pentru a se mai înțelege legătura sa directă cu situația actuală. *Casele de ce se construiesc așa, nu numai aici, în toată zona asta, puse cu fața la stradă una lângă alta? Păi... model austriac. Zic: cum a fost influența austro-ungară, cam la noi așa e (...). Și de ce s-a importat modelul ăsta, aveți idee? S-a moștenit. Așa a fost construit de cei bătrâni* (sat Lăpușnicel).

Mărturiile culese în satul Globu Craiovei, în ceea ce privește explicația respectivului tip de așezare rurală, sunt izbitor de uniforme: lipsa unui spațiu intravilan suficient, determinată de registrul geografic al așezării, înconjurată din toate părțile de dealuri muntoase, pare să fie singura cauză a dispunerii actuale a nucleelor gospodărești. Aceste mărturii consonează cu motivul invocat mai devreme (nota 16) în apariția satului *adunat* de tip românesc, în regiunile de deal și de munte: „**Eh, a fost spațiul mic și nu aveau oamenii unde să-și facă, fiindcă aicea erau căși, la deal îi clanț și nu puteau să mai scobească în clanț, că nu era ca acuma, să bage dinamită sau să bage aia... excavator, atuncea numai dacă săpa omul cu chilovița, să-și facă câta cuib, să-și facă cășile sau la găini** (Ana Panduru, 72 ani). **Păi, nu e, de exemplu, spațiu, teren, la pustă, unde zicem pe pustă, pe câmpia Timișoarei (...)** a făcut casă, aicea în spatele casei o avut două-trei hectare de pământ, aicea are câta gospodăria, altul nu are nici grădina, să pună un strat de morcovi sau de ceapă, nu are grădină, nimic” (Petru Răduță, 66 ani). La observația cercetătorului, conform căreia și satele din zonele deschise au aceeași configurație, se invocă argumentul tradiției nivelatoare.

²⁰ De aici nu reiese că susținem că prezentul este doar un produs al trecutului. Teoriile construcționist-interacționiste ale identității consideră că memoria este totdeauna o construcție reactualizată a trecutului și nu doar o copie fidelă a acestuia (Gavreliuc 2000: p. 163). Amintirile se reorganizează în funcție de interesele actuale ale grupurilor și comunităților (Chelcea 2005: p. 174). Din această perspectivă, mai degrabă trecutul ar fi un produs al prezentului.

O transformare importantă – pe care intenționat nu am tratat-o la locul cuvenit – în arhitectura gospodăriei de fost grănicer se produce în a doua jumătate a secolului XX. Observăm o extindere a locuințelor, prin încorporarea singurei laturi deschise a gospodăriei de tip *învăluit*: latura dinspre stradă. Frontoanele dinspre stradă dispar, poarta de intrare este practică într-o parte sau în mijlocul locuinței, acoperișul se întinde pe toată lungimea locuinței, inclusiv deasupra porții, cu o apă spre stradă și cealaltă spre curtea interioară, unit cu acoperișurile de pe laturile perpendiculare pe stradă. Casele par dispuse una în prelungirea celeilalte, strada, o succesiune de fațade pe ambele părți. Probabil că un factor important care a contribuit la această transformare este reprezentat de lipsa unei tradiții locale a locuinței pe două niveluri (Săracă 1982: p. 92), care ar fi dus la suplimentarea nevoii de spațiu locativ pe verticală.

Am încercat să depistăm cauzele unei asemenea transformări în arhitectura gospodăriei grănicerești, poate transformarea de cea mai mare amploare, de la impunerea sistematizării austriece. Ipoteza că noua arhitectură reprezintă un reflex al frustrării de spațiu locativ – frustrare-produs al necesității ca un număr mare de persoane să viețuiască împreună în perioada comunională – a fost sistematic infirmată de discuțiile purtate cu sătenii. Nici măcar sporul demografic nu reprezintă o cauză, de vreme ce gospodăriile au devenit, sub raportul numărului de locuitori, din ce în ce mai puțin numeroase²¹.

Explicațiile sătenilor (incluzându-l de data aceasta și pe prof. P. Panduru din Prigor, un asiduu cercetător al istoriei Țării Almăjului și a satului Prigor), privind cauzele apariției locuințelor multicelulare cu fațada la stradă, rezonază la unison: pe de o parte, sporirea mijloacelor materiale, ca urmare a disponibilității locurilor de muncă în perioada comunistă, a făcut posibilă construirea unor astfel de case; pe de altă parte, ridicarea caselor de acest tip reprezintă un element de prestigiu: **Așa sunt făcute toate după război, astea care sunt, în rest a fost cum o vedeți pe asta. Dar tot așa erau la stradă? Da, tot în frontoane la stradă, tot așa la stradă. Știți de ce au fost făcute așa? Nu a fost posibilitate de la ai bătrâni, nu a fost cârpici atunci ca acuma, la noi și-au lucrat cășile, au fost pe la TFR oamenii băgați, și atunci au fost la IF ăsta, la Iablanța, lucra mulți oameni și la Petnic aicea (...)** (Ilie Fișteag, 79 ani, sat Globu Craiovei). **Casele cum se făceau înainte? Erau mai mici (...) alte căși acu'. S-o modificat, s-o făcut, din an în an s-a mărit. De ce s-a mărit? Care de care a vrut să-și facă mai mare, să aibă mai mare locuință, mai frumoasă** (Dochia Nicoliciță, 85 ani, Pârvova).

Amintirea grănicerilor și a comunioanelor – în cele câteva cazuri în care pare a nu se fi estompat cu totul – este mai degrabă amintirea unor *stări de fapt*, fără a fi surprinsă prea mult dinamica și legătura dintre ele: **Aici a fost sat de grăniceri, dacă vreți (...) înainte (...) de Primul Război Mondial, când a fost**

²¹ În dialogul avut cu prof. P. Panduru în satul Prigor pe tema tipului de case, ne-a fost arătată o casă multicelulară cu fațada la stradă, din jurul anului 1890. Locuința a primarului de atunci, se pare că ar fi fost construită totuși din nevoia de a adăposti confortabil o familie numeroasă.

Austro-Ungaria aici, că noi am avut imperiul austro-ungar până la Cerna, pe dealul Cernei, care a aparținut, de la Herculane, la România, Țara Românească, și dincoace, la Austro-Ungaria. Asta a fost până în '18 (Nicolae Velțănescu). De grăniceri știți ceva? Pe grăniceri zicea că le dă lemne ca la grăniceri, așa era... sau îi zis. Da' nu mai țin eu minte cum a fost și cum (Aron Nicoloiță, 100 ani, pensionar, veteran, sat Pârvova). Și înainte câte familii stăteau într-o casă? Păi erau grănicerii. Câți stăteau într-o casă? Oho, erau mulți, stăteau câte șapte, opt, zece, câte trei-patru generații, toți ascultau de unul singur, acu' doi-trei. De cine ascultau? De ai bătrâni. Ei împărțea fiecare să se ducă la lucru și unii la vite, unii la munca câmpului, și la anul viitor se schimba (...), dar se înțelegeau toți (Iosif Răduță, 87 ani, sat Globu Craiovei).

Uneori amintirea traiului în comunie este destul de vie. În fața noastră se află de data aceasta un interlocutor cu o experiență deosebită de a restului comunității, Emil Purdelea, 86 ani, din satul Gârbovăț, veteran de război, prizonier de război în Uniunea Sovietică, deținut politic în perioada comunistă, ca urmare a refuzului de a accepta o slujbă în structura de partid, care-și conservă amintirile prin scrierea lor. Prin urmare, ne aflăm în fața unei persoane cu un potențial sporit de a acorda atenție detaliilor: **Cum să vă spun? Pe la început, povestea un bătrân, din părinții lor, bunicii, cum... Prima dată îi controlau când au venit de-au ocupat aici și le-o impus la fiecare să-și cultive pământul, femeile făceau mâncare și duceau la lucrători la câmp. Controla poliția, pe timpul ăla, să vadă cum e mâncarea, dacă e bună sau nu e bună, e făcută bine sau nu, pentru cei ce lucrau, pentru familie (...). Fiecare familie avea casa după mărimea familiei, dacă era familie mai mare, avea cu camere mai multe, două-trei camere, atunci nu dormea fiecare pereche în camera ei, dormeau toți într-o cameră, la un loc, erau camere mari.**

Relativ slabă percepție a condiționării proceselor istorico-sociale este confirmată mai ales în cazul legăturii dintre grăniceri și Comunitatea de Avere, *amănunt deosebit de important pentru înțelegerea dinamicii procesului de refacere actuală a Comunității de Avere: Cum era cu Comunitatea până în război? Păi chestia cu drepturile, aveai drept, era zi numită când să ne ducem și era pădurari acolo, de puneau ștampila pe ele, aveam bilete pentru 20 de metri steri, ziceau să aduc mai mult, atât era scris pe biletul ăla (...)* **Un fel de drept de grăniceri. Și de acolo, de la grăniceri, a rămas Comunitatea? Nu știu ca să vă spun asta (Iosif Răduță). Există vreo legătură între grăniceri și Comunitatea de Avere? Aia nu mai știu. Din Comunitatea de Avere aduceai lemnele astea gratuite. Din Comunitatea de Avere, dar numai de foc, de construcție făceai țidulă aparte (Ilie Fișteag).**

Pasajele redată aici sunt doar câteva dintre înregistrările legate de amintirea Comunității de Avere, mărturii care prezintă aceeași uniformitate ca și în cazul răspunsurilor la întrebările noastre despre tipul de așezare rurală și maniera de construcție a caselor. Ni se reactualizează doar o stare de fapt, o vreme în care te

puteai duce în pădure în anumite zile, pentru a ridica o anumită cantitate gratuită de material lemnos (de obicei de foc, lemnele de construcție se plăteau probabil la un preț mai mic decât prețul oficial).

UN POSIBIL BOICOT AL ISTORIEI

Dintr-o perspectivă funcționalistă, legătura dintre memorie și identitatea locală este foarte strânsă (Fentress & Wickham 1992: p. 100), iar înțelesurile atribuite trecutului sunt întotdeauna legate de context (vezi și nota 20); în măsura în care se schimbă contextul, se schimbă și înțelesurile (*ibidem*, p. 68). Mai mult decât atât, informația stocată este dependentă de context: atunci când această informație nu mai are utilitate în noul context, va tinde să dispară. O astfel de informație ar putea totuși supraviețui, în măsura în care s-ar utiliza un procedeu care s-o desprindă de contextul în care este relevantă (adică înmagazinarea ei în mituri, genealogii, povești și epopei etc.) (*ibidem*, p. 72). Pentru omul modern, *scrisul* a reprezentat procedeul utilizat cel mai adesea pentru conservarea și desprinderea de context a informațiilor.

Acest lucru devine cu atât mai evident în cazul unei anumite categorii sociale, țărani, dacă ne orientăm după criteriul pe care Fentress & Wickham îl utilizează în caracterizarea acestei categorii: cultivatori de subzistență (*ibidem*, p. 91). Nu am putea spune că populația întâlnită în satele bănățene este doar o simplă populație de cultivatori de subzistență, dar majoritatea gospodăriilor întrețin astfel de activități, fără ca acest lucru să reprezinte o sursă principală de venituri. În plus, cultivatorul de subzistență, drept pură categorie socială, este puțin probabil să mai poată fi întâlnit în această regiune. Astfel că un criteriu sumar, mai apropiat de zilele noastre și de spațiul geografic în care ne situăm pentru definirea categoriei țărănești (în cazul în care păstrăm această titulatură), ar avea următoarea formulare: **țărani** – *categorie socială cu reședință rurală, desfășurând activități de subzistență, în principal agricole și zootehnice, implicată, în același timp, în activități extragospodărești, în special în sectorul industrial, activități de natură să asigure totuși cea mai mare parte a veniturilor.*

Perspectiva funcționalistă (în care *contextul* este cel care leagă și dezleagă lucrurile) este relevantă și pentru raportul țărani/istorie, subliniat de mulți cercetători: „Dar tendința a fost ca țărani să fie considerați, *par excellence*, drept o clasă socială în afara timpului, și aceasta din anumite motive. Țărani au fost adesea caracterizați (...) ca nefiind parte componentă a lumii culturale: o categorie tăcută, fără memorie, legată, invariabil, pentru totdeauna de ciclurile naturii (...) și, drept rezultat, exclusă, prin definiție, din procesele istorice reale” (*ibidem*, p. 101).

Dacă insistăm totuși în căutarea unei identități legate de o experiență istorică, situația întâlnită în teren și observațiile de mai sus ne conduc către concluzia unei identități legate cel mult de etajul memoriei, pe care J. Candau îl numește

„proto-memorie”, iar P. Bourdieu *habitus*: un etaj inconștient, în care sunt depozitate experiențele cele mai rezistente, împărtășite de membrii unei comunități, experiențe care nu mai găsesc calea verbalizării (Gavreliuc 2000: p. 163), în care istoria doar lasă urme, foarte vizibile totuși, fără a fi ea însăși prezentă – toate aceste lucruri (adăugăm noi, raportându-ne la situația de față) în contrapartidă cu accentuatele valențe identitare istorico-regionale ale unei pleiade de redevabili ceretători și istorici²².

Demersul nostru se poate încheia aici, printr-o rezolvare simplă și în conformitate cu opinia larg răspândită în comunitatea științifică, privind raportul dintre categoria socială țărănească și istorie. Există însă un amănunt care sugerează o continuare a efortului ipotetico-explicativ, legat de prezența trecutului în configurarea identității actuale a acestei categorii. În acest scop, ne întoarcem la Comunitatea de Avere, pentru o privire mai detaliată.

Observăm că memoria colectivă păstrează amintiri ale unei instituții numite Comunitatea de Avere, cu sediul la Caransebeș, și, mai vii decât toate, amintiri ale unor drepturi, în special drepturi de material lemnos. Nu am descoperit însă nicio amintire legată de *structura administrativă* sau de *statutul juridic* al Comunității de Avere. Adesea Comunitatea de Avere este totuna cu statul, ceea ce indică o indiferență a săteanului față de regimul juridic al instituției de administrare, atâta vreme cât el nu a făcut – sau nu face – parte din conducerea acestei instituții. Această observație se înscrie totuși în logica raportului țaran/istorie mai sus menționat. Dar o logică a trecutului nu trebuie să fie neapărat și o logică a prezentului. Între anii 2000 și 2006, cadrul legislativ permite reînființarea Comunității de Avere și, încetul cu încetul, ne așteptăm ca acest eveniment să permeabilizeze viața cotidiană a sătenilor. Situația întâlnită este departe de a avea acest aspect. Întâlnim aceeași indiferență nu numai față de o structură administrativă sau față de regimul ei juridic, ci și față de *orice formă de proprietate care depășește caracterul strict individual*. La nivel de instituții locale (primării) au existat demersuri, mai mult sau mai puțin susținute, de informare a cetățenilor, s-au întocmit uneori tabele cu urmașii foștilor grăniceri care vor beneficia de pe urma Comunității de Avere, s-au solicitat cereri de înscriere în aceste tabele. Cu toate acestea, Comunitatea de Avere rămâne o instituție ruptă și departe de existența cotidiană locală. Ne confruntăm cu o lipsă aproape totală a unor presiuni, inițiative și interes ale sătenilor față de stadiul activităților de reînființare a Comunității de Avere. Există doar activitățile structurii administrative actuale a Comunității de Avere, în colaborare cu primăriile, activități de natură „ezoterică” pentru marea majoritate a sătenilor. Pe de altă parte, unele opinii susțin că această stare este întreținută cu bună știință de anumite persoane, din structura administrativă sau nu, care ar urma să beneficieze de pe urma acestei situații.

²² De mare ajutor ne-au fost, de exemplu, dialogurile avute cu Liviu Groza din Caransebeș, Pavel Panduru din Prigor, Rancu Gheorghe din Șopotul Vechi.

Dacă am încerca să înțelegem comportamentele actuale drept comportamente-reminiscente ale perioadei comuniste, perioadă, care, după cum observă David A. Kideckel (1993: XIII), creează „indivizi din necesitate autocentrați, neîncrezători și apatici în chiar miezul ființei lor”, am atinge doar o mică parte de adevăr și ne-am menține la suprafața lucrurilor. Căutăm, mai degrabă, fondul problemei, pe care se proiectează aceste stări de fapt.

Considerațiile de mai sus ne îndreaptă, printre altele, către reconsiderarea unei teme îndelung controversate: tema boicotului istoriei²³. Lucian Blaga lansa această ipoteză în al patrulea deceniu al secolului XX. În esență, populația din spațiul fostei Dacii romane, confruntată cu valurile migratoare care s-au succedat în primul mileniu d. Hr., se retrage din istoria în registru major, ca unică modalitate de a-și conserva și plămădi ființa etnică, „matricea stilistică”, cum o denușește Blaga. Se retrage apoi ori de câte ori stăpânirile străine caută să o atragă în vâltoarea acestei istorii. Este vorba de o retragere într-o existență „organică”²⁴, în care-și actualizează potențele creatoare și făuritoare de istorie cel mult într-un registru minor, folcloric, local. Expresia concretă a acestei forme de comportament va fi fost *nepăsarea*: „În genere, românii s-au ferit prin nepăsare să participe la o istorie care nu era expresia ființei lor” (Blaga 1985: p. 310). La *nepăsare* am putea adăuga *uitarea*. Devenirea istorică a românilor, observă Blaga, cu rare excepții²⁵ poartă pecetea boicotului istoriei. Există și o perioadă de afirmare națională și de dialog cu istoria, care va duce la Marea Unire din 1918²⁶. Este vorba însă de acțiunile unei elite²⁷, desfășurate în prima jumătate a secolului XIX, „programatic și *norocos* urmărite” (*subl. ns.*, S. Ș.), care „vor duce, peste un secol, cu logică de fier, strâns sprijinită de *soartă* (*ibidem*), la unitatea politică a neamului românesc” (*ibidem*, p. 310). În tot acest timp de afirmare națională, poporul român aflat sub diferite stăpâniri își continuă boicotul și abia momentul 1918 ar crea premisele încetării acestui boicot și abordarea registrului major al istoriei. Totuși, fenomenul nu se întâmplă: satul rămâne închisat în „cochilia” sa. Blaga consideră că e nevoie

²³ În chiar studiul introductiv pe care-l realizează la *Trilogia culturii*, Alexandru Tănase pare mai degrabă preocupat să semnalizeze neajunsurile acestei concepții decât să furnizeze un comentariu adecvat al ei.

²⁴ A nu se confunda „organicul” de aici cu „organicul” lui Emile Durkheim. „Organicul” lui Blaga ar aduce mai degrabă cu „mecanicul” lui Durkheim.

²⁵ Domnia lui Ștefan cel Mare în special, perioada brâncovenească la o scară mai redusă.

²⁶ Profesorul G. Geană, într-un articol recent, *The Carpathian Folk Fairs and the Origins of National Consciousness among Romanians*, emite o teorie interesantă privind formarea conștiinței naționale la români, contrară teoriei gellneriene conform căreia conștiința națională se formează întâi la nivelul unei elite burgheze, răspândindu-se după aceea în rândurile restului populației. Profesorul Geană subliniază rolul târgurilor de „două țări” de pe înălțimile Carpaților sau de „trei țări” de pe curbura acestora în formarea acestei conștiințe întâi la nivelul „maselor”: „De-a lungul secolelor, asemenea târguri au avansat percepția că participanții vorbesc aceeași limbă, împărtășesc aceeași credință religioasă, și aparțin aceluiași neam (...) Pe scurt, târgurile populare au contribuit la trezirea conștiinței naționale românești” (2006: p. 91). Observăm, până și la acest nivel, o dezvoltare proprie a unei teme importante din registrul major al istoriei.

²⁷ Elită care adesea „nu încetează să participe la «istoria» ce se face prin blestemată substituire din partea altora pentru români”, care „se complăce câteodată destul de condamnat într-un fel de «surogat de istorie»” (Blaga 1985: p. 307).

de răbdare și timp pentru arderea unor etape necesare înscrierii pe portativul istoriei și alinierea la structurile de gândire și acțiune europene.

S-ar părea că apelul la răbdare, privind ieșirea din boicot lansat de Blaga la nici două decenii după momentul 1918, este justificat. Revenind la prezent (2007), *putem afirma că boicotul istoriei a încetat în spațiul românesc?* Acele trăsături de autocentrare, neîncredere și apatie, de care vorbește Kideckel, nu reprezintă oare tot o formă de boicot al istoriei, de data aceasta al istoriei create (cel puțin în aparență) de o structură de autoritate cu totul străină de o devenire istorică firească a poporului român?²⁸ Această uitare a originilor unui tip de așezare rurală și a unei maniere de construcție a caselor n-ar fi tot o formă de boicot istoric? Dezinteresul și distanțarea față de o structură administrativă a unei Comunități de Avere, față de orice structură autoritar-administrativă, care, chiar dacă, în aparență, nu dirijează „fluxul” istoriei, dirijează totuși „fluxul” resurselor către direcții care nu duc întotdeauna către săteanul de rând, nu are tot aspectul unui boicot al istoriei? Folosirea obsesivă în Țara Vrancei a apelativului „ei” referitor la conducerea obștilor, nu ar fi tot o formă de boicot la nivelul limbajului cotidian?

Numitorul comun al situațiilor care duc la boicotul istoric, atât înainte de L. Blaga, cât și după aceea, este reprezentat de *forma de autoritate*. Cu rare excepții, formele de autoritate care s-au succedat de-a lungul istoriei, „reprezentative” sau nu, n-au fost de vreun real folos populației rămase în afara structurii autoritative. Posibil că pe acest fond se cristalizează în timp o suspiciune față de orice formă de autoritate. Aceasta reprezintă una din urmele adânci lăsate de istorie la nivelul proto-memoriei sociale, gata oricând să activeze un boicot al istoriei, ori de câte ori autoritatea, de factură autohtonă sau nu, oferă cel mai mic semn al îndreptării către o direcție alta decât cea așteptată. Or, autoritățile au avut, în general, acest caracter și ne întrebăm dacă acest boicot al istoriei nu capătă, de fapt, forma unui boicot al oricărei autorități trecute sau viitoare. Din această perspectivă, nu ni se pare deloc inexplicabilă contradicția dintre o mărturie în legătură cu haiducia pe meleagurile almăjene în vremurile grănicerești, pe care am cules-o întâmplător, și imaginea furnizată deopotrivă de Blaga și de o serie de alți savanți, printre care și istoricii meleagurilor bănățene – a haiduciei ca formă substanțială de rezistență a poporului român împotriva stăpânilor străine și a istoriei impuse de acestea. Astfel, în demersurile de depistare a unei explicații locale, în legătură cu originea tipului de așezare și arhitectură locală, înregistrăm întâmplător și următoarea mărturie: *Dar de ce au fost făcute așa (casele), știți? Nu, nu știu. Probabil că atunci pentru apărare, că pe timpuri, pe vremuri, înainte, cum se spune, cu haiducii, (...) au fost hoți de codru, cum se spune, și or furat de prin căși, pe la lume, or bătut*” (sat Globu Craiovei). Ne confruntăm aici cu imaginea pe care istoricii cercetați încearcă să o demonteze, ca fiind artificial

²⁸ Probabil Kideckel nu a fost la curent cu această ipoteză. Aprecierile sale legate de perioada comunistă (pe care le considerăm destul de fondate) ar fi apărut într-o altă lumină trecute prin filtrul boicotului istoriei. Faptul de a nu fi fost la curent cu o astfel de ipoteză este destul de scuzabil pentru Kideckel: tot Blaga observă că o astfel de reacție în fața istoriei este destul de rară, prin urmare, adăugăm noi, puțin familiară celor mai mulți dintre cercetători (1985: p. 307).

creată de autoritățile austriece. Pe baza ipotezei propuse de noi, ar fi vorba doar de imaginea și memoria poverii impuse de încă o formă de autoritate. Haiduci sau austrieci, comuniști sau instituții conducătoare democratice, toate reprezintă forme de autoritate și de folos doar persoanelor înglobate în aceste structuri.

ÎNCHEIERE

Din perspectiva mai sus proiectată, avem o ipoteză explicativă și interpretativă, atât în legătură cu dezinteresul sătenilor din fosta graniță estică a Banatului față de reînființarea Comunității de Avere, cât și a lipsei de relevanță a fenomenelor istorice din ultimele trei secole, în construirea unei identități regionale. Interesul față de reînființarea Comunității de Avere este manifestat doar de o elită, posesoare a unor documente ale Comunității de Avere de dinainte de anul 1945, ale cărei motivații de implicare în acest demers nu avem de unde să le cunoaștem, iar conturarea unei identități regionale legate de o devenire istorică particulară (în acest proces fiind recunoscut rolul civilizator al stăpânirii austriece) se manifestă la nivelul unei alte elite, istorici și cercetători ai istoriei Banatului. Din acest punct de vedere, opiniile lui Petru Hamat, în contradicție cu ortodoxia opiniilor tradiționale, reprezintă un fenomen destul de insolit.

Mai mult, în anumite condiții, trecutul și autoritatea pot deveni surse de *distanțare* identitară, așa cum reiese din studiul Smarandei Vultur în legătură cu evoluția comunităților de bănățeni deportați de autoritatea comunistă în Bărăgan. Identitatea se construiește în ciuda momentului crucial al dizlocării și în ciuda autorității: „dacă «noi am pierdut totul» – bunuri, case, pământuri, agoniseala de-o viață – afirmau mai mulți subiecți, «copiii noștri s-au realizat devenind peste ani medici, ingineri, profesori»” (S. Vultur, *apud* A. Gavreliuc, 2000: p. 175).

S-ar cuveni să fie punctate și alte aspecte legate de stadiul activităților de reînființare a Comunității de Avere în vara anului 2006²⁹, precum și de fenomenele sociale generate de acest eveniment. Ne oprim deocamdată aici, cu constatarea că *identitatea, căutată cu modestele mijloace pe care le-am avut la dispoziție, încă nu a fost găsită*. Granița bănățeană și grănicerii reprezintă trecutul pe care poate l-am fi vrut recuperat pe alte coordonate³⁰. Așteptăm și alte studii, care să confirme sau să infirme rezultatul la care am ajuns³¹.

²⁹ Monica Popa (Șișeștean), conducătoarea proiectului de cercetare, realizează în paralel o abordare mai detaliată a acestor aspecte. Așteptăm cu interes rezultatul analizelor dumneaei.

³⁰ Fentress & Wickham sunt foarte atenți în a sublinia că marile evenimente din trecutul unei comunități sunt cel mai adesea desemnate de persoane din exteriorul acestora, cu siguranță de persoanele din exteriorul societăților țărănești (am adăuga noi, și din exteriorul categoriei sociale țărănești) (1992: p. 95, 96, 98, 122). Războaiele napoleoniene sau înființarea Comunității de Avere pot avea pentru cercetător aspectul unor evenimente impunătoare pe firmamentul istoriei regionale, în timp ce de mult pot fi șterse din memoria orală colectivă.

³¹ Adresez mulțumiri următorilor: Monica Popa, Costion Nicolescu (București), Liviu Groza (Caransebeș), Pavel Panduru, Ioan Rotaru, domnișoara Simona Prigor, precum și tuturor celor care ne-au fost de mare ajutor în realizarea studiului.

BIBLIOGRAFIE

1. BLAGA, LUCIAN, *Trilogia culturii*, București, Editura Minerva, 1985.
2. BONA, PETRU, *Ortodoxismul graniței româno-bănățene*, Caransebeș, 1996.
3. BURACU, C., *Din Istoria Banatului Severin*, Caransebeș, 1932.
4. BURACU, C., *Cronica istorică a Almăjului*, în „Revista Institutului Social Banat-Crișana”, 1941, anul IX, mai-august. *Fundamentalnice legi pentru Granița Militărească*, Buda, 1808 (traducere românească a Constituției Confiniare din 1807).
5. CHELCEA, SEPTIMIU, *Psihologie socială*, București, Editura Economică, 2005.
6. DOLÂNGĂ, NICOLAE, *Țara Almăjului*, Timișoara, Editura Mirton, 2000.
7. FENTRESS, JAMES & WICKHAM, CHRIS, *Social Memory*, Cambridge & Massachusetts, Blackwell Publishers, 1992.
8. GAVRELIUC, ALIN, *Memorie și identitate*, în *Stereotipuri, reprezentări și identitate socială*, Pitești, Editura Universității, 2000. p. 149.
9. GEANĂ, GHEORGHÎĂ, *The Carpathian Folk Fairs and the Origins of National Consciousness among Romanians*, în „Nationalities Papers”, Vol. 34, 2006, No. 1, March, p. 91–110.
10. GROZA, LIVIU, *Arhitectura caselor grănicerești*, în „Studii și comunicări de etnografie-istorie”, Caransebeș, 1977.
11. HAMAT, PETRU, *Comunioanele grănicerești bănățene*, Timișoara, Editura Marineasa, 2002.
12. HUNTINGTON, SAMUEL, *Ciocnirea civilizațiilor și refacerea ordinii mondiale*, Filipeștii de Târg, Editura Antet XX Press, traducere de Radu Carp.
13. IONESCU, GRIGORE, *Arhitectura populară în România*, București, Editura Meridiane, 1971.
14. IORGA, NICOLAE, *Observații și probleme bănățene*, București, 1940.
15. KIDECKEL, DAVID A., *The Solitude of Collectivism. Romanian Villagers to the Revolution and Beyond*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1993.
16. MARCHESCU, ANTONIU, *Grănicerii bănățeni și Comunitatea de Avere*, Caransebeș, 1941.
17. MĂRAN, T., *Documente din istoria grăniței militare bănățene*, vol. I, Viena, 1993.
18. PANDURU, PAVEL, *Monografia localității Prigor*, Reșița, Editura Timpul, 2000.
19. PETRESCU, PAUL, *Studiul arhitecturii populare în Banat*, în „Anuarul Muzeului Etnografic al Transilvaniei”, Cluj, 1959–1961.
20. RĂDULESCU-MOTRU, Constantin, *Psihologia poporului român*, în vol. *Psihologia poporului român*, București, Editura Paideia, 1999, p. 11–32.
21. SANDU, DUMITRU, *Dezvoltare comunitară. Concepte, principii, experiențe*, București, Universitatea București, Facultatea de Sociologie și Asistență Socială, Program de master, Administrație Publică, 2004.
22. SĂRACĂ, NICOLAE, *Arhitectura populară în Banat. Fondul tradițional*, București: Academia de Științe Sociale și Politice/Institutul de Istorie a Artei (teză de doctorat), 1982.
23. SITARIU, DĂNILĂ, *Valea Almăjului. File de istorie și credință*, Reșița, Editura Timpul, 2003.
24. SMEU, LIVIU, *Contribuții la istoria Almăjului*, București, Editura Litera, 1977.
25. STEGARU, ANIȘOARA, *Cultura participativă între tradiționalism și modernitatea rurală*, București, Lucrare de disertație pentru Masteratul de Antropologie Socială și Dezvoltare Comunitară din cadrul Facultății de Sociologie și Asistență Socială a Universității București, 2006.
26. STOICA DE HAȚEG, NICOLAE, *Cronica Banatului*, Timișoara, Editura Facla, ediția a II-a, 1981.
27. ȘTEFĂNUCĂ, SEBASTIAN, *Obștea – identitatea pierdută și neregăsită*, în „Studii și comunicări de etnologie”, 2005, tomul XIX, Sibiu.

S. DAMIAN, *Zbor aproape de pământ*, eseuri, București, Editura Hasefer, 2008.

Într-o suită de eseuri adunate într-un tom masiv (de aproape 600 de pagini), S. Damian, fost docent, vreme de 20 de ani, la Seminarul de Romanistică al Universității Heidelberg, abordează, cu o vervă tinerească și cu un simț de observație acut, care-i desfid vârsta biologică, problema incomodă a întemeierii sociale a literaturii. Afirmăm că sunt probleme incomode, deoarece ele se situează pe hotarul turbure dintre forța creatoare și angajarea artistului în luciditate, într-o „corectitudine politică” naturală, netributară unei eventuale ideologizări supraadăugate. După cum precizează autorul însuși, în cuvântul său înainte, „e vorba de o receptare a fenomenelor de ruptură în societate, cu separarea dintre bine și rău, dintre adevăr și minciună” (p. 9). Ceea ce propune eseistul este un demers demn de a fi realizat pe scară largă, în conștiința fiecăruia, în practica socială și în cea a scrisului: disocierea între „o forță de creație impresionantă” și posibila ei atragere în vâltoarele unor curente de idei extremiste, ilogice, rasiste. Indestructibil legat de cultura română, căreia îi datorează formația sa intelectuală, după cum mărturisește, în pagini impresionante, dar și de cea iudaică, inerentă destinului său individual, cărturarul a înțeles, prin experiența unei vieți dedicate literaturii, că artistul și intelectualul oricărei societăți democratice au datoria de a opera, în profunzimea cugetului, demarcația clară între pregnanța expresiei artistice, realitate cu un potențial fascinatoriu evident, și eventuala alunecare într-o barbarie a opțiunilor sociale. Lucrurile fiind clare, de unde provine totuși dificultatea întreprinderii? Tocmai din funesta capacitate de amalgamare a celor două elemente, ce par, uneori, ca într-o oglindă strâmbă, a se valida reciproc, fără a avea dreptate: talentul artistic se pune atunci în slujba unor idei și atitudini primitive, păguboase, iar acestea capătă permis de liberă trecere, grație expresivității artistice cu care au fost, pe nedrept, învestite. De unde tragismul unor experiențe și destine eșuate, precum și, câteodată, îndărătnicirea în eroare, consecință a unei atașări iraționale de un imaginar resimțit ca teaur al mentalului colectiv.

Eseurile, grupate în trei capitole mari: *Portrete în mișcare* (ce comentează autori români), *Pe alte meridiane* (aceeași problematică, regăsită la autori străini) și *Puncte de reper* (despre autori români și străini), sunt incomode, deoarece provin dintr-o exersare foarte liberă a propriului discernământ, fără vreo inhibiție în a gândi cu mintea proprie, fără niciun respect față de tabuuri. S. Damian nu face nicio concesie snobismului, gândirii servile, tentației de a măguli vreun curent de opinie prestabilit. El valorifică netemător tot ce are mai bun moștenirea postmodernă, prin aceea că nu se sfiește să chestioneze justetea situații social-politice a unor opere literare și, implicit, a unor creatori, să pună sub semnul întrebării valoarea umană de ansamblu a unor opere construite în jurul unor idei discutabile. Este o încercare, înscrisă pe o linie clasică deja, de a sparge viziunea care a instituționalizat, pentru multă vreme, în lumea academică și nu numai, separația dintre studiile istorice și cele literare, pentru a ne exprima în termenii Lindei Hutcheon, divorțul dintre viață și literatură. Fie că-i dăm dreptate eseistului, fie că nu, nu putem să nu luăm notă de natura tonică, revigorantă, a unor atari poziții critice, ce constituie, evident, veritabile punți dialogale.

Dezbaterea cea mai amplă din volum este întreprinsă în jurul gândirii de tinerețe a lui Cioran și Eliade (unei analize similare sunt supuși, în plan secund, și Ionesco și Noica). Suportul discuției este volumul incendiar al Alexandrei Laignel-Lavastine, lăudată pentru acuratețea unor dezvăluiri, dar, de la un punct încolo, amendată pentru persistența într-o critică sterilă: S. Damian îi consideră vindecați de vechile lor erezii pe autorii discutați, încât încărcarea lor cu intenții excesive i se pare fantezistă. Sunt evocați și alți comentatori ai chestiunii în discuție (Sorin Alexandrescu, Marta Petreu, Sorin Lavric), ale căror opinii sunt atent cântărite, acceptate ori refuzate, din dorința sinceră de a defrișa o cărare a dialogului, de a îndemna la o purificare mentală generală, spre a se putea izgoni, în chip

definitiv, din lumea intelectuală românească, orice remanență a spectrelor trecutului. Intransigența radicală a lui S. Damian este una în fond benignă: ea nu vrea decât să dinamiteze clișee de gândire, să elibereze blocaje anchilozante, să propulseze semnificații, spre a contribui la construirea unui climat cultural tolerant, obiectiv, nepătimaș (sau, cu un frumos termen tradițional, desprins din cugetarea ortodoxă, ce ni se pare potrivit în acest context – despătimit). Încercarea merită făcută: un spor de respect față de alteritate nu are cum diminua valoarea unor opere sau entuziasmul unor poziții. Sigur că, pe tot parcursul volumului, în pledoaria sa, absolut legitimă, pentru o gândire socială corectă, eseistul manifestă și un strop de autoiluzionare, fiindcă literatura autentică, oricât am năzui să fie altfel, se hrănește și din visceral și ambiguitate, ceea ce S. Damian știe prea bine (a se vedea p. 229). Asta nu înseamnă însă a îngurgita nemestecate tezele false strecurate sub pulpana literarului. Și mai există un fapt greu de acceptat, pe care eseistul nu-l numește, dar care derivă în chip logic din această viziune: atitudinea socială a scriitorului este și o problemă de educație. Eseistul are mereu în vedere un nobil deziderat: acela al unei literaturi privite ca act social de profundă civilitate, ca reflectare a unui stil de viață, ceea ce ar presupune, logic, o (auto)educație pe termen lung, pe care și scriitorii ar trebui/ar fi trebuit (încă din copilărie) să și-o însușească, lucru ce li se poate părea unora greu de făcut, dacă nu imposibil. Dacă existența talentului este o precondiție indiscutabilă a actului artistic (fiind de domeniul evidenței, aceasta nici nu intră în discuție în eseurile de față), poziționarea intelectuală și afectivă față de societate a autorului generic este cu totul altceva – ea poate fi deprinsă, învățată, nu ca o obligație față de cineva, ci ca parte esențială a unui mesaj uman de factură nobilă, elevată (ne referim la literatura luată în accepția de artă ce încă mai are ceva de spus despre conștiința omenească).

Detășarea, desprinderea de clișeele de gândire este însă mai grea decât s-ar părea, dacă ar fi să ne referim doar la dezbaterea heteroclită, dusă de-atâta timp în jurul lui Eminescu. Credem că aici eseistul a atins într-adevăr un punct nevralgic. Eminescu a devenit un model multiform și plurisemantic, apropiat de mulți cu fanatism, nu întotdeauna cu obiectivitate. Uitând de efigia sa eminentă poetică, aceștia și-l revendică prin prisma unor opțiuni social-politice, până la a și-l dori ca exponent al unui românism nepătat. Eseistul demontează vulgaritatea unor teorii ale conspirației, cu (tot mai) numeroși reprezentanți la noi, ca și timiditatea, precumpănitoare, de a-i recunoaște geniului, în ipostaza sa umană, dreptul la declinul fizic. „Nici până azi, la mai mult de un veac de la moarte, scriitorul nu beneficiază de o liberă confruntare și sedimentare a părerilor. (...) Domnește și mai departe un consemn, să nu se insiste asupra clipelor de cădere, asupra fazelor de eșec, marcate de boli și de rătăcirii. Nimic nu trebuie să altereze o imagine a desăvârșirii” (p. 510), în condițiile în care, de o bună bucată de vreme, critica europeană a lăsat deoparte orice reținere în fața „măștilor diformului”, Nerval, Nietzsche, Hölderlin, de pildă, sunt supuși, în Occident, unor ample explorări, ce nu le scad din anvergură, ci îi situează, nuanțat, cât mai aproape de adevărata lor condiție, una complexă și tragică. Merită citit subcapitolul *La Berlin*, care, discutând contribuția cercetătoarei Iliana Gregori la exegeza eminesciană, face un act de dreptate perioadei berlineze a poetului național, socotită de unii critici a fi fost neroditoare. În schimb, noile date revelează fecunditatea acestor ani de intensă acumulare intelectuală, în varii domenii, și de recoltă poetică esențială.

O privire proaspătă aruncă eseistul și asupra lui G. Călinescu, a cărui concepție despre personalitatea umană i se pare a pendula excesiv pe instinctualitate, partea morală, ideală, fiind considerată o simplă mască. Citatele oferite sunt grăitoare. Pornind de la proza criticului, lui S. Damian i se pare că „injoncțiunea ideologiei” a condus la maltratarea propriei organicități a unor prozatori, cei vizați în continuare fiind Sadoveanu, Camil Petrescu, Marin Preda. Acestuia din urmă i se dedică un pertinent eseu, ce contrapune forței începuturilor, naturaletții și dezinvolturii primei faze de creație, scrierile „postmoroameștiene”, căznite, lipsite de inspirație adevărată. E o „scurgere de sevă”, o „dislocare narativă”, explicabile doar prin efortul automutilant de adaptare la un sistem ideologic. Credem că intuiția autorului, deși nu neapărat originală, e foarte fină, fapt valabil și atunci când observă reducționismul călinescian, neîncrederea în iluminare a marelui critic, care „n-are antenă pentru grandoare și tragic” însă e extrem de dotat pentru comic.

Nici romanele lui N. Breban nu scapă de rigoarea critică, atunci când nucleul le este decodat ca expresie epică a unei formidabile mobilizări energetice a unor eroi în fond animalici: „Nevoia de legitimare a uzurpării e întemeiată pe o filosofie a cinismului, expusă deschis, fără reticențe; eroii anunță unui auditoriu o descoperire. Ei susțin că persistă în adâncuri lăuntrice un fond arhaic al biologicului, al animalicului din om. Din acest fond, ca dintr-un depozit inepuizabil, ei se pot

aproviziona și scoate la suprafață resurse care îi fac invulnerabili. Odată pusă în acțiune, forța obscură îi împinge înainte furtunos și nu mai pot pierde. (...) În anumite momente de răscruce, avansând ca niște somnambuli, rostind stălcit, confuz, fraze de nedeslușit, acești oameni ai cavernelor, costumați la fel ca niște oameni oarecare, se prezintă la vedere” (p. 222–223). Atitudinea față de femei a acestor străni parveniți e una de „învăluire și spulberare”. „Randamentul maxim în prinderea muierilor în laț capătă la ei, totuși, agresivitatea de factură bătărană, amestecul de tupeu, cruzime și detestare” (p. 222). În scrutarea acestei viziuni tenebroase, S. Damian se întreabă dacă nu cumva „contactul cu o materie deloc neutrală ascunde și o capcană. Intrând în vizuina fiarei, nu poți fi sigur că vei scăpa teafăr, necontaminat. Fascinația anulează simțul moral, nota un filosof” (p. 228). I se mai pare ciudat, că, în contrast cu operele unor mari autori europeni, de la Shakespeare la Dostoievski, decăzuții eroi brebanieni sunt construiți astfel încât nu au nici cea mai slabă muștrare de conștiință, pentru ei nu există pocăință ori redempțiune. În acest mod, în opinia criticului, prozei brebaniene îi lipsește un pol necesar, ce ar putea conferi o sporită semnificație romanescă, prin echilibrarea tensionată a ansamblului.

Cu Mircea Cărtărescu eseistul e încă mai sever. Dincolo de excelența stilistică a romanelor, îi displac „preeminența narcisismului, roditor, dar și reductiv”, „prisosul de exhibiționism și de artificialitate” (p. 310), atracția ce o exercită asupra romancierului „jegul și putreziciunea, ceea ce miroase ca un hoit, lumina râncedă”, obsesia conjurației, faptul că planul oniric, categoric reușit, e diminuat de cel trivial, popular, al unor intrigi de cartier, apoi autorul nu se mișcă liber în zonele conceptelor, iar în jurnal, „prea stăruie în preocupări legate de reclama cărților, de audiență, de răsfaț” (p. 320).

Observații sfichiuitoare primește și C. Țoiu, pentru romanul *Căderea în lume*, unde dezgustul față de comunism este asociat figurii unei străine, o evreică, mod neîndemânic și nefericit de a spune că ascensiunea ideologiei de tristă amintire nu a aparținut pământenilor. „Diabolizarea străinului” provine din venerarea unui canon arhaic, după care autohtonul ar deține neta superioritate. Dincolo de acest aspect episodic, S. Damian remarcă (iar același reproș îi este adus și lui Andrei Pleșu): „Nu celebrarea tradiției supără, ci hipertrofia unor trăsături în dauna celorlalte, plus alergia față de deschidere și noutate. (...) O matrice a imobilismului e un nonsens”. Subscriem cu totul la acest punct de vedere, ce face din literatură un loc de elecție al dialogului, al toleranței și deschiderii spre celălalt. Pe de altă parte, avem convingerea că asumarea noului se poate face numai cu păstrarea propriei individualități. Credem că perspectiva dialogală, strict umană, la care aderă S. Damian, nu este unica posibilă. Un alt tip de dialog este cel cu divinitatea, precum acela inițiat de A. Pleșu, poziție ce-i acordă acestuia permisiunea de a eluda datele senzorialului, spre a urca nestingherit treptele unei inițieri spirituale.

Paginile dedicate lui Dumitru Țepeneag, printre cele mai frumoase din volum, se pot citi pur și simplu ca literatură de bună calitate, ce recrează atmosfera sumbră, paranoică a anilor '50, când jocul de șah însemna o descătușare lăuntrică, o subminare a regimului, întâi doar în plan intelectual. Prieteniei i se închină un mișcător omagiu, iar curentul onirist este revizitat cu emoție, exactitate și competență. D. Țepeneag beneficiază de un minunat portret, foarte autentic, de excentric și de etern exilat, fie în propria patrie, fie în străinătate: mereu inadapdat și „altfel”, având, în plus, curajul asumării unui activism ce-l face încă mai curios, total atipic. Sunt secvențe ce pot intra în bibliografia obligatorie a onirismului și, generic, a perioadei respective.

Spațiul nu ne permite să ne referim la toate eseurile cuprinse în volum, îndeosebi la cele dedicate unor autori străini, discutați cu o identică exigență și finețe (André Malraux, Drieu de la Rochelle, Rilke, Paul Celan, Kafka ș.a.). Portretele și concluziile sunt, adesea, memorabile.

Prin demersul său, S. Damian dorește să ia un vâl de pe ochii intelectualului român, să alunge orice iluzie privitoare la validitatea unor opțiuni nocive și fără viitor, pe alocuri încă vii în spațiul tăinuit al unei afectivități investite cu prestigiul vechimii, al unui anumit tip de tradiție, privit ca o moștenire „de familie”. Un halo ce nu poate însă nici înnobila, nici aduce beneficii pe termen lung. Contemporaneitatea are alte cerințe, o gândire suplă, flexibilă, sensibilă la alteritate, la aspectele polimorfismului cultural. De bună seamă, unii vor fi intrigați de volumul de față. Alții vor fi revoltați și vor lansa contraargumente. Asemenea cărți tonifiante nu au de ce să inspire stări de contrarietate, teamă ori mânie. Dimpotrivă, ele ar trebui să existe în număr mai mare.

Simona-Grazia Dima

REVISTA ROMÂNĂ DE SOCIOLOGIE

YEAR XXI, Nos. 1–2 • 2010

CONTENTS

THE ROLE OF SCHOOL IN THE CONTEMPORARY WORLD

- ALAIN BAUDRIT, L'éveil du sens des autres à l'école:quelles compétences à développer chez les élèves? (Raising Awareness with Respect to Others, in School: Which Student Skills Should be Developed?) 3

NATIONAL CONSCIOUSNESS AND NATIONAL IDENTITY IN THE CONTEXT OF GLOBALISATION

- ANTON L. ALLAHAR, Politics of Ethno-Nationalism: a Post-Colonial and Post-Socialist Schema 13
CĂLIN COTOI, Marxism and Nationalism. A New Failed Meeting (reply to professor Anton L. Allahar) 39

THE MONOGRAPH OF OSICA DE SUS COMMUNE

- ION PAUL POPESCU, Demographic Elements 45
CONSTANTIN ROȘCA, Christian Belief and Religious Traditions 53
CONSTANTIN ROȘCA, ION SÎRBU, Culture and Ethnography 65

THE HISTORY OF CRIMINOLOGY IN ROMANIA

- GEORGE CRISTIAN SPÎNU, The Evolution of Criminality in Someș County on the Verge of World War II 79

COMMENTS

- LAURA NISTOR, Behavioral Dispositions Towards the Prevention of Pollution in Romania 101
SEBASTIAN ȘTEFĂNUCĂ, The "Frontier" And Frontier Guards in Banat – a Socio-Historical Approach 129

REVIEWS AND READING NOTES

- S. DAMIAN, *Zbor aproape de pământ (Flight next to the Earth)* București, Ed. Hasefer, 2008 (Simona-Grazia Dima) 153

„Revista Română de Sociologie”, serie nouă, anul XXI, nr. 1–2, p. 1–160, București, 2010

REVISTA ROMÂNĂ DE SOCIOLOGIE

Année XXI, N^{os} 1-2 • 2010

SOMMAIRE

LE ROLE DE L'ÉCOLE DANS LE MONDE CONTEMPORAIN

- ALAIN BAUDRIT, L'éveil du sens des autres à l'école: quelles compétences à développer chez les élèves? 3

CONSCIENCE NATIONALE ET IDENTITÉ ÉTHNIQUE, DANS LE CONTEXTE DE LA GLOBALISATION

- ANTON L. ALLAHAR, Politics of Ethno-Nationalism: a Post-Colonial and Post-Socialist Schema (La politique de l'éthnonationalisme: un schema post-coloniale et post-socialiste) 13
- CĂLIN COTOI, Marxisme et nationalisme. Une nouvelle rencontre manquée (réponse au professeur Anton L. Allahar) 39

LA MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE OSICA DE SUS (DU DISTRICT OLT)

- ION PAUL POPESCU, Éléments démographiques 45
- CONSTANTIN ROȘCA, Foi chrétienne et traditions religieuses 53
- CONSTANTIN ROȘCA, ION SÎRBU, Culture et démographie 65

L'HISTORIQUE DE LA CRIMINOLOGIE EN ROUMANIE

- GEORGE CRISTIAN SPÎNU, L'évolution de la criminalité dans la région de Someș auprès de la Seconde Guerre Mondiale 79

COMMENTAIRES

- LAURA NISTOR, Dispositions comportementales concernant la prévention de la pollution en Roumanie 101
- SEBASTIAN ȘTEFĂNUCĂ, „La frontière” et les „grăniceri” (soldats de Banat gardant les frontières) – un abord socio-historique 129

NOTES DE LECTURE ET COMPTES-RENDUS

- S. DAMIAN, *Zbor aproape de pământ (Vol près de la terre)* București, Editura Hasefer, 2008 (*Simona-Grazia Dima*) 153

„Revista Română de Sociologie”, serie nouă, anul XXI, nr. 1-2, p. 1-160, București, 2010

